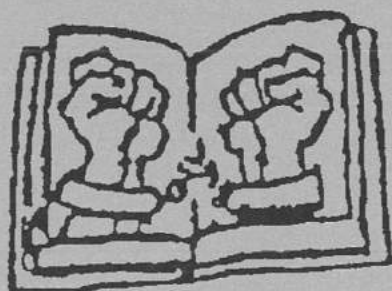


Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Claude Bocquet :**
Etienne Dolet était-il athée ? p. 9
- **Marcel Picquier :**
Claude Le Petit envoyé au bûcher :
le rétablissement de l'ordre après la Fronde p. 17
- **James Guillaume :**
Une falsification historique :
"La République n'a pas besoin de savants" p. 25
- **Valeri Essipov :**
La spirale Netchaïev p. 35
- **Simon Helvétius :**
Les liens de la Russie tsariste
et de la France bourgeoise
à travers les réseaux
de la bourgeoisie briochine (fin) p. 47
- **Jean-Jacques Marie :**
A propos de la rencontre entre Makhno et Lénine p. 61
- **Arslane Klioua :**
Pilsudski contre la Russie soviétique p. 65
- **Robert Landa :**
Mirsaid Sultan Galiev p. 75
- **Dimitri Lobok :**
La mise au pas des syndicats soviétiques
à l'époque du "Grand Tournant" (1929-1930)
(première partie) p. 91
- **Agustin Guillamon :**
Durruti parle p. 103
- **Pierre Chevalier :**
La Cerdagne, la guerre d'Espagne et le POUM
(première partie) p. 109

- **Wilebaldo Solano :**
Une journée inoubliable : le 15 octobre 1943 p. 119

- **Tchou Sintcheng :**
Le bilan
des réformes économiques dans l'ex-URSS p. 125

- **Jean-Jacques Marie :**
Une page d'histoire contemporaine :
le Parti national bolchevique p. 135

- **L'inauguration**
de la bibliothèque Gérard Bloch p. 141

- **Chronique des falsifications p. 147**

- **Notes de lecture p. 153**

Présentation

C E numéro s'ouvre à nouveau sur des pages consacrées à l'imprimeur humaniste Etienne Dolet, brûlé vif place Maubert, à Paris, en 1546. L'auteur pose un problème (Etienne Dolet était-il athée ?) très étroitement lié au problème de la liberté de pensée, et donc au droit à l'organisation. Est-ce un hasard si, peu après l'adoption en Russie de la loi du 25 juillet 2002 visant à interdire les partis dits "extrémistes" (l'un des signes de "l'extrémisme" étant l'affirmation de l'existence de la lutte de classes), l'Eglise orthodoxe — qui s'est fait "restituer", depuis 1992, 15 000 immeubles et bâtiments confisqués après la promulgation de la séparation de l'Eglise et de l'Etat en janvier 1918 — exige le rétablissement de l'enseignement religieux à l'école, certains de ses membres en venant même à demander la condamnation officielle de l'athéisme ?

L'article de Marcel Picquier sur le châtement de Claude Le Petit, lui aussi brûlé vif en plein Paris en place de Grève un siècle après Dolet, en 1662, se situe dans le prolongement du précédent. Poète libertin (aux deux sens du mot libertin, à savoir partisan de la liberté de pensée et de la liberté de mœurs), Claude Le Petit, jeune avocat et poète de 23 ans, brûlé vif après avoir eu le poing coupé, périt victime de la remise en ordre de la France monarchique après les violents troubles sociaux qui ont secoué la France à l'époque de la Fronde (trop souvent réduite, dans l'histoire officielle, aux manifestations du Parlement de Paris ou aux manœuvres retorses du cardinal de Retz).

L'anarchiste suisse James Guillaume dénonce dès le début du vingtième siècle dans l'une de ses fameuses (quoique bien oubliées) *Etudes révolutionnaires* une falsification qui a la vie et la peau dures : la phrase attribuée à l'un des membres du tribunal révolutionnaire lors du procès des fermiers généraux (au cours duquel Lavoisier fut condamné à mort) : "*La République n'a pas (ou plus) besoin de savants.*" Sans justifier pour autant la condamnation de Lavoisier, James Guillaume étudie le mécanisme et l'origine de cette falsification aux fins politiques évidentes. En ce sens, son étude éclaire l'un des mécanismes de la falsification historique en général et dépasse le cadre de la phrase imaginaire.

Valeri Essipov, dont les lecteurs des *Cahiers du mouvement ouvrier* ont pu déjà apprécier les articles sur Chalamov et Chalamov et Soljenit-syne, étudie ici le système du “révolutionnaire” russe Netchaïev, le fondateur de La Vindicté du peuple et auteur d’un *Catéchisme du révolutionnaire*, auquel Bakounine a apporté une collaboration discutée souvent par les historiens anarchistes, mais peu discutée. Dostoïevski a dénoncé Netchaïev et la “netchaïevtchina” dans son roman *Les Possédés* (ou *Les Démons*) pour dénoncer la révolution même. Valeri Essipov étudie la position de Marx et d’Engels, de Lénine et de Staline face à ce phénomène.

Nous publions dans ce numéro la deuxième partie de l’étude de Simon Helvétius sur les liens entre la bourgeoisie briochine et ses ramifications avec de nombreux cercles de la Russie tsariste. Les liens franco-russes sont trop souvent réduits aux problèmes de l’alliance militaire indispensable à la guerre de 1914 ou à ceux de l’emprunt russe (les petits actionnaires qui ont avec leurs économies, par le canal des prêts bancaires, financé la modernisation de l’industrie russe, et surtout des secteurs nécessaires à l’armée impériale et les chemins de fer indispensables à son transport ou à ceux de son matériel).

Nous extrayons d’un mémoire d’Arslane Klioua un chapitre consacré à l’attitude du maréchal polonais Pilsudski face à la Russie soviétique. Pilsudski a commandé l’armée polonaise en 1918-1920 face à l’Armée rouge et, jusqu’à la fin de sa vie, il sera le promoteur ou le soutien d’entreprises visant à disloquer l’Union soviétique, entreprises qu’il est de bon ton, aujourd’hui, de renvoyer dans le domaine de la mythologie.

Robert Landa, historien russe, étudie l’activité politique du militant bolchevique tatar Mirsaid Sultan Galiev, qui, de 1917 à 1923, s’attache à gagner les populations musulmanes tatars et d’Asie centrale à la cause de la révolution. En désaccord avec la politique russificatrice chauvine de Staline, il fut liquidé politiquement par ce dernier dès 1923, avant d’être emprisonné, puis fusillé sur l’ordre de ce dernier.

Sous une autre forme, la mise au pas des syndicats soviétiques par Staline au début du “Grand Tournant” (1929-1930), menée au pas de charge, répond à des besoins identiques : la bureaucratie stalinienne ne peut accepter aucune expression indépendante de la classe ouvrière et des syndicats comme des nationalités. Les *Cahiers du mouvement ouvrier* publient la longue étude détaillée de Dimitri Lobok concernant cette question sur deux numéros.

C’est aussi la question de l’indépendance que pose Durruti dans le bref message, présenté par Agustin Guillamon, par lequel il répond à la volonté du gouvernement de la République espagnole, sous la pression de Moscou, de subordonner à sa politique toutes les formations indépendantes ; le prétexte militaire cache une arrière-pensée politique : priver les ouvriers et les paysans d’organismes exprimant leur aspiration à édifier le socialisme.

Pierre Chevalier aborde ce problème d’une autre façon en étudiant, dans son article initialement publié dans la revue de l’université de Perpignan, *Domitia*, n° 1, l’implantation et l’activité du POUM dans une Cer-

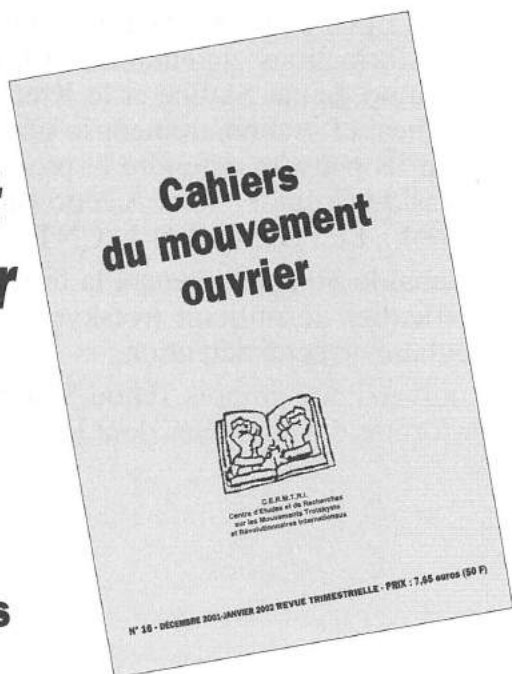
dagne où l'évolution des rapports entre les forces politiques est le miroir des transformations engendrées au niveau de la République par la mise au pas imposée par Staline et le Kremlin, désireux de convaincre la City de Londres, et secondairement le gouvernement français de Front populaire, qu'ils peuvent défendre la propriété privée des moyens de production aussi bien que Franco. A cette fin, il faut tout soumettre au diktat de l'appareil... Le POUM, puis la CNT, en paieront le prix...

Wilebaldo Solano, détenu à la forteresse d'Eysses en 1943-1944, avec, en particulier, le militant trotskyste Gérard Bloch, évoque une journée particulière de cette détention.

L'universitaire chinois Tchou Sintcheng aborde enfin quelques aspects des réformes économiques dont la Russie est la victime depuis 1991...

Soutenez les Cahiers du mouvement ouvrier

- Abonnez-vous.
- Les dix-huit premiers numéros sont encore disponibles. Et toujours, nos conditions spéciales d'achat de la collection (nos 1 à 18) : 62 euros.



Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **7,65 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **27,50 euros**

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

- à partir du n° 13 à partir du n° 14 à partir du n° 15
 à partir du n° 16 à partir du n° 17 à partir du n° 18 à partir du n° 19

Commande du (des) n° (nos) :

La collection des nos 1 à 18,
vendue au prix de 62 euros + 7,65 euros de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

**Etienne Dolet
était-il
athée ?**

(Claude Bocquet)

Le n° 18 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a présenté un chapitre de l'ouvrage de Marcel Picquier sur Etienne Dolet (1). La présentation comportait deux erreurs, que nous rectifions ici : à Toulouse, où il eut maille à partir avec le Parlement, Dolet était étudiant et non enseignant. Ensuite, la phrase d'Erasmus citée en fin de texte concernant le "repentir" prétendu de Dolet : "*Je n'en crois pas un mot, c'est l'histoire que ces gens ont coutume d'inventer après la mort de leurs victimes*", ne saurait avoir été prononcée à l'occasion du châtiement de Dolet (même si elle s'y applique parfaitement), pour la bonne raison qu'Erasmus mourut à Bâle en 1536...
dix ans plus tôt !

Rappelons les rapports qu'eut Dolet, nouvel imprimeur à Lyon, en 1538, avec les patrons imprimeurs et les compagnons. Lyon était déjà au XVI^e siècle une ville turbulente. En 1539, éclata le "tric" (grève) des compagnons imprimeurs, qui réclamaient meilleur salaire, meilleure nourriture et le contrôle sur l'embauche des apprentis que les patrons faisaient travailler à vil prix à leur place. "*Le sénéchal de Lyon interdit toute association, toute grève ou entrave à la liberté du travail, le port d'armes, autorisa les maîtres à embaucher autant d'apprentis qu'ils le souhaitaient*" (G. Parguez, *L'Imprimerie à Lyon*).

Les compagnons résistèrent et obtinrent d'abord l'approbation du roi.

Mais les maîtres menacèrent de se retirer à Vienne (la délocalisation, déjà !). Le conflit se prolongea pendant plusieurs années et, naturellement, le pouvoir royal prit pour finir le parti des patrons. Dolet, pour sa part, semble s'être rangé du côté des compagnons et leur avoir donné satisfaction dans son atelier.

Les patrons ne le lui pardonnèrent jamais, pas plus que les reproches qu'il avait pu leur adresser pour le mépris du bon travail chez certains (voir *Etienne Dolet, traducteur réinterprété*, pp. 54-55 et pp. 150-151). Il les accusa dans plusieurs lettres au roi, en 1542 et 1544, d'avoir voulu se débarrasser de lui en le dénonçant à l'Inquisition et, plus grave, d'avoir monté contre lui la provocation qui causera sa perte : l'expédition d'un ballot de livres interdits, hérétiques, portant son nom et sa marque, saisi aux portes de Paris, crime pour lequel il fut arrêté le 6 janvier 1544.

(1) On peut se procurer cet ouvrage au prix de 18 euros (port compris) en s'adressant à l'Association des Amis d'Etienne Dolet, 7, avenue Marcellin-Berthelot, 69007 Lyon.

“Après la mort, tu ne seras plus rien du tout”

DANS mon livre *Etienne Dolet, traducteur réinterprété*, j’ai pris position sur une question discutée, et qu’on peut sans doute légitimement considérer comme discutable, en écrivant qu’on doit tenir Etienne Dolet pour athée (1). D’autres auteurs ne partagent pas ce point de vue : pensons au pasteur Emmanuel Douen, qui, dans l’article “*Etienne Dolet, ses opinions politiques*”, paru en 1881 dans le *Bulletin d’histoire du protestantisme*, voyait en Dolet un protestant dans l’impossibilité d’affirmer sa foi, et, plus près de nous, Michel Magnien, qui n’est pas loin de partager cette opinion.

Etre athée au début du XVI^e siècle

Pour justifier ma position, il convient tout d’abord que je replace la question dans l’époque de Dolet, ne serait-ce que pour cerner le sens que l’on donnait en ce temps-là au terme d’athée, ou mieux, le concept que recouvre ce terme, à savoir celui de *personne qui ne croit pas en la transcendance, en un Dieu*, parce que cette notion ne correspond pas nécessairement tout à fait à ce que le terme d’athée a recouvert plus tard et représente encore pour nous aujourd’hui, au tra-

vers en particulier de la tradition intellectuelle des XIX^e et XX^e siècles

J’aimerais à cet égard partir d’une toute petite anecdote contemporaine, et qui pourrait a priori sembler complètement étrangère à mon sujet. Il y a une vingtaine d’années, j’étais un jeune “aspirant” professeur d’Université et j’assistais à un cocktail donné par l’université de Genève. Me trouvant en présence d’un professeur de nationalité égyptienne et de culture arabe, professeur de langue et civilisation arabes à l’université de Genève, je lui tendis un verre de vin, qu’il repoussa aimablement en me disant : “*Je ne consomme pas de boissons alcoolisées, parce que cela ne correspond pas à mes traditions, à mes habitudes, à ma sensibilité.*” Je le priai donc de m’excuser, ajoutant que j’avais oublié la prohibition de l’alcool par l’Islam. Il sourit en répliquant : “*Mon abstinence d’alcool a sûrement cette cause religieuse comme origine première, mais aujourd’hui, pour moi, ce n’est plus guère qu’une tradition culturelle, car personnellement je suis athée, je ne crois pas en un dieu quelconque.*” Je répondis encore, avec mes gros sabots d’Européen : “*Cela ne doit pas être facile dans votre pays et votre culture de se déclarer aussi*

(1) *Etienne Dolet, traducteur réinterprété*, p. 69.

ouvertement athée. » *« Vous vous trompez, me dit-il, c'est au contraire beaucoup plus facile que dans votre Europe, que vous considérez comme laïque, parce que l'idée que la religion est une question de foi, de croyance, ce n'est pas une idée générale à toutes les religions, c'est une idée propre au christianisme ; parce que c'est Jésus seul qui dit : "Celui qui croit en moi vivra quand bien même il serait mort." Pour ma culture, la religion est question de respect de normes sociales et non de foi. Si vous dites, vous, en Europe : "Je ne crois pas en Dieu", vous devenez donc ipso facto l'adversaire de la religion et vous vous mettez en marge de quelque chose d'important dans la société qui est la vôtre. Si moi, dans mon pays, je dis : "Je ne crois pas en Dieu", je déclencherai sans doute un certain sourire. On me demandera peut-être ce que je veux dire par là, mais personne ne m'en voudra pour si peu ; on n'y fera même pas vraiment attention, pour autant que je respecte les normes de vie prescrites par l'Islam. En somme, c'est un peu comme le code de la route. Si vous dites à un agent de la circulation que vous ne croyez pas au code de la route, il haussera les épaules et ajoutera peut-être : " Cela m'est bien égal, mais si vous roulez à gauche sous le prétexte que vous ne croyez pas au code de la route, alors, vous aurez affaire à moi". »*

La foi déclinante

Quel est maintenant le rapport de cette histoire avec l'athéisme présumé d'Etienne Dolet ? Le christianisme de l'origine était la religion qui exigeait la foi, la croyance en des faits dont la vérité est loin d'être évidente. Mais, au cours des siècles du Moyen Age, la foi avait fléchi, ce qui se comprend fort bien en cela qu'elle avait engendré beaucoup d'attentes déçues : Jésus devait revenir rapidement avec tous les morts ressuscités pour rétablir le Paradis terrestre comme il avait existé au temps de la Genèse. Depuis longtemps, on avait tout préparé, on avait mis les petits plats dans les grands pour accueillir dignement le Sei-

gneur, mais vu son énorme retard, le repas de fête avait refroidi, d'où l'idée, du moins dans les classes cultivées, celles qui savaient lire et réfléchir, que le Seigneur ne reviendrait sûrement pas, que tout cela était une tromperie. Mais le christianisme était aussi devenu au cours des siècles une structure politique et sociale normative extrêmement puissante.

Disant cela, je ne fais qu'énoncer une très grosse banalité : il est bien évident que tout l'ordre politique du monde à la fin du XV^e siècle est fondé sur la norme chrétienne. Il y a donc désormais une contradiction entre la norme politique et sociale, devenue très forte, et la foi, complètement déclinante. Ainsi, en cette fin du XV^e siècle, on admet très bien l'athéisme, dans le sens, qui est aussi le nôtre aujourd'hui, d'absence de foi. Il existe à Padoue une université, celle justement que Dolet fréquentera, qui, dans son ensemble, professe ouvertement l'athéisme, et très rares sont ceux que cela dérange. Dans son livre sur Etienne Dolet, paru en 1907 (2), Galtier nous conte une anecdote rapportée, nous dit-il, par Erasme, selon laquelle Jules II, le pape qui bâtit le nouveau Vatican et fera appel à Michel-Ange, Jules II, qui mourra en 1513, donc juste avant les débuts de la Réforme, était entouré de prêtres cicéroniens ; un jour, l'un de ces prêtres prononce un sermon sur la passion, où il parle de Socrate, d'Epaminondas et d'autres personnages de l'Antiquité, et ne prononce finalement jamais le nom de Jésus parce que... Cicéron n'en parle pas. Le pape en personne approuve. Et cela ne dérange personne, parce que la norme politique et sociale du christianisme n'est pas pour autant mise en cause.

Je n'irai pas jusqu'à dire que Jules II était athée, car on ne peut pas sérieusement tirer une telle conclusion de cette seule anecdote et il existe des spécialistes de la vie et de l'œuvre de Jules II beaucoup plus compétents que moi pour se prononcer à propos d'un tel sujet sur la base de documents plus démonstratifs.

(2) Octave Galber, *Etienne Dolet. Vie - Œuvre - Caractère - Croyance*, p. 37.

L'immortalité pour Dolet

Ainsi, Etienne Dolet n'est pas vraiment original : il pense comme les gens cultivés de son temps. C'est pour cela que Richard Copley Christie peut se permettre de dire que s'il avait vécu cinquante ans plus tôt, Dolet serait sans doute devenu cardinal (3) sans pour autant changer d'opinion.

Mais Etienne Dolet est vraiment original par un autre élément de son attitude : il a un besoin fondamental d'éternité, un besoin absolu de refuser la mort et, comble du paradoxe, jusqu'à mettre en danger sa propre vie pour cette cause. Toute son œuvre est remplie de cette fascination, et j'ai essayé de le montrer dans mon livre.

Or c'est là qu'on voit qu'il n'a pas d'espoir en l'éternité promise par Jésus, il cherche désespérément un autre moyen pour s'assurer cette éternité, et cela apparaît aussi à toutes les pages de son œuvre.

Et comment pense-t-il trouver cet autre moyen ? En restant éternellement en vie par son œuvre dans le souvenir, dans l'esprit de la postérité à laquelle il en appelle à toute heure. C'est une assez belle démonstration, me semble-t-il, de ce qu'il ne croit pas en un dieu déterminé.

Mais, comme nous l'avons vu, son incroyance ne pose pas de problèmes très graves dans les premiers temps de la vie d'Etienne Dolet : cinquante ans plus tôt, il aurait pu devenir cardinal, comme le dit Christie. Mais un grand événement va intervenir en 1517, événement dont le poids se fera sentir surtout dès les années 1530-1540 : c'est la Réforme, lancée par Luther en Allemagne, Réforme qui sera importée en France par Calvin.

Quel est le fondement métaphysique de la Réforme ? Là encore, je ne dirai que des banalités. Les réformateurs constatent justement que le christianisme est devenu un simple ensemble de normes politico-sociales et que la foi, qui faisait l'originalité et le fondement même du christianisme, s'est perdue en chemin.

Luther, la crise de l'Eglise

La règle de Luther, ce sera donc : *so-la fides*, la foi seule, et rien d'autre. Les *œuvres*, qu'on peut définir comme le fait de faire le bien ou le mal pendant sa vie terrestre, tout cela est dérisoire pour Luther, puisque l'homme ne peut finalement faire que le mal. Luther, qui avait commencé par être un moine augustin, et à sa suite tous les réformateurs fondent leur position théologique sur la pensée d'Augustin, où il disent retrouver cette idée de la *foi seule*. Ils se qualifient en cela d'*augustiniens*, terme que l'on oppose à celui de *pélagiens*, le pélagianisme correspondant à l'idéologie de l'Eglise catholique, qui professe qu'on peut être sauvé par les *œuvres*, soit justement en faisant le bien pendant sa vie terrestre. La querelle des *indulgences*, déclenchée par Luther en 1517 comme premier acte de la Réforme, a le même fondement. L'Eglise remettait les péchés contre paiement à elle-même de sommes d'argent, parce que de tels dons pouvaient être tenus pour des actes de générosité, donc de bonnes actions.

La Réforme va avoir deux conséquences politiques.

La première est que l'Eglise, désormais catholique, puisqu'il en existe une autre ou plusieurs autres, qui sont réformées, doit se reprendre et renoncer à l'idée qu'on peut tolérer l'absence de foi pourvu qu'on ait le respect de la norme. Il faut donc qu'elle lutte contre l'athéisme, qui devient ainsi, dans cette première moitié du XVI^e siècle, le crime par excellence. L'Eglise va donc se mettre à persécuter systématiquement et cruellement les athées, ce qu'elle ne faisait pas vraiment auparavant.

La seconde conséquence tient en cela que les gens comme Dolet ne peuvent plus respecter les normes de la religion tout en professant une pensée sans Dieu. Ils doivent, sous peine de mort, affirmer

(3) Richard Copley Christie, *Etienne Dolet, le martyr de la Renaissance. Sa vie et sa mort*, traduction de Casimir Stryenski, p. 7.

leur foi, ce que Dolet fera quelquefois, mais manifestement sans conviction. Des esprits aussi libres et aussi naturellement provocateurs que Dolet ruent dans les brancards.

Et c'est là qu'on retrouve tout ce qui sera la vie, le combat et le drame final de Dolet.

Le drame de Dolet

Deux exemples suffisent à illustrer ces faits.

Premier exemple : Etienne Dolet fut le premier grand théoricien de la traduction. C'est lui qui, dans son opuscule *La manière de bien traduire d'une langue en aultre*, publié en 1540, pose les cinq principes qui permettent de faire une bonne traduction, principes qui sont largement restés valables au travers des temps jusqu'à nos jours.

Or il se trouve que tous les spécialistes de la traduction : ceux qui vécurent avant Dolet, ceux qui furent ses contemporains et tous ceux qui l'ont suivi jusqu'à aujourd'hui, citent et étudient la pensée et les théories de la traduction de Jérôme, le traducteur latin de la Bible, l'auteur de la *Vulgate*. Jérôme s'est d'ailleurs également exprimé sur les méthodes de traduction des textes profanes.

Dolet, lui, seul théoricien de la traduction à adopter une telle attitude, ne cite jamais Jérôme, parce qu'il refuse les sources d'un christianisme qu'il considère comme une pensée dépassée et condamnée à disparaître, et qu'il refuse de se référer à un homme dont l'Eglise a décidé de faire un de ses saints.

Second exemple, le plus illustre, la cause qui vaudra à Dolet le bûcher, sa traduction d'un texte faussement attribué à Platon, où Socrate dit : "*Après la mort, ου γαρ ουκ εσσι.*"

Ce qui signifie littéralement "*Après la mort, tu ne seras pas*", et Dolet traduit : "*Après la mort, tu ne seras plus rien du tout.*" Pour l'Eglise, traduire ainsi, c'est nier l'éternité de l'âme.

Mais en réalité, c'est toute l'œuvre de Dolet qui nie l'éternité de l'âme. Et Do-

let, lui, il trépigne dans cette nouvelle société où il ne peut plus dire ce qu'il pense sur le sujet. Il y a chez lui une énorme pétulance : c'est la marmite qui va sauter d'un moment à l'autre, parce qu'elle n'a plus de soupape.

Et, consciemment ou inconsciemment, se laissant emporter un instant par son mouvement naturel de traducteur, il a laissé tomber ce qu'il pensait : "*Après la mort, tu ne seras plus rien du tout.*"

Mais l'Eglise veille. Ici, elle a la forme du Parlement de Paris. Il y a longtemps qu'elle guettait le faux pas : cette fois, elle l'a trouvé et tout finira place Maubert, le 3 août 1546.

Calvin ne s'est pas trompé sur Dolet. Il n'a jamais pris Dolet pour un des siens, loin de là.

Dans le de *Scandalis*, il écrit : "(...) *Doletum et similes vulgo notum est tanquam Cyclopas quospiam Euangelicum semper fastuose speuisse tandem eo prolapsi sunt amentiae et furoris, ut non modo in Filiolum Dei execrabiles blasphemias euomerent, sed quantum ad animae vitam attinet, nihil a canibus et pocis putarent se differe*" (4).

"(...) *Dolet et tous les cyclopes de la même espèce ont toujours superbement méprisé l'Évangile. Ils sont finalement descendus si bas dans la folie et le délire que, non contents d'avoir vomis d'exécrables blasphèmes contre le Fils de Dieu, ils ont en plus déclaré que, pour ce qui concerne la vie de leur âme, ils ne diffèrent en rien des chiens et des pourceaux*" (5).

Et le même Calvin applaudira ouvertement le monde catholique, le monde censé être celui de ses ennemis, d'avoir envoyé Dolet au bûcher.

Dire que Dolet est un protestant qui s'ignore, c'est donc la plus grossière des contre-vérités. Dolet, c'est le contraire même du protestantisme (je parle, bien sûr, du protestantisme du XVI^e siècle, et non de ce qu'il a pu devenir plus tard,

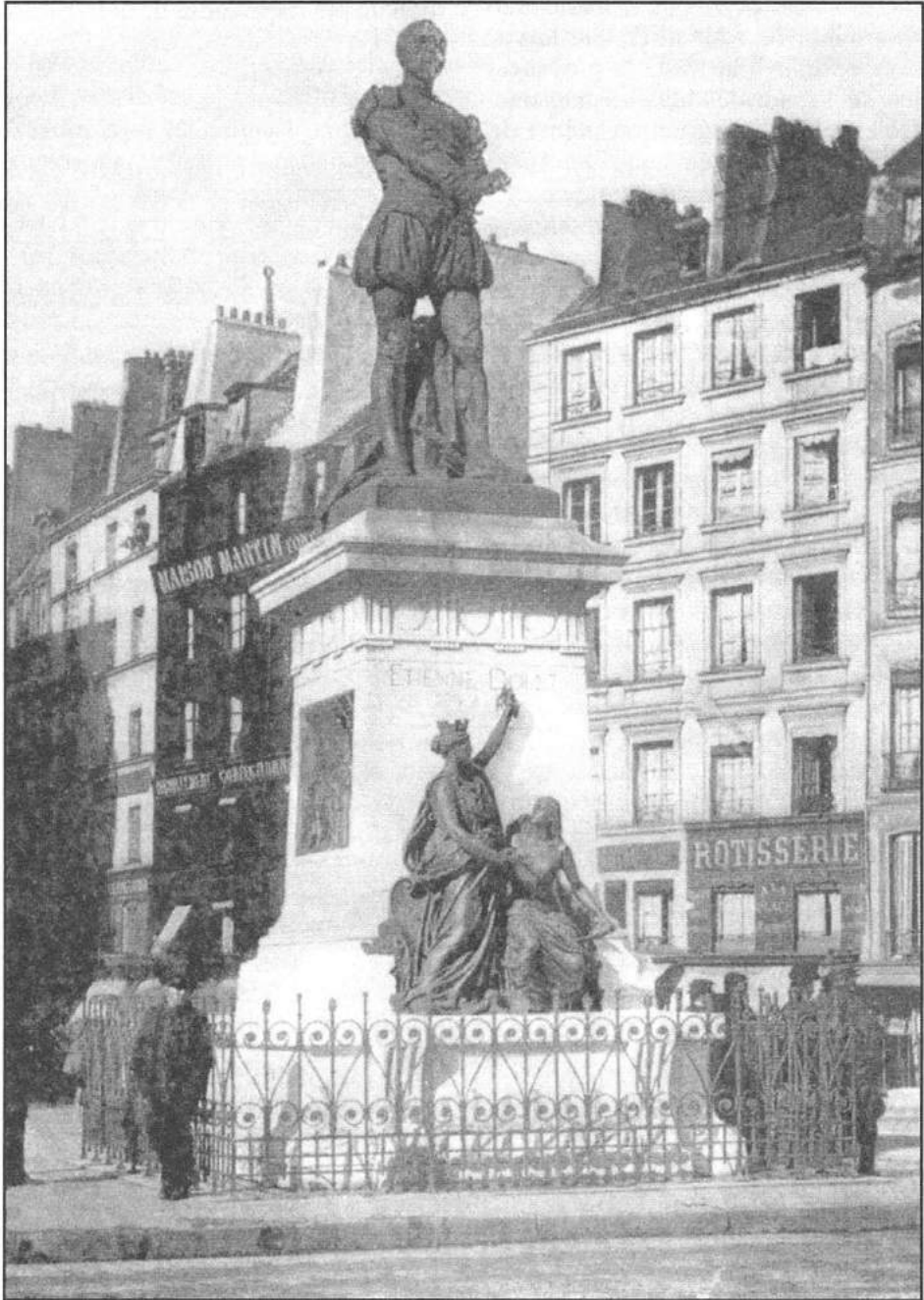
(4) *De Scandalis, quibus hodie plerique absterrentur nonnulli etiam alienantur a pura Euangelii doctrina*, p. 54.

(5) Notre traduction proposée dans *Etienne Dolet, traducteur réinterprété*, p. 85.

notamment après le protestantisme libéral apparu dès le XVIII^e siècle, mais cela ne concerne pas notre sujet), parce que ce protestantisme était justement la volonté de revenir à la foi, à la croyance, comme seul fondement du christianisme. Or Dolet, c'est l'incarnation même de

cette absence de foi, qui caractérise son temps et qui est justement, et par réaction, la première cause de la Réforme.

**Claude Bocquet,
Lyon, le 27 septembre 2002**



Monument érigé place Maubert, à Paris, à la mémoire d'Etienne Dolet. Ce monument n'existe plus. Les statues ont été fondues pendant la Seconde Guerre mondiale.

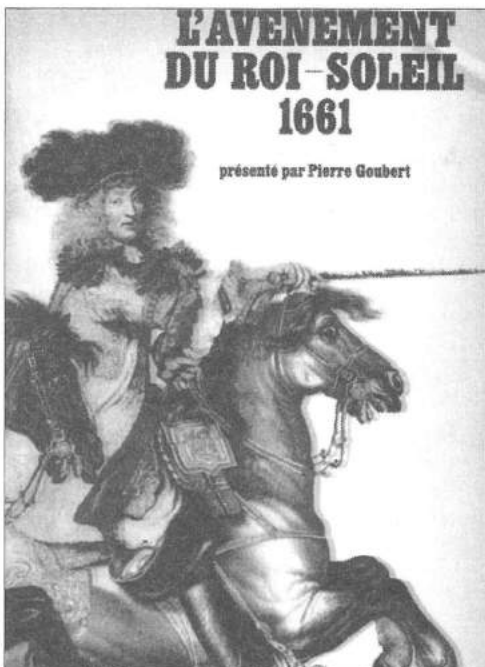
**Le poète
Claude Le Petit
envoyé au bûcher :
le rétablissement
de l'ordre
après la Fronde**

(Marcel Picquier)

Un poète dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* ? Et pas un Eugène Pottier ou un représentant de la littérature prolétarienne chère à Daniel Martinet ou à Henry Poulaille, mais un poète licencié du XVII^e siècle ? On pourrait s'interroger : qu'a-t-il à faire ici, car nul ne saurait considérer Claude Le Petit comme un précurseur, même lointain, du mouvement ouvrier. Mais le mouvement ouvrier a toujours vu dans les luttes menées contre l'absolutisme et le cléricisme réunis un héritage à assumer. Or, comme le montre Marcel Picquier, Claude Le Petit n'a pas eu le poignet droit coupé et n'a pas été brûlé vif pour quelques poèmes licenciés, mais pour des raisons politiques. Certains de ses vers ne pouvaient que susciter la colère de l'Eglise et de la cour, comme — le pluriel de Dieux ne trompant personne — "*Dans les sottises des hommes / Les Dieux sont privilégiés*", ou lorsqu'il qualifie les courtisans "*d'honorables espions*" et "*d'attrapeurs de pensions*" (donc, comme des parasites), en ajoutant : "*Mais comment leur faire querelle / Ils sont sur le pavé du Roi*", qui les protège donc... Son châtement est un moment du rétablissement de l'ordre monarchique après le profond ébranlement social et politique de la Fronde et un avertissement. Certains, comme Molière, qui écrit alors ses pièces les plus subversives de la morale et de l'ordre existants (*L'Ecole des Femmes*, *Tartuffe* et *Dom Juan*), mettront du temps à entendre l'avertissement, mais devront finalement plier le genou.

Marcel Picquier utilise la republication de ses *Sonnets luxurieux* et de sa *Chronique scandaleuse* par les éditions URDLA, de Villeurbanne (1), dont il faut saluer ici le courage, pour évoquer cette figure, qui mérite, pour les raisons ci-dessus évoquées (en dehors de ses qualités de poète, dont l'appréciation ne relève pas de notre revue), de sortir de l'oubli.

(1) On peut se procurer le volume de Le Petit auprès de l'URDLA, 207, rue Francis-de-Pressencé, 69100 Villeurbanne, contre envoi de 18 euros (port compris).



1661 : c'est un état qui essaie de s'installer, avec ses règlements, ses administrateurs aux ordres, ses censeurs et encenseurs appointés, ses persécuteurs tonsurés ou bottés : quelque chose d'étouffant, de prétentieux, d'organisé, de glorieux et de triste - Meurt le temps des suprêmes anarchies et suprêmes folies, meurent l'exubérance, les richesses et les libertés, meurt le plus fin des cardinaux-ministres. Louis XIV prend le pouvoir.

“Convaincu du crime de lèse-majesté divine et humaine”

PAS plus que la mort sur le bûcher de l'imprimeur humaniste Etienne Dolet, en 1546, celle du jeune poète Claude Le Petit (1), en 1662, à l'âge de 23 ou 24 ans, n'a été le résultat de la simple et malheureuse initiative d'un juge trop zélé.

Ils ont été sacrifiés tous les deux (et combien d'autres !) de façon délibérée et pour servir d'exemples, victimes de la répression de l'ordre moral, certes, mais en même temps et bien plus encore, de l'ordre politique.

Le professeur Antoine Adam (2) a précisément choisi le cas de Claude Le Petit pour illustrer un chapitre de son histoire de la littérature du XVII^e siècle intitulé “*Le rétablissement de l'ordre*”, après la Fronde. Il cite le commentaire écrit, rapporté par le biographe de Le Petit (3), du lieutenant-civil Daubray, satisfait d'avoir obtenu rapidement la condamnation, au chancelier Séguier (4) : “*Cette punition contiendra la licence effrénée des impies et la témérité des imprimeurs.*”

Une opération de basse police

A quelles forces faut-il attribuer la responsabilité de la tragédie qui frappe le poète ?

Certes, Le Petit, comme tous les libertins de l'époque, a bravé la morale et les bonnes mœurs : *Le Bordel des Muses*, par exemple, a pour préface un “*Sonnet foutatif*” et pour conclusion un “*Madrigal*” qui commence ainsi :

“*Autheur foutu d'un foutu livre / Es-crivain foutu de Cypris / Qui dans toutes foutus escrits / Fait voir que bien foutre est bien vivre (...)*” (Cypris : surnom de Vénus).

Bien que certaines sources rappelées par Antoine Adam nous apprennent

(1) Les éditions URDLA, 207, rue de Pressensé, 69100 Villeurbanne, ont eu l'heureuse initiative de publier *Sonnets luxurieux – Chronique scandaleuse*, de Claude Le Petit (18 €, port compris).

(2) Antoine Adam : *Histoire de la littérature française au XVII^e siècle*, tome III, pp. 45-46.

(3) Frédéric Lachèvre : *Les Œuvres libertines de Claude Le Petit, Parisien brûlé le 1^{er} septembre 1662*, précédées d'une notice biographique, Paris, 1909.

(4) Le chancelier Séguier (1588-1672) a détenu les deux plus hautes fonctions gouvernementales de 1633 à sa mort, à la fois garde des Sceaux et chef de la police. Il sera l'ordonnateur de la répression sous Louis XIII, la Régence et Louis XIV, aux ordres de Richelieu, Mazarin, puis Colbert : ainsi dirigera-t-il lui-même la sanglante répression de la révolte des Nu-Pieds en Normandie, en 1639, ou instruira-t-il en 1661 le procès inique contre le surintendant Fouquet. On peut supposer qu'il ne fut pas étranger au choix de Le Petit pour faire un exemple. Il échappa par chance à la colère du peuple parisien, qui le haïssait et voulait se faire justice, au cours de la Fronde, en 1648.

qu'il aurait été dénoncé par un prêtre qui aurait ramassé dans la rue un feuillet envolé — belle vraisemblance ! —, on ignore si l'arrestation avait été réclamée par le parti dévot de la vieille cour (celle de la reine mère, Anne d'Autriche) ou même par la Compagnie du Saint-Sacrement, appelée aussi cabale des dévots. Le Petit ne fréquentait en aucune façon les milieux de la cour (5). Mais il était fort connu, ses œuvres circulaient. Son arrestation est une opération de police délibérée, qui est loin de ne relever que de la répression du libertinage amoureux.

Il faut rappeler ici que le jeune roi a vingt-quatre ans en 1662, il aime furieusement les plaisirs et ne supporte pas le parti dévot, même s'il craint encore la reine mère — qui mourra en 1666, l'année même où la Compagnie du Saint-Sacrement sera interdite. Louis XIV bigot, ce sera plus tard (la révocation de l'édit de Nantes, rétablissant l'unité religieuse du pays, ciment de l'unité politique pour la monarchie, c'est 1685).

Le roi, en ces premières années de règne personnel, n'est entouré que de jeunes femmes et jeunes gens de la noblesse persuadés comme lui-même "qu'une nation tout entière n'existe que pour fournir à leur ambition et à leur cupidité". C'est le "monde audacieux, cynique, enragé de puissance et de plaisir qui se forme autour des dictatures naissantes" (6).

Le Petit et Molière

Il est dès lors intéressant de comparer le sort de Le Petit et de Molière, qui a été attaqué, et au même moment, pour impiété et outrage à la religion, et l'objet d'une très violente campagne, après *L'Ecole des Femmes* (7) en 1662 et surtout pour *Tartuffe* en 1664, dénoncé par le curé de sa paroisse qui le voue au bûcher. Il mettra effectivement plusieurs années à imposer *Tartuffe*, mais ne sera pas abattu par les dévots : il s'était placé sous la protection du roi, dont il fera dans *Tartuffe* le *deus ex machina* qui permet un dénouement heureux du dra-

me par une intervention policière providentielle (8). L'avis d'Antoine Adam va dans ce sens : "Il n'est pas impossible que, dans sa volonté de porter des coups contre les dévots, Molière ait été encouragé par Louis XIV (...). Le jeune roi n'aime pas les dévots de la vieille cour. Il sent sur lui peser leur réprobation : une réprobation qui n'est pas toujours silencieuse, qui le suit dans ses rendez-vous avec M^{lle} de la Vallière, qui l'enveloppe lorsqu'il rit avec une jolie fille de sa cour; qui lui rappelle avec trop d'insistance qu'il est marié, que sa mère est une sainte et que son père s'appelait Louis le Chaste..." (p. 306, tome III).

Molière ira plus loin encore avec *Dom Juan*, en 1665. On n'admira jamais trop le courage de cet homme : il a la double audace de mettre en scène un personnage, *Dom Juan*, qui est plus

(5) Il se chargea, pendant quelques mois, en 1657, pour les quelques pistoles que lui rapportait ce travail, de la rédaction d'une gazette en vers, *La Muse de la Cour*. Son biographe constate que les informations dont il dispose pour rédiger sa chronique font une si pauvre "moisson", contrairement à d'autres chroniqueurs attirés et même rétribués par le pouvoir, qu'il est contraint d'avoir recours à son imagination.

(6) A. Adam, tome III, p. 24.

(7) Le seul titre de cette comédie était d'une grande audace. En 1655, avait été publié "le premier manuel pratique d'érotisme écrit en français" (Frédéric Lachèvre), sous le nom de *L'Ecole des Filles*. L'édition avait été saisie et les auteurs poursuivis et punis. Claude Le Petit avait participé à l'écriture de cet ouvrage libertin d'émancipation féminine, au moins grâce à un spirituel prologue, "La bulle orthodoxe", dont nous citons la première phrase : "Notre auguste père de Priape fulmine anathème contre tous ceux de l'un et l'autre sexe qui liront ou entendront lire les préceptes d'amour, expliqués moralement en la célèbre Ecole des Filles, sans spermatiser ou être stimulés de quelque émotion spirituelle ou corporelle..."

(8) "Remettez-vous, monsieur, d'une alerte si chaude", dit l'exempt, représentant le roi, à Orgon, trahi et dépoillé par Tartuffe qu'il fait mettre en état d'arrestation. "Nous vivons sous un prince ennemi de la fraude, / Un prince dont les yeux se font jour dans les cœurs, / Et que ne peut tromper tout l'art des imposteurs." La tirade se termine sur un rappel de la Fronde : le roi récompense Orgon de sa fidélité à la monarchie pendant les troubles : "C'est le prix qu'il donne au zèle qu'autrefois / On vous vit témoigner en appuyant ses droits."

qu'un impie blasphémateur, un athée convaincu ne croyant ni dieu ni diable ; et de ridiculiser la religion et les preuves de l'existence de Dieu en les faisant défendre par un valet ignorant et fier de l'être, Sganarelle. Par-dessus le marché, Molière renouvelle féroce-ment ses attaques contre les faux dévôts : on voit Dom Juan, pour tenter d'échapper au châtement que vont lui valoir ses révoltes contre toutes les autorités, se convertir tout à coup, cyniquement, précurseur de tant de jeunes courtisans qui ne tarderont pas à l'imiter à mesure que Louis XIV tombera sous l'emprise de la religion. La pièce fut combattue par des libelles haineux et par les curés dans toutes les églises. Elle connaissait un grand succès, mais fut retirée de l'affiche au bout d'un mois, à la suite, pense-t-on, d'une "interdiction discrètement signifiée" (A. Adam).

En quoi le cas de Claude Le Petit est-il différent de celui de l'auteur de *L'Ecole des Femmes*, de *Tartuffe* et de *Dom Juan* ?

Le jugement condamne précisément Le Petit à la mort pour avoir écrit *Le Bordel des Muses ou les neuf pucelles putain* ; il est "convaincu du crime de lèse-majesté divine et humaine pour avoir composé, écrit et fait imprimer des escripts impies, détestables et abominables contre l'honneur de Dieu et de ses saints".

C'est l'accusation de crime de "lèse-majesté humaine", c'est-à-dire l'attaque contre la majesté et l'autorité du roi, qui doit nous retenir, étant entendu cependant qu'un tel crime est inséparable du crime de "lèse-majesté divine", le roi étant de droit divin.

Le Petit victime de la réaction nobiliaire après la Fronde

La Fronde s'était déroulée de 1648 à 1652. La France avait été au bord de la révolution. En 1662, les souvenirs de la guerre civile sont bien vivants. Le roi n'oubliera jamais la honte et la peur su-

bies dans la nuit du 5 janvier 1649, où il fut obligé avec Mazarin et Anne d'Autriche de fuir la capitale. Contrairement à l'historiographie longtemps dominante sur cette période, la Fronde n'a pas été un jeu de princes et de parlementaires, une folie collective passagère (9). Impossible d'entrer dans le détail des soulèvements populaires qui ont précédé et accompagné le mouvement ou dans celui de la Fronde des parlementaires ou des princes. L'important, c'est que la Fronde a été, en 1648, une révolution paysanne, plébéienne et bourgeoise dirigée contre la féodalité, donc contre la monarchie qui en était le pilier central. La Fronde se développe sur un fond de guerres de classes, de soulèvements dans les campagnes, qui sont parcourues de bandes paysannes armées, et de révoltes dans les villes. Le système féodal, devenu incapable de développer les forces productives et les richesses du pays, a amené les masses populaires, à force d'impôts extorqués au profit du roi, des seigneurs, de l'Eglise, des financiers..., d'exactions, de pillages, d'expéditions punitives, de récoltes dévastées, de villages brûlés, à une situation de famine et d'extermination. La révolution bourgeoise a commencé à développer son programme : suppression des intendants, défense de lever de nouveaux impôts, garantie des libertés individuelles... A Paris, les choses sont au point, en mai 1649, que les masses plébéiennes prennent la Bastille d'assaut, anticipant le combat de 1789. A Bordeaux, de 1651 à 1653, le gouvernement populaire de la ville, sous le nom de l'Ormée, élabore un projet de république.

Mais les grands bourgeois prennent peur du peuple : au début du siècle de Paris par les troupes royales, en 1649, le Parlement prend un arrêt interdisant les pamphlets anonymes et poursuit sévèrement les imprimeurs, car la presse commence à s'attaquer au Parlement. La ré-

(9) On pourra se reporter à l'étude de l'historien soviétique Boris Porchnev de 1933, *Les Soulèvements populaires en France au XVII^e siècle*, réalisée largement d'après les archives du chancelier Séguier.

volution de la Fronde restera inachevée, abandonnée au milieu du gué par la bourgeoisie, qui en avait d'abord pris la tête. La réaction s'ensuivit dans tous les milieux et n'épargna pas la littérature satirique.

Claude Le Petit en fut une victime toute désignée.

Une victime toute désignée

Il fallait de toute évidence, comme l'écrit le lieutenant civil Daubray, faire un exemple.

Le Petit convenait.

Parce qu'il était sans défense, sans protecteur, abandonné même de sa famille (10).

Parce qu'il avait une réputation d'écrivain déjà assez assise pour que sa mort terrorise tous les gens de lettres, d'autant qu'elle mettait fin à une carrière qui pouvait devenir inquiétante. On l'appelait, en effet, *"Théophile le Jeune"*, ce qui n'était pas un mince compliment (11), Théophile de Viau, auquel ce nom fait référence, ayant été adulé dans les années vingt comme le prince des poètes et la personnification de la révolte contre l'ordre religieux et politique, au point que la police de Richelieu avait dû monter un complot contre lui pour le faire emprisonner (dans la cellule de Ravaillac). Il n'en était sorti que pour mourir.

Parce que rien ni personne, aucune institution n'échappe aux railleries du poète dans *La Chronique scandaleuse ou Paris ridicule* (encore ne peut-on en juger que par ce qui a survécu au bûcher) : *"N'espargnons ny place, ni lieu / N'espargnons Palais ny cassine, / N'espargnons ny Diable ny Dieu."*

La critique de Le Petit

Le cardinal de Richelieu devient *"maistre Griffé"*. Plus grave : le poète prend le parti de ses ennemis en faisant l'éloge de La Rochelle : *"Toy, dont tout*

le malheur causa toute la gloire / Qui t'immortalisas en t'osant rebeller..." Le cardinal Mazarin n'est pas épargné : *"Joignons quelques uns de nos vers / A ceux qui rongent sa carcasse."* Son palais devient, par dérision, le *"galletas de Jule"*. Le poète rappelle que l'homme d'Eglise pratiquait le vice italien : *"Il est logé sur le derrière"* et couchait avec la reine mère (*"L'Eglise — autrement dit le cardinal — l'a toujours aimée"*). C'était un voleur accusé *"de ferrer la mule"*, c'est-à-dire d'avoir pillé le Trésor. La cour n'est qu'une assemblée d'*"honorables espions"*, d'*"attrapeurs de pensions"* et les grandes dames *"une infâme fripperie / Des jupes de grand' qualité"*.

Le théâtre de l'Hôtel de Bourgogne — centre du combat contre Molière — est un *"Bordel public royalisé"*. De la Sorbonne ne sortent que des ignorants : *"Tous les ânes parlent latin."*

Le Petit n'est pas plus respectueux de la religion et de sa morale, qu'il invite les Précieuses au bordel en ces termes : *"Précieuses du temps, mes chères sœurs en Christ..."* ou qu'il nous autorise les libertés amoureuses qu'il prête aux diables et aux dieux : *"Foutez tout mais souffrez aussi / Si vous foutez dans l'autre monde / Que nous foutions dans celui-ci."*

Il a le même mépris pour les superstitions religieuses que Dolet, un siècle plus tôt, en moquant la statue miraculeuse de Saint-Roch devant Notre-Dame : *"Si ce n'était pas un péché / Je lui friperais sa mitaine ; / Ce monstre à jambes d'éléphants / Qui fait peur aux petits enfans / Mériterait cent croqui-gnoles."*

(10) Un de ses anciens amis écrira dans ses Mémoires : *"S'il eût été appuyé de la moindre recommandation, il aurait pu être sauvé..."* (Lachèvre, p. LIII).

(11) A ce sujet, le baron de Schildebeck, à qui Claude Le Petit révéla le lieu de la cachette d'au moins une partie de ses manuscrits, écrit dans l'épître dédicatoire de l'édition qu'il fera en Hollande dès 1663 : *"J'auray tout le reste de ma vie le regret de sa mort (...), il ne porte plus à faux titre le nom de Théophile le Jeune que tout le monde lui donnait de son vivant et luy confirme encore authentiquement après sa mort."*

Il met toutes les religions et sectes dans le même sac : *“Puisque quelque Saint qu'on réclame, / On fait même naufrage au port.”* Il n'a pas de religion, c'est un athée qui ne se cache pas (12).

Il n'apprécie donc pas l'austérité morale des protestants, que les pasteurs ne respectent guère avec les *“belles réformées”*. L'un d'entre eux n'a-t-il pas été révoqué : *“Vous l'auriez encore pour Pasteur, / S'il eut été moins bon fouteur.”* Les *“Jansénistes ou gens sinistres”*, qui habitent *“une tanière de Renards”*, ne sont que *“de nouveaux cuistres”*. Mais naturellement, les ennemis de Le Petit sont les jésuites, les soldats de la contre-réforme catholique. Il a fait ses études chez eux, au collège de Clermont, et en parle en connaissance de cause. Il leur consacre trois strophes acérées. Le fondateur de l'ordre est un *“Saint fou / Qui se fit casser le genou / Pour avoir la jambe bien faite.”* Les bons pères sont des *“fouetteurs de petits enfants”*, mot qu'il faut lire *“fouteurs”*, Le Petit expliquant malicieusement : *“Je soustiens... / Que c'est par pure sodomie / Et ce n'est pas sans fondement”*, et il ajoute des accusations très graves, qui, pour n'être pas nouvelles, n'en sont pas moins de nature à valoir de solides haines au poète : *“Assassins des Rois”* (allusion au meurtre de Henri IV), *“Marchands de bled (c'est-à-dire spéculateurs sur les grains par temps de famine), meschans François / Et préparateurs d'Antimoine”* (synonyme d'arsenic : empoisonneurs).

Aucune de ces railleries n'était vraiment nouvelle. Pendant la Fronde, les *“mazarinades”*, à elles seules, avaient répandu sous forme de libelles ou de chansons mille fois plus de blasphèmes contre la majesté humaine et divine.

Mais ce dont on était venu à bout avec la guerre civile ne pouvait plus être permis. Un brûlot mystérieux circulait, *Le Livre abominable*, qui déchirait Anne d'Autriche, Colbert, les jésuites. Un autre allait suivre : *Mémoires pour servir à l'histoire D(u) M(aquereau) R(oyal)*. Les familiers du jeune roi — les Vardes, les Guiche ou Bussy-Rabutin — n'allaient pas tarder à payer de la

disgrâce, de l'exil et même de la prison de n'avoir pas compris que la Fronde, c'était terminé (13). Molière, quand il attaque les faux dévots et la religion, même dans *Dom Juan*, prend mille précautions pour prétendre ne pas toucher à la vraie foi. Claude Le Petit ne s'en embarrasse pas.

Le Petit brave le danger consciemment

Ce n'est pourtant pas qu'il ignore ce qu'il peut advenir de ses insolences.

Il redoute le Parlement : il raille les juges du Parlement de Paris, *“emmitoufflés de robes rouges”*, enfermés dans leurs *“bouges”*. Mais il sait bien que ce serait une *“folie”* d'insister : *“Si l'on nous trouvait sur le fait / L'on jetterait sur ce pourtraict / De très dangereuses œillades...”*

C'est pourquoi du roi lui-même, il ne parle guère : *“Sur cette espineuse matière / N'en disons guère, et qu'il soit bon”* et *“Les Monarques ont les mains longues / Ils nous attrapent sans courir / Et n'aiment pas à discourir / Avec un peseur de diphtongues / Dieu nous garde de celui-ci / Particulièrement ici / Nos lauriers seraient inutiles... / Tirons*

(12) Il ne fréquente pas les offices religieux : *“J'envoyais mon valet à la messe pour moi”* (*L'Université d'amour*, p. 45). Il ne croit pas en l'immortalité de l'âme : *“La mort est une privation qui n'est rien, et quoique je fasse différence entre la dignité et l'espèce, j'estime sans comparaison plus un Chien vivant qu'un Satrape mort”* (*L'Heure du Berger*, p. 65). Comparaisons utiles : Dolet, en 1542, était accusé de se promener dans la rue à l'heure de la messe. Sa condamnation à mort en 1546 avait reposé sur les trois mots reproduits en gras ci-après : *“Après la mort, tu ne seras plus rien du tout.”*

(13) *“En 1659, en plein Carême, à Roissy, en compagnie de Vivonne, Guiche et Manicamp, Bussy-Rabutin célébra une sorte de sabbat et fut exilé un an pour avoir chanté des chansons qui respiraient le scandale et l'impiété.”* Mais en 1665, Louis XIV le fit enfermer treize mois à la Bastille pour avoir écrit la scandaleuse *Histoire amoureuse des Gaules*, qui était le récit de la vie du roi et des courtisans. Il fut ensuite exilé à vie dans sa province (encyclopédie Universalis). Moquer le roi était plus grave que de moquer la religion.

donc nos chausses d'un saut ! / S'il prend les gens comme les villes / Nous serions bientôt pris d'assaut.” Mais l'imprudent poète, dans le même passage, n'a pas pu s'empêcher de suggérer que “*Louis de Bourbon*”, donc le jeune roi, utilisait aussi comme Mazarin “*la porte de derrière*”.

Le comble de ses crimes résidera, peut-on estimer, dans le fameux sonnet sans titre : “*Amis, on a brûlé le malheureux Chausson.*”

Jacques Chausson fut brûlé, avec un de ses amis, le 21 décembre 1661 — neuf mois avant que Le Petit le soit lui-même — pour avoir professé des blasphèmes et impiétés, et pour le double crime de sodomie et d'avoir livré à la même débauche deux élèves de bonne famille du collège de Clermont, vendus contre argent à deux seigneurs, un baron et un marquis. Les accusations étaient-elles vraies ou fausses, ou dans quelle mesure ? Les accusés ont fini par les avouer, mais les interrogatoires se contredisent gravement et les deux seigneurs n'ont pas été inquiétés (14).

Quoi qu'il en soit, Claude Le Petit a l'audace et le grand courage d'écrire de la mort de son ami “*à la tête frisée*” : “*Sa vertu par sa mort s'est immortalisée : / Jamais on n'expira de si noble façon.*”

Le blasphème est total : “*En vain son confesseur lui prêchait dans la flamme, / Le crucifix en main, de songer à son âme : / Couché sous le poteau quand le feu l'eut vaincu, / L'infâme, vers le Ciel, tourna sa croupe immonde ; / Et pour mourir enfin comme il avait vécu, / Il montra, le vilain, son cul à tout le monde*” (15).

Le pouvoir ne s'y est pas trompé. Il ne s'agissait pas des traits irrespectueux supportés traditionnellement chez les hommes de lettres, à plus forte raison

chez des marginaux comme Le Petit, traités en bouffons, mais de l'affirmation d'une rébellion, qui, pour n'avoir encore ni programme ni organisation, était en elle-même une menace. L'absolutisme royal pouvait la détruire en 1662.

Boris Porchnev, après avoir souligné avec quelle violence “*la réaction seigneuriale des années cinquante à soixante-dix*” s'abattit sur la paysannerie, ajoute ce commentaire : « *La bourgeoisie française paya également pour avoir trahi la révolution. L'absolutisme, grisé par la victoire emportée sur la Fronde, ne vit plus dans cette bourgeoisie un ennemi puissant et se laissa entraîner par l'esprit étroit de la masse nobiliaire. Ce qui donna d'abord le siècle étincelant du “Roi soleil”, mais prépara ensuite la perte de la monarchie.* »

Le siècle des Lumières allait faire fleurir la rébellion du blasphème et du libertinage jusqu'à la Révolution politique de 1789, quand le peuple eut le dernier mot.

**Marcel Picquier,
1^{er} décembre 2002**

(14) Frédéric Lachèvre : *Le procès de Chausson et de Paulmier*, pp. 202 à 209.

(15) Dans sa dernière œuvre publiée de son vivant, en 1662, *L'Heure du Berger*, confession amoureuse charmante de l'amour du poète pour *Philamie*, Le Petit écrit à propos de sodomie, à la fin d'une description allégorique du corps féminin : “*La troisième (porte) est à la dernière extrémité, et dans l'endroit le plus sale et le plus infecté de la Ville. Elle est presque toujours fermée. Il est défendu à toutes sortes de personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient (hormis aux apothicaires) d'y passer sous quelque prétexte que ce soit sous peine de fagot. Et quand quelques brutaux inconsidérés sont assez osés d'enfreindre les lois de la Nature, on leur apprend bien à vivre quand on les prend sur le fait*” (pp. 87-88, édition de Frédéric Lachèvre).

**La Révolution
française :
à propos
d'une falsification
historique**

(James Guillaume)

Dans leur n° 18, les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont republié une première étude de James Guillaume sur *La Convention de 1793 et les erreurs judiciaires*. A cette occasion, la revue a brièvement présenté James Guillaume (p. 16). Nous renvoyons nos lecteurs à cette présentation.

James Guillaume conclut son article en mettant en cause l'abbé Grégoire, en qui il voit le véritable père de la phrase falsifiée. Nous sollicitons les avis de nos lecteurs compétents sur cette interprétation.



Maximilien de Robespierre (1758-1794), croquis exécuté "d'après nature à une séance de la Convention" par le peintre Jean-Louis David.

Un mot légendaire : “La République n’a pas besoin de savants” (1)

C'EST le 19 floréal an II que Lavoisier fut condamné à mort avec vingt-sept autres anciens fermiers généraux. Je ne vous ferai l'histoire ni de sa captivité de cinq mois, ni de son procès, quoique je pusse vous apporter un certain nombre de faits, les uns nouveaux, les autres peu connus, qui rectifient sur plusieurs points essentiels la version traditionnelle de ce triste épisode (2).

Le temps m'est strictement mesuré, ce qui m'oblige à passer sous silence toute cette partie de mon sujet. Je dirai seulement qu'en tuant Lavoisier, la Révolution tua, sans le savoir, l'un des siens. Lui-même, dans une notice autobiographique écrite en prison, publiée en 1888 par son dernier biographe et son éditeur, M. Grimaux, de l'Académie des sciences (3), rappelait fièrement “qu'il n'avait pas attendu l'époque de la Révolution pour manifester ses principes sur la liberté et l'égalité” ; il se prévalait même, comme d'une preuve de patriotisme, d'avoir pris les armes contre la royauté au 10 août et contre les Girondins au 31 mai (4).

Le créateur de la chimie moderne appartenait à la Révolution, parce qu'il croyait à la raison et au progrès ; et c'est pour cela qu'il travailla avec tant d'ardeur, d'une part, à la réforme de l'instruction publique (on connaît son remar-

quable projet, présenté au Comité d'instruction publique en septembre 1793) ; d'autre part, à la réalisation de ce système de mesures décimales déduites de la grandeur de la terre, ce “bienfait de la Révolution” (5), dont il disait : “Jamais rien de plus grand et de plus simple, de

(1) Lecture faite à l'assemblée générale de la Société de l'histoire de la Révolution, à la Sorbonne, le 29 avril 1900.

(2) On peut consulter à ce sujet les *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale*, tome III, pages 16-26, 236-242, et tome IV, pages 379-391.

(3) Edouard Grimaux, *Lavoisier*, Paris, 1888 ; deuxième édition, 1896, p. 383.

(4) Cette notice autobiographique (manuscrit autographe), où Lavoisier parle de lui-même à la troisième personne, est intitulée : “*Notice de ce que Lavoisier, ci-devant commissaire de la Trésorerie nationale, de la ci-devant Académie des sciences, membre du Bureau de consultation des arts et métier, cultivateur dans le district de Blois, département du Loir et du Cher, a fait pour la Révolution.*” Voici le passage relatif au 10 août et au 31 mai : “*Dans toutes les occasions, il a porté les armes pour la défense de la liberté, notamment le 10 août 1792, où il a été commandé pour la garde du magasin des poudres de l'Arsenal, et le 31 mai 1793, où il a été commandé avec le bataillon de la section des Piques pour occuper le poste de la Place de la Révolution.*”

(5) Considérant du décret de la Convention du 11 septembre 1793 sur l'établissement d'une Commission temporaire des poids et mesures. Ce considérant a été rédigé par Lavoisier (*Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale*, tome II, pages 372 et 384).

plus cohérent dans toutes ses parties, n'est sorti de la main des hommes" (6).

Une anecdote qui a été répétée dans toutes les biographies, avec un certain nombre de variantes, veut que Lavoisier, après sa condamnation, ait demandé au tribunal un sursis pour achever quelques expériences, et qu'il lui ait été répondu : *"La République n'a pas besoin de savants."*

Louis Blanc, à qui l'on doit la réfutation de tant de légendes contre-révolutionnaires, s'est laissé prendre à celle-ci : il a cru à la réalité de la demande de sursis, en mettant néanmoins en doute l'authenticité de la réponse prêtée au tribunal. Il a écrit, en effet :

« Il est affreux d'avoir à dire qu'on le condamna, et plus affreux encore d'avoir à rappeler qu'il ne put obtenir un délai pour compléter des expériences utiles.

Les uns prêtent à Dumas (le président du tribunal révolutionnaire), les autres à Fouquier-Tinville, une réponse que rend heureusement douteuse l'excès de sa brutale imbécillité, joint à la non-concordance des témoignages : "Nous n'avons pas besoin de savants". »

Et il ajoute en note :

« La réponse dont il s'agit est attribuée à Dumas par les auteurs de l'Art de vérifier les dates, t. 1^{er}, p. 183. Elle est attribuée à Fouquier-Tinville par l'auteur de l'article Lavoisier du Dictionnaire de la Conversation ; et, quant à la Biographie universelle (de Michaud), elle ne nomme personne et s'exprime ainsi : "Le chef de cette horrible troupe, etc." » (7).

Eugène Despois, dont la perspicacité habituelle s'est trouvée en défaut cette fois, a partagé l'erreur de Louis Blanc et s'est joint à lui pour *"flétrir le refus inepte et barbare du sursis sollicité pour terminer des expériences"* (8).

Georges Pouchet est le premier qui ait vu clair en cette affaire ; et c'est l'excès de fantaisie d'une des versions de la réponse attribuée au président du tribunal qui a été pour lui l'indice dénonciateur de la fausseté de l'anecdote. Cette version est celle que le trop ingénieux

Fourcroy, professeur éloquent, mais politique versatile, a insérée dans un discours *pro domo sua* prononcé le 15 thermidor an IV, à l'occasion d'une pompe funèbre en l'honneur de Lavoisier, organisée par le lycée des Arts.

Des calomniateurs intéressés commençaient à l'accuser d'avoir laissé froidement périr son maître, lorsqu'il eût pu le sauver, ou même d'avoir demandé sa mort. Pour repousser cette imputation atroce, Fourcroy n'imagina rien de mieux que de prétendre — ce qui est absolument contraire à la vérité — qu'en floréal an II, il se trouvait lui-même menacé de la guillotine (9), et tous les savants avec lui, et que le souci de leur conservation personnelle les avait tous réduits à garder le silence et à *"cacher leurs larmes dans leurs cœurs pour ne point avertir la tyrannie de leur sensibilité"*.

« Reportez-vous, s'écrie Fourcroy, à ce temps affreux où Lavoisier a péri avec tant d'autres illustres martyrs de la liberté, du savoir, des talents et des vertus... et répondez à ceux qui puisent dans ces horribles sacrifices des doutes perfides, ou des calomnies plus criminelles encore, contre des hommes à qui l'on supposait quelque pouvoir ou quelque influence pour arrêter ces attentats : ces hommes n'avaient-ils pas mérité, aux yeux des tyrans, le sort de Lavoisier, par leurs travaux et leur vie consacrée tout entière à l'utilité publique ? Leur arrêt n'était-il pas prononcé ? Quelques jours encore, et leur sang ne se mêlait-il pas à celui de cette illustre victime ? Le juge-bourreau n'avait-il pas annoncé que "la République n'avait plus besoin de savants",

(6) *"Eclaircissements historiques sur les mesures des anciens"* : Œuvres de Lavoisier, tome VI, p. 703.

(7) Louis Blanc, *Histoire de la Révolution française*, livre XI, chapitre XI.

(8) Eugène Despois, *Le Vandalisme révolutionnaire*, p. 139.

(9) Au printemps de l'an II, Fourcroy est occupé, en collaboration avec David et Barère, à faire prendre par le Comité de salut public cette étonnante série d'arrêtés sur les beaux-arts, les lettres et les sciences, qu'on appelle les *arrêtés de floréal*.

et qu'un seul homme d'esprit suffisait à la tête des affaires ? » (10).

Cette allusion à la dictature de Robespierre trahit l'origine post-thermidorienne du propos, et par conséquent sa non-authenticité. Voici le commentaire de Pouchet à ce sujet :

« On a prétendu que Lavoisier avait imploré un sursis pour terminer certaines expériences. L'homme qui avait négligé de prendre un défenseur (11) n'a pas dû descendre à la prière. Quant à cette réponse prêtée plus tard par Fourcroy au président du tribunal, "que la République n'avait plus besoin de savants, et qu'un seul homme d'esprit suffisait à la tête des affaires", une telle phrase n'appartient pas certainement au langage de floréal, où Robespierre n'était pas encore le tyran qu'on renversera le 9 thermidor, et où la pensée ne serait venue à personne, pas même aux fidèles de Robespierre, de supposer un homme à la tête des affaires » (12).

Pouchet avait raison ; mais il ne possédait pas de preuves décisives — palpables et matérielles, en quelque sorte — à l'appui de son dire. Ces preuves qui lui manquaient, je les ai cherchées et recueillies, et je vous les apporte.

Nous allons, si vous le voulez bien, passer rapidement en revue les récits que nous possédons du procès de Lavoisier (13) et les versions successives de l'historiette suspecte, et nous arriverons, par cet examen, à en déterminer l'origine et à en démontrer la fausseté.

Remarquons, tout d'abord, que si le mot fameux avait été prononcé, il aurait dû l'être par Coffinhal, et non par Dumas ou Fouquier-Tinville, puisque ni Dumas ni Fouquier n'étaient présents : ce fut Coffinhal, vice-président, qui présida la section du tribunal révolutionnaire chargée du jugement des anciens fermiers généraux, et ce fut le substitut Liendon qui prononça le réquisitoire.

On possède, du procès de Lavoisier et de ses coaccusés, un récit dû à un témoin oculaire : c'est celui de Delahante jeune, l'un des trois adjoints aux fermiers généraux qui, impliqués à tort dans l'affaire, furent mis hors des débats par un décret de la Convention rendu le

19 floréal, sur les instances d'un des juges, Dobson, et notifié d'urgence au tribunal. Les très intéressants *Mémoires* de Delahante jeune ont été publiés il y a quelques années par son petit-fils (14).

Je regrette de ne pouvoir vous lire les pages remplies de détails précis et curieux dans lesquelles l'auteur raconte le transfert des fermiers généraux de l'hôtel des Fermes, où ils étaient détenus, à la Conciergerie, le 16 floréal au soir ; les interrogatoires du 18 dans les cabinets des juges Cellier et Dobsen, dont les accusés, dit Delahante, "n'eurent qu'à se louer" ; les démarches de Dobsen en faveur des trois adjoints, le commencement de l'audience du 19, la lecture de l'acte d'accusation et l'arrivée du messenger porteur du décret. Delahante n'a vu de l'audience que ce qui s'y est passé jusqu'au moment où les trois adjoints la quittèrent, sauvés par le décret libérateur. Mais si un fait aussi notable qu'une demande de sursis s'était produit après la condamnation, il l'eût mentionné : car il ne s'est pas astreint, dans ses *Mémoires*, à ne parler que des choses qu'il a vues de ses yeux, et il a narré, par exemple, l'histoire du fermier général Didelut, victime de son aveugle sécurité, histoire qu'il ne connaissait que par ouï-dire. Le silence gardé par Delahante au sujet d'une demande de sursis et de la réponse qu'y aurait faite le président est donc une première preuve négative d'un très grand poids.

(10) *Notice sur la vie et les travaux de Lavoisier*, Paris, imprimerie de la *Feuille du cultivateur*, l'an IV^e, p. 46.

(11) Pouchet exagère un peu. Il est vrai qu'au procès, Lavoisier n'eut qu'un défenseur d'office, comme tous ses coaccusés ; mais il avait rédigé peu auparavant une défense détaillée, qui fut publiée sous le titre de *Réponse aux inculpations faites contre les ci-devant fermiers généraux*. Cette défense a été réimprimée par Grimaux au tome VI des *Œuvres* de Lavoisier.

(12) Georges Pouchet, *Les Sciences pendant la Terreur*, deuxième édition, p. 43.

(13) Je laisse de côté le compte rendu donné par le *Bulletin du tribunal révolutionnaire*, compte rendu où, naturellement, on ne voit pas figurer la prétendue demande de sursis.

(14) Adrien Delahante, *Une famille de finance au XVIII^e siècle*, Paris, Hetzel, 1880, tome II.

La plus ancienne *Notice* biographique sur Lavoisier est celle qui fut écrite par son ex-collègue à l'Académie des sciences, l'astronome Lalande, et insérée en nivôse an IV dans le *Magazine encyclopédique* de Millin. Lalande, en y racontant la condamnation de l'illustre savant, parle d'une attestation du Bureau de consultation des arts et métiers, qui aurait été présentée aux juges ; mais il ne dit rien d'un sursis demandé et refusé :

“*Au moment, écrit-il, où l'on s'occupait de ce prétendu jugement, on porta au tribunal un rapport fait par le citoyen Hallé au Bureau de consultation, où il y avait un tableau des ouvrages et du mérite de Lavoisier, capable de faire impression sur des êtres pensants (15) : mais il ne fut pas même lu par ces hommes, qui n'étaient que des instruments aveugles, stupides et féroces de la cruauté et de la mort*” (16).

Dans la *Notice* de Lalande comme dans les *Mémoires* de Delahante, le silence gardé sur un fait aussi capital est bien significatif.

Maintenant viennent ceux qui prétendent savoir ce qu'ont ignoré et l'exact Lalande et le minutieux Delahante, l'un et l'autre si bien placés pour avoir connu tous les détails du procès.

Fourcroy, nous l'avons vu, a fait allusion, vingt-sept mois après l'événement, au propos qui aurait été tenu par un juge ; il n'a pas parlé de sursis, mais c'est probablement parce qu'il n'avait pas besoin d'introduire ce mot dans sa phrase.

La mention d'une demande de sursis se trouve par contre dans une cantate du littérateur Charles Désaudray, directeur du lycée des Arts, qui fut exécutée le 15 thermidor an IV dans cette même cérémonie funèbre où Fourcroy prononça son discours apologétique. Cette cantate est intitulée : *La mort de Lavoisier*, hiérodrame, mis en musique par le citoyen Langlé. Il en existe un exemplaire à la Bibliothèque nationale (Ye 20004, in 12). Permettez-moi de vous lire les huit vers qui relatent l'anecdote en paraphrasant la réponse attribuée au président ; ils sont bien mauvais, mais ce n'est pas de la poésie que nous y cherchons :

Le second Coryphée

« *A la mort condamné, cependant il espère*

Qu'il pourra terminer un travail important

Pour être utile encore, il lui faut un instant.

De quelques jours il veut que l'on diffère !

Un vandale (17) à ces mots répond en rugissant :

“*Dans le fond des tombeaux emporte ta science ;*

De tes arts nous saurons nous passer à présent ;

C'est du fer qu'il nous faut, il suffit à la France”.

Et le versificateur ajoute en note : “*Réponse mémorable du brigand Dumas.*”

Le fait est répété, trois ans plus tard, en l'an VII, sous une forme vague, par Quenard (18), dans la *Notice sur Lavoisier* écrite par lui pour la *Collection de portraits d'hommes de la Révolution*, de Bonneville. Quenard s'exprime ainsi :

« *Il avait demandé un sursis pour terminer un dernier ouvrage. “Le peuple n'a pas besoin de chimie”, lui répondit-on* » (19).

Il est répété également, en l'an IX, par Desessarts dans les *Siècles littéraires de la France* ; et cet auteur est le seul qui ait corrigé un détail de l'anecdote pour la rendre plus vraisemblable, en attribuant la réponse à Coffinhal. Il donne en outre le texte même des paroles qu'il prétend avoir été prononcées

(15) Le rapport de Hallé avait été fait à la demande de Lavoisier lui-même. La minute de la lettre de Lavoisier au Bureau de consultation, en date du 29 germinal, se trouve aux archives du Conservatoire des arts et métiers.

(16) *Magazine encyclopédique*, tome V, p. 187.

(17) Cette expression de *vandale* est à retenir. On verra plus loin à qui Désaudray a emprunté cette épithète.

(18) L'avocat P. Quenard avait été le collègue de Lavoisier à l'assemblée des représentants de la commune de Paris en 1789.

(19) *Collection de portraits d'hommes de la Révolution*, Paris, an VII, tome II.

par Lavoisier et enjolive la réponse du président en y ajoutant une phrase inédite. Ainsi, à mesure que le temps s'écoule et qu'on s'éloigne de l'événement, les détails se précisent et prennent plus de relief. Voici la version de Desessarts :

« Ce fut le 16 floréal (20) de l'an II (1794) que Lavoisier fut traduit au tribunal révolutionnaire. Comme il prévoyait le sort qui l'attendait, il demanda à ses juges, ou plutôt à ses bourreaux, de différer sa mort pendant quinze jours. "J'ai besoin de ce temps, leur dit-il, pour terminer des expériences destinées à un travail important, dont je m'occupe depuis plusieurs années. Je ne regretterai point alors la vie. J'en ferai le sacrifice à ma patrie." Un tigre qui présidait ce tribunal de sang, Coffinhal, fit cette réponse barbare à Lavoisier : "La République n'a pas besoin de savants et de chimistes. Le cours de la justice ne peut être suspendu" » (21).

Encore une preuve négative à mentionner, pour achever l'énumération.

Un écrivain infiniment plus sérieux que Desessarts, Quenard et Désaudray, Biot, dans son *Essai sur l'histoire générale des sciences pendant la Révolution française* (an XI, 1803), a parlé du procès et de la mort de Lavoisier (22). Il ne dit pas un mot de la prétendue demande de sursis et de la réponse du président. Si Biot eût cru l'histoire vraie, il n'eût pas manqué de la rapporter, car il cite volontiers les anecdotes qui lui paraissent intéressantes : à la page précédente, il en relate une sur Daubenton, et un peu plus haut une autre sur le chimiste courageux qui donna au Comité de salut public la preuve qu'une eau-de-vie qu'on croyait empoisonnée pouvait être bue sans danger ; or, quel trait eût mieux mérité d'être conservé à la postérité que celui du sursis refusé à Lavoisier ? Le silence de Biot montre qu'il ne croyait pas à l'authenticité de ce récit.

Mais, plus de vingt ans après la Révolution, sous le règne de Louis XVIII, voici venir un historien qui possède, nous dit-on, des renseignements particuliers, et dont la parole sera, par conséquent, décisive. C'est Georges Cuvier, le grand naturaliste, qui a écrit pour la

Biographie universelle de Michaud l'article *Lavoisier*.

Il a rédigé sa notice, pour la plus grande partie, sur des documents communiqués par M^{me} Lavoisier elle-même. Voyons ce qu'il va nous dire :

"Un citoyen courageux, M. Hallé, osa tenter seul un effort public. Il se hâta de faire, au lycée des Arts, un rapport sur ce que les découvertes de ce grand homme avaient d'utile (23), et ce rapport fut produit au tribunal. Lavoisier lui-même ne dédaigna pas de demander aux misérables qui venaient de le condamner un délai de quelques jours, afin, disait-il, de pouvoir terminer des expériences salutaires pour l'humanité. Il entendait sans doute ses recherches

(20) Le 16 floréal est la date du décret renvoyant les anciens fermiers généraux au tribunal révolutionnaire. La date de la comparution de Lavoisier et de ses coaccusés devant le tribunal et de leur condamnation est le 19 floréal.

(21) Desessarts, *Siècles littéraires de la France*, Paris, an IX, tome IV, p. 124.

(22) P. 55. : "Lavoisier avait été aussi arrêté : il faisait partie de la Commission des poids et mesures : on crut que ce titre pourrait le faire mettre en réquisition par le Comité de salut public, et le rendre à la liberté. Des démarches furent faites dans cette intention ; mais c'était mal connaître l'esprit du moment. Elles mirent en évidence la Commission de l'Académie, à laquelle on ne songeait plus : on la cassa comme suspecte, et on laissa Lavoisier en prison. Peu de temps après, cet homme illustre fut conduit à l'échafaud. Il vivrait encore si on eût agi sur l'avidité des tyrans, plutôt que de s'adresser à leur justice." Sur les démarches de la Commission des poids et mesures et du Comité des assignats et monnaies en faveur de Lavoisier, voir les *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention*, tome III, pages 237-238. La Commission des poids et mesures ne fut pas "cassée", comme le dit Biot : par son arrêté du 3 nivôse an II, le Comité de salut public décida que six des membres de la commission, Borda, Lavoisier, Laplace, Coulomb, Brisson et Delambre, cesserait leurs fonctions ; aux membres restants, Lagrange, Monge, Haüy, Vandermonde, Méchain et Berthollet, il adjoignit Hassenfratz, Prony et Buache. La commission ainsi réorganisée se présenta le 30 nivôse à la barre de la Convention, et Monge y lut une adresse dans laquelle elle "rendait compte des travaux qu'elle avait faits depuis cinq ans, et de ceux auxquels, depuis sa régénération, elle se livrait avec une nouvelle activité".

(23) Cuvier fait erreur : le rapport de Hallé avait été présenté au Bureau de consultation des arts et métiers, comme on l'a déjà vu, et non au lycée des Arts.

sur la transpiration, qui avaient été suspendues en effet par son emprisonnement lorsqu'elles promettaient les plus beaux résultats. Tout fut inutile. Le chef de cette horrible troupe répondit d'une voix féroce qu'on n'avait plus besoin de savants et le coup fatal fut porté le 8 mai 1794."

Un pareil récit est-il de nature à déterminer la conviction ? Je dois vous avouer qu'après l'avoir étudié de très près, il ne m'a pas été possible de le prendre au sérieux. En effet, Cuvier n'apporte pas ici un témoignage personnel et direct. Le manuscrit de M^{me} Lavoisier dont il a eu communication s'arrête à l'année 1793 ; sur le procès, le biographe n'a d'autres informations que celles qu'il a pu recueillir dans les publications déjà faites. Or il se trompe au sujet de Hallé. Sa supposition que les expériences en vue desquelles Lavoisier aurait demandé un sursis se rapportaient à ses recherches sur la transpiration est une hypothèse presque comique (24). Enfin, sa préoccupation visible d'éviter d'écrire un nom propre — d'où l'emploi de cette bizarre périphrase, "*le chef de cette horrible troupe*" — indique bien qu'il ne possédait d'autres source que les versions divergentes parlant de Dumas, de Fouquier-Tinville et de Coffinhal, et que, n'ayant pas de raison décisive pour suivre l'une plutôt que l'autre, il cherchait à les concilier sans se compromettre, en se réfugiant dans le vague de l'expression.

Je regrette que M. Grimaux, l'éminent biographe de Lavoisier, sans entrer dans ces considérations, ait cru devoir s'incliner devant l'autorité de Cuvier, corroborée par celle de Fourcroy : sa confiance dans ces deux savants l'a décidé à admettre l'authenticité d'une histoire que lui-même déclare pourtant invraisemblable et suspecte. "*Le manque de témoignages certains, a-t-il écrit, l'invraisemblance d'une demande de sursis de la part de Lavoisier tendraient à faire rejeter le fait comme une de ces inventions calomnieuses dont les partis vainqueurs accablent les partis vaincus, s'il ne se trouvait indiqué par Cuvier.*" Et plus loin : "*La réponse de Coffinhal (25) ne me paraît pas pouvoir être mise*

en doute après la phrase de Fourcroy." Je me permets d'espérer que lorsque M. Grimaux reprendra l'étude de la question, en tenant compte du silence de Delahante, de Lalande et de Biot, des objections de Pouchet, et surtout des faits décisifs que j'ai encore à vous présenter, il sera d'un autre avis (26).

Pour moi, je vous ai montré, en vous les lisant l'une après l'autre, et en les discutant, ce que valent toutes les versions d'une légende haineuse et sottise, de Fourcroy jusqu'à Cuvier en passant par Désaudray, Quenard, Desessarts et l'*Art de vérifier les dates* ; je leur ai opposé le silence de ceux qui furent le mieux renseignés ; il me reste à donner encore une dernière preuve négative, qui me paraît, celle-là, absolument péremptoire.

Au printemps de l'an III, moins d'un an après la mort de Lavoisier, eut lieu le procès de Fouquier-Tinville et d'un certain nombre d'anciens juges et jurés du Tribunal révolutionnaire, procès où une multitude de témoins vinrent apporter à la charge des accusés une quantité d'imputations, vraies ou fausses. Si l'histoire du sursis demandé par Lavoisier et refusé par le tribunal eût été authentique, n'aurait-elle pas été rappelée dans une occasion comme celle-là ? Or, à l'audience du 2 floréal an III, où l'on parla du procès des fermiers généraux, Dob-

(24) Dans la première de toutes les versions de l'anecdote, que l'on trouvera plus loin — version qui vit le jour sept mois seulement après la mort de Lavoisier, et dont toutes les autres sont issues —, on avait eu soin de dire, pour rendre Lavoisier plus intéressant et les juges plus coupables, qu'il s'agissait d'expériences "*utiles à la République*".

(25) M. Grimaux parle ici de la "*réponse de Coffinhal*" comme si c'était à Coffinhal que Fourcroy eût attribué le propos du "*juges-bourreau*". Fourcroy ne nomme personne ; mais Désaudray, dans la note de sa cantate exécutée le même jour et dans la même cérémonie, désigne expressément Dumas. Et c'était bien Dumas que Fourcroy avait en vue, puisque — comme on le verra tout à l'heure — c'est Dumas qui est nommé dans le document dont Fourcroy s'est servi.

(26) Depuis que cette lecture a été faite, nous avons eu le regret d'apprendre la mort de M. Grimaux, décédé le 2 mai 1900, dans sa soixante-cinquième année. C'est une grande perte, et pour la chimie, dont il était l'un des maîtres les plus éminents, et pour nos études historiques. (Note de la *Révolution française*.)

sen, ancien juge au Tribunal révolutionnaire — celui-là même qui avait sauvé la vie à Delahante et à ses deux collègues en provoquant le décret du 19 floréal an II —, cité comme témoin, raconta ce qu'il savait de ce procès, parla de ses démarches en faveur des trois adjoints, rappela différents détails : il ne dit pas un mot de la prétendue demande de sursis (27). A l'occasion de cette déposition de Dobsen, le rédacteur du compte rendu du procès de Fouquier a consacré un paragraphe spécial à la mort de Lavoisier (28) : il est également resté muet à l'égard du sursis demandé et refusé. A l'audience du 5 floréal an III, il fut de nouveau question du procès des fermiers généraux ; on parla de la rédaction de l'acte d'accusation, de l'irrégularité du jugement, sur la minute duquel la déclaration du jury avait été laissée en blanc (29) : et dans cette audience encore, personne ne mentionna ce fait monstrueux qu'il eût été si à propos de dénoncer et de faire constater judiciairement. Il me paraît inutile d'insister davantage.

Mais nous avons maintenant à nous demander de qui pouvaient tenir l'anecdote ceux qui, les premiers, le même jour, dans un hommage solennel à la mémoire de Lavoisier, lui donnèrent une publicité retentissante, Fourcroy et Désaudray. Car ils ne l'inventèrent assurément pas et la façon dont en parla Fourcroy semble indiquer, comme l'a fait remarquer M. Grimaux, qu'elle devait être connue de leurs auditeurs.

Le premier éditeur de la légende, je vais vous le nommer. Son nom n'a encore été prononcé par personne, que je sache ; et pourtant, les documents où se trouvent les passages que je vais citer sont parmi les plus connus de l'époque révolutionnaire.

Dans son troisième *Rapport sur le vandalisme*, lu à la Convention le 24 frimaire an III, c'est-à-dire dix-huit mois avant la cérémonie du 15 thermidor an IV, et sept mois après la mort de Lavoisier, Grégoire a glissé ce petit alinéa :

« Il faut transmettre à l'histoire un propos de Dumas, concernant une science dont les bienfaits incalculables

s'appliquent à divers arts, et spécialement à celui de la guerre. Lavoisier témoignait le désir de ne monter que quinze jours plus tard à l'échafaud, afin de compléter des expériences utiles à la République. Dumas (30) lui répond : "Nous n'avons plus besoin de chimistes" » (31).

C'est ici la source originelle à laquelle ont puisé tous ceux qui ont répété l'anecdote, en l'arrangeant ou en la déformant selon leurs passions politiques ou le degré de leur ignorance (32). C'est par Grégoire que cette niaise calomnie a été lancée dans le monde.

Mais il y a plus. C'est Grégoire aussi qui a fourni à Fourcroy ce trait sur les "hommes d'esprit" dont celui-ci a orné son apologie. Un autre et plus ancien rapport de Grégoire sur le vandalisme, celui du 14 fructidor an II, contient, en effet, les deux lignes que voici : "*Dumas disait qu'il fallait guillotiner tous les hommes d'esprit. Chez Robespierre, on disait qu'il n'en fallait plus qu'un*" (33).

Voilà, sous sa forme première, et tel qu'il fut fabriqué au lendemain même de Thermidor par la haine et la peur, le mot que Fourcroy devait s'approprier deux ans après.

Et notons un détail qui nous montre le falsificateur pris sur le fait : c'est que, en combinant cet endroit avec l'extrait

(27) *Histoire parlementaire* de Buchez et Roux, tome XXXV, p. 124.

(28) *Ibidem*, p. 125.

(29) *Moniteur*, du 21 floréal an III, séance de la Convention du 16 floréal.

(30) L'erreur initiale qui a substitué Dumas à Coffinhal, et que tous ont répétée, excepté Dessarts, a donc été commise par Grégoire. Nul ne s'en étonnera de ceux qui connaissent son inexactitude passée en proverbe.

(31) Grégoire, *Troisième rapport sur le vandalisme*, p. 2.

(32) On a vu que Désaudray, dans son hiérodrame, entre toutes les injures qu'il pouvait adresser à Dumas, a choisi celle de vandale. Si cette épithète s'est offerte à sa muse, c'est qu'il mettait en vers un passage d'un *Rapport sur le vandalisme*.

(33) *Instruction publique. Rapport sur les destructions opérées par le vandalisme et sur les moyens de les réprimer*, par Grégoire. Séance du 14 fructidor, l'an II de la République une et indivisible, suivi du décret de la Convention nationale. De l'Imprimerie nationale, in 8°, p. 13.

du rapport du 24 frimaire an III pour en composer sa phrase oratoire, Fourcroy s'est permis d'y introduire une chose qui n'y était pas et qui le dénature, mais qui servait son dessein.

Sous la plume de Grégoire, en effet, le propos attribué à l'entourage de Robespierre, où l'on disait qu'il ne fallait plus qu'un seul homme d'esprit, n'avait qu'un caractère général ; Fourcroy l'a repris pour l'appliquer au cas spécial de Lavoisier, en le plaçant dans la bouche d'un juge. Combinaisons, additions et adultérations : opérations tantôt inconscientes, tantôt méditées, d'où sortent, pour être offerts en pâture à la crédulité humaine, ce qu'on appelle les mots historiques !

Et maintenant que la démonstration est achevée, j'ose croire que personne ne refusera son adhésion à une conclusion ainsi formulée :

La demande de sursis est une fable inventée de toutes pièces. La réponse du juge est, pour employer l'expression excellente de M. Grimaux, "*une de ces inventions calomnieuses dont les partis vainqueurs accablent les partis vaincus*". Et de cette double invention, nous connaissons sinon l'auteur, du moins l'éditeur responsable : c'est l'homme qui fit à la Convention, après Thermidor, cette série de rapports tissus d'injures et de faussetés, qui ont fourni aux ennemis de la Révolution tout un arsenal d'accusations ineptes et odieuses, c'est l'évêque Grégoire.



Antoine-Laurent Lavoisier et sa femme (peinture de David).

Valeri Essipov :
la spirale
Netchaïev

Présentant un choix de textes de Bakounine intitulés *Ecrits libertaires* (1), le préfacier Philippe Paraire évoque rapidement l'épisode de la rencontre en exil de Michel Bakounine et de Netchaïev. Il écrit de façon un peu lapidaire : "*Eclaboussé par le scandale de l'affaire Netchaïev (un aventurier comploteur russe, escroc et assassin, auquel Bakounine avait imprudemment accordé son appui) (...), Bakounine est exclu de l'Internationale au Congrès de La Haye, en 1872*" (p. 24) (2).

Dans son petit volume *Bakounine et Netchaïev*, Jean Barrué affirme : "*Les relations entre Bakounine et Netchaïev et leur collaboration n'ont été qu'un bref épisode : de mars 1869 à juillet 1870.*" Il ajoute : « *Mais cette "période russe" de la vie militante de Bakounine a servi de prétexte aux attaques et aux calomnies de ses adversaires, et l'on sait que Marx en fit état pour tenter de déshonorer Bakounine au Congrès de La Haye* » (de l'Internationale) (3).

Pourquoi déshonorer ? Netchaïev fonda un groupe clandestin à Moscou en 1869, en utilisant un mandat que lui avait signé Bakounine : "*Le détenteur du présent certificat est délégué avec pleins pouvoirs par la section russe de l'Alliance générale révolutionnaire*", organisation clandestine secrète créée par Bakounine. Netchaïev construisit son organisation à coups de bluff et de mensonges ; un étudiant, Ivanov, s'en aperçut et demanda des explications. Netchaïev le qualifia de provocateur et, avec l'aide de quelques adhérents trompés, l'assassina.

Lors de la perquisition qui suivit la découverte du meurtre, la police découvrit *Les Règles dont doit s'inspirer le révolutionnaire*, plus connues sous le nom de *Catéchisme du révolutionnaire*. Le texte comprend 26 règles, dont on ne sait quelle part exacte Bakounine prit à leur rédaction. On y apprend : "*Le révolutionnaire est un homme qui fait le sacrifice de sa vie*", "*un révolutionnaire méprise toute théorie*", "*il ne connaît qu'une seule science : celle de la destruction*", "*il ne doit avoir, jour et nuit, qu'une pensée et qu'un but : la destruction inexorable*", "*tout militant révolutionnaire doit avoir à sa disposition quelques révolutionnaires de deuxième ou troisième ordre*", "*le pire pour lui c'est d'avoir encore dans ce monde des liens de parenté, d'amitié ou d'amour*", "*notre tâche à nous est de détruire : une destruction terrible, totale, impitoyable, universelle*", "*il faut nous associer avec le monde des aventuriers et des brigands, qui sont en Russie les seuls véritables révolutionnaires*".

Jean Barrué, dans sa présentation, évoque le *Que faire ?* de Lénine, qui, écrit-il, affirme "*la nécessité d'un noyau de révolutionnaires professionnels*", et il ajoute : "*On reconnaît la définition de ces révolutionnaires pour lesquels Netchaïev avait écrit son Catéchisme*" (4). Aucune ligne de *Que faire ?* ne rappelle ou n'évoque les "règles" de Netchaïev évoquées ci-dessus et ne permet donc ce rapprochement. *Que faire ?* fixe comme objectif au parti de "*recueillir (...) et concentrer toutes les gouttelettes et les ruisseaux de l'effervescence populaire qui suintent à travers la vie russe (...), et qu'il importe de réunir en un seul torrent gigantesque*" (5).

Et à cette fin, le cinquième et dernier chapitre de *Que faire ?* est consacré à la tâche essentielle aux yeux de Lénine : le "*plan d'un journal politique national*", dont un Netchaïev n'a évidemment aucun besoin...

L'article de Valeri Essipov apporte un éclairage précieux sur la place réelle de Netchaïev et le jugement porté sur lui par différents acteurs de l'histoire révolutionnaire.

(1) Editions Le Temps des Cerises, Paris 1997.

(2) *Ibidem*, p. 24.

(3) Editions Spartacus, 1971, p. 33.

(4) *Ibidem*, p. 57.

(5) *Que faire ?*, Le Seuil, 1966, p. 132.

“Conduire le peuple sous le feu du canon”

IL est impossible d'ignorer aujourd'hui la personnalité du célèbre conspirateur terroriste russe Sergueï Netchaïev (1847-1882). Son nom est devenu un nom commun personnifiant la tendance extrêmement dangereuse à appliquer le principe “*La fin justifie les moyens*” à la pratique révolutionnaire. Netchaïev a justifié théoriquement cette pratique dans son *Catéchisme du révolutionnaire*, à la rédaction duquel Bakounine a également pris part. Parmi ses contemporains, nombreux sont ceux qui ont sévèrement jugé les idées et l'activité de Netchaïev, même si leurs opinions étaient aussi divergentes que celle du fondateur du communisme, Karl Marx, et l'écrivain orthodoxe F. Dostoïevski (dont le roman au titre évocateur *Les Démons* visait également Bakounine). Mais malheureusement, la condamnation sans appel de personnalités aussi éminentes n'a guère eu d'effets. Dès le début du XX^e siècle, on a vu resurgir en Russie des récidives de cette idéologie, elle a peu à peu mené au recours généralisé à la terreur, qui est devenu l'un des traits marquants du “communisme russe” dans sa première période, puis dans sa période stalinienne (voir plus loin). Netchaïev a fait des adeptes — conscients ou inconscients — également dans d'autres pays. Dans les années 1960-1970, le *Catéchisme* a été à

nouveau édité aux Etats-Unis, en Amérique latine, au Japon. *Netchaïev est de retour*, c'est le titre significatif que J. Semprun a donné à son roman paru à Paris en 1985 et consacré à la description de la psychologie des “extrémistes de gauche” dans les années 1970. Compte tenu de ce “retour” périodique de Netchaïev et de ses idées, je pense qu'on peut parler d'un phénomène social et politique original, la “spirale de Netchaïev”. La logique de son développement interne et ses rapports avec la spirale du développement de la civilisation méritent une étude attentive.

Le jésuite à la hache

L'organisation clandestine que Netchaïev a imaginée et en partie construite s'appelait Narodnaïa Rasprava. Comme Marx le remarquait déjà, le mot russe “rasprava” signifie “justice sommaire”, il contient l'idée de “vengeance”, de “châtiment”, ce n'est pas du tout la justice garantie par le droit. Sur le sceau de l'organisation était représentée une hache, arme symbolique de la vengeance paysanne, rappelant les soulèvements paysans de Razine et de Pougatchev. Le *Catéchisme* affirmait : “*Unissons-nous avec le monde sans peur des bandits — les seuls véritables révolutionnaires de*

Russie." On pourrait y voir l'effet du romantisme qui régnait alors chez un jeune homme de 22 ans, auditeur libre de l'université de Pétersbourg..., s'il n'avait en même temps manifesté la prudence calculée d'un escroc et une incroyable ténacité. Familier de l'histoire de la Révolution française, Netchaïev rêvait de la gloire d'un Robespierre.

Les psychanalystes qui étudient la biographie des gens assoiffés de pouvoir témoignent que leur mobile fondamental est une profonde humiliation subie dans leurs jeunes années. Netchaïev a grandi dans une famille pauvre, au village de Ivanov-Vosnesensk, principal centre textile de Russie, bientôt surnommé le "Manchester russe" (il ne reste rien aujourd'hui de cette gloire passée, la ville d'Ivanovo, berceau des premiers soviets, est aujourd'hui la ville qui compte la plus grande proportion de chômeurs).

Le père de Netchaïev était serf et frottait les parquets chez de riches patrons. Sans doute, dans son enfance, Netchaïev a dû, lui aussi, se livrer à ce travail primitif et épuisant : chausser une brosse et frotter le parquet dans d'opulentes demeures. Dans un tel contexte, l'envie et la soif de vengeance ne pouvaient manquer de naître. Plus tard, dans les casemates de la forteresse Pierre et Paul, Netchaïev exprime, dans ses opuscules littéraires, ces sentiments et son approche du problème des inégalités sociales. Ces textes ont disparu, mais on peut s'en faire une idée d'après le témoignage d'un fonctionnaire de la prison : *"Le mépris pour tout ce qu'il ne connaît pas, une haine impitoyable pour ceux qui ont eu facilement ce qu'il avait dû acquérir de haute lutte, la haine envers tous ceux qui sont au-dessus de lui. Seul l'auteur et les gens de son cercle, issus du même milieu et partageant les mêmes idées, sont reconnus comme au service du peuple et dignes de la confiance et de la sympathie populaires. Tous les autres sont présentés comme les ennemis du peuple et il faut les exterminer pour que s'ouvre une ère de développement fécond et pacifique."*

Si l'on met bout à bout tout cela, le *Catéchisme du révolutionnaire*, les

autres manifestes et déclarations de Netchaïev, on peut parler d'une idéologie complète et conséquente. Son postulat fondamental, la division des gens en "purs" et "impurs" qu'il convient d'exterminer, fait surgir aujourd'hui des associations très précises, avec le fascisme et pas seulement.

Ajoutons-y les témoignages sur la foi fanatique de Netchaïev en ses idées, sur son ascétisme presque religieux : il pouvait dormir sur des planches nues, se nourrir d'un verre de lait en déclarant : *"Il faut ne travailler que pour le bien du peuple infortuné"* (1). On peut élargir le cercle de ces associations. Et pour qu'il n'y ait aucune illusion sur l'amour de Netchaïev pour le peuple, il suffit de rapporter l'une de ses phrases favorites : *"Aimer le peuple, c'est le conduire sous le feu du canon."*

Un détail éclaire la vulgarité de sa nature : il suivait aveuglément ce qu'il avait lu dans les livres. La première édition de *l'Histoire des jésuites*, du savant allemand Grizinger, est parue en Russie en 1868. Netchaïev, qui venait d'arriver à Pétersbourg, s'y intéressa sérieusement et décida de l'utiliser pour la lutte révolutionnaire.

J'ai découvert dans les archives la déposition du bibliothécaire P. Ouspenski, devenu, sous l'influence de Netchaïev, secrétaire de la Narodnaïa Rasprava : *"Il m'a pris l'Histoire des jésuites de Grizinger et l'a propagée à l'Académie (il s'agit de l'académie d'agriculture Petrovskaïa, où Netchaïev recrutait des étudiants pour son organisation — NDA) ; ce faisant, il n'était pas question pour lui de ce que pensait Grizinger des jésuites, mais bien des jésuites eux-mêmes, il voulait introduire dans le système l'hypocrisie et autres horreurs"* (2).

Effectivement, le mensonge, la mystification, le chantage, la démagogie, l'intrigue ont accompagné chaque pas de Netchaïev. C'est ce qu'ont oublié tous ceux qui ont tenté par la suite de le réhabiliter.

(1) P. Chtchegolev, *Alexeevski Ravelin* ("La casemate Alexeevski"), Moscou, 1929, p. 242.

(2) Archives d'Etat de la RF, f 112 d.490/1, p. 52.

Meurtre au nom du comité central

Pour asseoir son autorité auprès des étudiants mécontents de la politique tsariste, notamment des atteintes aux libertés académiques, Netchaïev a forgé, au début de son activité, sa propre légende : il aurait été arrêté par la police, enfermé à la forteresse Pierre et Paul, dont il se serait évadé... C'était du bluff : on ne s'évadait pas de la principale prison tsariste, pas plus que de la Bastille. Néanmoins, il s'est trouvé des gens, et pas seulement des jeunes, pour le croire. Le journal conservateur très lu, les *Nouvelles de Moscou*, lui fit aussi de la réclame en le qualifiant de "chef de file des nihilistes". C'est avec cette auréole de "héros" que Netchaïev fit son apparition à Genève, centre de l'émigration russe, et gagna la confiance de Bakounine. Ce dernier en tomba tout simplement amoureux et parlait de lui comme de son "petit-fils". Netchaïev fit croire à Bakounine qu'il existait en Russie une puissante organisation révolutionnaire, qui avait besoin d'aide matérielle et propagandiste (en réalité, Netchaïev n'avait autour de lui que quelques étudiants, qu'il abusait). Néanmoins, Bakounine lui confia son mandat, l'aida à éditer à Genève les proclamations de la Narodnaïa Rasprava et lui donna de l'argent. Son ami, Alexandre Herzen, se montra bien plus perspicace, protestant vivement contre toute cette entreprise : il avait vu en Netchaïev "quelque chose de sauvage" et prédisait que se lier à lui, c'était s'exposer "à de terribles malheurs".

Il faut ajouter que Netchaïev, dans son rôle de héros révolutionnaire, terrorisait toute l'émigration russe et lançait contre Herzen des menaces de mort. Il est possible que la tension extrême liée à la lutte contre Netchaïev ait contribué à sa mort prématurée, officiellement due à une pneumonie. Herzen mourut en janvier 1870, il est enterré à Nice ; on aurait pu graver sur sa tombe cette phrase, adressée à son "vieux camarade" Bakounine : "Les grands changements ne se font pas en déchaînant de viles passions..."

Netchaïev, pendant ce temps — de novembre à septembre 1869 —, accomplissait sa folle expédition en Russie, qui s'acheva par un assassinat sordide et l'arrestation de 150 personnes, bernées par lui. Comme l'a dit plus tard au procès l'un des avocats : "Cet homme maudit a semé, partout où il passait, l'infection, la mort, les arrestations, la destruction." Les historiens connaissent bien tous les détails de l'activité de Netchaïev, nous insisterons seulement sur certains points qui en montrent clairement le jésuitisme.

Le meurtre de l'étudiant Ivan Ivanov a été perpétré le 21 novembre 1869 à Moscou, dans la grotte de l'académie Petrovskaja. Ivanov, comme beaucoup d'autres étudiants, avait rejoint la société secrète par romantisme et aussi par le désir de "servir le peuple", caractéristique de la jeunesse russe à cette époque ; mais, à la différence de ses camarades, il exigeait que tout soit parfaitement clair dans l'activité de la société. Or Netchaïev, jamais à court d'inventions pour étouffer toutes les hésitations, se référait constamment aux exigences d'un comité central de la Narodnaïa Rasprava, constitué en Russie, secret et tout-puissant.

Ivanov, qui n'y croyait pas, exigeait des preuves, se moquait de Netchaïev, suscitant sa haine. Netchaïev décida de le tuer, après l'avoir dénoncé comme délateur. Suivant le témoignage d'un des participants au meurtre, Alekseï Kouznetsov, Netchaïev, à l'une des réunions du cercle, "avait lu un communiqué du comité central de la Narodnaïa Rasprava, selon lequel ce dernier avait appris non seulement qu'Ivanov était mécontent du fonctionnement de l'organisation, mais également qu'il avait l'intention de la dénoncer à la police. Netchaïev nous déclara alors que le comité central disposait de preuves accablantes, mais que, pour des raisons de conspiration, il ne pouvait en faire état publiquement" (3).

En réalité, il n'existait ni comité central ni organisation — pendant toute cet-

(3) *Autobiographie des hommes célèbres*, années 1970, dictionnaire encyclopédique Granat, tome 40.

te période, Netchaïev n'avait réussi à se soumettre que les quelques personnes qui furent précisément les auteurs du meurtre. Parmi eux, se trouvait Ivan Pryjkov, historien et ethnographe, alors âgé 42 ans, auteur d'un ouvrage unique consacré à l'histoire des gargotes en Russie. C'était un brave homme, que Netchaïev exploitait cruellement.

Pryjkov s'opposait de toutes ses forces à l'exécution d'Ivanov, mais, en le menaçant de subir le même sort — l'envoyé de Bakounine avait un revolver Smith & Wesson —, Netchaïev le contraignit à le suivre dans la grotte fatale et à devenir le complice involontaire du crime. En fait, c'est Netchaïev qui commit le crime : il avait d'abord étouffé Ivanov dans l'obscurité de la grotte, puis lui tira une balle dans la nuque (circonstances qui témoignent éloquemment de ses penchants sadiques).

Puis, Netchaïev se cacha à l'étranger, et tous ceux qu'il avait côtoyés, à qui il avait lu ou donné les proclamations de la Narodnaïa Pasprava, furent arrêtés. Au cours du procès, qui eut lieu l'été 1871, de nombreux détails de l'activité provocatrice de Netchaïev furent mis en lumière, permettant de mieux comprendre les mobiles du crime. Dans l'attente du procès, Pryjkov écrivit dans sa "confession" destinée à l'avocat : *"Tout laisse à penser que Netchaïev, s'étant convaincu que l'affaire ne marchait pas, décida de le commettre son crime non pas seul, secrètement, mais en mouillant tout le monde, pour susciter ainsi un énorme scandale."* Au procès, on avança l'idée que Netchaïev était mû par l'idée de *"l'union cimentée par le sang"* (une idée typiquement jésuitique, remarquons-le). L'appréciation d'un commentateur, Alexeï Sourkov, qui sera plus tard l'ami de Tchekhov, apparaît tout à fait exacte : *"La société créée par Netchaïev aurait disparu d'elle-même, elle commençait déjà à le faire avant l'assassinat d'Ivanov, cet assassinat était le salto mortale auquel Netchaïev recourut, comme unique moyen de sauver sa cause truquée."*

A l'étranger, Netchaïev se vantait d'avoir *"tué un espion"*. Mais peu le

croyaient. Bakounine se détourna de lui. Se retrouvant sans soutien et sans argent, Netchaïev commença à rassembler une bande pour dépouiller les riches touristes dans les montagnes suisses. Il fut bientôt arrêté et livré au gouvernement du tsar. A son procès, qui eut lieu à Moscou en janvier 1873, il se conduisit avec arrogance, refusant de se reconnaître coupable du meurtre d'Ivanov et se considérant comme un criminel purement politique. Mais il fut jugé comme droit commun et condamné à la détention perpétuelle à la forteresse Pierre et Paul, où il mourut.

Mystique et analyse

Le procès Netchaïev a été le plus retentissant de l'histoire de la Russie du XIX^e siècle. Le caractère hors du commun du personnage, l'étroite imbrication, dans ses actes, d'une part, des motifs politiques et, d'autre part, d'une amoralité grossière et de banditisme pur et simple, tout cela était sans précédent dans l'histoire récente et il n'est pas étonnant que cette affaire soit apparue à de nombreux contemporains comme un symptôme inquiétant et dangereux. Mais unanimes à condamner la *"netchaïevchtchina"*, les représentants de diverses tendances politiques y ont vu des significations différentes.

Pour l'autocratie russe, avec son zèle policier peu soucieux des nuances, c'était l'une des manifestations de ce *"nihilisme"* venu de l'Occident, qui sapait les fondements de l'Etat par ses idées athées et socialistes-libérales. Les autorités utilisèrent l'affaire Netchaïev pour renforcer la répression : on jugea comme des criminels d'Etat des gens trompés par Netchaïev et coupables seulement de ne pas l'avoir dénoncé. Quand l'acte d'accusation déclarait : *"Les membres de la société ne connaissent d'autre moyen que l'assassinat pour écarter tout obstacle, réel ou supposé, sur leur chemin"*, il ne s'agissait de rien d'autre que d'affoler le bourgeois. Malheureusement, le roman de Dostoïevski, *Les Démons*, a largement recours à ce

pathos défensif et anti-occidental. Les personnages de Petr Verkhovenski (qui dit de lui-même : “*Je suis un escroc, pas un socialiste*”) et de Chigalev (prophète d’une future société totalitaire où “*tous seront esclaves et égaux dans la servitude*”) sont le reflet d’une certaine réalité et représentent des types de radicaux russes et européens qui existaient effectivement, mais d’autres personnages ne sont que le fruit de l’imagination fantasque de l’auteur et ne reflètent que ses vues plus que conservatrices. Ce n’est pas un hasard si, dès sa parution en 1873, le roman a suscité une vague d’articles et d’éditoriaux critiques dans toutes les revues progressistes, qui y voyaient une approche partisane de l’affaire Netchaïev et une “*furie malade*” à l’encontre même d’un libéralisme modéré. Ce double aspect des *Démons* — d’une part, un avertissement, une prophétie menaçante ; de l’autre, une caricature manifeste du mouvement révolutionnaire — explique le destin compliqué du roman en Russie, les flux et reflux de l’intérêt qu’il a suscités à diverses périodes historiques. Il n’est, en tout cas, pas objectif de n’y voir que “*l’analyse et la critique de l’extrémisme ultra-gauchiste*” (comme l’a proclamé la critique littéraire soviétique officielle lors du 150^e anniversaire de la naissance de l’écrivain, en 1971) et de ne pas y voir des idées qui ont nourri jusqu’à ce jour le fondamentalisme orthodoxe et le messianisme russe.

Il serait plus exact de dire que “*l’analyse et la critique de l’extrémisme ultra-gauchiste*” ont été faites par Karl Marx et Friedrich Engels, à partir des matériaux du procès, dès 1873, dans leur ouvrage célèbre *Un Complot contre l’Internationale* (connu également sous le titre *L’Alliance de la Démocratie socialiste et l’Alliance internationale des travailleurs*). Ils s’appuyaient sur les documents du Congrès de La Hague de l’Internationale, qui avait étudié l’activité de l’*Alliance* que Bakounine avait fondée et qui avait été le cadre de l’aventure de Netchaïev. Examinant en détail toutes les péripéties de l’affaire — d’après les comptes rendus d’audience parus dans les journaux et les témoignages d’émigrés russes —, Marx et Engels portaient un jugement sévère. Ils soulignaient que les idées de Bakounine et de Netchaïev n’avaient rien de commun avec le socialisme et la démocratie véritables, que le *Catéchisme* était une “*bouffonnerie*” et que le projet de Netchaïev sur les fondements d’un ordre futur était “*un magnifique exemple du communisme de caserne*”. L’ouvrage de Marx et d’Engels représente en fait le jugement de la raison sur le charlatanisme politique. Il est caractéristique que les auteurs aient utilisé, à l’égard de Bakounine et de Netchaïev, non seulement l’expression correcte de “*faux révolutionnarisme*”, mais celle plus acerbe et polémique de “*divagations tatares*”. On peut considérer l’ouvrage des classiques du marxisme comme un important complément à leur théorie du socialisme, un avertissement sur la vulgarisation et le dogmatisme des néophytes, le rappel de l’importance de la composante éthique dans la cause révolutionnaire, incompatible avec le mensonge et la criminalité.

Les révolutionnaires russes, qui rejetaient les *Démons*, roman à demi fantastique “*archi-mauvais*”, selon l’expression de Lénine, auraient dû — semble-t-il —, compte tenu de leur vénération pour Marx, se conformer strictement aux recommandations de l’*Alliance*. Ce n’est pas le cas. C’est l’une de ces énigmes du “*marxisme russe*” non encore totalement élucidées.

Les révolutionnaires russes, qui rejetaient les *Démons*, roman à demi fantastique “*archi-mauvais*”, selon l’expression de Lénine, auraient dû — semble-t-il —, compte tenu de leur vénération pour Marx, se conformer strictement aux recommandations de l’*Alliance*. Ce n’est pas le cas. C’est l’une de ces énigmes du “*marxisme russe*” non encore totalement élucidées.

Marx interdit

On sait que, pour Marx, il était extrêmement important qu’on sache la vérité, en Russie, sur les liens de Bakounine avec Netchaïev. Peu après la parution de l’*Alliance* en allemand, à Hambourg, il écrivit une lettre à son correspondant permanent à Pétersbourg, traducteur du *Capital* en russe, N. Danielson, où il exprimait le souhait de lui envoyer “*un assez grand nombre d’exemplaires de cette chose*”. Compte tenu de la situation politique, il s’agissait des moyens clandestins pour faire passer les paquets de brochures. On ne sait pas avec certitude si Danielson les a reçues ou non. Mais,

pendant longtemps, cette brochure est restée pratiquement ignorée en Russie et la raison essentielle n'était pas le régime policier et l'isolement du pays.

L'ouvrage des pères du marxisme sur Bakounine et Netchaïev a été très mal accueilli par les représentants de l'émigration russe, dont l'influence a toujours été très grande sur l'état d'esprit en Russie même. Ce n'est pas seulement parce que Bakounine continuait à jouir d'une grande autorité parmi les révolutionnaires russes pour ses mérites passés. Sans doute les lois psychologiques bien connues de la lutte de groupe et un patriotisme mal compris (qui s'exprime en Russie par le cri de guerre "*Les nôtres sont attaqués*") ont-ils joué un rôle non négligeable dans l'accueil négatif réservé à la brochure de Marx. Il est probable que certaines expressions mordantes de Marx envers Bakounine et Netchaïev, telles que "*ces nullités sans cerveaux qui font la roue en se gargarisant de phrases révolutionnaires*", soient mal passées. A l'époque soviétique également, la traduction de ce texte a tardé (des extraits ont été publiés en 1928 et il a fallu attendre 1940 pour que le texte complet paraisse enfin dans les *Œuvres complètes* de Marx et Engels), il est significatif que ce retard ait été justifié au nom des "exagérations polémiques" que se seraient permises les pères du marxisme. La formule est de E. Iaroslavski, homme de main de Staline, chef de son agit-prop, ce qui montre bien que son maître Staline avait une approche tout à fait sélective du marxisme et éprouvait une profonde sympathie personnelle pour Netchaïev et ses méthodes...

L'idée de la ressemblance de caractère entre Staline et Netchaïev n'est pas nouvelle ; il est inutile de rappeler l'élément jésuitique dans les actions du "conducteur des peuples". Mais on ne pense pas tout de suite que Staline, c'est le Netchaïev du XX^e siècle, libre de se réaliser totalement et sans entraves. C'est pourtant la triste vérité, mais on rencontre bien plus souvent d'autres analogies historiques, avec Ivan le Terrible ou Pierre le Grand, dictées aux masses par le dirigeant lui-même. C'est l'écrivain géorgien G. Robakidze qui a, le

premier, ouvertement développé l'analogie avec Netchaïev, dans son roman *L'Ame assassinée*, publié en 1931 dans l'émigration. Mais il se référait davantage au personnage littéraire de Petr Verkhovenski dans *Les Démons* qu'à son prototype réel. Après le XX^e Congrès, l'écrivain A. Bek, dans le roman *Le Jour suivant*, s'appuyant sur le témoignage d'un des anciens amis de Staline, victime de la répression, S. Kavtaradze, rapporte que le jeune Djougachvili approuvait le *Catéchisme du révolutionnaire*. On peut supposer que la participation de Djougachvili aux attaques de banques et autres actions douteuses étaient nourries par l'exemple de Netchaïev. De là aussi, peut-être, ses sympathies pour les droits communs, qu'il qualifiait, pendant son exil à Vologda, de "*braves types*".

C'est un fait lourd de sens qu'en 1926, au début de l'ascension de Staline vers les sommets du pouvoir, la presse soviétique ait commencé à évoquer la nécessité de réhabiliter Netchaïev. C'est ainsi que l'historien A. Gambarov déclarait alors ouvertement que "*la révolution sanctifie également tous les moyens employés dans la lutte révolutionnaire*" et que, "*par la puissance de sa sensibilité révolutionnaire, indiscutablement géniale, Netchaïev a, en quelque sorte, anticipé le caractère de la future lutte de classe, ses méthodes et sa tactique, ainsi que le rôle du parti dans cette lutte. L'histoire l'a depuis longtemps réhabilité.*" En fait, ce panégyrique démasquait avec force ceux dont il exécutait la commande sociale, mais l'auteur, enivré par son sujet, en était visiblement inconscient. A la même époque sont parus toute une série de livres à la gloire de Netchaïev, ce qui ne peut pas être le fait du hasard. Même A. Kouznetsov, le dernier survivant du groupe de Netchaïev, écrivait en 1927 qu'il "*admirait sincèrement Netchaïev, grand révolutionnaire*".

Dans ce contexte, Marx n'était manifestement pas de saison. A l'époque, il eût été tout à fait fâcheux que de larges masses découvrent la brochure de Marx. C'eût été une arme terrible contre celui qui, ayant usurpé le pouvoir dans un pays immense, commençait à construire un communisme de caserne (sans guille-

mets), redonnait vie aux mots d'ordre de la Narodnaïa Rasprava et, comme s'il prenait pour modèle le meurtre d'Ivanov, s'engageait, au nom du comité central, dans l'extermination, d'abord politique, puis physique, de tous les opposants ou dissidents...

Pourquoi le texte de Marx a-t-il néanmoins été édité à l'époque stalinienne ? On peut faire diverses suppositions. D'abord, la situation avait changé : à la fin des années 1930, les événements d'Espagne mettaient à l'ordre du jour la lutte contre l'anarchisme, Netchaïev et Bakounine n'étaient plus des exemples à suivre. En 1939, E. Iaroslavski publiait un nouvel ouvrage de propagande pour démasquer l'anarchisme, "*ennemi du communisme*". Le terrorisme devenait le nouvel épouvantail bien plus effrayant pour Staline. Après l'assassinat de Kirov, le "conducteur des peuples", lui-même engagé sur la voie de la terreur sanglante de masse, prit en grippe, on le sait, la terreur individuelle. Netchaïev n'en fut-il pas la victime, dans la foulée, avec la Volonté du peuple ? Les historiens connaissent bien la phrase de Staline rapportée par Jdanov : "*Si nous éduquons les gens dans l'admiration de la Volonté du peuple, nous allons éduquer des terroristes.*"

Staline, ancien séminariste, avait un mode de pensée scolastique — qu'il fit d'ailleurs partager à tout le pays : pour lui, il était toujours important de se référer aux classiques du marxisme. Il y a des raisons de supposer que, ayant pris sous son contrôle personnel l'édition des *Œuvres* de Marx et Engels, il a, à cette époque, enfin pris connaissance du texte "malencontreux" sur l'*Alliance* et réalisé qu'il était fortement nuisible à sa réputation de continuer à encenser Netchaïev. De plus, le tome de correspondance entre Marx et Engels paru antérieurement contenait des appréciations brèves, mais expressives, sur Netchaïev : "*aventurier*", "*crapule*". Il était malaisé, après ça, de le réhabiliter. Tout cela permet de comprendre que le texte sur l'*Alliance* ait vu le jour en 1940 et que, au même moment, la Grande Encyclopédie soviétique ait publié sur Netchaïev une note accablante, où il était caractérisé

comme un "*conspirateur anarchiste*", et qui citait Engels : "*Où bien Netchaïev est... un agent provocateur russe, ou bien, en tout cas, il se conduit comme tel.*"

C'est ainsi qu'au bout de soixante-dix ans, le mythe du héros Netchaïev se dissipait dans la conscience des révolutionnaires russes et de leurs héritiers. Dans quelle mesure l'ignorance des conclusions des classiques du marxisme a-t-elle influé sur la nature du "marxisme russe" et de la révolution russe, quel dommage politique a entraîné pour le mouvement le fait d'avoir, à un moment donné, choisi comme l'un de ses précurseurs un extrémiste sanglant, ce sont des questions auxquelles il faut encore réfléchir. Mais il faut d'abord répondre clairement et sans ambiguïté à la question : "*Et quels sont les rapports entre la personnalité de Lénine et celle de Netchaïev ?*" (car, en ce qui concerne Staline, les choses sont, semble-t-il, assez claires).

Prisonnier de la spéculation

Après août 1991, pendant ces années "*où nous avons tous ouvert les yeux*", il est devenu de bon ton, en Russie, de rejeter tout ce qui a suivi octobre 1917. C'est alors qu'a refait surface l'expression "*Lénine, c'est Netchaïev tout craché*", employée par G. Lopatine et par la vieille révolutionnaire russe Vera Zassoulitch, qui avaient eu le privilège assez rare de connaître l'un et l'autre. Mais les participants au dialogue organisé par la *Literatournaïa Gazeta* (n° 11, 1992), Iouri Kariakine et Saraskine, spécialistes et admirateurs des *Démons* de Dostoïevski, n'ont pas précisé dans quel contexte leurs prédécesseurs avaient parlé de Lénine-Netchaïev et ce qu'ils entendaient par là. Une ressemblance extérieure ? De caractère ? D'idées ? De méthodes de lutte ? Il est possible que nos experts littéraires aient tout simplement été sous l'influence des livres de Soljenitsyne, qui proclamait que "*Staline s'était engagé sur la voie tracée par Lénine*".

Les arguments contre la version de Soljenitsyne ont été maintes fois développés dans des œuvres d'histoire scientifique, mais la question des rapports entre Lénine et Netchaïev n'a pratiquement pas été étudiée. La republication à sensation des mémoires de Bontch-Brouïevitch dans la revue *Rodina* (1990, n° 2), où il affirme que Lénine éprouvait une grande sympathie pour Netchaïev et même l'admirait, n'est pas convaincante, parce que la première publication de ce texte remonte à 1934, période du "culte" de Netchaïev soutenu par Staline, et que Bontch-Brouïevitch se distinguait par sa servilité vis-à-vis du nouveau chef. On sait qu'en 1932, il a écrit un article nécrologique pour N. Alliloueva, manifestement favorable à Staline (4). Dans la léniniade officielle et les 55 tomes de ses *Œuvres*, on ne trouve aucune confirmation. On peut dire, avec une assez grande certitude, que Lénine, qui, d'après ses propres dires, avait "presque tout lu" de Marx, connaissait le texte de l'*Alliance* dans l'original allemand. Un article du célèbre social-démocrate E. Berstein en fournit une confirmation indirecte : dans la revue *Minouvschie Gody* (1908, n° 10), il rapporte que le jugement de Marx sur Bakounine et Netchaïev était fréquemment débattu parmi ses collègues russes.

Pourquoi Lénine ne s'est-il pas clairement affirmé "du côté" de Marx sur cette question de principe et pourquoi ne s'est-il pas employé à faire connaître en Russie la position de ce dernier ? C'est une des énigmes de Lénine. Il n'est pas possible de l'accuser, comme d'autres, de solidarité patriotique. Le plus probable est que la "neutralité" de Lénine sur cette question — il n'a pas non plus mis Netchaïev sur un piédestal, comme l'a fait Staline — s'explique par son respect extrême pour les traditions du mouvement révolutionnaire russe, dans lequel, à ses yeux, Bakounine avait, indiscutablement, quelques réserves qu'on en ait, joué un rôle important. Ce n'est pas sans raison que Lénine a signé en 1918 une décision du Conseil des ministres sur l'érection d'un monument à Bakounine et à d'autres "grandes figures du socialisme" (parmi lesquelles se trouvait, bizarrement, Dostoïevski). Netchaïev

n'y figurait pas, ce qui montre qu'on le considérait comme une figure secondaire à la réputation plutôt douteuse.

Il faut également prendre en compte la façon dont l'image de Netchaïev avait évolué dans l'intervalle. Deux générations s'étaient succédé, une censure stricte imposait le silence sur son nom, les rapports judiciaires parus dans les journaux de l'époque étaient d'accès difficile et l'on ne leur faisait qu'une confiance limitée, puisque c'était des journaux "tsaristes".

Si, pour les révolutionnaires des années 70 du XIX^e siècle, témoins oculaires, Netchaïev était sans discussion un symbole négatif, au début du XX^e, quand la censure s'est affaiblie et que sont parues de nouvelles publications sur sa détention à la forteresse Pierre et Paul, il est apparu sous un autre jour. Les trouvailles d'archives de l'historien P. Chtchegolev, parues dans le journal à grand tirage *Byloe* (juin 1906), firent une forte impression. On découvrait que Netchaïev, en prison, avait continué à opposer une forte résistance aux autorités et avait réussi de véritables exploits ; l'auteur de la publication le qualifiait avec admiration de "vaillant combattant", sans, malheureusement, prêter attention au fait que tous ces faits d'armes de l'épopée de Netchaïev étaient fondés sur le mensonge : il avait mené sa propagande au sein des soldats incultes qui le gardaient, inventant une légende selon laquelle il était parent du tsar, épiait leurs conversations pour ensuite les étonner par ses "connaissances surnaturelles" etc. De nouveau, sa voie pour atteindre son but était jonchée de victimes : les soldats manipulés, quand on eut découvert leurs liens avec Netchaïev, furent envoyés au bagne ; néanmoins, cette publication éveilla de la compassion envers Netchaïev et contribua à en faire un héros romantique, une sorte de Masque de fer. Il est intéressant de remarquer qu'un écrivain aussi lucide que V. Chalamov avait de la sympathie pour Netchaïev, en raison de sa conduite en prison : il avait lu la revue *Byloe* dans ses jeunes années,

(4) A. Antonov-Ovseenko, *Staline sans masque*, Moscou, 1990, p. 413.

et ne connaissait apparemment pas d'autres sources.

Dans la conscience populaire, l'histoire de Netchaïev représente un exemple frappant du mythe, né d'une connaissance incomplète, de la partialité de nombreux chercheurs, intéressés par le sensationnel et moralement peu exigeants. Dans une situation révolutionnaire, il aurait fallu un respect intransigeant des normes morales universelles, il aurait fallu examiner, en quelque sorte, les motivations de Netchaïev au "*microscope moral*", l'expression est d'Herzen ; c'est malheureusement une autre approche qui a prévalu. Ce n'est pas un hasard si Lénine, qui jugeait négativement les *Démons*, remarquait que "*les critiques doivent distinguer, dans le roman, ce qui se rapporte à Netchaïev et ce qui se rapporte à Bakounine*".

En dépit de l'abondance de travaux sur ce thème parus après le XX^e Congrès, et qui condamnent Netchaïev et ses adeptes, la revue académique *Voprosy Istorii* ("Questions d'histoire") a publié en 1989

un article plein de vénération pour le fondateur de la Narodnaïa Rasprava, qui a suscité une forte opposition et de vives discussions. Mais à l'époque du nouveau capitalisme en Russie, il y a toujours des amateurs pour chatouiller les nerfs du public avec les détails de la biographie de Netchaïev. En 2001, le livre de F. Lourie, *Netchaïev*, est sorti à grand tirage dans la série "*La vie des hommes remarquables*". On pourrait alors adjoindre aux "hommes remarquables" Erostrate, Azef ou Tchikatillo (5)...

Valeri Essipov,
Vologda, janvier 2002

(5) Erostrate : citoyen d'Ephèse (actuelle Turquie), qui voulut accéder à la gloire immortelle en incendiant le temple de la déesse Artémis en 356 avant Jésus-Christ ; Azef : célèbre provocateur policier, qui, de 1903 à 1909, dirigea l'organisation de combat des socialistes-révolutionnaires ; Tchikatillo : assassin sadique, qui, au début des années 1990, tua de façon particulièrement sauvage 52 personnes, surtout des femmes, des jeunes filles et des adolescents (NDLR).



Sergueï Netchaïev (1847-1882).

A l'heure de la Russie...

(deuxième partie)

(Simon Helvétius)

Dans la première partie de son étude, Simon Helvétius a étudié la formation des réseaux aristocratiques briochins vers la Russie, en particulier ceux constitués autour des deux amis Gustave de Kerguézec, député des Côtes-du-Nord, et Charles Meunier Surcouf, président du conseil général du même département de 1930 à 1939 et animateur de la section briochine de l'Action libérale populaire.

Ce "mouvement, écrit Simon Helvétius, était farouchement opposé à la loi de séparation des Eglises et de l'Etat (...). Outre son secrétaire, Esdouard Bienvenüe, oncle de la maréchale Foch, cette section comptait parmi ses plus illustres membres Louis de Chapdelaine, ministre de la Marine et des Colonies dans les années trente."

Dans cette deuxième partie, Simon Helvétius parachève l'étude de l'action de ces réseaux liés à Clemenceau, que Charles Meunier Surcouf rencontre pour la première fois le 15 avril 1916, et au maréchal Foch. On sait que Clemenceau sera le grand organisateur de la campagne militaire (et financière) contre le bolchevisme et la Russie soviétique après la défaite allemande de novembre 1918, pour empêcher la "peste bolchevique" de gagner l'Europe entière.



"Le général Sarrail, commandant à Salonique l'ensemble des forces alliées, devait se rendre fréquemment à Athènes pour rencontrer le roi Constantin. Le voici visitant l'Acropole et passant devant le Parthénon" (J.-E. Valluy, *La Première Guerre mondiale*, tome I^{er}, 1914-1916, Paris, Larousse, 1968, p. 305).

Au premier plan, en civil, Charles Meunier-Surcouf, administrateur des Forges et Laminoirs de Bretagne, envoyé en mission de septembre à octobre 1916 à Salonique et à Athènes. Il relate ces entrevues dans ses Mémoires : "Nous rentrâmes à Salonique pour dîner chez le prince Alexandre de Serbie : nous devions y trouver le général Sarrail. Peut-être étions-nous nous-mêmes profondément émus au souvenir que nous avons gardé de la splendeur morale et matérielle de la grande et puissante Athènes."

La révolution russe sonne le glas de leurs espérances

Un réseau orienté vers la Russie

EN 1919, Sir Basil Zaharoff recruta l'ingénieur Michel Clemencau, fils du "Tigre", dans la société Vickers.

Sir Basil Zaharoff

Fondateur et actionnaire de sociétés d'armements anglaises, françaises et russes, il disposait d'intérêts privilégiés dans les Balkans. Le journaliste Pascal Krop dresse un portrait du marchand d'armes :

"Il possédait les plus grandes fabriques d'armements de l'Angleterre, les sociétés Vickers, Armstrong et Beardmore. En France, il contrôlait la société Withead et la société Le Nickel, dans laquelle il était associé avec les Rothschild. En Russie, il avait des intérêts, comme Krupp et Le Creusot, dans la fabrique d'armements Poutiloff. Le groupe de sir Basil Zaharoff réalisa pendant le conflit un chiffre d'affaires de 30 milliards de francs-or environ, dont 500 millions sacrifiés à la cause de l'Entente. Sir Basil Zaharoff, dans ses affaires à l'échelle de la planète, ne se trompa qu'une fois pour avoir commis la faute

qu'il avait su, jusque-là, éviter : il fit du sentiment. D'origine grecque, il crut secourir son pays en finançant Briand. Et la folie Roquefeuille engloutit ses millions" (1).

La France cherche à contrer l'influence allemande en Grèce, d'autant plus que la reine Sophie, épouse du roi de Grèce Constantin, est issue des Hohenzollern. Charles Meunier, en mission en Grèce en 1916, est chargé d'évaluer la situation :

"Nous avons vu successivement l'attaché naval, commandant de Roquefeuille, l'attaché militaire Bousquet, le ministre de France en Grèce, M. Guillemin, et enfin, l'amiral en chef Dartige du Fournet, et tous avaient sur la situation une opinion diverse.

Pour le commandant de Roquefeuille, nous étions en plein pays de banditisme, noyé dans l'espionnage. La Grèce lui apparaissait comme le centre des intrigues du monde. Son imagination un peu ardente le poussait à manœuvrer la Grèce par des moyens occultes... un peu du domaine du cinéma. Je me souviens

(1) Pascal Krop, *Les Secrets de l'espionnage français de 1870 à nos jours*, Jean-Claude Lattès, Paris, 1993, p. 257.

d'être sorti absolument émerveillé, mais un peu abasourdi du roman-feuilleton qu'il déroula devant nos yeux. J'ai pensé qu'il était un peu fou."

En conséquence, l'amiral Lacaze ordonne à l'amiral Dartige du Fournet de transférer Vezeinos (2) de Crète à Salonique, afin de l'éloigner de certaines influences. Ami de longue date de Charles Meunier, l'amiral Marie-Jean Lacaze (1860-1955) remplit les fonctions d'attaché naval à Rome en 1906 et de chef de cabinet en 1911 du ministre de la Marine, Théophile Delcassé (1852-1923), devenu ambassadeur à Saint-Petersbourg en 1913-1914. Il devient ministre de la Marine en 1915.

L'amiral Louis-René Dartige du Fournet (1856-1940) participa à la campagne du Tonkin en 1884, à la guerre du Siam en 1893. En 1904, chef d'état-major de l'escadre d'Extrême-Orient, il dirige l'escadre alliée devant Constantinople en 1911. En 1916, il commande les forces alliées en Méditerranée et marche sur Athènes. Charles-Auguste Dartige du Fournet, capitaine de frégate, épousera en 1894 Marguerite de Lorgeril et résidera en Ille-et-Vilaine.

L'ordre de Saint-Lazare de Jérusalem

L'amiral Dartige du Fournet appartient à l'ordre de Saint-Lazare de Jérusalem. Cette confrérie perpétue l'action des chevaliers de Saint-Lazare. Au cours des croisades, cette confrérie hospitalière devient un ordre militaire. Les hauts protecteurs de l'ordre sont le tsar Nicolas II et l'empereur François-Joseph I^{er} (1830-1916), empereur d'Autriche, roi de Hongrie et roi de Bohême. D'illustres militaires russes adhèrent à cet ordre, dont le baron Piotr Nicolaïevitch Wrangel (1878-1928), aide de camp du tsar Nicolas II. Ce noble balte devient chef des armées blanches à la suite du général Anton Denikine (1872-1947). En 1920, Wrangel dirige l'armée du sud contre l'Armée rouge en Ukraine et en Crimée. Malgré l'appui de la France, il embarque à Constantinople.

Le prince Georges Bagration de Moukhrani, le prince Mirko Petrovitch-Njegosh de Monténégro, le prince Guillaume de Wied, roi d'Albanie, la princesse Ilona, née comtesse Essterhazy de Galantha, le prince Galitzine de Lituanie, le prince Wladimir Bariatsky adhèrent à un ordre dont le but est de maintenir les monarchies périphériques dans les Balkans.

L'ordre militaire et hospitalier de Saint-Lazare de Jérusalem admet, comme grand collier de justice de l'ordre, le roi Juan-Carlos d'Espagne, le roi Siméon II des Bulgares, le roi Michel I^{er} de Roumanie. De célèbres généraux vont adhérer : le général Maxime Weygand, le général vicomte Edouard de Castelneau (1851-1944), adjoint du général Joffre en 1915-1916 et fondateur de la Fédération nationale catholique. Le général Henri-Eugène Gouraud (1867-1946), adjoint de Lyautey au Maroc en 1911, commandant des forces françaises d'Orient en 1915, deviendra haut-commissaire en Syrie en 1919-1923, puis gouverneur militaire de Paris en 1932-1937.

L'actionnaire et administrateur des Forges et Laminoirs, Alain Le Gualès de Mézaubran (1860-1933), épousa Magdeleine de La Forest d'Armaillé en 1889. Sa sœur, Geneviève, épouse en 1891 le capitaine d'infanterie Charles-Marie, vicomte de Nicolay, descendant du duc Gaston de Levis-Mirepoix (1720-1787), ministre d'Etat et ambassadeur à Londres, maréchal de France, qui bataillera au Canada. *"On sentait bien que l'ambassadeur à Londres, Mirepoix, s'était laissé abuser, que l'Angleterre voulait elle aussi la guerre, qu'elle n'aspirait qu'à la domination des océans"* (3). L'académicien, baron de Levis-Mirepoix, adhéra lui aussi à l'ordre de Saint-Lazare de Jérusalem. L'actionnariat des Forges et Laminoirs est ainsi orienté vers la Russie.

(2) Eleuthérios Venizélos (1864-1936) : homme politique grec, qui patronna un gouvernement insurrectionnel républicain à Salonique en 1916, destitua le roi Constantin I^{er} et engagea la Grèce dans la guerre (NDLR).

(3) Jean-Paul Desprat, *Le Cardinal de Bernis, 1715-1794. La belle ambition*, Perrin, Paris, 2000, p. 298.

Alain Le Gualès de Mézaubran

Armateur, membre de la commission de la marine marchande, il fonde à Saint-Brieuc en 1896-1897 la "Société de conserves bretonnes pour l'armée". De 1901 à 1903, il achète des terrains au port du Légué. Fortuné, il fit construire la villa Rohannec'h au début du siècle, puis devint administrateur des Forges et Laminoirs de Bretagne en 1908. Propriétaire de six voiliers et de quatre vapeurs, il achemine du charbon à son entreprise. Le 14 mai 1910, il fonde le "Syndicat des marins et armateurs bretons", qui regroupe des membres de la profession de Saint-Malo à Landerneau.

Afin de défendre les intérêts de la pêche côtière, une délégation de ce syndicat est reçue par Théophile Delcassé, ministre de la Marine, en 1911. Louis de Chappdelaine et l'amiral de Cuverville l'accompagnent. En 1912, il se présente aux élections municipales. Il décède à Paris en 1933.

Son épouse, Magdeleine de La Forest d'Armaillé, est issue du mariage d'Ambroise de La Forest d'Armaillé et de Gabrielle de Buisseret. Gabrielle de Buisseret de Blarenghien-Steenbecque épousa en premier mariage Justin-Prudent de Chasseloup-Laubat (1802-1836), général de division, frère aîné de Justin-Napoléon, filleul de Napoléon I^{er}. Le troisième frère, Justin (1800-1847), commandeur de la Légion d'honneur, est ministre plénipotentiaire et accomplit des missions diplomatiques à Constantinople et à Saint-Pétersbourg. Filleul de Napoléon I^{er} et de Joséphine, Justin-Napoléon de Chasseloup-Laubat (1805-1873), marquis et pair de France, est ministre de la Marine et des Colonies de 1860 à 1867. Père de l'Indochine française, il couvre les opérations du commandant en chef des forces navales d'Extrême-Orient, l'amiral Charner, natif de Saint-Brieuc.

Capitaine de corvette sur la *Belle-Poule* en 1840, l'amiral Charner navigue en vue de Saint-Hélène sous les ordres du prince de Joinville, afin de transférer aux Invalides la dépouille de Napoléon I^{er}.

A. de Sainte-Henriette brosse le portrait d'un marin intrépide : l'amiral Charner est "*chaudement recommandé à la famille royale par le commandant Herroux, qui devait nouer entre Charner et le prince de Joinville des liens d'amitié que ni la perte, par Louis-Philippe, ni l'exil, ni même la reprise de l'Empire par Louis-Napoléon, ne purent faire disparaître*" (4).

En 1848, il conduisit à Canton le ministre plénipotentiaire de France, de Lagrenée. Ami intime de François Arago (1786-1853), astronome, ministre de la Marine et de la Guerre, il se prononce à plusieurs reprises en faveur d'un rapprochement avec la Pologne. Sa fille Victoria épousa le prince Poniatowski.

L'amiral Charner devient en 1853 chef de cabinet du ministre Théodore Ducos. Il prend part à la guerre de Crimée sous les ordres de l'amiral Hamelin (1796-1864), ministre de la Marine en 1855-1860. En 1860, la signature du traité de Pékin sur la liberté de commerce et le contrôle des douanes implique les talents nautiques de l'amiral Charner. Ces réseaux bonapartistes, fer de lance du colonialisme français en Extrême-Orient, impliquent l'aristocratie russe.

La famille de Buisseret de Blarenghien- Steenbecque

Gabrielle de Buisseret de Blarenghien-Steenbecque eut pour frère Maurice de Buisseret (1831-1888), sénateur catholique de l'arrondissement de Malines. Maurice épousa Beatrix de Bernard de Montbrison, veuve, en 1888. De cette union naquit Conrad de Buisseret (1865-1927), diplomate belge à Saint-Pétersbourg. Signataire du traité d'Algésiras de 1906, il épousa Lydia Sokol à Petrograd en 1917. Il remplit des missions de diplomate à Berlin, Bucarest, Belgrade, Vienne, Washington et Constantinople.

(4) A. de Sainte-Henriette, *Vie d'un grand marin. L'amiral Charner, 1797-1869*, éditions Ophrys, p. 54.

L'arrière-grand-mère de Beatrix, Louise de Waldner von Freundstein (1754-1803), épousa en 1776 le baron d'Oberkirc'h. Elle fut l'amie de Goethe et de Marie Feodorovna, épouse du tsar Paul I^{er}, née Dorothée de Wurtemberg. Elle rencontra Goethe à Montbéliard et fut l'élève du pasteur Oberlin. Diane de Waldner von Freundstein (1788-1844) entretient d'ailleurs une liaison avec Jérôme Bonaparte (1784-1860), roi de Westphalie et contre-amiral. Le plus jeune des frères de Napoléon épousa par ailleurs Catherine de Wurtemberg.

La baronne d'Oberkirc'h eut pour fille Marie (1777-1827), dont le mari, Louis Joseph de Bernard de Montbrison (1768-1841), était le recteur de l'académie de Strasbourg et le président du conseil général du Bas-Rhin. Ils eurent deux enfants : Armand, comte romain et de Montbrison (1800-1879), qui édita les mémoires de la baronne d'Oberkirc'h, dédicacées au tsar Nicolas I^{er}. Henriette choisit Anne Chrétien Louis de Hell, préfet maritime et gouverneur de l'île Bourbon. Un descendant, comte de Hell, fut diplomate à la cour impériale de Russie avant 1914.

Jean, marquis de Podenas, prince romain, assista au couronnement du tsar Nicolas I^{er} en compagnie du maréchal duc de Raguse, disgracié par Napoléon I^{er}. Fils d'Albertine de Buisseret (1763-1785), il maria son fils Louis de Podenas à Hélène de Yermoloff, issue de Michel Yermoloff, aide de camp du grand-duc Michel Pamlowitch. Louis de Podenas était l'ami intime du comte de Mérode-Westerlo. Le site Internet de M. Pouget de Nadaillac offre à ce sujet de précieuses informations.

Ces alliances permettent à des intermédiaires culturels de jouer le rôle de diplomates officieux. La négociation Lancken-Briand de 1917 laisse entrevoir une signature d'un traité de paix. Cependant, les propositions de partage des territoires s'avèrent exorbitantes pour les alliés.

Le baron von der Lancken, attaché militaire à Bruxelles, confie à la comtesse Werner de Mérode le soin de rencontrer Aristide Briand :

“Le 4 juin 1917, la comtesse de Mérode s'est rendue à Paris et, le 12, elle rencontre Briand chez son frère, 28, rue Saint-Dominique. Il semble qu'elle ait invité tout de go Briand à partir pour la Suisse et y rencontrer Lancken” (5).

En 1747, la famille de Buisseret de Thiennes et de Leyenburg acquiert le titre de Thiennes de Rumbeke. La comtesse Anne-Charlotte de Thiennes de Rumbeke (1755-1812), correspondante de Casanova, se marie avec Johann-Ludwig Cobenzl, ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg. Son père, le comte Johann de Cobenzl (1753-1809), diplomate autrichien en Russie, fut ministre des Affaires étrangères et chancelier d'Autriche. Il signa en 1801 la paix de Lunéville avec Napoléon I^{er}.

La défaite de Waterloo instaure un nouvel ordre européen. La Sainte-Alliance promulguée en 1815 réunit les monarques d'Autriche, de Prusse et de Russie sur un pacte d'assistance mutuelle.

Barbara Julie de Krüdener

Louise de Waldner von Freundstein (1754-1803) était fille du baron François-Louis de Waldner et de Wilhelmine de Berckheim-Ribeauvillé. Frédéric-Louis, baron de Waldner, ambassadeur du margrave d'Anspach à la cour de France et à celle de Vienne, épouse en 1707 Françoise-Salmé de Wurmser. Le fils aîné de l'ambassadeur, François-Louis, épouse en 1751 Wilhelmine de Berckheim-Ribeauvillé.

François de Berckheim, élève du pasteur Oberlin, fut chancelier du roi de Bavière Max-Joseph. Commissaire général de police à Maxence, le tsar Alexandre I^{er} le recrute en 1817 comme conseiller d'Etat auprès du prince Galitzine, ministre de l'Instruction publique et des Cultes. Francis Ley, auteur de nombreux ouvrages sur l'aristocratie russe, livra à

(5) Jacques de Launay, *Histoire de la diplomatie secrète de 1914 à 1945*, éditions Brepols, 1966, p. 80.

la ville de Genève d'importants fonds d'archives. Dernier descendant de la baronne d'Oberkirc'h, il dresse de précieux tableaux généalogiques.

Juliette de Berckheim-Krüdener (1787-1865) eut pour protectrice la princesse Galitzine. Le père de Juliette, le baron Alexis de Krüdener (1744-1802), ministre plénipotentiaire de Catherine II, épousa Barbara Julie de Krüdener (1764-1824), inspiratrice de la Sainte-Alliance auprès du tsar Paul I^{er}. Elle suit son époux à Mitau, à Venise et à Copenhague. Adeptes des théories du théosophe Swedenborg (1688-1772), la baronne de Krüdener se convertit à la foi morave en 1804.

Née du baron Otto Hermann de Vietinchoff (1722-1792) et de la comtesse Anna-Ulrike de Münnich (1741-1811), la baronne de Krüdener eut pour grand-père le maréchal de Münnich (1683-1767).

En 1732, l'impératrice Anne de Courlande, Anna Ivanovna I^{re}, fille du tsar Ivan V, forma un gouvernement "*dominé par trois Allemands : Biron, Premier ministre en Courlande fait comte russe, Osterman, toujours responsable de la politique étrangère, et Münnich, constructeur du canal Ladoga, qui prit la tête de l'armée et devint feld-maréchal*" (6).

Fondateur de l'école des Cadets et de la garde de la couronne de Pologne, il réalise des fortifications et des canaux sous Pierre le Grand. La baronne Barbara Julie de Krüdener eut également pour fils Paul de Krüdener (1784-1858), attaché d'ambassade à Berlin en 1803. Ministre plénipotentiaire à Washington, il conclut le premier accord commercial entre les Etats-Unis et la Russie de 1830 à 1832. Il fut soutenu par le tsar Alexandre I^{er}, qui s'inspira des idées de sa mère. La Pologne connaît aussi des crises de succession au cours du XVIII^e siècle.

Le comte de Plélo

Une guerre de succession en Pologne s'ouvre avec la mort de Jean Sobieski, en 1696. A l'issue du conflit de 1733-1738, le candidat français au trône de Pologne, Stanislas I^{er} Leszcynski, cède la place au candidat russe Auguste III de

Saxe. En effet, le roi Louis XV (1710-1774) épouse Marie Leszcynska en 1725. L'ambassadeur de France au Danemark, Louis de Plélo (1699-1734), épouse Louise de la Vrillière, parente de Jean, comte de Maurepas, secrétaire d'Etat à la Marine et aux Colonies en 1723-1749 et ministre sous Louis XVI en 1774. Louis de Bréhan, comte de Plélo, est apparenté à la marquise Marie de Sévigné (1626-1696), femme de lettres (7).

Le comte de Plélo (Côtes-du-Nord), colonel de dragons, tombera à la bataille de Dantzig en 1734. Sa veuve offrira la chapelle de Notre-Dame d'Espérance, située à Saint-Brieuc, à la Congrégation des marchands et artisans, à laquelle appartiendra Bonaventure Le Saulnier de Vauxhello, intendant d'Emmanuel, duc d'Aiguillon, ministre des Affaires étrangères et de la Guerre (1720-1788). A Saint-Brieuc, "*le dernier évêque d'Ancien Régime*" est "*le Grenoblois Hugues-François de Regnauld de Bellescize, nommé le 8 décembre 1774, fils d'un marquis capitaine des gardes de la reine de Pologne*" (8).

Autre trait significatif, "*la société des francs-maçons aurait été établie à Saint-Brieuc en 1721, ce qui ferait de la loge briochine la plus ancienne de France*" (9).

L'étude prosopographique ne livre pas, dans ce domaine, un ensemble cohérent de paramètres. Cet exposé généalogique, certes énumératif, fournit cependant le cadre d'ensemble de réseaux aristocratiques attachés à la Russie. Il faut noter, néanmoins, le goût du voyage chez des explorateurs nobles, dont l'exploration des civilisations fournit un cadre de réalisation personnelle. Le comte Nicolas de Nicolay

(6) Robert Massié, *Pierre le Grand*, Fayard, Paris, 1985, p. 825.

(7) Philippe Carrer, *Louis de Plélo, une folle entreprise au siècle des Lumières*, Coop Breizh, pp. 100-101.

(8) Georges Minois, "*La vie religieuse et culturelle (XVI^e-XVIII^e siècle)*", sous la direction de Claude Nières, *Histoire de Saint-Brieuc et du pays briochin*, Privat, Toulouse, 1991, p. 75.

(9) Jacques Brengues, "*Les loges maçonniques bretonnes à l'aube de la Révolution*", *La Bretagne, une province à l'aube de la Révolution*, Colloque, Brest. 28-30 septembre 1988, p. 325.

livre dans son ouvrage un portrait nuancé des pays traversés :

“Espagnols, Italiens et Provençaux des îles et côtes de la mer Méditerranée, tous adonnés à paillardise, sodomie, larcins et tous autres vices détestables, ne vivant que des courses, rapines et pilleries qu’ils font sur la mer, et îles circonvoisines, et avec leur art piratique, amènent journellement en Alger un nombre incroyable de pauvres chrétiens qu’ils vendent aux Maures et autres barbares pour esclaves, qui les transportent et revendent où bon leur semble, ou bien, à coups de bâton, les emploient et contraignent au labourage des champs et tous autres vils et abjects métiers, et servitude presque intolérable” (10).

La comtesse de Ségur

Louis de La Forest d’Armaillé, membre de l’Institut, épouse en 1851 Célestine-Marie de Ségur, fille de l’académicien et pair de France Philippe-Paul, comte de Ségur (1780-1873). Philippe, aide de camp de l’empereur Napoléon I^{er}, est le petit-fils du maréchal Philippe-Henri (1724-1801) et fils de Louis-Philippe, académicien et ambassadeur en Russie (1753-1830). L’ambassadeur est nommé en 1791 à Rome et se rallie à Louis XVIII en 1819.

La femme de lettres Sophie Rostopchine (1799-1874) épouse en 1819 l’ancien page de Napoléon, Henri de Ségur. Son père, le comte Théodore Rostopchine (1763-1826), est ministre des Affaires étrangères du tsar Alexandre I^{er} en 1798-1800. Gouverneur de Moscou, il ordonne d’incendier la ville en 1812, afin de stopper l’avance des armées napoléoniennes. Retiré de la vie publique, ce noble issu de l’aristocratie foncière *“voyage de Berlin à Paris, où le rejoint sa famille, il y rencontre Talleyrand, M^{me} de Staël, Chateaubriand”* (11). Un site Internet (comtessedesegur.ifrance.com) détaille la vie de la comtesse.

La mère, née Catherine Protassov, fut élevée avec ses quatre sœurs à la cour de Catherine II par Stépanovna Protassov, dame d’honneur de la tsarine. En 1816,

sa famille rejoint Paris, d’autant plus qu’en 1814 elle se convertit au catholicisme. En 1823, la comtesse de Ségur décidera, à la naissance de son troisième enfant, Anatole, de renouer avec la Russie. En 1827, naquit Nathalie de Ségur, dame d’honneur à 26 ans de l’impératrice Eugénie (1826-1920), épouse de Napoléon III. En 1829, naquit Henriette, qui épousa en 1850 le vicomte Armand Fresneau, domicilié dans le Morbihan.

Le comte Raymond-Paul de Ségur-d’Aguesseau épousa en premier mariage Nadine Swetchine, descendante du général Swetchine et de Soymonof, l’un des fondateurs de l’Académie des sciences à Moscou. Il se remaria avec la princesse Valentine Lubomirska, apparentée aux princes de Ligne. Charles, prince de Ligne, maréchal autrichien (1735-1814), diplomate à Saint-Pétersbourg, entretenait une correspondance avec les esprits les plus éclairés de son temps. Les princes de Ligne avaient reçu la Crimée en marque de récompense. Raymond de Ségur-d’Aguesseau a pour grand-père le chancelier de France et grand magistrat Henri François d’Aguesseau (1668-1751).

De plus, Louis de La Forest d’Armaillé est petit-fils de Charles-Emmanuel de Vintimille du Luc, issu de la liaison du roi Louis XV et de Felecity de Mailly Nesle. Les Vintimille Lascaris compteront plusieurs empereurs romains d’Orient dans leurs rangs. Sa belle-mère, Marie Célestine de Vintimille du Luc, était veuve en premier mariage de Jean-Louis, comte Greffülhe.

Henri-Jules, comte Greffülhe, épousa la comtesse Riquet de Caraman-Chimay. Elizabeth de Caraman-Chimay, comtesse de Greffülhe (1860-1952), tenait salon à Paris. Elle recevra Armand de Gramont, Maurice Barrès, Paul Claudel, Casimir

(10) Nicolas de Nicolay, *Les Navigations, pérégrinations et voyages faits en la Turquie*, livre premier, VIII, 1567-1568. Présenté et annoté par Christine Gomez-Géraud et Stéphane Yérasimos sous le titre *Nicolas de Nicolay, dans l’empire de Soliman le Magnifique*, Paris, Presses du CNRS, 1989, collection Singulier Pluriel, 311 pages.

(11) Lydie Rostopchine, *Les Rostopchine*, éditions Balland, 1984, p. 10.

Perrier... et la princesse Bibesco. Femme de lettres, Marthe Lahovary, princesse de Bibesco (1886-1973), dînera en Roumanie avec Charles Meunier et Gustave de Kerguézec en 1919. La comtesse Greffülhe, directrice du comité de patronage artistique, fit venir à Paris les ballets russes.

Sa fille Elaine, duchesse de Gramont, intégrera une famille liée aux princes de Monaco. Louis I^{er} de Gramont, prince de Monaco, publia les statuts de la principauté. Louis XIV le nomma ambassadeur à Rome. Le traité signé par Charles III de Gramont en 1861 aboutit à une union douanière entre la France et Monaco. Antoine, duc de Gramont (1819-1880), fut ministre des Affaires étrangères en 1870. Née à Lunéville en 1730, Béatrix de Choiseul-Stainville, épouse du duc de Gramont, était la sœur du duc de Choiseul, ministre de la Marine et de la Guerre dans la période 1761-1770. Alain Le Gualès de Mézaubran compte parmi ses proches parents la famille de Broglie.

Victor, duc de Broglie

En 1871, Pauline-Célestine de La Forest d'Armaillé épouse Louis-Alphonse, duc de Broglie, prince du Saint-Empire, secrétaire d'ambassade. Son père, Albert (1821-1901), sera chef de l'opposition monarchique sous la III^e République et président du Conseil (1873-1874 et 1877). Académicien et sénateur, il est ambassadeur à Londres en 1869, puis provoque la chute de Thiers en 1873. Le grand-père de Louis-Alphonse, Victor de Broglie (1785-1870), est ministre de Louis-Philippe (1773-1850) et président du Conseil en 1835-1836. Ce membre de l'Institut, prince du Saint-Empire, épousera Albertine de Staël-Holstein, fille du baron Eric de Staël-Holstein, ambassadeur de Suède, et d'Anne Necker.

Jacques Necker (1732-1804), ministre des Finances de Louis XVI, membre du conseil d'administration de la Compagnie des Indes, acquiert une fortune de sept millions de livres. Sa femme tint salon : Diderot, Galiani, d'Alembert, Buffon. En 1786, la future

M^{me} de Staël épousa Eric-Magnus Staël-Holstein. Gustave III de Suède accordait ce poste à la condition qu'il épouse la fille du ministre Necker. Bernadotte (1763-1844), maréchal de Napoléon, devient roi de Suède et de Norvège en 1818. Ce roi disposait d'attaches à Saint-Brieuc et conclut une alliance avec le tsar en 1812. La vicomtesse Othenin d'Haussonville, née Louise de Broglie, fut immortalisée en 1845 par Jean-Dominique Ingres. La stratégie matrimoniale consiste à se faire reconnaître de familles illustres, afin d'accéder au pouvoir.

Yolande Le Gualès de Mézaubran

Fille de l'armateur, elle épouse en 1913 l'enseigne de vaisseau François Potier de la Morandière. Sa sœur Madeleine épouse en 1902 le comte Henri Hurault de Vibraye, châtelain de Chantreuil, fils du comte Guillaume et de Louise de Blacas d'Aulps. Les Potier de la Fromandière intègrent la noblesse russe au cours du XIX^e siècle.

Le comte Henri Hurault de Vibraye a pour grand-père Victor, marquis de Vibraye (1768-1845), pair de France, maréchal de camp, et a pour arrière-grand-père Louis, marquis de Vibraye, gouverneur du duc d'Enghien (1772-1804), dernier héritier des princes de Condé. Ils compteront en leur sein plusieurs conseillers des rois Henri III et Henri IV. Ils acquièrent la propriété du château de Cheverny, plus connu sous le nom de château de Moulinsart, résidence du capitaine Haddock.

Louise de Blacas d'Aulps est descendante de Pierre-Louis (1771-1839), ministre de la Maison du roi en 1814-1815. Comte, duc et pair, il devient en 1838 ambassadeur à Naples en 1837 et prince de l'empire autrichien en 1838. Passionné d'archéologie égyptienne, il finança les travaux de Champollion.

Propriétaires du château d'Ussé, ce cadre servit pour le mariage de la fille du maréchal de France Vauban (1633-

1707). Le gendre du commissaire général des fortifications fit connaître le site à Charles Perrault, dont l'architecture inspira le conte de *La Belle au bois dormant*. Le fils Louis, duc de Blacas (1815-1866), épouse en deuxième mariage Alix de Laurence de Damas.

Ange-Maxence de Damas (1785-1862), émigré en Russie, assiste au couronnement du tsar Alexandre I^{er}. Pair de France et ministre des Affaires étrangères de 1824 à 1828, son cousin Alexandre Andrault de Langeron accomplit une belle carrière au service des tsars. Alexandre (1763-1831) propose en mai 1790 ses services à Catherine II. Il sert sous les ordres du prince de Nassau contre la Suède. Colonel en Moldavie sous les ordres du prince Reppin, le tsar Paul I^{er} lui obtient le titre de comte de l'empire. Il épouse Angèle Djerjanowska, dont est issu Théodore Andrault (1804-1889), sénateur et conseiller du tsar. Sous le commandement de l'amiral Charner et du prince de Joinville, s'illustre en Chine et en Cochinchine l'amiral Jules-Marie Monjaret de Kerjégu (1816-1880), dont la famille est actionnaire des Forges et Laminoirs de Bretagne.

James Monjaret de Kerjégu

James Monjaret de Kerjégu (1846-1908) accomplit des missions diplomatiques à Buenos Aires en 1867 et rentre à l'ambassade de Saint-Pétersbourg en 1869. Le dictionnaire de bio-bibliographie dresse une carrière intéressante :

“Le 30 avril 1871, il est employé à la direction politique du ministère des Affaires étrangères. Il sera le secrétaire de la mission française au quartier général allemand pendant l'occupation de Nancy et de Verdun. En 1873-1874, il est attaché au cabinet de Decazes, ministre des Affaires étrangères, en 1875 chargé d'affaires en Serbie, puis secrétaire à l'ambassade de Saint-Pétersbourg, en 1877 à celle de Berne. Il demande sa mise en disponibilité en 1879” (12).

James Monjaret de Kerjégu, président du conseil général du Finistère et député

de 1889 à 1898, est issu de François (1809-1882), négociant et membre de la commission d'enquête de la marine marchande.

L'un des oncles, Louis (1812-1880), conseiller général, est questeur du groupe légitimiste de la Chambre des députés. L'autre oncle, Jules, sénateur et amiral, participe à la guerre de Crimée. James maria sa fille Françoise au député Henri Amédée Ferron de la Ferronnays.

Henri Amédée Ferron de la Ferronnays a pour père Henri Marie (1842-1907), filleul du comte de Chambord (1820-1883). Le comte s'exile en 1830 avec sa mère, la duchesse de Berry. Petit-fils de Charles X (1757-1836), roi de France en 1824-1830, il tente de soulever la Vendée contre Louis Philippe. En 1873, il ne renonce pas au drapeau blanc et rejette toute alliance avec les Orléanistes. Henri Marie est attaché militaire à Berlin, Berne et Londres, et est commissaire à Berlin en 1880 pour la délimitation des frontières gréco-turques.

Pierre Louis Ferron de la Ferronnays

Henri Amédée a pour grand-père Pierre-Louis Ferron de la Ferronnays (1777-1842). Premier gentilhomme du duc de Berry, Louis XVIII le mandate en Russie en 1812 à l'ambassade de Saint-Pétersbourg. Né à Saint-Malo, pair de France en 1815, il est ambassadeur au Danemark en 1817, puis redevient ambassadeur en Russie en 1819-1827.

Ministre des Affaires étrangères en 1828-1829, il a pour ami le Malouin François René de Chateaubriand (1768-1848).

Pierre Louis Ferron de la Ferronnays (1777-1842) maria l'un de ses fils, Albert Marie (1812-1836), à Alexandrine d'Alopeus, née à Saint-Pétersbourg. Filleule du tsar Alexandre I^{er}, son père, comte suédois, fut ministre de Russie à Berlin.

(12) *Dictionnaire de bio-bibliographie*, tome XVIII, p. 1 147.

Sa fille Pauline Marie (1808-1891) rencontre à Naples Augustes Craven, fils de Keppel Craven et petit-fils du Margravine d'Anspach. Après son mariage en 1834, elle accompagne son époux en mission diplomatique à Lisbonne, à Bruxelles en 1838 et à Stuttgart en 1843. Dès 1853, leur villégiature devient un des centres culturels de la vie napolitaine et accueille des représentants du Vatican.

“Les Craven étaient d'origine plus récente, mais leur grande fortune leur avait ouvert les portes de plusieurs maisons aristocratiques, avec lesquelles ils s'étaient alliés. Le premier comte de Craven fut William (1606-1697), le fils aîné de sir William Craven, marchand tailleur et lord-maire de Londres (1610)” (13).

Lady Craven, née en 1750, est *“fille cadette d'Augustus, quatrième comte Berkeley (1717-1755), chevalier de l'Ordre du Chardon, qui descendait par sa mère, Louisa Lennox (1694-1717), du roi Charles II d'Angleterre et de sa maîtresse, la Française Louise de Kéroualle, duchesse de Portsmouth (1649-1734)”* (14) aux attaches maçonniques.

En 1786, elle entreprendra un voyage à Constantinople par la Crimée. Ses récits portent également sur la cour impériale de Russie.

Pierre Louis Ferron de la Ferronnays (1777-1842) maria à Adrien de Mun sa fille Antoinette Eugénie, mère de l'académicien, député de Pontivy, Albert de Mun (1841-1914). Elu monarchiste, secrétaire général du Comité de l'œuvre catholique des cercles ouvriers, il participe au siège de la Commune. Il tiendra un meeting de 4 000 personnes aux Forges et Aciéries de Saint-Brieuc dans les années 1880 et fut ami de Charles Meunier-Surcouf. Les relations avec les milieux industriels concernent étroitement les maîtres de forges.

Henri Amédée Ferron de la Ferronnays est frère d'Elizabeth de Gontaut-Biron et d'Yvonne, comtesse de Cossé-Brissac. Siméon Charles, duc de Brissac (1900-1993), épouse à Paris en 1924 Eugénie Schneider (1902-1999), petite-fille du maître de forges Eugène Schneider (1805-1875). Le fondateur du Creusot

est ministre du Commerce et de l'Agriculture en 1851 et président du corps législatif en 1867-1870.

En outre, Elizabeth Françoise Ferron de la Ferronnays (1870-1951) épouse Jehan de Gontaut-Biron (1865-1937). Il est le frère de Ferdinand Marie (1868-1898), époux de Ferdinande Hélène de Lesseps (1872-1948).

Son père, Ferdinand de Lesseps (1805-1894), construisit le canal de Suez et le canal de Panama. Issu de Mathieu de Lesseps (1774-1832) et de Catherine de Crévigné (1774-1853), cet industriel partage des liens avec la Russie.

Ferdinand de Lesseps

Mathieu est en effet attaché d'ambassade au Maroc en 1791 et consul général à Philadelphie en 1819. En 1803, chargé d'affaires en Egypte, il rencontre le gouverneur Mehmed Ali (1769-1849), qui réorganisa son armée avec un capitaine d'origine française en vue de la campagne de 1813-1815 contre les Wahhabites. Mathieu de Lesseps passa son enfance en Russie, son père Martin de Lesseps (1730-1807) fut nommé par Louis XVI consul général de France de Saint-Petersbourg. L'oncle du constructeur, interprète à bord de l'expédition de Lapérouse, débarquera au Kamchatka pour ramener les études réalisées.

En 1854, Ferdinand de Lesseps, vice-consul au Caire en 1833, réalise le percement du canal de Suez, puis entame celui de Panama en 1879. Devenu célèbre, il s'intéresse aux expéditions de Savorgnan de Brazza (1852-1905). Epoux en 1895 de Thérèse de Chambrun (1860-1948), cet officier de marine explore en 1875 le Gabon et le Congo. Le scandale politico-financier débouche sur une enquête parlementaire :

“On entendit encore une seconde intervention, qui visait, cette fois, les banquiers et les banques : celle de Le Pro-

(13) Matei Cazacu, *Des Femmes sur les routes de l'Orient. Le voyage à Constantinople au XIX^e siècle*, éditions Georg, 1999, p. 197.

(14) *Op cit.*, p. 181.

vost de Launay. Elle est à citer, car l'on y vit intervenir, fait exceptionnel dans un débat de ce type, le président du conseil d'administration du Crédit lyonnais lui-même, le député de l'Ain Henri Germain, dont la banque était mise en cause par l'interpellateur.

M. Le Provost de Launay — ... Voulez-vous maintenant que nous prenions les sociétés financières et les banques ? J'ai là dans mon dossier — je pourrais les citer — les chiffres officiels, exacts, qui ne sont pas cachés, qui sont honnêtes, si vous le voulez, à condition qu'on admette cette honnêteté-là. Je vais prendre deux sociétés qui seront défendues ici, le Crédit lyonnais et la Société générale... Or prenez les livres de la société de Panama — j'ai là les détails exacts — et vous y voyez (en juin 1888) : commission au Crédit lyonnais pour prêt de 15 millions consenti à la Compagnie de Panama : 2 millions ; autant pour la Société générale. Au total, cela fait 4 250 000 francs pour 30 millions pendant deux mois, soit, comme intérêt ou commission, 85 % (Exclamations)" (15).

Le député costarmoricain Le Provost de Launay fait partie des familles actionnaires des Forges et Laminoirs de Bretagne. Le duc Elie Decazes (1780-1860) épousa M^{lle} de Sainte-Aulaire, petite-fille du prince de Nassau-Sarrebruck. Nommé ambassadeur en Angleterre en 1820, il fonda les Forges de Decazeville et compte parmi ses relations d'autres familles actionnaires des Forges et Laminoirs.

Les maîtres de forges Henry de Villeneuve

Adolphe Hyacinthe Henry de Villeneuve épouse en 1885 Charlotte Mazurié, fille de Jean-Baptiste Mazurié, banquier des Forges et Laminoirs. Leur fils Adolphe sera maître de forges à la fonderie du Pas, près de Quintin (Côtes-du-Nord).

Le capitaine de frégate Guy Henry de Villeneuve épouse en 1898 Marie Lucile d'Audiffret. Le frère de son grand-père Joseph-Marie sera chargé le 15 no-

vembre 1836 de conduire Napoléon III à bord de la frégate l'*Andromède*, après l'échec du complot bonapartiste de Strasbourg. Antoine d'Abbadie, astronome et explorateur de l'Abyssinie, fera partie du voyage.

Les grands-parents paternels de Lucile sont : Charles-Louis, marquis d'Audiffret (1787-1878), sénateur et président de la Cour des comptes, et Marie Lucine Portal. Son père, Pierre Portal (1765-1845), est ministre de la Marine et des Colonies et ami intime du duc Elie Decazes. Le neveu de Charles d'Audiffret, Armand d'Audiffret-Pasquier (1823-1905), est le premier président du Sénat sous la III^e République. Ministre des Affaires étrangères en 1820, il préside la Chambre des pairs de 1830 à 1848. Il est apparenté au président de la République Casimir Périer (1847-1907). Le capitaine de vaisseau Michel Henry de Villeneuve, fils de Lucile, fut commissaire général pour la France de l'exposition internationale de New York.

Ce réseau d'actionnaires orienté vers la Russie comporte des diplomates, des explorateurs et des industriels. Le colonialisme français cherche à étendre les zones d'exploitation pour un capitalisme ascendant. Si l'impérialisme français cherche à étendre ses parts de marché, l'alliance franco-russe en est alors l'expression. Au prix de millions de morts, de "gueules cassées", l'impérialisme cherche à accroître ses dividendes. Ses aspects multiformes, industriel, commercial, banquier, ne reflètent que l'appétit toujours grandissant d'une poignée de personnes. La crise qui en résulte détruit les bases de la civilisation. Même si le legs culturel des explorateurs reste important, le colonialisme vise la domination des peuples, leur soumission toujours plus grandissante aux cours économiques. Finalement, le démantèlement de l'Empire ottoman a un arrière-goût de croisade, première tentative de colonialisme. Les différents traités en Asie visent le libre commerce de l'opium. L'Afrique, partagée en zones d'influences, au sortir

(15) Jean Bouvier, *Les Deux scandales de Panama*, Julliard, collection Archives, 1964, p. 167.

de la décolonisation, souffrira des guerres civiles. La question sociale, la question de l'indépendance des peuples s'expriment pleinement au cours de ce premier conflit mondial. La paix de Wilson ne propose pas d'issue de paix :

"Wilson voulait-il faire payer la guerre par les Russes, dont les alliés, à

l'évidence, convoitaient les territoires et les ressources naturelles ? La guerre était responsable de tous les malheurs de l'Europe, et le capitalisme était responsable de la guerre. C'était à lui de la payer" (16).

La révolution russe de 1917 sonne le glas de leurs espérances.

Les années 1918-1919 : le bilan de la guerre

EN 1918, le général Foch acquiert l'unité de commandement et réussit à repousser l'offensive de l'armée du Kaiser au mois d'octobre. La délégation allemande est reçue le 11 novembre 1918 à Rethondes. Le repas offert à la délégation est organisé par Louis Bogrand, officier d'ordonnance du général Debeney de la 1^{re} armée. Louis Bogrand, commerçant briochin, inaugure son magasin dans les années trente en présence du ministre Louis de Chappdelaine.

Charles Meunier participe à la cérémonie organisée à la mairie de Paris le 13 juillet 1919. Il précède, le 14 juillet 1919, le défilé de la victoire. Le traité de Versailles fixe un nouveau redécoupage et s'assigne la volonté de stabiliser l'Europe. Mais le défilé à Paris du 1^{er} Mai 1919 fut très tendu. En avril, des mutineries éclatent dans la mer Noire.

En 1919, Charles Meunier se rend en Roumanie. A Constantinople, il rencontre le 29 mars le général Franchet d'Espérey (1856-1942), maréchal de France en 1921. Il sera inspecteur général des armées d'Afrique du Nord en 1921-1923. Le 6 avril, il se rend à Odes-

sa, en vue de négocier avec les insurgés. Et dresse un état des lieux :

"Pour ma part, je conclus qu'il n'y a rien à faire militairement en Russie, tout au moins de ce côté ; l'action en Crimée, qui eût été désirable, trop tardivement accomplie sans moyens suffisants, risque de nous donner les mêmes déboires qu'à Odessa. Nous manquons partout de moyens. Nous sommes presque seuls dans les Balkans, nous ne pouvons suffire à tout."

Le 11 avril, il atteint Bucarest. Le 14 avril, il déjeune avec le ministre de Saint-Aulaire et le général Berthelot, chef de la mission militaire française en Roumanie.

Il dîne le soir même avec le roi Ferdinand de Roumanie, Gustave de Kerguézec et la princesse Barbo Saintirbey, amie de Missy Marie, reine de Roumanie (1875-1938).

Il ne renouvellera pas ces missions, malgré la proposition de Clemenceau.

Ainsi, s'accomplit le voyage en Orient.

(16) Pierre Miquel, *La Grande Guerre*, Fayard, Paris, 1983, p. 596.



Cérémonie à l'Hôtel de ville de Paris, le 13 juillet 1919.

Au premier plan, le président de la République, **Raymond Poincaré** (1860-1934). Cet avocat, député de la Meuse, fils d'un polytechnicien ingénieur des Ponts et Chaussées, rend visite au tsar Nicolas II en juillet 1914. Ainsi, l'alliance franco-russe offrait à la France la perspective d'un conflit avec l'Allemagne sur deux fronts.

Le maréchal Joffre (1852-1931) entreprend une carrière dans les colonies (Tonkin, Sénégal, Madagascar). Il participe au front de Salonique en 1916 et à la mission militaire française aux Etats-Unis en 1917. Le lieutenant Joffre intègre la loge Alsace-Lorraine, fréquentée par Auguste Bartholdi (1834-1904), sculpteur de la statue de la Liberté, Théodore Reinach, Savorgnan de Brazza, explorateur au Congo.

Le maréchal Foch (1851-1929), polytechnicien, est nommé chef d'état-major général des armées. Il épouse à Saint-Brieuc, en 1883, Julie Bienvenüe. Fulgence Bienvenüe (1852-1936), polytechnicien, réalisa le Métropolitain dès 1896. Le capitaine Foch rencontre à Saint-Brieuc des notables liés à la Russie et aux Etats-Unis. Henry Fournier-Foch, petit-fils du maréchal, servit l'Armée rouge en 1945 et fut nommé lieutenant-colonel par le maréchal Joukov.

Charles Meunier-Surcouf (visage cerclé) (1869-1956) est négociant, polytechnicien et premier adjoint au maire de Saint-Brieuc. En 1908, il fonde les Forges et Laminoirs de Bretagne. Officier d'ordonnance du général Foch pendant vingt et un mois, il lui présente Clemenceau en 1916 et participe aux comités secrets de la Chambre. Ses missions en 1916 et 1919 le conduisent dans les Balkans, afin de ramener la Serbie, la Grèce et la Roumanie dans le giron des Alliés.

D'autres personnages :

L'armateur **Alain Le Gualès de Mézaubran**, administrateur des Forges et Laminoirs de Bretagne, offre son aide à la Serbie en 1916. Ses proches parents présenteront en 1883 le futur maréchal Lyautey au pape Léon XIII.

L'évêque concordataire **Mgr Cafarelli** (1763-1815), attaché au diocèse de Saint-Brieuc et de Tréguier, est apparenté au pape Martin V (élection en 1417), au pape Paul V (élection en 1605). Son frère cadet, Auguste (1766-1849), fut chargé en 1804 de porter au pape l'invitation au sacre de Napoléon I^{er}. Le frère aîné, le général Max Cafarelli (1756-1799), organise l'expédition scientifique en Egypte décidée par Bonaparte. **Arthur du Bois de la Villerabel**, évêque de Saint-Brieuc au XX^e siècle, sera parent d'Eugène Fondet du Montussaint, conseiller diplomatique du tsar Alexandre III.

Autre figure de Saint-Brieuc, **Louis de Chappdelaine**, ministre de la Marine et des Colonies dans les années trente, dont le proche parent Charles de Chappdelaine de l'Isle, consul de France en Orient, épousera en 1841 Holinska, la filleule du tsar Nicolas I^{er} (1796-1855).

La princesse roumaine **Bibesco** appartient à la famille de ce leader du colonialisme français.

Clemenceau (1841-1929), avocat d'origine vendéenne, sénateur en 1902, participe à la commission sénatoriale des Armées. Son frère Albert (1861-1927) est le gendre de l'exécuteur testamentaire de Victor Hugo. La famille Clemenceau, d'ascendance noble, comptera un capitaine de la garde nationale sous **Louis-Philippe I^{er}** (1733-1850). Ce roi des Français (1830-1848) est issu de Philippe Egalité et de Marie de Bourbon-Penthièvre (duc de Penthièvre, Côtes-d'Armor). Clemenceau entreprit dans les années 1860 un voyage aux Etats-Unis. Il séjournera à New York dans l'hôtel qui hébergea Napoléon III lors de son exil. Ce souverain fut convoyé par le vaisseau l'*Andromède*, dont le capitaine appartient à une famille actionnaire des Forges et Laminoirs de Bretagne.

Le diplomate **James Monjaret de Kerjégu** (1846-1908), également actionnaire, sera en relation avec les architectes Destailleurs, édificateurs en Grande-Bretagne du tombeau de Napoléon III.

**A propos
de la rencontre
entre Makhno
et Lénine**



Makhno en compagnie de sa fille.

Pour répondre à quelques objections...

UN historien russe, spécialiste des S-R de gauche, Viatcheslav L., rencontré à Paris, nous a affirmé que le récit de cette rencontre devait être rangé dans la longue liste des “apocryphes”. Il nous a donné quatre raisons :

1) Le nom de Makhno ne figure pas sur le registre des entrées au Kremlin.

2) Il n'est pas lui-même l'auteur de ses Mémoires, qui ont été rédigés en réalité par Voline.

3) En juin 1918, qu'était Makhno ? Un chef de bandes paysannes comme il y en avait alors des centaines en Ukraine. Il était inconnu. Il n'y avait pas de raison pour que Lénine le reçoive.

4) On peut à la rigueur admettre qu'il a vu Sverdlov. Mais Lénine, c'est très peu vraisemblable.

Ces quatre raisons me paraissent peu probantes.

1) Le Kremlin était alors d'accès libre. C'est Staline qui instaurera des règles de plus en plus strictes, jusqu'à en interdire l'accès purement et simplement. A la fin de sa rencontre avec Sverdlov, ce dernier lui dit au moment de partir : “*Demain, à une heure de l'après-midi, venez directement ici, nous irons ensemble chez le camarade Lénine.*” Il n'y a dès lors pas de raison pour que Makhno soit enregistré sur le cahier

des visiteurs de Lénine, puisqu'il se rend chez Sverdlov, qui l'emmène ensuite chez Lénine.

2) Il est exagéré de dire que Voline a écrit les Mémoires de Makhno. Il a aidé Makhno à mettre en forme les notes de ce dernier et, lorsqu'elles s'arrêtent, le récit s'interrompt.

3) Aucun des auteurs russes ou ukrainiens qui ont écrit sur Makhno (Valeri Volkovinski, Victor Akhinko, Vadim Teplitsyne) ne met en doute l'authenticité de ce récit (1).

4) Marcel Body, l'ancien secrétaire et compagnon d'Alexandra Kollontai, qui, connaissant bien Lénine et les milieux anarchistes russes, avait traduit le récit de cette rencontre pour l'anthologie de Daniel Guérin *Ni Dieu, ni maître*, ne met pas non plus en doute l'authenticité du récit.

5) En juin 1918, Lénine recevait toutes sortes de gens, peu, pas ou très représentatifs. Alors que l'Ukraine était

(1) Volkovinski écrit, il est vrai : “*Le fait n'est pas signalé dans la chronique biographique de Lénine et n'est pas confirmé par la presse de l'époque, mais, connaissant le caractère de Makhno, sa persévérance et sa fière certitude d'être le défenseur de la paysannerie travailleuse, on peut supposer qu'il voulut rencontrer Lénine*”, qui, de son côté, cherchait toujours des renseignements de première main (*Makhno et sa chute*, Moscou 1991, p. 41).

occupée par les armées allemandes et autrichiennes, et bouillonnait d'insurrections paysannes où les bolcheviks étaient très peu représentés, il était tout à fait logique que Lénine, qui aimait bien se rendre compte par lui-même, trouve un intérêt réel à recevoir la visite du chef d'un détachement insurrectionnel ukrainien présenté par Sverdlov, en qui il avait toute confiance.

6) Enfin, alors que les affrontements sanglants, en 1920, entre l'Armée rouge

et l'armée insurrectionnelle de Makhno s'étaient conclus par l'écrasement de l'armée de Makhno, finalement obligé de fuir la Russie soviétique et de se réfugier à l'étranger dans des conditions très difficiles, on voit mal pourquoi Makhno aurait, quinze ans plus tard, inventé une pareille rencontre dessinant un tel portrait de Lénine...

Jean-Jacques Marie

**L'aversion
viscérale de Pilsudski
pour la Russie
bolchevique**

(Arslane Klioua)

Le 25 avril 1920, au lendemain de la signature d'un accord avec le nationaliste ukrainien Simon Petlioura, le maréchal Pilsudski lance ses troupes à l'assaut de l'Ukraine soviétique. Depuis deux mois, la guerre civile semblait quasiment achevée : il ne restait plus des armées blanches que les troupes du général Wrangel en Crimée. Les troupes polonaises sont armées et dirigées en partie par l'état-major français (une mission militaire à laquelle appartient le capitaine Charles de Gaulle est en permanence à Varsovie et contrôle quotidiennement... et en toute indépendance... le déroulement des opérations) ; l'Armée rouge, épuisée et affamée, est d'abord bousculée... jusqu'à Kiev, que l'armée polonaise prend le 6 mai.

Mais la population ukrainienne se dresse massivement contre l'envahisseur polonais (malgré les rodomontades des nationalistes polonais affirmant que l'Ukraine est historiquement un territoire polonais). La contre-offensive permet à l'Armée rouge de reprendre Kiev le 12 juin, puis Minsk (Biélorussie) le 11 juillet, Vilnius le 14, Brest-Litovsk le 1^{er} août ; l'Armée rouge arrive le 13 août à 30 kilomètres de Varsovie.

Une contre-offensive polonaise la rejette 400 kilomètres en arrière.

Le 12 octobre, la Pologne et la Russie soviétique signent un armistice. Arslane Klioua montre dans les pages qui suivent en quoi l'épisode de 1920 n'est qu'un moment d'une activité politique de Pilsudski tournée en grande partie vers et contre la Russie, aussi bien jusqu'en 1918 (ce qui est très compréhensible, puisque plus de la moitié de la Pologne, dont Varsovie, appartenait à l'empire russe depuis les trois partages qui avaient, à la fin du XVIII^e siècle, déchiré la Pologne entre la Russie, la Prusse et l'Autriche) qu'après la proclamation de l'indépendance du pays, où sa haine de la Russie devient la haine du bolchevisme et du communisme.

Les troupes polonaises, équipées en majeure partie par l'armée française, entrent dans Kiev où elles ne resteront que cinq semaines. Pilsudski rêvait alors de recréer la Grande Pologne du XVIII^e siècle, Pologne incluant l'Ukraine et la Lituanie.



“Cette guerre a failli ébranler les destinées du monde civilisé tout entier”

L'AVERSION pour la Russie est une constante chez le maréchal Pilsudski. Frédéric Zaleski considère effectivement que celle-ci constitue le point central du pilsudskisme (1). L'histoire de ce personnage revêt une importance particulière dans la tentative de compréhension de son attitude vis-à-vis de la Russie.

“Le désastre national de 1863”

Venu au monde quelques années seulement après le soulèvement de 1863, auquel certains membres de sa famille avaient participé (2), le jeune Pilsudski allait être marqué par l'atmosphère de découragement qui découlait de cet échec, par les stratégies de conciliation et par l'intensification de la russification (3). Toute sa famille était constituée de ferments patriotes et de révolutionnaires innés (4). Sa mère, chargée de son éducation, “était la Pologne même, l'incarnation de tout ce qui luttait encore dans le pays contre l'assimilation russe” (5).

Il ressort de la biographie établie par Paul Bartel que cette femme éleva ses nombreux enfants avec dévouement, mais ce fut sur Josef qu'elle exerça la plus grande influence (6).

Ainsi que l'indique Frédéric Zaleski, l'insurrection de 1863 et sa répression sont à l'origine d'un réel traumatisme dans la famille Pilsudski (7) : “Je pourrais dire que mon enfance eût été idyllique, angélique, sans une ombre qui assombrit le front de mon père, arracha une larme à ma mère et se projeta avec force dans mon cerveau d'enfant. Cette ombre était le souvenir encore frais du désastre national de 1863” (8). Dès lors, Pilsudski allait connaître “le mysticisme du patriotisme cultivé en secret” (9) et distillé par sa mère, qui l'emmenait régulièrement sur la tombe anonyme d'un insurgé de 1863 (10).

(1) Frédéric Zaleski, *Josef Pilsudski : personnage charismatique de l'histoire polonaise, personnage mystifié de la mémoire collective*, Mémoire Sciences-po., Grenoble IEP, 1991, pp. 26-27.

(2) Son père, Josef Wicenty Pilsudski, y participa en tant que commissaire pour la région de Samogitié.

(3) Paul Bartel, *Le Maréchal Pilsudski*, Plon, Paris, 1935, p. 4 : après l'insurrection de 1863, commença une ère de persécution sans égale, une assimilation systématique.

(4) *Ibidem*, p. 20.

(5) *Ibidem*, p. 21.

(6) *Ibidem*, p. 21.

(7) Frédéric Zaleski, *op. cit.*, p. 19.

(8) Josef Pilsudski, *Du révolutionnaire au chef d'Etat*, SFEIT, Paris, 1935, p. 16.

(9) Frédéric Zaleski, *op. cit.*, p. 19.

(10) *Ibidem*, pp. 19-20.

Jusqu'en 1874, Josef et son frère aîné Bronislaw avaient bénéficié d'une instruction dispensée par des précepteurs privés. Mais, alors que le père connut des difficultés financières à la suite de l'incendie de leurs fabriques, Pilsudski et son frère furent contraints de se rendre au lycée d'Etat, où ils se trouvèrent pour la première fois confrontés et soumis à l'assimilation russe (11).

L'école constituait en effet un "*instrument politique de russification à outrance*" (12) appliquée avec une méthode policière selon la triple formule : "*Pour Dieu, le Tsar et la Russie*" (13). Les professeurs épiaient chaque parole et chaque geste de leurs élèves, et couvraient d'insultes la mémoire des héros nationaux polonais (14).

Outré par ces persécutions, Pilsudski protestait et affirmait son patriotisme en dépit des punitions, mais son amertume demeurait grande : "*Une rage impuissante m'étouffait, et la honte de ne pouvoir nuire à mes ennemis, d'être forcé de supporter en silence le spectacle de ma dignité foulée aux pieds, d'entendre des discours mensongers et méprisants sur la Pologne, me brûlait les joues. Un sentiment d'humiliation, le sentiment d'un prisonnier qui peut être écrasé à tout instant comme un ver, comme une meule*" (15).

C'est dans les années 1885-1886 que Pilsudski noua ses premiers contacts politiques, notamment avec "Narodnaïa Volia" (16), sans toutefois s'y intégrer (17). L'année suivante, il organisa un cercle de discussion socialiste au moment où, à Saint-Petersbourg, la fraction terroriste de la "Narodnaïa Volia" était mise sur pied et dont le projet, sous l'impulsion du frère de Lénine, Alexandre Oulianov, était de commettre un attentat contre le tsar Alexandre III (18). Or Pilsudski était lié d'amitié avec l'un des membres de la "Narodnaïa Volia", Josef Lukaszewicz, impliqué dans le complot (19).

De son côté, le frère de Josef Pilsudski était chargé de fournir les produits chimiques nécessaires à la fabrication de la bombe. En définitive, les comploteurs furent arrêtés par hasard, le 13 mars 1887, et, passant aux aveux, provoquè-

rent l'arrestation des frères Pilsudski (20).

La déportation en Sibérie

Tous deux furent condamnés à la déportation en Sibérie, Bronislaw (frère de Josef) pour quinze ans et Josef pour cinq ans.

Sans avoir à évoquer les conditions sibériennes déplorables réservées aux déportés politiques, le seul récit de l'interminable voyage suffit à décrire le type de traitements qui leur étaient infligés : "*Les soldats, comme des loups enragés, se jetèrent sur nous, leurs fusils levés. Nous étions resserrés dans un coin entre le poêle et le mur. Je me trouvais dans le premier rang, je levai les yeux, la crosse d'un fusil était au-dessus de moi. Je l'écartai de la main, la crosse glissa sur mon front, mais au même moment je reçus sur l'autre côté de la tête un coup, puis un deuxième, un troisième. Le sang inonda mes yeux... Je tombai, un instant après je m'évanouis, entendant un gémissement sorti de ma bouche ou peut-être de celle d'un camarade. Pendant un certain temps, je ne pouvais plus regarder avec indifférence un soldat en uniforme. Je sentais mes poings se serrer et parfois, fermant les yeux, je voyais l'effrayant tableau de l'agression sauvage d'une soldatesque armée contre une poi-*

(11) Paul Bartel, *op. cit.*, p.24.

(12) *Ibidem*, p. 24.

(13) *Ibidem*, p. 24.

(14) *Ibidem*, p. 24.

(15) Extraits tirés de Josef Pilsudski, "*Comment je suis devenu socialiste*", 1903 ; cité par Paul Bartel, *op. cit.*, p. 25.

(16) "Narodnaïa Volia" signifie "Liberté du peuple". Il s'agissait d'une organisation dont les buts essentiels étaient l'abolition du tsarisme. Cette organisation fut à l'origine de l'assassinat d'Alexandre II en 1881.

(17) Anatole Muhlstein, *Le Maréchal Pilsudski, 1867-1919*, Plon, Paris, 1939, p. 38.

(18) Frédéric Zaleski, *op. cit.*, p. 22.

(19) *Ibidem*, p. 23.

(20) *Ibidem*, p. 23.

gnée d'hommes désarmés, serrés dans un coin" (21).

A cet égard, Anatole Muhlstein considère cette expérience sibérienne d'une portée déterminante dans la vie de Josef Pilsudski et estime qu'elle peut grandement contribuer à expliquer certains traits de caractère du futur maréchal, alors âgé de dix-neuf ans (22). Dès lors, et tel que le souligne Frédéric Zaleski, il ne serait pas excessif de parler de russophobie à propos de Pilsudski (23). Du reste, cette tendance ne s'est jamais réellement apaisée chez lui (24). Pour Pilsudski, ce "monstre asiatique recouvert d'une couche de vernis européen" (25) est par nature autocrate et répressif, c'est "le suppôt de la réaction qui a toujours tenu l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête des progressistes" (26).

Il demeure cependant une interrogation intéressante la teneur de cette aversion à l'égard de la Russie. Était-elle strictement cantonnée au rejet du régime tsariste oppresseur ou s'étendait-elle à l'antibolchevisme occidental ? Autrement dit, cette russophobie procédait-elle d'une simple aversion dirigée contre l'oppression absolutiste ou revêtait-elle une dimension idéologique contre-révolutionnaire ?

En un sens, il apparaît indéniable que Josef Pilsudski était animé par cette volonté irrésistible d'indépendance de la Pologne. Il souhaitait faire de la Pologne un pays libre et combattant par essence (27). Plus qu'une volonté, la restauration de l'indépendance polonaise était une conviction que Pilsudski érigeait, de par sa posture intransigeante, en impératif moral (28).

Néanmoins, certaines attitudes, ainsi que certaines déclarations laissent à penser que l'aversion du maréchal Pilsudski ne se limitait pas à la seule russophobie inhérente à la condition polonaise déterminée et asphyxiée par le régime tsariste. Face à cette Russie bolchevique si effrayante, la Pologne et le combat mené par les Polonais jouaient un rôle déterminant dans l'esprit de Pilsudski (29). Celui-ci décrivait la Pologne comme un poste avancé de la civilisation et de

l'Occident progressiste plongé dans les affres de la barbarie, reprenant ainsi les idées messianiques de Mickiewicz (30), pour qui la Pologne s'était vu confier une mission particulière au cœur d'un environnement absolutiste (31).

"La guerre à outrance contre les bolcheviks"

Un peu plus tard, à la veille de la contre-offensive décisive de la Vistule, en 1920, Pilsudski remit une lettre au président du Conseil, Witos, dans laquelle il énonçait clairement : "J'étais et je suis partisan de la guerre à outrance contre les bolcheviks, parce que je ne vois aucune garantie que tels ou tels accords ou traités soient respectés par eux" (32).

Dès lors, il ne serait pas tant excessif de considérer l'attitude pilsudskiste comme relevant d'un certain antibolchevisme messianique explicite. Le maréchal Pilsudski n'a en effet jamais occulté sa méfiance et son rejet du régime soviétique. Au contraire, l'hostilité manifestée à l'égard de la Russie révolutionnaire était ouvertement et explicitement reconnue par le maréchal.

(21) Anatole Muhlstein, *op. cit.*, pp. 30-31.

(22) *Ibidem*, p. 30. (23) Frédéric Zaleski, *op. cit.*, p. 28.

(24) *Ibidem*, p. 28.

(25) Josef Pilsudski, *Du révolutionnaire au chef d'Etat*, *op. cit.*, p. 23.

(26) Frédéric Zaleski, *op. cit.*, p. 28.

(27) *Ibidem*, p. 33.

(28) Cf. Frédéric Zaleski, *op. cit.*, pp. 31 à 33.

(29) Frédéric Zaleski, *op. cit.*, p. 29.

(30) Maria Pilsudska, mère de Josef Pilsudski, faisait à ses enfants la lecture de livres d'histoire, d'écrivains, essentiellement Mickiewicz ou Slowacki, interdits à cette époque. D'où le réel engouement de Pilsudski pour ces auteurs, considérant notamment Slowacki comme étant son premier professeur de principes démocratiques ; voir Frédéric Zaleski, *op. cit.*, p. 19.

(31) *Ibidem*, p. 29.

(32) Cité par Piotr Wandycz et Tomasz Schramm, "Pilsudski et Weygand à la bataille de Varsovie", *Revue d'histoire diplomatique*, n° 3, 2001, p. 204.

De surcroît, celle-ci prit incontestablement des allures provocatrices lorsque, concluant sa réplique adressée à Mikhaïl Toukhatchevski dans son ouvrage intitulé *L'Année 20*, paru en langue russe en 1926, Pilsudski énonçait sans détour :

« *Je n'ai fait la guerre (à la Russie bolchevique) que pour éloigner de nous cette "révolution exportée" à la pointe des baïonnettes soviétiques* » (33), ajoutant que « *cette guerre, ou bagarre, a failli ébranler les destinées du monde civilisé tout entier, que ses crises furent les crises de millions et de millions d'êtres humains et que l'œuvre de la victoire a créé pour longtemps, plaise à Dieu, les bases désormais historiques des deux belligérants. Bagarre, soit, puisqu'il n'y a pas de méthode et de doctrine qui puisse s'y appliquer* » (34).

Quoi qu'il en soit, pour éviter de nous perdre dans des considérations qui auraient mérité, pour que l'on s'y intéresse, une étude beaucoup plus approfondie du personnage, nous pourrions synthétiser la vision pilsudskiste de la Russie à l'évocation des propos suivants, tenus en 1922 par l'intéressé et cités par Georges Targalsky (35) :

« *L'attitude envers la Grande Russie d'aujourd'hui, démocratique ou monarchique, fédérale ou centralisée, doit rester à jamais la même, il faut que nous nous rappelions toujours que la Russie n'est qu'une négation de notre indépendance réelle* » (36).

Ainsi, chez Pilsudski, la haine de la Russie semble revêtir un caractère indifférencié, dans la mesure où cette négation apparaît inébranlable, quel que soit le régime politique russe.

Un souhait ancestral : disloquer la Russie

Pilsudski est en effet animé par un souhait ancestral : disloquer la Russie, afin de garantir durablement, voire indéfiniment, l'indépendance de la Pologne. Pour ce faire, il aura recours à une méthode que ces prédécesseurs avaient déjà tenté de mettre

en œuvre de par le passé : stimuler le nationalisme des peuples du Caucase, en collaboration avec la Turquie.

Les plans polonais de coopération politique et militaire antirusse avec les peuples du Caucase remontent à la fin du XVIII^e siècle. Dès 1794-1795, la première vague de réfugiés polonais arrivés à Istanbul nourrissait l'espoir d'organiser une Légion polonaise, d'autant que, pour les Polonais, la Turquie était l'alliée naturelle de la Pologne (37). Le premier projet polonais d'organiser une Légion polonaise auprès de l'armée turque fut conçu à Venise et transmis à la France sous forme d'un mémoire présenté au citoyen Lallemand (ministre de la République française à Venise) par les Polonais le 1^{er} janvier 1795 (38). Il s'agissait d'un projet militaire accompagné de plans politiques, tendant non seulement au rétablissement de l'Etat polonais, mais également au redécoupage des frontières sud de la Russie, l'objectif étant de la repousser le plus possible vers le nord (39).

La première mission polonaise fut accomplie par Ludwik Zwierkowski entre septembre 1844 et mars 1846 (40). Celui-ci, qui se faisait appeler "Lénoir" ou "Kara Krak", fut chargé par le prince Czartoryski de persuader les Montagnards de s'unir, de s'informer des conditions d'une collaboration entre les

(33) Josef Pilsudski, *L'Année 20*, éd. La Renaissance du livre, Paris, 1929, p. 176. (34) *Ibidem*, pp. 201-202.

(35) Les apports de cet historien sont décisifs quant à la compréhension des rapports polono-russes. Les deux articles que nous serons amenés à exploiter résultent d'une conférence donnée le 16 octobre 1996, dont le compte rendu se trouve dans le n° 3 (mars 1997) du *Bulletin de l'Observatoire de l'Asie centrale et du Caucase*. A l'issue de nos recherches, la trace de ces écrits n'a pu être recueillie que sur Internet, après consultation du site www.geocities.com.

(36) Georges Targalsky, « *Les plans polonais concernant l'éclatement de l'URSS, le mouvement Prométhée et le Caucase* », p. 1.

(37) Georges Targalsky, « *Les plans polonais de collaboration politique et militaire antirusse avec les peuples du Caucase au XIX^e siècle* », p. 1.

(38) *Ibidem*, p. 1.

(39) *Ibidem*, p. 1.

(40) *Ibidem*, p. 5.

Cosaques du Don et les Montagnards, et d'étudier les possibilités d'organiser une désertion massive et de former une armée polonaise régulière (41). A long terme, le plan prévoyait une invasion commune de la Russie : les Montagnards auraient avancé le long de la Volga vers Moscou, dans la même direction les Cosaques du Don devaient attaquer Voronej et Toula, tandis que les Cosaques de la mer Noire auraient foncé vers l'Ukraine, avec le corps d'armée polonais formé par les émigrés, pour porter secours à l'insurrection polonaise qui devait éclater en même temps (42).

Cette tentative échoua, mais fut relayée par une seconde mission polonaise envoyée chez les Montagnards entre le mois de juin 1846 et le début de l'année 1847 (43). Le prince Czartoryski envoya en effet un deuxième émissaire au Caucase, l'officier d'artillerie et instructeur à l'école militaire de Liège, Kazimierz Gordon (44). Celui-ci reçut les mêmes instructions que Ludwik Zwierkowski, à la différence près qu'il était chargé de s'entendre avec les Turcs, de convaincre les autres chefs de se soumettre aux Turcs, d'organiser un soulèvement général dans le pays des Oubykhs tout en nommant le chef de l'insurrection qui collaborerait avec lui, de nouer des contacts avec les Polonais enrôlés dans l'armée russe et de persuader les Montagnards de pénétrer en Russie en longeant le littoral caspien et de foncer vers Astrakhan grâce à leur cavalerie (45).

Au final, cette démarche se solda également par un échec, au même titre que la grande expédition polonaise au Caucase financée par la Turquie entre décembre 1846 et 1848 par le biais de l'"Agence orientale" d'Istanbul, créée le 21 août 1941 (46). S'ensuivit alors une série de projets tendant aux mêmes fins et aboutissant invariablement à la même issue, qu'il s'agisse du projet commun polono-turc de 1851, des projets polonais pendant la guerre de Crimée (1853-1855), de l'expédition polono-turco-tcherkesse (1857-1860), des médiations polonaises vers l'Angleterre en faveur des Montagnards et des tentatives de centralisation de la résistance circassienne (1861-1862), des plans polonais de diversion au Caucase en liai-

son avec le soulèvement de Pologne de 1863, ou encore de l'ultime tentative polonaise pendant la guerre russo-turque de 1877-1878 (47).

"Porter secours aux éléments hostiles à la Russie soviétique"

Après la contre-offensive polonaise victorieuse de 1920, il n'apparaissait pas clairement que les intentions de Josef Pilsudski étaient de s'enfoncer plus profondément en territoire soviétique. Cette hypothèse se trouve infirmée par l'étude réalisée par Georges Targalsky portant sur les plans polonais concernant l'éclatement de l'URSS, le mouvement Prométhée et le Caucase.

En effet, l'idée de dislocation de l'Empire russe était omniprésente chez Pilsudski. Ainsi que l'indique G. Targalsky, son idée fédéraliste était conçue comme "*le moyen de provoquer la dislocation de l'Empire des tsars et de rétablir l'influence politique de la Pologne dans ses anciennes frontières du XVIII^e siècle*" (48).

Il s'avère même que, deux jours avant l'armistice avec les Soviétiques, l'instruction du ministère des Affaires étrangères du 10 octobre 1920 ordonnait à ses postes de "*continuer à porter secours aux éléments hostiles à la Russie soviétique, aux éléments russes et ukrainiens, biélorusses et caucasiens*", le tex-

(41) Georges Targalsky, "*Les plans polonais de collaboration politique et militaire antirusse avec les peuples du Caucase au XIX^e siècle*", *op. cit.*, pp. 5-6.

(42) *Ibidem*, p. 6. (43) *Ibidem*, p. 7.

(44) *Ibidem*, p. 7.

(45) *Ibidem*, p. 7.

(46) *Ibidem*, pp. 4 et 8 : le but était toujours le même, à savoir envahir la Russie profonde.

(47) Voir Georges Targalsky, "*Les plans polonais de collaboration politique et militaire antirusse avec les peuples du Caucase au XIX^e siècle*", *op. cit.*, pp. 9 à 12.

(48) Georges Targalsky, "*Les plans polonais concernant l'éclatement de l'URSS, le mouvement Prométhée et le Caucase*", p. 1.

te précisant que “*nos intérêts à l’Est ne s’arrêtent pas sur la ligne de nos frontières*” (49).

En cela, les motivations polonaises occultes se dissimulant derrière le leitmotiv polonais des années vingt, et consistant à véhiculer une image purement défensive de la Pologne, au regard de l’acquiescement à la constitution des républiques soviétiques ukrainienne et biélorusse en vertu du traité de Riga, semblent nettement plus compréhensibles.

Pour reprendre les propos de l’auteur, nous pourrions dire que “*démembrer la Russie (était) devenu le but de la vie de Pilsudski et de ses amis politiques*” (50). Pour ce faire, il était une condition impérieuse : la collaboration avec tous les peuples non russes de l’empire et avec la Turquie. Pilsudski estimait en effet que la Pologne devait montrer toute sa sympathie et sa compréhension à chaque république caucasienne qui devait se créer, en cherchant un langage commun et un lien avec la Turquie (51).

Avec la révolution russe, plusieurs organisations militaires virent le jour, ce qui permit par exemple au bataillon polonais du capitaine Ressler de se constituer au sein de l’armée du Daghestan et de combattre les bolcheviks jusqu’en février 1919 (52). En 1922, Pilsudski envoya en mission secrète, à Lausanne, le lieutenant-colonel Tadeusz Schaetzel pour nouer des contacts avec Ismet İnönü, président de la délégation turque (53) ; entrevue qui aboutit à la conclusion d’un accord, alors même que, quelques mois auparavant, l’accord soviéto-turc du 16 mars 1921 avait été l’une des premières percées à mettre à l’actif de la diplomatie soviétique en quête de subsistance.

Le mouvement Prométhée

Cela constituait les prémisses du mouvement Prométhée.

A cet égard, Georges Targalsky précise que les prométhéens eux-mêmes

considéraient le maréchal Pilsudski comme le père de la conception prométhéenne, tirant l’origine de cette idéologie du mémorandum que Pilsudski adressa au gouvernement japonais en 1904 (54) : “*La force de la Pologne et son importance parmi les parties constituantes de l’Etat russe nous donnent l’audace d’avoir comme but politique le démembrement de l’Etat russe pour ses parties constituantes essentielles et de rendre l’indépendance aux pays incorporés de force à l’empire*” (55).

Ainsi, entre 1923 et 1926, bien que Pilsudski se soit retiré de la vie politique polonaise, sa politique fut poursuivie par les hommes du ministère des Affaires étrangères et de l’état-major qui lui étaient favorables, à l’insu des gouvernements successifs (56). Effectivement, en dépit du retrait du maréchal de l’état-major polonais en 1923, qui devait le laisser sans fonction publique jusqu’à son coup d’Etat de mai 1926, son influence perdura (57). Pendant la période 1922-1926, la question prométhéenne fut retirée du programme politique des gouvernements successifs, mais les contacts avec les hommes du mouvement furent entretenus à l’insu et sans accord du gouvernement (58). Le lieutenant-colonel Schaetzel et le capitaine Suchenek, de l’état-major, ainsi que Lukaszewicz, du ministère des Affaires étrangères, furent les plus actifs au cours de cette période (59).

Georges Targalsky considère que l’organisation prométhéenne naquit grâce à deux fidèles pilsudskistes, Schaetzel

(49) Cité par Georges Targalsky, *op. cit.*, p. 1.

(50) *Ibidem*, p. 2.

(51) *Ibidem*, p. 2. (52) *Ibidem*, p. 3.

(53) *Ibidem*, p. 3.

(54) Georges Targalsky, “*Les plans polonais concernant l’éclatement de l’URSS, le mouvement Prométhée et le Caucase*”, *op. cit.*, p. 2 : Pilsudski avait pour objectif de tirer profit de la guerre russo-japonaise de 1904-1905 pour restaurer la Pologne.

(55) *Ibidem*, p. 2.

(56) *Ibidem*, p. 4.

(57) *Ibidem*, p. 3.

(58) *Ibidem*, p. 4.

(59) *Ibidem*, p. 4.

et Holowko (60). Lorsque Schaetzel fut nommé, à l'automne 1924, attaché militaire à Istanbul, à l'instigation de Pilsudski, celui-ci le convoqua à Sulejowec, où il résidait, pour lui confier une mission secrète consistant à "*entrer en contact avec les leaders des mouvements de libération des nations du Caucase, de Crimée, de l'Idil-Oural et du Turkestan subjugués par l'Union soviétique, et les assurer d'un soutien à leurs aspirations indépendantistes*" (61). Quant à Holowko, il fut envoyé à Paris par le ministère des Affaires étrangères en 1925, afin de négocier avec l'Ukrainien Petlioura et les Géorgiens dans le but de "*monter une organisation antisoviétique*" (62). A cet égard, le rapport de l'ambassadeur polonais à Istanbul, Artur Knoll, daté du 13 juin 1925, est révélateur des objectifs de la politique de Pilsudski, puisqu'il s'agit de "*créer une société d'entraide et de culture qui va sélectionner les futurs collaborateurs du mouvement parmi les Circassiens et les Tatars, rallier les Turcs et les mencheviks géorgiens, fonder l'Union de libération du Caucase composée de représentants des Géorgiens, des Azéris, des Arméniens et des Montagnards, dans le but de stimuler les activités de la société d'entraide, former une organisation très stricte qui serait en contact avec l'attaché militaire polonais et l'état-major turc, et dont les agents resteraient en liaison avec les attachés militaires à Moscou et à Téhéran*" (63).

Cette organisation devait maintenir les contacts secrets avec le gouvernement turc, l'ambassade polonaise à Istanbul et les leaders caucasiens à Paris. Il était prévu qu'elle passerait à "*l'action uniquement au mot de passe donné, en cas de coup d'Etat à Moscou, et probablement aussi au Turkestan et en Ukraine*", tout en prenant soin de s'étendre jusqu'à Tsaritsyne (64).

Ainsi que l'indique Georges Targalsky, tout se joua en 1925 et au début de 1926 (65). Le 21 juillet 1926, le rapport Holowko annonçait que le but de former un comité politique commun était atteint et que les contacts avec le Caucase du Nord étaient déjà établis (66).

Une croisade antisoviétique

Formellement, en 1927, la "Ligue prométhéenne des nations subjuguées par la Russie" était fondée, avec, comme centre principal, Varsovie (67). Le point n° 4 du statut de la ligue précisait que l'objectif était de "*mener les travaux préparatoires à la formation du front commun des nations opprimées pour les futures révoltes nationales ayant comme objectif la libération*", et que le but du mouvement prométhéen était "*de se dresser ensemble contre la Russie*" (68).

C'est à Paris que plusieurs accords furent conclus entre le gouvernement de la République d'Ukraine et le gouvernement géorgien, la direction de toute l'action étant le fait de Tadeusz Holowko et de Schaetzel (69).

A cet égard, notons que ces informations infirment catégoriquement l'affirmation de Georges-Henri Soutou, selon laquelle la France ne se préoccupait que de ses relations avec l'Allemagne et qu'il n'était absolument pas dans ses intentions de relancer une croisade antibolchevique provisoirement suspendue.

Il est à noter que ce mouvement ne se cantonnait pas au cadre de simple organisation politique. Il était accompagné d'une structure militaire, qui s'est peu à peu mise en place au cours des années vingt, particulièrement à partir du retour du maréchal Pilsudski aux commandes polonaises.

En effet, comme l'indique Georges Targalsky, en 1926 et en 1927, la première

(60) *Ibidem*, p. 4.

(61) *Ibidem*, p. 4.

(62) Georges Targalsky, "*Les plans polonais concernant l'éclatement de l'URSS, le mouvement Prométhée et le Caucase*", *op. cit.*, p. 4. (63) *Ibidem*, p. 4.

(64) *Ibidem*, p. 4.

(65) *Ibidem*, p. 4.

(66) *Ibidem*, p. 5.

(67) *Ibidem*, p. 6.

(68) *Ibidem*, p. 6.

(69) *Ibidem*, p. 6.

re section de l'état-major caucasien fut constituée et devait s'occuper de mobilisations et d'opérations (70). En août 1926, l'état-major prométhéen d'Ukraine fut formé, comprenant notamment une division "Organisation et mobilisation", une division "Espionnage et contre-espionnage", ainsi qu'une division "Propagande en Ukraine et parmi la diaspora" (71).

Au total, l'action prométhéenne, qui s'est déroulée jusqu'en 1939, a coûté environ un million et demi de zlotys par an, sans compter les salaires versés aux officiers contractuels, soit près de quatre cent mille dollars de l'époque versés à la fois par le Deuxième Département du mouvement et par le ministère polonais des Affaires étrangères (72).

Ainsi, au regard des développements que nous venons de consacrer à l'histoire et à l'action du mouvement Prométhée, nous pouvons considérer, à la différence de certains auteurs, que les menaces pesant sur la Russie soviétique autour de l'année 1927 n'étaient pas si imaginaires, mais bien réelles. Pilsudski, au beau milieu de son aveuglement russophile, s'est en effet totalement focalisé sur le devoir qu'il s'était auto-attribué, non seulement au nom de la survie et de la grandeur de la nation polonaise, mais aussi au nom de la civilisation tout entière. Tel que le fait remarquer Henry

Rollet, le maréchal n'avait pas de programme social ou économique, "*comme toujours, l'armée et la politique extérieure étaient l'objet de son intérêt presque exclusif*" (73).

Pilsudski ayant été résolument déterminé à disloquer la Russie bolchevique, nous sommes, en définitive, fondés à considérer que la perception des dirigeants soviétiques d'une éventuelle menace "polono-prométhéenne" était revêtue d'une certaine objectivité, infirmant la thèse redondante et simpliste du "mythe de l'encerclement capitaliste" découlant exclusivement des conclusions incomplètes livrées par les principaux "soviétologues" au sujet de la personnalité machiavélique du premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique.

Arslane Klioua

(Les intertitres sont de la rédaction.)

(70) Georges Targalsky, "*Les plans polonais concernant l'éclatement de l'URSS, le mouvement Prométhée et le Caucase*", *op. cit.*, p. 8.

(71) *Ibidem*, p. 8.

(72) *Ibidem*, p. 9.

(73) Henry Rollet, *La Pologne au XX^e siècle*, *op. cit.*, p. 207.



Josef Pilsudski (1867-1935).

Sultan Galiev

(Robert Landa)

L'article ci-après, traduit de l'historien russe Robert Landa — avec l'autorisation de l'auteur —, a été publié intégralement dans le numéro 8 (août 1999) de la revue d'histoire russe *Voprossy Istorii*.

Pour des raisons de longueur, nous n'avons traduit que la partie de l'article qui concerne la période postérieure à la révolution de février 1917.

Sultan Galiev, dirigeant communiste tatar, a joué un rôle très important dans la révolution et la guerre civile. Lors de la réunion de la fraction communiste du X^e Congrès des Soviets, en décembre 1922, il dénonce la politique chauvine et russificatrice des nationalités de Staline, que Lénine dénonce au même moment... mais dans un document qui restera secret jusqu'en 1956...

L'importance de son rôle est clairement illustrée par le fait que, pour s'en débarrasser, Staline convoquera une séance exceptionnelle du comité central et la commission centrale de contrôle, réunis du 9 au 13 juin 1923, dont le procès-verbal a été publié au lendemain de la chute de l'URSS, en 1992. Zinoviev dira plus tard que c'est en liquidant Sultan Galiev que "*Staline prit le goût du sang*".

Même si la formule est exagérée, elle souligne la place de Sultan Galiev, qui voulut entraîner les peuples musulmans colonisés et opprimés aux côtés de la Russie soviétique et de la classe ouvrière européenne contre l'impérialisme occidental.

“Libérer ces peuples du capital de l’Europe occidentale”

LA révolution de février 1917 avait surpris Sultan Galiev à Bakou, où il allait bientôt devenir l’un des fondateurs du journal local *Les Nouvelles des organisations sociales musulmanes*. Il avait participé au premier congrès des musulmans de Russie en avril 1917 à Moscou et avait été élu secrétaire du comité exécutif du Conseil des musulmans de Russie. Après quoi, il n’était pas revenu à Bakou, mais s’était rendu à Kazan, où, le 7 avril 1917, Mullanour Vakhitov (1885-1918), un ingénieur du bâtiment devenu un “marxiste fervent” durant ses études à Saint-Pétersbourg, avait regroupé les comités ouvriers constitués en février 1917 par les musulmans dans un “Comité socialiste musulman” unifié. Mais si Vakhitov avait “*le tempérament d’un meneur et d’un combattant né, ce n’était pas un théoricien*”. Sultan Galiev devint son suppléant, son ami et son compagnon d’idées. Bien entendu, cela n’eut pas lieu en un jour, car Sultan Galiev ne rejoignit les bolcheviks qu’en juin 1917, sous l’influence de Vakhitov, qui était, selon Bennigsen et Lemerrier-Quelquejay, “*une personnalité forte, appelée à diriger le communisme musulman*”. En réalité, tout cela fut sans doute beaucoup plus compliqué, car avant octobre 1917, il n’y avait pratiquement pas de Tatars parmi les bolcheviks de Kazan, et c’est

“à titre strictement personnel” que Vakhitov et Sultan Galiev avaient été invités à partir de juin 1917 aux sessions du comité du parti.

“Eux seuls ont su arrêter la guerre”

Naturellement, le Comité socialiste musulman, qui regroupait beaucoup d’anciens *djadids*, agissait indépendamment des bolcheviks, sur d’autres positions idéologiques et avec pour principal objectif “*la lutte contre le féodalisme et le traditionalisme musulman*”, “*pour la libération nationale des musulmans*” et “*pour la propagation du socialisme dans tout le monde musulman*”. Mais ce sont précisément ces “*idées politiques trop générales*”, proches, selon certains spécialistes de l’islam, des théories des “*modjahedin-i halk iraniens, à la fois marxistes et musulmans*”, qui ont pu faire adhérer à la cause de la révolution préparée par les bolcheviks les représentants des groupes sociaux les plus divers, issus de différents partis : socialistes-révolutionnaires, mencheviks, anarchistes, et même les “*anciens militants du mouvement musulman*”. En outre, on sait que le Comité socialiste musulman “*fut la première organisation politique tatare à revendiquer son attachement au*

marxisme". Mais c'est Sultan Galiev lui-même qui donnera, en décembre 1917, la meilleure explication du rapprochement ultérieur des socialistes musulmans avec les bolcheviks : "Ce qui m'attire chez eux, c'est l'amour de mon peuple, qui est une part de moi-même... Eux seuls ont su arrêter la guerre. Eux seuls cherchent à obtenir que les nationalités prennent elles-mêmes leur sort en main. Eux seuls ont démasqué ceux qui ont déclenché la guerre mondiale... Ils ont proclamé des choses qu'on n'avait jamais entendues dans toute l'histoire de l'Etat russe" (1).

En octobre 1917, Vakhitov et Sultan Galiev, qui éditèrent ensemble le journal *Kyzyl Bairak* ("Le Drapeau rouge") et qui "se complétaient merveilleusement", prirent une part active au "Comité militaire révolutionnaire" de Kazan et au renversement du gouvernement provisoire. Ils ont largement contribué à attirer la sympathie des ouvriers musulmans envers les bolcheviks et à guider les premiers pas de la Russie soviétique dans sa politique orientale. En particulier, peu de gens savent que la célèbre *Adresse à tous les musulmans de Russie et d'Orient* du 20 novembre (3 décembre) 1917 fut signée non seulement de Lénine, mais aussi de Vakhitov. En janvier 1918, Vakhitov présida le Collège militaire musulman central attaché au commissariat à la Guerre et le commissariat aux Affaires musulmanes attaché au commissariat russe aux Nationalités ; il mena ensuite ces deux fonctions avec celle de commissaire extraordinaire au Ravitaillement de la Volga et de commandant du 2^e bataillon tataro-bachkir, qui défendait la ville de Kazan contre les blancs. Il était secondé dans toutes ses activités par Sultan Galiev. Celui-ci était à la fois commissaire aux Affaires musulmanes, commissaire à l'Instruction et commissaire au Ravitaillement du gouvernement de Kazan, et il prit une part active à la formation des unités musulmanes de l'Armée rouge.

Après la mort de Vakhitov, en août 1918 (il fut fusillé par les blancs après avoir été fait prisonnier), Sultan Galiev endossa toutes ses responsabilités et joua un rôle important lors de la guerre civile

dans la région de la Volga et dans l'Oural. A l'âge de 26 ans, il devient président du commissariat musulman central près le commissariat aux Nationalités de la RSFSR, président du Collège militaire musulman central près le commissariat aux Affaires militaires et maritimes de la RSFSR et, plus tard, chef du comité fédéral agraire. En outre, à partir de 1921, il donne des cours à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient (2). A ce moment-là, il est le personnage politique le plus connu parmi les communistes tatars et le meilleur expert pour les problèmes musulmans de la Russie soviétique. Membre du collège du commissariat aux Nationalités, il dirigera en 1918-1921 le bureau central des organisations communistes des peuples orientaux auprès du comité central du Parti communiste russe bolchevique (PCR[b]).

Le Parti communiste musulman

En juin 1918, à Kazan, lors de la Conférence panrusse des communistes musulmans, fut créé le Parti communiste des musulmans de Russie, transformé au congrès de Moscou de novembre 1918 en section musulmane du Parti bolchevique. Le Parti communiste musulman était présidé par Sultan Galiev, qui le définissait comme "l'organe de tous les musulmans révolutionnaires qui reconnaissent plus ou moins le programme du PCR(b)". Sultan Galiev œuvrait également à la création d'une Armée rouge musulmane (composée essentiellement

(1) *Mir Sayid Sultan Galiev*, pp. 44, 51-52, A. Bennigsen, Ch. Lemerrier-Quellejey, *op. cit.*, pp. 65 à 67.

(2) L'Université communiste des travailleurs orientaux a été ouverte en octobre 1921 pour former les cadres des républiques soviétiques et des régions autonomes orientales. Elle a vu passer des représentants de 73 nationalités. Y ont enseigné A. A. Gouber, L. B. Krassine, A. V. Lounatcharski, M. N. Pokrovski, I. M. Reisner, etc. A. Avtorkhanov, *Imperija Kremlja* ("L'Empire du Kremlin"), Moscou 1991, pp. 53-58 ; *Azija i Afrika segodnja* ("L'Asie et l'Afrique aujourd'hui"), 1994, 1, p. 49 ; *Islamskij Vestnik* ("Le Messager de l'Islam"), 1992, 10, p. 21 ; A. Bennigsen, Ch. Lemerrier-Quellejey, *op. cit.*, pp. 79, 99 à 108.

de Tatars), qui devait constituer presque la moitié des forces armées bolcheviques. Elle devait s'appuyer sur la République soviétique tataro-bachkire, fondée en mars 1918 par Vakhitov et lui-même, et qui représentait la première expérience d'autonomie socialiste musulmane au sein de la Russie soviétique. A cela s'ajoutait la création de sections musulmanes du PCR(b) et de l'Union des jeunes musulmans socialistes. Par la suite (sur l'insistance de Staline, notamment), le congrès du PCR(b) de mars 1919 supprima toutes les organisations nationales dans le parti et Sultan Galiev devint alors président du bureau central du commissariat aux Affaires orientales, mais on continua longtemps de l'appeler dans la Volga et l'Oural "le président du Parti communiste musulman". C'est en tant que tel qu'il a mené, entre décembre 1918 et février 1919, des pourparlers avec le dirigeant de la Bachkirie autonome, Ahmet Zeki Validov (Velidi), afin de faciliter le passage des troupes autonomistes bachkires du côté des Soviétiques. Bien entendu, ce passage devait beaucoup à la politique hostile et bornée de Koltchak à l'égard des musulmans. Mais les qualités personnelles de Sultan Galiev y sont également pour quelque chose, notamment son attitude souple et bienveillante à l'égard de ses adversaires et son art d'inspirer la confiance et la compréhension. Ajoutons que Validov et lui étaient pratiquement du même pays et avaient été à l'école ensemble (3).

De mai à juin 1919, Sultan Galiev fut membre du conseil militaire révolutionnaire de la 2^e armée du front oriental. Il fit beaucoup pour renforcer l'esprit combatif des régiments et des divisions qui étaient composés pour une bonne partie de Tatars, Bachkirs, Tchouvaches et de représentants des peuples de la Volga, de l'Oural et de Sibérie (en majorité des musulmans). Cela contribua à améliorer la capacité de combat de l'armée. Ensuite, il travailla près de trois ans à Moscou, où il contribua largement à l'orientation de la politique du Parti bolchevique à l'égard des musulmans. Cette politique ne visait pas seulement à attirer les musulmans du côté du pouvoir soviétique, mais surtout à éviter la confrontation di-

recte avec eux, d'autant plus que la population musulmane de Russie était passée de 20 à 30 millions d'habitants entre 1910 et 1923, malgré les pertes de la guerre mondiale et de la guerre civile. Si cette force s'était rangée du côté des blancs, elle aurait été décisive pour l'issue du combat. Cela fut évité grâce à la souplesse exceptionnelle de la politique du PCR(b), dont le programme prescrivait alors nettement : "Il faut être très prudent et très attentif à l'égard des survivances des sentiments nationaux." Cette prudence et cette attention ne pouvaient être le fait que de gens comme Vakhitov et Sultan Galiev, parce que, d'une part, c'étaient des internationalistes, et que, d'autre part, ils connaissaient la culture et les coutumes de leurs peuples. "Il n'y a pour moi ni Russes, ni Tatars, ni Chinois", écrivait Sultan Galiev dès 1917, tout en soulignant le fait que les Tatars et les musulmans étaient "les plus opprimés et les plus bafoués". Il appelait les musulmans à prendre les armes contre "le capitalisme de la bourgeoisie russe et étrangère", mais il se prononçait en même temps pour "la libre autodétermination des nationalités" et contre les démagogues et les extrémistes de gauche, qui niaient ce principe au sein du Parti bolchevique (4).

"Votre sort est entre vos mains"

Sultan Galiev ne s'écartait pas du principe politique qu'il fallait réaliser les mots d'ordre de l'Adresse à tous les travailleurs musulmans de Russie et d'Orient : "Soyez vous-mêmes les maîtres de votre pays ! Organisez vous-

(3) Zaki Validi Togan, *Vospominanija. Bor'ba musul'man Turkestana i drugix vostochnyx tjurok za nacional'noe suscestvovanie i kul'turu* ("Souvenirs. Le combat des musulmans du Turkestan et des autres Turcs orientaux pour leur existence nationale et leur culture"), Moscou 1997, pp. 190 à 197 ; *Tajny nacional'noj politiki CK RKP* ("Les secrets de la politique nationale du comité central du PCR"), p. 48 ; N. Vert, *Istorija sovetskogo gosudarstva* ("Histoire de l'Etat soviétique"), Moscou 1992, pp. 166-167.

(4) A. Avtorkhanov, *op. cit.*, pp. 53, 58 ; *Mir Sayid Sultan Galiev*, pp. 12-13, 48, 70 à 80.

mêmes votre vie à votre image ! Vous en avez le droit, car votre sort est en vos mains !” Conformément à ces mots d’ordre, en décembre 1917, à Petrograd, le congrès des musulmans se vit restituer un Coran qui avait appartenu au calife Osman et avait été saisi en son temps par le gouvernement tsariste, puis, en janvier 1918, la mosquée du Caravansérail fut restituée aux Bachkirs d’Orenbourg et la tour de Sioumbeki aux Tatars de Kazan. En outre, la publication par le gouvernement de la Russie soviétique au début de 1918 des traités secrets du tsar concernant le sort des musulmans de l’Empire ottoman renforça considérablement le prestige du gouvernement de Lénine aux yeux des musulmans de Russie.

“Oui au pouvoir soviétique, oui à la charia !”

En juin 1918, le commissariat aux Nationalités constitua des commissariats musulmans spéciaux dans les gouvernements de Russie et en Asie centrale. Les bolcheviks apportèrent leur soutien à des congrès musulmans où des athées révolutionnaires côtoyaient des mollahs et lançaient avec eux le mot d’ordre de *“Foi, liberté et indépendance nationale”*. Bien souvent, la propagande des bolcheviks n’hésitait pas à dire que le communisme et la charia ne se contredisaient pas, mais se complétaient. Aussi, une partie des chefs spirituels musulmans lancèrent-ils le mot d’ordre : *“Oui au pouvoir soviétique, oui à la charia !”*

Tous ces éléments ont dû peser dans la balance, aussi bien pour Validov, quand il signa, en février 1919, un traité avec Moscou qui mettait à la disposition du pouvoir soviétique 2 000 combattants bachkirs et créait une Bachkirie autonome, que pour Baïtoursoun, le chef de l’Alash-Orda des Kazakhs, lorsqu’il s’accorda avec Moscou au sujet d’une *“direction provisoire”* du Kazakhstan lors des pourparlers de mars-juin 1919. Selon les historiens occidentaux, ces accords eurent des conséquences *“catastrophiques pour les blancs”* (5).

Tout cela aurait-il été possible s’il ne s’était pas trouvé parmi les bolcheviks des gens comme Vakhitov et Sultan Galiev, qui connaissaient et comprenaient parfaitement non seulement la nature de la *“question musulmane”* dans la Russie d’alors, mais aussi son histoire, ses difficultés, ses embûches, la culture et la psychologie des musulmans, les lois écrites et les règles tacites de leur vie sociale et politique ? Il est clair que non.

C’était tellement clair que, encore en 1921, Staline lui-même, le commissaire aux Nationalités, devait soutenir ceux qu’on appelait alors les *“chariatistes soviétiques”*, qui avaient déjà sélectionné une série de leaders et de théoriciens comme Babakhan au Turkestan, Rassoulov au Tatarstan, Tarko-Hadji au Daghestan, Ali Mitaïev et Sougaïp-Mulla en Tchétchénie et Katkakhonov chez les Kabardes.

Et même plus tard, lorsqu’une nouvelle vague de rébellion musulmane s’abattit sur le Caucase du Nord, la Tatarie, Boukhara et le Khorezm, que le congrès musulman du Turkestan d’avril 1922 à Samarcande proclama solennellement la République indépendante du Turkestan avec le rétablissement de la charia, les bolcheviks firent de nouvelles concessions en remettant en service en mai 1922 les tribunaux de la charia qui avaient été supprimés en Asie centrale, en restituant les biens confisqués aux mosquées et aux écoles coraniques, en rétablissant l’administration des waqfs (6), le vendredi férié au lieu du dimanche, l’élection des imams, etc.

En décembre 1923, fut même organisée une conférence des mollahs sous le mot d’ordre : *“Le pouvoir soviétique n’est pas contradictoire avec l’islam.”*

Et cela continua ainsi jusque vers la fin des années vingt (7).

(5) A. Avtorkhanov, *op. cit.*, p. 54 ; *Dokumenty vnesnej politiki SSSR* (“Documents de la politique extérieure de l’URSS”), tome I, Moscou 1957, pp. 34-35.

(6) Propriétés des fondations religieuses.

(7) *Azija i Afrika segodnja* (“L’Asie et l’Afrique aujourd’hui”), 1994, 1, p. 50 ; *Mir Sayid Sultan Galiev*, pp. 143-149 ; A. Bennigsen, Ch. Lemerrier-Quelquejay, *op. cit.*, pp. 87-88.

Autre chose est de savoir à quel point les dirigeants bolcheviques étaient sincères dans leurs sympathies en faveur de l'islam et de la charia. La plupart, une fois que la victoire fut assurée, ont brusquement modifié cette position de tolérance et de concorde si étrangère aux athées. *“Les mesures prises par l'Etat soviétique à l'égard de l'islam et de ses organisations n'étaient pas des concessions, mais une tactique du parti”*, reconnu par la suite le secrétaire du comité central du PC ouzbek, Akmal Ikramov, qui fut lui-même liquidé dans les années 1930 pour *“national-révisionnisme”*. Mais peut-être, en effet, aurait-il mieux valu faire des concessions que de tromper les gens ? L'histoire n'aime pas être bousculée et elle se venge cruellement de toute tentative de l'accélérer artificiellement, ce que nous avons vérifié plus d'une fois à nos dépens...

“Un principe fondamental”

Pour Sultan Galiev, la politique de tolérance et de concorde n'était pas une ruse tactique, mais un principe fondamental. Profondément attaché à son peuple, il réagissait à toute modification de la situation (et dans les années de la révolution, cela se produisait tous les jours, ce qui obligeait à généraliser immédiatement toutes les expériences nouvelles) et il était convaincu qu'une attitude prudente et respectueuse des coutumes nationales et des traditions religieuses, des particularités culturelles, sociales et spirituelles était la seule chance pour que ces peuples d'Orient acceptent le socialisme comme enseignement et guide pour l'action. Il stigmatisait *“la méconnaissance de l'Orient, ainsi que la peur qu'elle suscite”*. Il exigeait qu'on prête attention au fait que l'islam est considéré par les musulmans eux-mêmes comme *“une religion opprimée qui cherche à se défendre”*.

Aussi faut-il bien comprendre que cette religion, qui est *“la plus récente”* et donc *“la plus influente”*, recèle beaucoup de principes *“qui revêtent un caractère tout à fait positif”*, y compris *“le*

refus de la propriété privée sur la terre, l'eau et la forêt”.

Les convictions de Sultan Galiev devaient tôt ou tard entrer en contradiction avec le centralisme autoritaire et la violence bureaucratique que manifestait Staline dans tous les domaines, et notamment sur la question nationale. L'orientaliste français J. Berque se trompe lorsqu'il explique que c'est l'obsession soviétique *“des schémas industriels et des lieux communs”* qui fit rejeter l'idée de Sultan Galiev de *“fonder la diffusion du marxisme parmi les peuples de la steppe sur le mode de vie tatar”*, qu'il comprenait *« comme une “forme” de contenu socialiste »*. Bien sûr, il y avait un peu de cette attitude envers une pensée originale de la part de gens dogmatiques et tout simplement incultes. Mais l'essentiel n'est pas là. On aurait pu faire reculer le dogmatisme, l'étroitesse d'esprit et l'inculture. On avait bien su le faire entre 1917 et 1921, même au prix de beaucoup d'erreurs et d'occasions manquées ! Mais en 1922-1923, lorsque débuta ce qu'on allait bientôt appeler *“l'affaire Sultan Galiev”*, puis *“la lutte contre la clique de Sultan Galiev”*, le processus de dégénérescence d'une fraction de l'élite dirigeante du parti en bureaucratie commençait à prendre de l'ampleur, avec toutes les conséquences qui en découleraient.

“Utiliser la puissante haine de classe et de nation qu'éprouve l'Orient...”

Ce n'est pas seulement avec Staline que Sultan Galiev avait des désaccords, mais avec bien d'autres dirigeants soviétiques (N. Krestinski, Kh. Peters, E. Preobrajenski). Ils étaient contre sa politique de concessions, *“excessives”* selon eux, aux minorités nationales, contre la création de territoires autonomes, craignant que cela ne mine l'unité de la RSFSR. Comme beaucoup d'autres dirigeants du PCR(b), ils ne comprenaient pas ce qu'il voulait dire

lorsqu'il demandait qu'on "accorde la plus grande attention (...) à l'Orient (...) et en particulier aux pays musulmans", afin de "favoriser au plus vite l'émergence des Tatars, des Bachkirs, des Kirghizes et des musulmans du Turkestan et du Caucase". Il rêvait d'"armer et d'unir ces peuples", et de les emmener "à travers l'Iran et l'Afghanistan (...) en Turquie, dans les pays arabes et en Inde, pour les libérer du capital de l'Europe occidentale". Malgré tout ce qu'il y avait d'utopique dans ce mot d'ordre typique d'un révolutionnaire de 1919, il avait sans doute raison d'affirmer : "Tant que l'impérialisme international contrôle l'Orient comme une colonie où il règne en maître absolu sur toutes les ressources naturelles, il est assuré de sortir vainqueur sur le terrain économique de tous ses conflits particuliers avec les masses ouvrières des métropoles". En réalité, s'il tenait tant à résoudre "la question orientale", c'était aussi pour priver la bourgeoisie occidentale de cette possibilité d'"utiliser la puissante haine de classe et de nation qu'éprouve l'Orient pour l'Occident" dans le but d'opprimer les ouvriers d'Europe.

Mais Sultan Galiev n'était pas compris de ses camarades de parti, qui étaient restés en majorité (y compris Lénine et Trotsky) des "occidentalistes", qui attendaient avec impatience la victoire de la révolution en Europe. Ils le considéraient encore moins et le considéraient même avec beaucoup de méfiance quand il trouvait à l'islam des aspects positifs comme "l'instruction obligatoire" (dans la sentence du prophète : "Aie soif de connaissance du berceau à la tombe !"), "l'obligation du travail et de l'industrie", "l'obligation faite aux parents d'éduquer leurs enfants jusqu'à leur majorité", "l'autorisation du mariage civil", "le refus des superstitions, l'interdiction de la magie, des jeux de hasard, du luxe, de la prodigalité, de la concussion, de l'anthropophagie, de se vêtir d'or et de soie, et de consommer des boissons alcoolisées", sans oublier l'existence d'un système d'impôt progressif et d'un Code de la famille et de l'héritage (8).

A la veille du XII^e Congrès du PCR(b), un document attribué aux leaders de la fraction "centralisme démocratique" fut distribué à certains des participants. Les auteurs réclamaient carrément qu'on "liquide le monopole des communistes sur les postes de responsabilité, que la carte d'adhérent cesse de servir de brevet et qu'on réduise ainsi la pollution du parti par le carriérisme, le conformisme et l'esprit petit-bourgeois dans ses rangs". Ils demandaient ouvertement qu'on écarte de la direction "un ou deux des responsables du groupe dirigeant les plus fractionnistes (ceux qui pourrissent le plus l'atmosphère du parti et qui favorisaient le plus le développement de la bureaucratie en se cachant derrière une phraséologie hypocrite), à savoir Zinoviev, Staline et Kamenev". Malgré cela, le groupe incriminé, et notamment Staline, qui contrôlait l'appareil politique depuis 1922 en sa qualité de secrétaire général, obtint que 83 % des délégués au XII^e Congrès soient des permanents liés à l'appareil. Ainsi, dès 1923, Staline pouvait pratiquement imposer au parti tout ce qu'il voulait.

Sultan Galiev devient dangereux pour Staline

Sultan Galiev, qui ne s'intéressait pas aux intrigues du pouvoir, mais au travail, à la révolution et à ses objectifs, commença alors à polémiquer avec Staline. Avant, celui-ci avait besoin de lui, parce qu'il assurait une mise en œuvre habile, souple et intelligente de la politique proclamée en 1917 par le Parti bolchevique sur la question nationale et la question religieuse. Mais le secrétaire général Staline n'avait plus besoin de militants courageux, de penseurs originaux, mais

(8) A. Ikramov, *Izbrannye trudy* ("Œuvres choisies"), tome 3, Tachkent 1972-1974, p. 301 ; *Mir Sayid Sultan Galiev*, pp. 86-87, 92-93, 132 à 134 ; *Tajny nacional'noj politiki CK RKP* ("Les secrets de la politique nationale du comité central du PCR"), pp. 5-6 ; J. Berque, *Dépossession du monde*, 1964, p. 141.

d'employés obéissants et d'exécuteurs aveugles. C'est pourquoi le conflit entre le futur "Père des peuples" et le véritable connaisseur des problèmes nationaux était inévitable. Sultan Galiev était irremplaçable quand il fallait conquérir la confiance des peuples d'Orient, attirer les musulmans du côté du pouvoir soviétique, casser la première vague de nationalisme et le mouvement des basmatchis en Crimée, en Asie centrale, au Caucase et dans la Volga. Mais le Sultan Galiev qui aspirait à poursuivre sérieusement la politique démocratique de respect des droits et des particularités nationales, de reconnaissance du rôle de l'islam et des cultures locales, d'autodétermination et d'autogestion, non pas en paroles, mais en actes, celui-là n'était plus utile, mais dangereux pour Staline.

Dès septembre 1920, il se vit refuser de participer au congrès des peuples d'Orient à Bakou. Sachant quels postes il occupait alors, cela ne pouvait signifier qu'une chose : son point de vue commençait à s'écarter de la ligne de son supérieur immédiat, Staline. Ses relations avec celui-ci, écrit B. Sultanbekov, *"passèrent par différentes étapes, depuis une indubitable confiance du guide envers son talentueux collaborateur (...) jusqu'à la haine personnelle et même le refus de le saluer et de lui serrer la main"*. Comme Staline, Zinoviev, qui avait présidé le congrès de Bakou, et d'autres "occidentalistes" de la direction du PCR(b) ne voulaient pas non plus *"provoquer le commencement de la grande lutte émancipatrice des peuples opprimés d'Orient"*. Redoutant le panislamisme et le panturkisme (au congrès étaient présents Enver Pacha, Djemal Pacha et d'autres panturkistes connus, qui essayaient de parvenir à leurs fins en faisant momentanément bloc avec les bolcheviks), les dirigeants du congrès de Bakou obtinrent, contre l'avis de Sultan Galiev, la reconnaissance par les délégués de la "priorité" de la révolution en Occident. Il est caractéristique que Validov (qui était alors encore président du comité révolutionnaire bachkire et membre du comité exécutif de la RSFSR) ait pu participer au travail du congrès illégalement, échappant depuis

1920 à la surveillance, et qu'il ait ensuite accusé Zinoviev et Radek de s'être conduits à Bakou avec les représentants de l'Orient *"comme des commissaires avec les masses obscures des congrès paysans"* et de leur avoir imposé *"les décisions dictées par Moscou"*. C'est cette incompréhension des orientations de Sultan Galiev qui causera plus tard les revers du Comintern en Orient et ceux des bolcheviks en Asie centrale dans leur lutte interminable contre les basmatchis (dirigés par Enver Pacha et Validov) et dans le Caucase du Nord contre les partisans musulmans.

Aucune distinction "entre enfants légitimes et illégitimes"

Lors de la préparation du traité de l'Union en 1922, Sultan Galiev fut l'un des premiers à critiquer sévèrement le projet de Staline d'"autonomisation". Au cours d'une réunion de fraction du PCR(b) au X^e Congrès panrusse des soviets de décembre 1922, il parla de l'erreur que commettait Staline en proposant des formes de regroupement des républiques en une unique Union et surtout en préconisant une répartition *"des républiques soviétiques en nationalités qui auraient le droit de participer au comité exécutif de l'Union et en nationalités qui n'en auraient pas le droit"*. Selon lui, il fallait en finir avec cette *"distinction entre enfants légitimes et illégitimes"*, et il citait à ce sujet l'exemple du Turkestan "autonome", qui n'aurait pas atteint, selon Staline, le niveau de la Géorgie digne de l'Union, mais qui avait un territoire, une population et une situation politique et stratégique beaucoup plus importants. Il est curieux de constater à quel point Sultan Galiev avait envisagé les contradictions et les frictions qui remontent aujourd'hui à la surface, soixante-dix ans plus tard, et qui engendrent des conflits sanglants au Karabakh, en Abkhazie, en Ossétie du Sud et dans d'autres régions. Mais Staline expliqua dans sa réponse que les positions de Sultan Galiev *"savaient (...) le mouvement révolutionnaire d'unification"* et n'allait

pas au-delà de *“l’orgueil de certains commissaires de certaines républiques autonomes, qui nous rebattent les oreilles avec cette autonomie”*. Pour enfoncer le clou, il fit également intervenir Sayid Galiev, un compatriote de Sultan Galiev, que celui-ci avait fait rappeler de Tatarie pour ses erreurs dans la politique de redistribution. A l’encontre de Sultan Galiev, Sayid Galiev alla jusqu’à affirmer qu’*“il n’y avait aucune différence entre la République de Crimée ou la République tatare et le gouvernement de Toula sur ce plan”* (9) (c’est-à-dire quant à leur statut au sein de la future Union — R. L.).

Fondamentalement, Sultan Galiev défendait à peu près le même point de vue que Lénine, qui avait fait remarquer à la même époque, en décembre 1922 : *« Apparemment, toute cette lubie d’“autonomisation” n’est ni judicieuse et ni opportune. »* Naturellement, Staline ne trouvait pas utile de combattre ouvertement Lénine. Mais en s’attaquant à Sultan Galiev, il avait décidé de mettre en garde et d’effrayer tous ses éventuels rivaux. D’autant que son opposant infatigable n’avait pas l’intention de renoncer à ses principes. Le 25 avril 1923, dans la commission du XII^e Congrès du PCR(b) consacrée à la question nationale, celui-ci déclara à nouveau que *“la façon de poser la question que propose le camarade Staline ne permet pas de résoudre la question nationale et nous serons obligés d’y revenir si nous ne la traitons pas à fond”*. Les décennies suivantes et la dure réalité de la période actuelle confirment totalement la justesse de ces paroles, ainsi que de celles-ci : *“On ne peut pas dire que telle nationalité est mûre pour mériter l’autonomie et que telle autre ne l’est pas... Si on raisonne comme ça, on n’ira pas loin.”*

Staline commence à prendre des mesures

Mais c’est alors, après le XII^e Congrès, que Staline commença à prendre des mesures pour neutraliser ses opposants. Les plus connus d’entre eux (Ch. Rakovski, B. Mdivani) furent mutés dans la diplo-

matie (c’est-à-dire placés en exil honorifique). Avec Sultan Galiev, le secrétaire général procéda autrement. *“Staline, écrit Antonov-Ovseenko, frappa sans prévenir. Il ordonna au Guépéou de mettre Sultan Galiev sous surveillance spéciale, avec filature, contrôle du courrier et écoute téléphonique.”* Ne se doutant de rien, le membre du collège du commissariat aux Nationalités continua à faire connaître la lettre de Lénine sur l’*“autonomisation”* et la résolution du XII^e Congrès, qui parlait non pas d’un grave danger de *“déviation nationaliste”*, comme l’avait exigé Staline, mais de *déviation de grande puissance*, comme l’avait dénoncé Sultan Galiev au congrès, quand il déclarait que beaucoup cachaient leur chauvinisme de grande puissance derrière *“la lutte contre le nationalisme local”* (ce qui visait indirectement Staline). Certaines lettres de Sultan Galiev de l’époque (par exemple, celle adressée le 9 avril 1923 au commissaire à la Justice de Crimée, I. K. Firdevs) se terminent par les mots : *“A brûler.”* A ce moment-là, il se savait déjà surveillé (10).

Le 4 mai 1923, la commission de contrôle du PCR(b) examina l’affaire Sultan Galiev, décida de l’exclure comme *“élément antiparti et antisoviétique”*, le destitua de toutes ses fonctions et transmit son *“affaire”* au GPU. Bientôt, il fut arrêté sous l’accusation de constitution d’une organisation nationaliste agissant contre la direction du parti et de l’Etat. L’accusation se fondait sur des lettres confidentielles interceptées par le Guépéou et adressées à un grand nombre de dirigeants de Tatarie, Bachkirie et de Crimée qui partageaient ses vues, pour leur demander de défendre

(9) N. Vert, *op. cit.*, p. 167 ; *Voprosy istorii KPSS* (“Questions d’histoire du PCUS”), 1991, 1, p. 53 ; Zaki Validi Togan, *op. cit.*, pp. 256-268 ; *Nesostojavijisja jubilej* (“La commémoration impossible”), Moscou 1992, pp. 157 à 167 ; *Tajny nacional’noj politiki CK RKP* (“Les secrets de la politique nationale du comité central du PCR”), p. 5.

(10) A. A. Antonov-Ovseenko, *Stalin bez maski* (“Staline sans masque”), Moscou 1990, p. 40 ; V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, tome 45, p. 356 ; *Mir Sayid Sultan Galiev*, pp. 323 à 331 ; *Nesostojavijisja jubilej* (“La commémoration impossible”), pp. 205 à 207.

ses positions dans les réunions du parti et au sein des organes soviétiques. Il fut également accusé de soutenir la renaissance des anciennes colonies tatares sur la Volga et pour ses interventions au cours de ses voyages en Crimée, Kalmoukie, Tatarie et Bachkirie. L'accusation la plus "terrible" fut d'avoir été en relation avec Validov, qui se trouvait alors dans les rangs des basmatchis. Dans ses déclarations au Guépéou et dans une lettre au bureau politique, Sultan Galiev rejeta toutes les accusations portées contre lui, mais ne nia pas d'avoir essayé d'entrer en relation avec Validov (par l'intermédiaire d'un Bachkir, le commissaire du peuple A. Adigamov) dans le seul but d'agir sur lui comme il l'avait fait en 1919 lors des pourparlers sur le passage des formations bachkires du côté du pouvoir soviétique.

Il faut dire que, à l'époque, tout ce qui tournait autour de Validov suscitait la fureur non seulement de Staline, mais des autres dirigeants du parti. Une personnalité musulmane d'une telle importance et avec une telle autorité, qui avait réussi à échapper au Guépéou et à réapparaître à Bakou, puis en Asie centrale, après avoir déambulé secrètement sur le territoire soviétique, en savait trop. Dans ses Mémoires, il écrira que Staline "aimait se moquer des Tatares et des Caucasiens qui travaillaient sous ses ordres" et que, à propos des réfugiés russes et polonais en Bachkirie, celui-ci avait proposé à Validov (alors chef du comité révolutionnaire de Bachkirie) : "Exterminez donc tout simplement ces gens, et il n'y aura aucun problème." Validov, qui a une bonne opinion de Sultan Galiev, de Trotsky et de Frounzé, est très critique à l'égard de la plupart des dirigeants soviétiques, et en particulier de Staline, qui avait des conversations provocatrices avec lui, "accusait les Russes de chauvinisme et les insultait". Dans une lettre du 12 septembre 1920 adressée à plusieurs membres du comité central, Validov écrivait que Staline l'avait trompé et qu'il craignait ce "dictateur fourbe et masqué qui jouait avec les gens, avec leur volonté". Par la suite, Staline tenta plusieurs fois de le faire revenir à Moscou, y compris par la flatte-

rie, lui disant qu'il était "beaucoup plus intelligent que Sultan Galiev et plus énergique", que c'était "un homme fort, hors du commun, avec du caractère, de la volonté, un homme de terrain", qui avait montré qu'il était "capable de faire une armée avec des basmatchis".

Il n'y avait là aucune sincérité de la part de Staline. Simplement, Sultan Galiev était déjà entre ses mains, pas Validov. Sachant parfaitement la valeur réelle de l'un et de l'autre, Staline, si jamais il estimait Validov plus que Sultan Galiev, c'était de ne pas lui faire confiance, à lui, Staline, qui ne faisait confiance à personne. En revanche, la position plus franche, plus rigoureuse et plus honnête de Sultan Galiev ne pouvait lui inspirer aucun respect, car, selon ses propres critères, ces gens-là n'avaient rien à faire dans la politique.

D'ailleurs, Sultan Galiev, dans sa lettre du 23 mai 1923 adressée de sa prison aux membres de la commission de contrôle du parti, écrivait qu'il cherchait à prouver à Validov le caractère pernicieux du mouvement basmatchi et le caractérisait comme un "autodidacte" de talent qui, "si nous ne l'avions pas repoussé, serait l'un des plus honnêtes militants du Parti communiste de l'Orient". Loin de désavouer son vieil ami, Mir Sayid Sultan Galiev se critiquait lui-même de n'avoir pas tout fait pour le retenir au PCR(b) (11).

Après l'arrestation de Sultan Galiev, certains dirigeants de Tatarie prirent sa défense en adressant une lettre au bureau politique et au secrétariat du comité central. Mais Staline s'efforça jusqu'au bout de retourner la situation en sa faveur. Lors de la session élargie du comité central des 9-12 juin, avec la participation des cadres des républiques nationales, fut mis à l'ordre du jour le rapport du président de la commission de contrôle, V. Kouïbychev, sur "l'activité antiparti et antiétatique de Sultan Galiev". Il est vrai que, tout comme Kamenev, qui présidait la conférence et qui agissait alors avec Staline, et le représentant des cadres de Tatarie, Ibrahimov, Kouïbychev reconnaissait les mérites révolutionnaires et l'autorité de Sultan Galiev, mais on parlait déjà de "sultan-galiévisme".

me”, de “*déviaton nationale menant à la trahison*” et on faisait passer pour du bolchevisme l’exclusion de 300 “*déviatonnistes*” du parti. Pour complaire à Staline, D. Manouïlski rejeta toute existence d’un quelconque chauvinisme de grande puissance, ne voyant de danger que dans “*l’effervescence nationale*” dans les régions. Il fut secondé par Sayid Galiev, qui stigmatisa le “*nationalisme naturel*” dans les républiques et expliqua au sujet de la lettre de Lénine au congrès (qui portait un jugement négatif sur Staline) qu’elle “*ne représentait strictement rien*”.

Cependant, Staline n’avait pas encore installé sa dictature, même s’il en avait jeté les fondements. C’est pourquoi il ne réussit pas cette fois-là à obtenir tout ce qu’il voulait. Sultan Galiev n’était pas encore totalement isolé dans le parti. De nombreux bolcheviks des républiques nationales partageaient son point de vue, non seulement parmi les musulmans, mais également en Géorgie ou en Ukraine.

“Des erreurs fatales dans la question nationale”

Lors du XII^e Congrès, Ch. Rakovski, qui était alors à la tête du gouvernement d’Ukraine, déclara que le parti commettait, en l’absence de Lénine, “*des erreurs fatales dans la question nationale*” et que cette question “*augur(ait) d’une guerre civile, si nous ne l’abordons pas avec le tact et la compréhension nécessaires*”. Il attira l’attention sur le “*sentiment d’égalité qui a imprégné beaucoup plus profondément que nous le pensons les nationalités opprimées durant des siècles par le régime tsariste*”. Aussi proposa-t-il de “*retirer aux commissariats de l’Union les neuf dixièmes des droits et de les transférer aux républiques nationales*”.

A la conférence des 9-12 juin, beaucoup défendirent des positions analogues et se prononcèrent personnellement en faveur de Sultan Galiev. N. Skrypnik, le dirigeant des communistes d’Ukraine, déclara carrément : “*Je crains que la fa-*

çon d’aborder l’affaire Sultan Galiev dans cette conférence ne nous fasse pas avancer d’un pouce.” Trotsky, qui connaissait bien Sultan Galiev pour avoir travaillé avec lui sur le front oriental en 1918-1919, acquiesça : “*Tout à fait exact !*” Mais il n’ajouta rien, car il sous-estimait manifestement la possibilité de combattre Staline quand cela pouvait encore avoir un résultat.

Frounzé condamna la manœuvre de Staline dans son rapport à la commission de contrôle et sa tentative de grossir artificiellement “l’affaire Sultan Galiev” au détriment de la lutte contre le chauvinisme de grande puissance et d’une aide réelle à la renaissance des peuples d’Orient. Il faut croire que Frounzé, un Moldave qui était né et avait fait ses études en Kirghizie, qui avait fait ses armes au Turkestan, à Boukhara, à Khiva et en Crimée, qui avait été en 1920-1924 l’un des dirigeants de l’Ukraine et avait travaillé trois mois en Turquie, avait une certaine expérience des problèmes de l’Orient. Et cela le plaçait nécessairement du côté de Sultan Galiev et contre Staline, de même que le leader ouzbek Ikramov et le président du commissariat aux Nationalités du Turkestan, Tourar Ryskoulov. Ikramov parlait de la façon bureaucratique dont le comité central gérait, à coups de circulaires, la propagande dans les nationalités, du grand nombre de questions politiques non résolues au sujet desquelles personne n’osait s’adresser à Staline, de peur d’être arrêté et fusillé. Ainsi, fut abordée pour la première fois en 1923, encore du vivant de Lénine, la question des répressions de Staline, dont furent victimes par la suite tous ceux qui étaient intervenus contre lui à la conférence des 9-12 juin, et en particulier celui qui en avait parlé le premier, Ikramov. Cela concerne aussi T. Ryskoulov, qui avait dévoilé à la conférence la lettre que lui avait envoyée Sultan Galiev pour lui demander de le soutenir et de défendre une politique nationale raisonnable dans les régions périphériques.

Malheureusement, la réponse a été d’expulser du parti tous les participants à “l’affaire Sultan Galiev”, y compris ceux qui avaient simplement refusé de le

considérer comme un “contre-révolutionnaire”.

Il est caractéristique que les matériaux de la conférence de juin 1923 furent aussitôt mis à l’index, sauf pour quelques dirigeants de l’appareil. Il y avait quelque chose à cacher. Antonov-Ovseenko a raison de considérer que toute cette “affaire” fut *“une provocation politique menée par Staline de façon très professionnelle”* et dont l’objectif était de *“préciser le rapport des forces”*. Staline ne pouvait pas encore obtenir tout ce qu’il voulait, mais il sut en préparer les conditions : par la suite, tous ceux qui, d’une manière ou d’une autre, n’avaient pas soutenu sa ligne contre Sultan Galiev furent liquidés dans les années 1920-1930 (sauf Frounzé, qui mourut au cours d’une opération chirurgicale, dans des conditions douteuses) (12).

“Un véritable tournant dans les relations avec l’Orient”

Le 14 juin 1923, Sultan Galiev fut libéré sur proposition de R. Menjinski (alors chef de la direction des opérations secrètes du Guépéou), qui démentit les informations sur le prétendu soutien de Sultan Galiev aux basmatchis. Mais, après cela, Staline fit tout pour que la demande de réintégration de Sultan Galiev soit repoussée. Pour lui, cette “affaire” n’était pas terminée. Elle ne faisait que commencer. Il avait intérêt à affirmer que Sultan Galiev *“était passé du camp des communistes au camp des basmatchis”*.

On peut imaginer ce qu’a pu éprouver Sultan Galiev dans les années suivantes, écarté de toute activité, calomnié, privé de la possibilité de mettre en œuvre ses énormes connaissances et son grand talent. Son “affaire” constitua un véritable tournant dans les relations de l’URSS et du Comintern avec l’Orient. Ce fut le règne des calculs grossiers et des partis-pris dogmatiques. Les possibilités de prendre en compte les réalités de l’Orient, et notamment de l’islam, restèrent lettre morte. C’est aujourd’hui que cela apparaît clairement. En fait, le point

de vue de Sultan Galiev était partagé dans les années 1920-1930 par des personnalités du Comintern comme Manabendra Nath Roy en Inde, Sultan Zade en Iran, T. Malacca en Indonésie et, dans les années 1960-1970, par des acteurs célèbres du mouvement de libération nationale comme Ben Bella et Boumédiène en Algérie, ou Chariati en Iran. Et cela ne vient pas seulement de son art d’intégrer dans ses conceptions théoriques les conditions particulières de l’Orient, notamment le mode de vie et la psychologie des paysans (ce qui séduisait particulièrement Ben Bella), mais surtout de sa compréhension du rôle de l’islam dans la transformation révolutionnaire de la société. On ne peut que se ranger au jugement de Muhamediarov : *“L’analyse de Sultan Galiev s’est avérée de ce point de vue si profonde et si précise que son rôle n’apparaît que maintenant dans toute son ampleur.”*

Une nouvelle affaire fabriquée

Mais, après 1923, le grand théoricien, publiciste et écrivain fut réduit à travailler comme consultant de la “Société de chasse”, on ne lui permit de s’adonner ni à la littérature ni à la traduction. Sa famille fut persécutée, et ceux qui l’aidaient étaient accusés de *“soutenir un contre-révolutionnaire”*.

Les persécutions s’abattirent sur ses frères, ses filles Rassida et Goulnar, son fils Mourat. Fatima Erzina, qu’il avait épousée en secondes noces en 1918, mourut en camp. Seuls quelques-uns de ses parents réussirent à survivre, son frère Farit et sa sœur Zouleïkha, qui purent témoigner de sa vie. On a l’impression que, dans les années 1920-1930, Staline et ses partisans s’efforcèrent non seulement de se débarrasser de la personne de

(12) A. A. Antonov-Ovseenko, *op. cit.*, pp. 40-43 ; *XII s’ezd RKP(b)*. (“Le XII^e Congrès du PCR[b]”), compte rendu sténographique, Moscou 1968, pp. 576 à 582 ; V. Rogovin, *Byla li al’ternativa ?* (“Y avait-il une alternative ?”), Moscou 1992, pp. 93-94 ; *Tajny nacional’noj politiki CK RKP* (“Les secrets de la politique nationale du comité central du PCR”), pp. 14 et 274.

Sultan Galiev, mais d'empêcher toute information publique à son sujet et même toute mention de son nom.

Plus tard, Mir Sayid Sultan Galiev connut un sort encore plus tragique. Staline, qui avait dénoncé dès 1923 ses partisans comme "*national-déviationsnistes*", lança en 1927, aussitôt son pouvoir affermi, une campagne de répression contre eux et tous ceux qu'on pouvait leur assimiler. En 1928, il fabriqua une nouvelle "affaire Sultan Galiev" en lui collant l'accusation totalement non fondée de liaison avec l'organisation des nationalistes de Crimée, Milli-Firka. Cette organisation n'existait déjà plus en Crimée. Mais eut le malheur d'en faire partie Veli Ibrahim (Ibrahimov), ancien typographe du journal d'Ismail Gasprinski *Tercüman* et député du kurultai de Crimée en 1917-1918, devenu en 1923 président du comité exécutif central de la République autonome de Crimée. Non seulement Staline fit condamner Ibrahim en 1928, mais il fabriqua une "affaire" sur un complot d'anciens de la Milli-Firka, lui attribua des proportions gigantesques à l'échelle de l'Union soviétique et lança même une campagne contre l'"ibrahimisme", prétendument en relation avec Sultan Galiev en URSS et Zaki Validi en Turquie.

Sultan Galiev et ses amis, ainsi que de nombreux militants de Tatarie (K. Moukhtarov, G. Masourov, R. Sabirov, M. Boudaïli, etc.), furent accusés, sans la moindre preuve, de liens avec Trotsky, Zinoviev et d'autres ennemis de Staline, et en même temps de sabotage de la collectivisation des campagnes, de constitution d'une organisation terroriste clandestine et de collaboration avec les services secrets étrangers. Sur les 76 prévenus dans cette "affaire", 21 furent condamnés à mort.

Deux fois condamné à mort...

Sultan Galiev fut condamné à mort le 28 juillet 1930, mais, en janvier 1931, sa peine fut commuée en dix années de réclusion, qu'il purgea à Solovki, comme

palefrenier du camp. En 1934, il fut tout à coup libéré et autorisé à résider dans la région de Saratov. Curieusement, Staline faisait au même moment une dernière tentative pour attirer en URSS Validov, qui venait de quitter la Turquie et d'arriver en Finlande.

En 1937, Sultan Galiev fut de nouveau arrêté et soumis à des interrogatoires aux méthodes les plus cruelles. Le collège militaire du Tribunal suprême de l'URSS le condamna à mort en décembre 1939. Il sera fusillé le 28 janvier 1940. Sa mort, comme celle des milliers de représentants de l'intelligentsia du Tatarstan, de Bachkirie, de Crimée, du Caucase, d'Asie centrale et du Kazakhstan, a ruiné tout ce qui avait été fait de positif par le pouvoir soviétique dans ces régions et pour quoi Sultan Galiev combattait avec acharnement (13).

Ainsi s'acheva la carrière d'un grand révolutionnaire et lettré tatar, dont les idées, si elles avaient pu se réaliser, auraient modifié considérablement non seulement le destin des peuples musulmans, mais celui de toute l'URSS et même de tout l'Orient. Sultan Galiev avait prévu beaucoup de choses, la possibilité de "*la défaite de la révolution*" en URSS, "*le déclin inéluctable*" de la vieille Russie, ce qui, à son avis, "*exigeait de résoudre la question nationale et non pas de l'éliminer*", et enfin l'inévitabilité de la révolution et de la libération de l'Orient. On peut penser que la réalisation de ses idées aurait empêché beaucoup de catastrophes, y compris l'effondrement de l'URSS et le développement depuis les années 1970 de l'extrémisme islamique, et cela pas simplement au moyen de la "*symbiose du marxisme et de l'islam*", comme on le dit à l'Ouest en simplifiant quelque peu l'enseignement de Sultan Galiev, tout en s'étonnant que "*cet homme, qui était plutôt athée, soit devenu un défenseur exemplaire de l'islam*" (14).

(13) Zaki Validi Togan, *op. cit.*, p. 612 ; Mir Sayid Sultan Galiev, pp. 17-23 ; I. V. Staline, *Socinenija* ("Œuvres"), tome 5, Moscou 1947, p. 303 ; *Islamskij vestnik* ("Le Messenger de l'islam"), 1992, 10, p. 21.

(14) Mir Sayid Sultan Galiev, pp. 446-470 ; A. Bennigsen, Ch. Lemerrier-Quellejey, *op. cit.*, pp. 286 à 288.

La spécificité de Sultan Galiev comme penseur réside avant tout dans son humanisme, son antidogmatisme conséquent, sa capacité à se placer au-dessus des formules abstraites de nature idéologique ou religieuse. Il s'efforçait toujours de partir de la réalité, de la vie des gens et de la société, d'une connaissance approfondie et d'un grand respect de sa culture et de celle des autres peuples. L'étroitesse d'esprit lui était étrangère, tout comme le fanatisme et le nationalis-

me dont on l'accusait. Il savait concilier les principes en apparence inconciliables du socialisme et de l'islam, les réduisant au dénominateur commun des idées de justice sociale, de bien public, de solidarité et de confiance mutuelle, de sagesse traditionnelle et de morale du travail. C'est pourquoi son héritage intellectuel et spirituel conserve toute sa signification.

Robert Landa



Sultan Galiev (1892-1940).

**1929 :
la crise
des syndicats
soviétiques**

(Dimitri Lobok)



L'inscription signifie : "Le plan quinquennal."

Présentation

LA place des syndicats au début de la constitution de l'Union soviétique a suscité de vifs débats. La guerre civile, puis la reconstruction d'un pays entièrement dévasté et ruiné, qui exigeaient la centralisation de tous les efforts, ont donné à ce débat une vigueur toute particulière en 1920. Il faut d'abord en rappeler les principales données.

Pour survivre et pallier la ruine générale et la désorganisation généralisée de la production sous le choc de la guerre civile, qui poursuit et amplifie l'œuvre destructrice de la guerre, le Conseil des commissaires du peuple tente, dès 1918, de mettre en œuvre l'obligation du travail.

Trotsky, habitué à dire tout haut ce qu'il pense, en donne la justification théorique dans *Terrorisme et communisme* : les machines s'usent, le matériel roulant se détériore, la guerre civile a détruit les voies ferrées, les ponts, les gares ; la Russie soviétique ne peut recevoir des machines de l'étranger, elle ne produit quasiment pas d'articles manufacturés et n'a donc ni marchandises ni outillage à vendre au paysan ; elle ne peut mobiliser la main-d'œuvre indispensable aux activités les plus élémentaires (déblaiement des voies ferrées, extraction du charbon, travaux de construction) en versant des salaires, puisque l'argent, en l'absence de marchandises, ne vaut plus rien. Donc, *"l'unique moyen de nous procurer la main-d'œuvre nécessaire aux tâches économiques actuelles, c'est l'applica-*

tion de l'obligation du travail (...). Impossible sans l'application — dans une certaine mesure — des méthodes de militarisation du travail" fondée sur la *"coercition gouvernementale"* (1).

Trotsky tente donc d'aménager le communisme de guerre. Que faire des trois millions de soldats démobilisables dans un pays exsangue, dévasté, ruiné, où 4 500 000 orphelins (*bezprizorniki*) affamés rôdent dans les villes et les campagnes. Les réduire au chômage, au banditisme endémique ? Le IX^e Congrès du parti (29 mars-4 avril 1920) adopte son rapport, se prononce pour la militarisation du travail, reprend la proposition de Trotsky de transformer ces troupes en *"armées du travail"*, utilisées à la coupe du bois, aux travaux de réfection, d'entretien, de reconstruction. Pendant un mois, dans l'Oural, où s'installe la première armée du travail, Trotsky, pendant huit heures par jour, manie la pelle aux côtés des soldats !

La dislocation rapide des armées du travail mises en place à la fin de 1920 augurait pourtant mal de l'avenir de cette politique, qui se heurte très vite à la réaction hostile des responsables syndicaux bolcheviques. Trotsky, dans cette logique de mobilisation de toutes les forces pour reconstruire l'économie de l'Etat constitué par la révolution d'Octobre, explique alors :

« Un maintien prolongé de "l'indépendance" du mouvement syndical à une époque de révolution prolétarienne est impossible (...). Les syndicats prennent

sur eux la charge immédiate de la production. Ils expriment non seulement les intérêts des ouvriers d'industrie, mais ceux de l'industrie elle-même (...). Plus on va, plus les syndicats comprennent qu'ils sont les organes producteurs de l'Etat soviétique ; ils se chargent alors de répondre de son sort ; ils ne s'opposent pas à lui, ils se confondent avec lui. Les syndicats se chargent d'établir la discipline du travail. Ils exigent des ouvriers un travail intensif dans les conditions les plus pénibles en attendant que l'Etat ouvrier ait les ressources nécessaires pour modifier ces conditions. Les syndicats se chargent d'exercer la répression révolutionnaire à l'égard des indisciplinés, des éléments turbulents et parasites de la classe ouvrière. »

Et Trotsky ajoute :

“De même que la flamme avant de s'éteindre brille d'un éclat plus vif, l'Etat, avant de disparaître, revêt la forme de dictature du prolétariat, c'est-à-dire du plus impitoyable gouvernement qui soit, d'un gouvernement qui embrasse impérieusement la vie de tous les citoyens” (2).

Il développe ce disant une thèse qu'il a présentée deux mois auparavant, sans susciter de réaction, au IX^e Congrès du parti, où il a expliqué : il faut remettre la Russie au travail. L'ouvrier russe, infiniment moins éduqué, instruit et discipliné que l'ouvrier européen, *“est subordonné à l'Etat, il lui est soumis sous tous les rapports du fait que c'est son Etat”* (3).

Terrorisme et communisme développe les conséquences de ce postulat. Ce n'est pas la définition d'un Etat totalitaire, dans la mesure où Trotsky écrit *“la vie de tous les citoyens”* et non *“toute la vie des citoyens”*... Ces thèses de *Terrorisme et communisme* ne suscitent pas de contestation dans le Parti bolchevique... puisqu'elles expriment la pratique courante. Mais elles vont vite se heurter à la vie et susciter la dernière grande discussion publique dans le Parti bolchevique du vivant de Lénine.

Malgré l'exemple personnel que donne Trotsky, l'ébauche de *“militarisation du travail”* des *“armées”* du même nom échoue. Les soldats, harassés, ne rêvent

que de démobilisation. La fin de la guerre civile rend insupportable à la paysannerie la poursuite du système des réquisitions, qu'elle supportait plus ou moins tant qu'elle craignait le retour du propriétaire terrien dans les fourgons des armées blanches ; elle le rejette une fois celles-ci battues et la guerre avec le *“Polonais”* terminée, en octobre 1920.

Pour réorganiser les transports, Trotsky avait mis sur pied une commission centrale des transports (Tsektran), qui suscite bientôt l'hostilité des responsables des syndicats des transports. Trotsky passe outre leur opposition. L'appareil des syndicats réagit brutalement. De plus, les ouvriers, las, rejettent les méthodes de la militarisation ; ils y répondent par la passivité, la grogne, la grève à l'italienne (ralentissement maximal du rythme de travail). Au même moment, l'Opposition ouvrière, qui comporte les dirigeants du syndicat des métallos et des mineurs, engage une vive campagne contre *“la bureaucratie dans les institutions soviétiques et le parti”*. Une vive tension se crée. Trotsky écrit dans *Ma vie* : *“Lénine sentit l'arrivée d'un moment critique avec son instinct politique qui ne se trompait jamais. Au moment où, partant de considérations purement économiques, j'essayais d'obtenir des syndicats une tension persévérante des forces, Lénine, guidé par des considérations politiques, allait dans le sens d'un affaiblissement de la pression exercée par notre front militaire”* (4). Le moment critique était, en fait, déjà arrivé et allait se transformer en crise grave dans le pays et le parti.

Du 2 au 6 novembre, se réunit la cinquième conférence nationale des syndicats de Russie. Devant la *“fraction communiste”* du syndicat, Trotsky déclare : *“Il faut entreprendre maintenant la réorganisation des syndicats, c'est-à-dire avant tout choisir le personnel syndical dirigeant”* (5). Tomski, président des syndicats et membre suppléant du bureau politique, quitte la réunion et proteste auprès de Lénine, qui conclut : *« J'ai alors jugé aussitôt et de façon irrévocable en moi-même que le fond du débat était politique (c'est-à-dire concernait la politique du parti envers les syn-*

dicats) et que, dans ce débat, Trotsky, avec sa politique visant à "secouer", avait foncièrement tort contre Tomski. Car cette politique, même si elle était justifiée partiellement par les "tâches et méthodes nouvelles", est absolument inadmissible dans le moment présent et dans la situation présente, car elle risque d'entraîner une scission » (6).

Le 8 novembre, le comité central, confronté à la question : Trotsky a-t-il le droit d'éliminer les dirigeants syndicaux ? désavoue Trotsky. Lénine affirme la nécessité de "lutter énergiquement et systématiquement pour arrêter la dégénérescence de la centralisation du travail militarisé en bureaucratie, en morgue, en fonctionnarisme mesquin et en ingérence tracassière dans les syndicats". Il défend "les formes saines de militarisation du travail", mais affirme qu'"elles ne seront couronnées de succès que si le parti, les soviets et les syndicats parviennent à expliquer à la grande masse des ouvriers la nécessité de ces méthodes pour sauver le pays" (7).

Le 30 décembre, Lénine critique l'erreur, à ses yeux fondamentale, de Trotsky : « Il prétend que, dans un Etat ouvrier, le rôle des syndicats n'est pas de défendre les intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière. C'est une erreur. Le camarade Trotsky parle d'un "Etat ouvrier", mais c'est une abstraction », car "notre Etat est un Etat ouvrier présentant une déformation bureaucratique" (8).

Une discussion s'engage alors dans tout le parti sur *Le rôle et les tâches des syndicats*, titre de la brochure que publie Trotsky. Sept plates-formes différentes sur ce sujet s'affrontent en préparation du prochain congrès du parti. Le 2 décembre, à la conférence des transports organisée par le Tsektran, Trotsky oppose encore le rôle des syndicats hier à leur nouveau rôle aujourd'hui, qui consiste à les faire passer du domaine de la revendication à celui de la gestion au nom du caractère ouvrier de l'Etat soviétique : "Les anciens syndicats luttèrent pour assurer la participation des ouvriers à la richesse nationale dont ils sont les créateurs. Les syndicats actuels ne peuvent

lutter que pour l'augmentation de la productivité du travail, puisque c'est l'unique moyen d'améliorer la situation des masses ouvrières." Dès lors, ajoutait-il, "repousser le principe de la nomination comme procédé pratique pour renforcer l'appareil des transports et le syndicat lui-même, c'est nous enfermer dans le cadre étroit et corporatif du personnel hérité du passé". Et il insiste : "Il faut que les syndicats deviennent l'appareil qui appelle les masses à collaborer à la production (...). Le problème nouveau qu'aucun syndicat n'a jamais résolu (...), c'est l'organisation des masses dans la production et pour la production" (9).

Lénine répond qu'il faut juger de la place et du rôle du syndicat non dans l'abstraction d'un Etat ouvrier en général, mais, "dans un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique (...), avec une bureaucratie que nous ne pourrions vaincre qu'au bout de dizaines d'années", les syndicats doivent défendre les intérêts des ouvriers y compris contre l'Etat. Il souligne :

« Trotsky prétend que dans un Etat ouvrier, le rôle des syndicats n'est pas de défendre les intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière. C'est une erreur. Trotsky parle d'un "Etat ouvrier". Mais c'est une abstraction (...). Notre Etat est un Etat ouvrier **présentant une déformation bureaucratique** (...), notre Etat est tel aujourd'hui que le prolétariat totalement organisé doit se défendre » (10).

Lénine affirme en même temps : « L'Etat, c'est le domaine de la contrainte (...). Aussi longtemps que nous, le comité central du parti et le parti tout entier, nous continuerons à administrer, c'est-à-dire à diriger l'Etat, nous ne renoncerons jamais — nous ne le pouvons pas — à "secouer", c'est-à-dire à la faculté de destituer, de muter, de nommer, de licencier (...). Les décisions concernant la militarisation du travail sont incontestables » (11).

Mais le communisme de guerre se meurt avec la fin de la guerre civile. Et ces décisions, dont Lénine proclame alors la validité, se heurtent aux insurrections paysannes de Tambov et de Si-

bérie occidentale, aux grèves de janvier 1921 de nombreux ouvriers de Petrograd, à l'insurrection des marins de Cronstadt, comme il le souligne au X^e Congrès du parti (8 au 16 mars 1921), où il abandonne ces décisions. Lénine y insiste sur l'isolement du Parti bolchevique au pouvoir, dans un "pays à forte prédominance paysanne", où "la paysannerie est de plus en plus mécontente de la dictature prolétarienne, (où) la démobilisation d'une armée paysanne jette sur le pavé des centaines et des milliers d'hommes brisés, qui ne trouvent pas de travail, qui sont habitués uniquement au métier des armes et qui répandent le banditisme" ; de plus, "une effervescence et un mécontentement ont été observés parmi les ouvriers sans parti (...), ils font de la démocratie et de la liberté des mots d'ordre tendant au renversement du pouvoir des Soviets" (12).

Le Parti bolchevique est quasiment suspendu dans le vide, entre une classe ouvrière épuisée, décimée, affamée, mécontente, une paysannerie révoltée, désireuse de tirer enfin profit des terres que la révolution lui a données, et les paysans-soldats au chômage. Lénine insiste : "La crise de l'économie paysanne est au paroxysme."

Cronstadt, dit-il, "a abouti à une contre-révolution petite-bourgeoise, à un mouvement petit-bourgeois anarchiste" parce que "Cronstadt a revendiqué la liberté du commerce contre la dictature du prolétariat". Dès lors, « le pouvoir politique détenu par les bolcheviks est passé à un conglomérat mal défini ou à une association d'éléments disparates légèrement plus à droite que les bolcheviks, semble-t-il, et peut-être même "plus à gauche", on ne sait, tant l'ensemble des groupements politiques qui ont essayé de prendre le pouvoir à Cronstadt est indéterminé » (13).

Lénine ajoute : "Tant que la révolution n'a pas éclaté dans d'autres pays, il nous faudra des dizaines d'années pour nous en sortir" (14). Le lendemain, il insiste : "Dans mon rapport, j'ai tout ramené aux leçons de Cronstadt, tout, depuis le début jusqu'à la fin." Il en tire deux conclusions : "Ce n'est pas le mo-

ment de discuter de déviations théoriques" et "Il faut donc changer de politique" (15).

Et pendant que l'Armée rouge écrase la révolte, Lénine fait voter le remplacement de la réquisition par l'impôt en nature ; une fois réglé cet impôt, le paysan est libre de vendre ses surplus. C'est l'amorce d'une liberté du commerce qui va donner naissance à la "Nouvelle Politique économique" (NEP).

Ces mesures annoncent la réouverture d'un secteur privé, donc de rapports économiques et sociaux de type capitaliste, ce qui ne peut que renforcer la nécessité de syndicats orientés essentiellement sur la défense des intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière.

Lorsqu'en 1928-1929, Staline engage l'offensive contre les syndicats, toujours présidés par Tomski, pour les subordonner étroitement à la mise en œuvre de la politique d'industrialisation forcée et de collectivisation à la fois forcée et forcenée, au-delà de la similitude apparente des mots, quatre éléments différencient radicalement la situation de 1929 de celle de 1920-1921 :

— la "déformation bureaucratique de l'Etat ouvrier" qu'évoquait Lénine s'est monstrueusement développée et est passée de la déformation à la formation galopante d'une caste bureaucratique aux intérêts antagoniques à ceux de la classe ouvrière ;

— l'économie du pays n'est pas dans la même situation de ruine qu'en 1920-1921 : certes, les problèmes sont nombreux (vétusté de l'outillage, difficultés de ravitaillement), mais après sept ans, le niveau de production de la dernière année d'avant la guerre (1913) a été grosso modo atteint dans les principaux secteurs de l'industrie, et les transports, complètement paralysés en 1920-1921, fonctionnent alors à peu près régulièrement, sur les grands axes ferrés au moins ;

— la transformation des syndicats en simples courroies de transmission de la politique décidée par le bureau politique vise à faciliter la baisse brutale du niveau de vie des travailleurs pour financer le plan quinquennal, et son gâchis dans les dépenses de la force de travail ;

— en 1920-1921, le Parti bolchevique connaissait, malgré la guerre civile, une réelle liberté de discussion, comme le montre le nombre de plates-formes qui s'affrontèrent alors sur la "question syndicale". Le Parti communiste de 1929 est un parti entièrement bureaucratisé et monolithique, où toute discussion est bannie et toute divergence considérée comme une

déviations servant les intérêts de "l'ennemi de classe", voire dictée par lui.

Jean-Jacques Marie

(Les références bibliographiques de la présentation

figurent à la suite de l'article de Dimitri Lobok.)

La crise des syndicats soviétiques à la fin de la NEP

Le "grand tournant"

A la fin des années vingt, de grands changements sont survenus dans la vie politique, sociale et économique de l'Etat soviétique. A la tête du parti dirigeant, commence à prendre forme et à se réaliser la variante stalinienne du développement socialiste. Les premiers signes annonçant l'abandon de la politique menée jusqu'alors apparurent en 1928 et étaient liés à la crise de l'approvisionnement en blé. C'est précisément à partir de cette époque que les méthodes "d'exception", liées à la violation de la légalité, à l'arbitraire et à la violence vis-à-vis des paysans devinrent un phénomène permanent.

Le succès obtenu par les méthodes du commandement administratif lors de la campagne d'approvisionnement en blé a convaincu Staline et ses partisans qu'il était possible d'utiliser les mêmes méthodes dans la mise en œuvre de l'industrialisation et de dépasser l'arriération industrielle sans se soucier de son coût social, économique, politique, idéologique et moral. La stratégie du développement accéléré de l'industrie exigeait ouvertement de la population soviétique de graves sacrifices et invitait les travailleurs à les accepter consciemment.

La politique d'édification forcée du socialisme annulait les résolutions du

parti sur le rythme de l'industrialisation, ressuscitait la politique du communisme de guerre (1) pour la résolution des problèmes économiques.

Au comité central du Parti communiste, Boukharine, Rykov et Tomski opposaient, eux, aux méthodes administratives et volontaristes une industrialisation et une mise en œuvre de la coopération socialiste de l'agriculture liée aux rythmes de la maturation des conditions objectives et subjectives (2), fondée sur le maintien et le perfectionnement des mécanismes économiques formés pendant les années de la NEP (3). Sans nier

(1) La résolution du XV^e Congrès (décembre 1927) prévoyait des rythmes d'industrialisation beaucoup plus modestes... Communisme de guerre : période qui, de 1918 au printemps 1921, soumit tout le fonctionnement de l'économie aux besoins de l'Armée rouge dans la guerre civile et à la direction absolue par l'Etat et le gouvernement prenant en charge l'organisation de la production et sa répartition autoritaire (NDLR).

(2) "Conditions objectives" signifie l'accroissement de la richesse matérielle, et en particulier de la production industrielle (surtout de machines agricoles) ; "conditions subjectives" signifie l'accord d'une partie importante des paysans pour la collectivisation (NDLR).

(3) La NEP, ou Nouvelle Politique économique : ses premiers éléments ont été proclamés au X^e Congrès du Parti communiste, en mars 1921 : remplacement de la réquisition de tous les grains (et produits agricoles) nécessaires à l'Etat par le versement d'un impôt en nature par le paysan, maître de commercialiser le reste, donc rétablissement partiel du commerce privé, suivi ensuite par la restauration de la petite entreprise privée (NDLR).

la nécessité pour les syndicats de collaborer à la solution des problèmes de la production, Boukharine et ses partisans considéraient que les syndicats devaient continuer à se soucier d'abord des travailleurs.

Le plénum unifié du comité central et de la commission centrale de contrôle du parti, réuni du 16 au 23 janvier 1929, critique les points de vue de Boukharine, Rykov et Tomski.

Le plénum s'engage sur la voie de la "reconstruction socialiste", note une recrudescence de la lutte des classes dans le pays (4) et juge d'autant plus justifié l'emploi de méthodes administratives de commandement.

Le plénum affirme la nécessité, pour les syndicats, de liquider résolument toute étroitesse corporative et le "trade-unionisme" (5), et accuse le groupe de Boukharine, Rykov et Tomski, écartés de leurs responsabilités, de s'orienter vers "la très dangereuse opposition des syndicats au parti", vers l'affaiblissement de la direction du mouvement syndical par le parti (6), etc.

C'est le début de l'ère de la construction économique à "coups de fouet".

Le plénum du comité central de novembre 1929 se déroule sous le signe de cette politique.

Dans le débat sur l'industrie lourde, ses membres soulignent la nécessité de développer avec toutes les forces possibles et à n'importe quel prix la construction mécanique, la production de tracteurs et de l'outillage agricole.

Le plénum affirme :

"La construction du socialisme dans le pays de la dictature du prolétariat peut être achevée dans des délais historiquement minimaux" (7).

Et il conclut ses travaux en décidant d'augmenter brutalement les rythmes de développement de l'industrie lourde en 1929-1930 par rapport aux ébauches du plan quinquennal.

Kouibychev avait proposé 28 % d'augmentation, le plénum décide 32 % (8).

La chasse aux "opportunistes" sous la houlette de Piotr Alexeiev

Dans ces conditions, les syndicats étaient confrontés à une nouvelle tâche : développer la liquidation des "opportunistes" dans leurs rangs, éliminer le "trade-unionisme" dans leur travail et mettre en œuvre le slogan : *"Les syndicats tournés vers la production !"*

Cette épuration entraîna la liquidation massive des vieux cadres syndicaux, dont beaucoup d'anciens fondateurs du mouvement syndical russe. Ainsi, le plénum du conseil régional des syndicats de Leningrad, réuni le 25 mars 1929, libère Fiodor Ougarov de ses fonctions de président du conseil régional des syndicats et le remplace par Piotr Alexeiev, jusqu'alors secrétaire du comité d'arrondissement du parti de Leningrad, dit de Moscou-Narva.

Piotr Alexeiev naquit en 1893, dans le village de Dokhod du canton de Doviskhoï, dans le district de Novogedski de la province de Pskov, dans une famille de paysans pauvres. Après avoir terminé l'école religieuse paroissiale à l'âge de 14 ans, il part à Saint-Petersbourg et s'embauche comme apprenti dans une scierie. En 1905, il se lie aux sociaux-démocrates et prend activement part au mouvement de grève. En 1914, il est licencié de son usine pour fait de grève. A partir de 1915, il travaille à l'usine

(4) *Le PCUS à travers les résolutions et décisions des congrès, conférences et plénums du comité central*, neuvième édition, tome 4, p. 433 (NDA).

(5) La direction stalinienne du parti qualifie de trade-unionisme toute activité syndicale fondée sur la seule défense des intérêts matériels et moraux des syndiqués, et plus largement des travailleurs (NDLR).

(6) *Le PCUS à travers les résolutions et décisions des congrès, conférences et plénums du comité central*, op. cit., tome 4, p. 434 (NDA).

(7) *Ibidem*, tome 5, p. 17 (NDA).

(8) V. S. Leltchouk : *"Le cours vers l'industrialisation et sa réalisation"*, *Pages d'histoire de la société soviétique*, Moscou, 1989, p. 214 (NDA).

de construction mécanique Phénix. Le comité de Vyborg (9) du parti le charge du travail d'organisation parmi les ouvriers. En février 1917, il est élu délégué au soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd. Après la victoire de la révolution d'Octobre, Alexeiev est secrétaire du comité du parti de Vyborg, puis secrétaire du comité de district du parti de Vassilievski Ostrov (10). Pendant la guerre civile, il est mis à la disposition du comité militaire révolutionnaire du front sud (11). Après la guerre civile, il est nommé responsable de la section d'organisation du comité provincial du Parti communiste russe de la province de Pskov. En 1924, il est nommé secrétaire du comité d'arrondissement de Vyborg, à Leningrad. En 1925-1927, il est membre du comité provincial du parti de Leningrad. Au XV^e Congrès du parti, en décembre 1927, il est élu membre suppléant du comité central, puis, lors des XVI^e (1930) et XVII^e (1934) Congrès, il est élu membre titulaire du comité central.

En novembre 1927, il est élu secrétaire du comité du parti de l'arrondissement de Moscou-Narva, à Leningrad. En 1929, il est nommé président du conseil des syndicats de la province de Leningrad. En 1937, la liquidation du conseil des syndicats le fait transférer à une activité économique. Il est fusillé en 1939 et réhabilité de façon posthume.

En attendant, c'est lui qui met en œuvre la "prolétarianisation de l'appareil syndical". Par décret du parti de Leningrad, le comité provincial des syndicats de Leningrad et les comités régionaux devaient sans tarder s'attacher à liquider les "opportunistes" à tous les échelons du syndicat. Circulaires, instructions, interventions des dirigeants syndicaux distinguaient nettement quatre groupes différents de syndiqués : "1) l'extrême droite des opposants au pouvoir soviétique ; 2) les hésitants (qualifiés de marais) ; 3) les partisans du pouvoir soviétique ; 4) les communistes" (12).

Comme il était pratiquement impossible de définir l'appartenance d'un syndiqué à l'une de ces quatre catégories, on s'appuyait alors sur l'origine sociale : un

travailleur jadis noble, serviteur du culte, etc., était automatiquement classé dans l'extrême droite, indépendamment de ses opinions politiques. Une telle division mécanique des membres des syndicats en fonction de leur loyalisme politique était totalement injustifiée. Ce faisant, le syndicat assumait des fonctions qui lui étaient étrangères.

Les chiffres fournis par Alexeiev dans son rapport présenté au nom du comité provincial des syndicats au deuxième congrès provincial des syndicats, en janvier 1932, fournissent un bilan éclairant de cette activité : "Après le remplacement des dirigeants opportunistes en 1929, le renouvellement du comité provincial des syndicats de la province de Leningrad et des divers comités provinciaux a été de 100 % . 74 % des militants du comité provincial sont des ouvriers et 26 % des employés. 83 % des présidents des comités provinciaux et 85 % des secrétaires de ces comités sont des ouvriers" (13).

Le rapport souligne plus loin que la liquidation des opportunistes a été effectuée de façon particulièrement intense dans les comités d'usines et de fabriques, et dans les comités locaux : "Si, en 1929, 26 comités d'usines et de fabriques relevant de 10 unions syndicales ont été dissous, en 1930, on a dissous 22 comités de fabriques et d'usines du secteur du bois, et 132 comités de fabriques et d'usines appartenant à 8 unions syndicales, 22 appartenant à 6 unions" (14).

(9) Vyborg est un quartier de la banlieue nord de Leningrad (NDLR).

(10) Vassilievski Ostrov est une grande île, qui constitue le quartier nord-ouest de Leningrad (NDLR).

(11) Le comité militaire révolutionnaire du front sud dirigeait l'Armée rouge au sud de la Russie, et en particulier face aux Cosaques et aux troupes de Denikine. Il était dirigé par le groupe de Staline, qui s'y trouva lui-même tout au long de l'été 1918, et en particulier par le bras droit de Staline, Vorochilov (NDLR).

(12) Archives centrales d'Etat de l'histoire des mouvements politiques de Saint-Petersbourg (Ts-GAIPD SPb, fonds 434, inventaire 1, dossier 18, feuillet 15) (NDA).

(13) V. I. Nossatch : "De l'opposition à... l'opposition", *Edinstvo*, 1999, n° 5, p. 25 (NDA).

(14) *Ibidem* (NDA).

Le syndicat participe à l'épuration des syndiqués

La nouvelle direction, dépendant totalement de la désignation ou de la recommandation de la direction du parti, non seulement ne pouvait pas s'opposer à la chasse aux "saboteurs" parmi les syndiqués de base, mais appuyait même cette chasse.

Ainsi, les sections syndicales participèrent à la vérification de la composition du personnel des employés de l'Etat sur la base du décret promulgué par le comité exécutif central des Soviets et le Conseil des commissaires du Peuple de l'URSS sur "*Les règles de vérification de la composition du personnel des employés de l'Etat*", qui affirmait :

"Chaque établissement et entreprise publics de l'URSS doit effectuer le contrôle de la composition de son personnel du point de vue de sa correspondance avec les tâches de la construction socialiste" (15).

Pour y parvenir, une commission de vérification des travailleurs fut constituée dans chaque établissement, composée d'un président (le directeur de l'entreprise) et de plusieurs membres, un par organe correspondant du commissariat du Peuple concerné, de l'Inspection ouvrière et paysanne (16) et du syndicat concerné.

La résolution proposait de licencier les individus qui, selon la Constitution, avaient été privés de leurs droits électoraux, vu leur position sociale, ceux qui, bien que n'étant pas privés de leurs droits électoraux, étaient étrangers à la cause de l'édification socialiste, les individus dont la présence à leur poste de travail serait jugée indésirable pour l'édification socialiste, etc.

Ce décret ouvrait un vaste champ aux abus de pouvoir des autorités locales et à la consolidation des méthodes de commandement administratives et autoritaires.

Le syndicat doit "mettre en œuvre la ligne générale du parti"

Le document soulignait tout particulièrement que la voix du président-directeur de l'entreprise était prépondérante lors de l'adoption d'une décision par la commission.

Le syndicat se voyait privé de nombre de ses droits à défendre ses membres contre l'arbitraire de l'administration ; tombant de plus en plus sous l'influence du parti dirigeant, il empruntait ses méthodes et son style de travail, et son climat moral et psychologique.

On oubliait que le syndicat est une organisation sociale de la classe ouvrière, vouée à défendre les intérêts économiques de cette dernière.

Le Parti communiste réduisait de plus en plus le syndicat en une simple filiale politique.

Ainsi, discutant un rapport de Serge Kirov (17), le plénum unifié des comités provinciaux des syndicats et du Parti communiste de Leningrad adopta une résolution affirmant que "*la tâche essentielle des syndicats (...) est de garantir la participation active du prolétariat à la mise en œuvre de la ligne générale du parti et de l'aider à surmonter les influences petites-bourgeoises sur la classe ouvrière et les*

(15) Archives centrales d'Etat de la révolution d'Octobre de la Fédération de Russie (TsGAOR Fr), fonds 5 672, inventaire 18, dossier 58, feuillet 4 (NDA).

(16) Inspection ouvrière et paysanne (ou Rabkrin) : organisme créé en 1920 par Lénine pour lutter contre la bureaucratie et confié à Staline. En 1923, Lénine consacra ses deux derniers articles ("*A propos de l'Inspection ouvrière et paysanne*" et "*Mieux vaut moins, mais mieux*") à dénoncer cet organisme comme le principal foyer de gangrène bureaucratique (NDA).

(17) Serge Kirov (1886-1934) : secrétaire du parti pour Leningrad et sa région depuis le début de 1926, membre du bureau politique. Fidèle partisan de Staline. Son assassinat, le 1^{er} décembre 1934, ouvrit les vannes d'une vaste terreur contre les Leningradois, contre les anciens opposants, puis contre le Parti communiste lui-même (NDLR).

oscillations qui se manifestent dans certaines de ses couches" (18).

Emulation socialiste, brigades de choc et communes de production

L'accélération des rythmes de l'industrialisation plaça les syndicats devant la tâche de développer l'émulation socialiste et le travail de choc (19).

Malgré toutes les conséquences du changement d'orientation dans l'activité syndicale, nombre de travailleurs croyaient sincèrement au succès de l'édification socialiste. Le sentiment d'être les patrons du pays, de travailler librement pour eux-mêmes, pour leurs enfants, pour l'avenir du pays, suscitait un afflux d'enthousiasme. Les succès de la NEP, le rétablissement de l'économie nationale, les premières réalisations grandioses augmentaient ce sentiment.

Le 5 mars 1929, le collectif de travailleurs de l'usine de Leningrad "L'habitant de Vyborg rouge" publiait dans la *Pravda* un appel à toutes les entreprises du pays à engager une émulation pour baisser les coûts de production. La brigade de M. Poutine, de cette usine, signa le 15 mars 1929 le premier accord d'émulation socialiste. Le 2 avril, le comité provincial de Leningrad du parti adoptait un décret "*Sur l'organisation de l'émulation socialiste*", publié le lendemain dans la *Pravda de Leningrad* (20).

En même temps que l'émulation socialiste se développait et se transformait en mouvement de masses, le travail de choc était lui aussi réactivé. Les brigades de choc avaient été constituées dès les années 1926-1928. Pendant cette période, l'unité dans la brigade reposait sur l'existence de l'esprit d'équipe et sur le sens du devoir moral.

Mais le développement même du travail de choc soulignait de plus en plus vivement la nécessité de renforcer l'enthousiasme par des stimulants économiques. Et les brigades de choc com-

mencèrent à se réorganiser en collectifs (ou communes) de production.

Dans ces brigades, le salaire était fixé de la façon suivante : tous les ouvriers de la brigade travaillaient ensemble, mais chacun recevait un salaire dépendant de son propre travail, indépendamment des résultats obtenus collectivement par sa brigade ; en revanche, les communes de production recevaient un fonds de salaire pour leur groupe de travailleurs en un pot commun dépendant des résultats d'ensemble. Puis, le salaire était divisé en parts égales entre les membres de la commune, indépendamment de la situation de chacun dans la grille salariale. La présence d'un travailleur non qualifié dans la brigade était désavantageuse pour elle, car toute la brigade souffrait de son incompetence. Les ouvriers qualifiés devaient lutter pour que les autres travailleurs de la commune aient la qualification et la formation les plus élevées possibles, et donc les former et les aider.

Les communes de production durèrent jusqu'en 1931. Leur faiblesse dans la stimulation matérielle et l'égalitarisme dominant les prédestinaient à une disparition graduelle. Dans les années du premier plan quinquennal (21), ce sont les brigades de choc qui tenaient le premier rang dans l'émulation socialiste. Ainsi, à Leningrad, au 1^{er} janvier 1930, il existait 30 entreprises de choc, 627 ateliers de choc, 12 232 brigades de choc et 1 417 communes de production (22).

(18) V. V. Soldatienkov : *Les Conséquences politiques et morales du renforcement du pouvoir du Parti communiste russe, 1928-1941 (juin)*, Saint-Pétersbourg, 1994, pp. 67-68 (NDA).

(19) L'émulation socialiste consiste en un défi que se lancent des "collectifs de travailleurs" de diverses usines en s'engageant à obtenir chacun de meilleurs résultats que l'autre. Une brigade de travailleurs de choc s'engage à dépasser sensiblement les objectifs qui lui sont fixés par le plan en travaillant plus vite et mieux (NDLR).

(20) V. V. Soldatienkov, *op. cit.*, p. 30 (NDA).

(21) Le premier plan quinquennal d'industrialisation fut proclamé du 1^{er} octobre 1928 au 1^{er} octobre 1933. Il fut déclaré achevé au bout de quatre ans, bien que les résultats fussent loin des objectifs fixés (NDLR).

(22) V. V. Soldatienkov, *op. cit.*, p. 33 (NDA).

Mais la chasse au nombre de participants à l'émulation socialiste sans le nécessaire renforcement organisationnel, moral et matériel de cette émulation déboucha sur un formalisme qui aurait anéanti toute cause vivante. Dans certains cas, on proclamait mécaniquement "de choc" tels ou tels atelier, secteur, fabrique, usine, et le pseudo-travail de choc, formellement condamné, se développait. L'émulation et le travail de choc du premier plan quinquennal portaient en eux les traces du communisme de guerre, lorsqu'il fallait travailler en utilisant les méthodes de l'assaut. Cette politique engendra des ruptures de l'activité dans toutes les branches de l'économie nationale. Tout cela ne pouvait évidemment qu'influer sur la condition des ouvriers.

Dans les années 1928-1929, le salaire réel des ouvriers de Leningrad n'avait augmenté que de 2 %, au lieu des 7 % fixés par le plan, à la suite de la hausse des prix des produits de consommation et des articles de première nécessité. Le coût du "panier de la ménagère" (calculé sur 33 articles) augmenta en 1928-1929 de 8 % par rapport à 1927-1928. Seulement, le prix des services publics avait augmenté, lui, de 37,1 % (23). De plus, la réduction sensible de la part du secteur privé dans le budget de l'ouvrier dans les années 1928-1929 influa sérieusement sur le salaire réel. Sa part représentait, en 1928-1929, 12,2 % du salaire de l'ouvrier, contre 23 % en 1927-1928 (24).

La collectivisation forcée, l'offensive contre le commerce privé sans tenir compte de la situation réelle aboutirent à une dégradation du ravitaillement, alors même que la population de Leningrad avait augmenté de 8,2 %. Les réserves de ravitaillement se réduisirent brutalement à Leningrad. Ainsi, en avril, Leningrad ne reçut que 2 421 tonnes de beurre au lieu des 824 000 tonnes planifiées ! La ville reçut deux wagons de poisson en conserves au lieu des 70 wagons prévus, et ainsi de suite (25). La disparition du commerçant privé légal du marché se traduisit par une réduction du nombre de points de vente, de 1 614 en 1929 à 442 en 1930, ce qui suscita le développement du commerce clandestin, sans patente, et provoqua ainsi une hausse des prix encore plus importante (26).

Dimitri Lobok

(La fin au prochain numéro.)

Les intertitres sont de la rédaction.

(23) TsGAIPD Spb, fonds 457, inventaire 1, dossier 123, feuillet I (NDA).

(24) *Ibidem* (NDA).

(25) *Ibidem*, feuillet 6.

(26) *Ibidem*.

Références bibliographiques

- (1) Léon Trotsky, *Terrorisme et communisme*, UGE, Paris, 1963, pp. 205 à 208.
- (2) *Ibidem*, pp. 173 et 254.
- (3) Cité par Mikhaïl Tomski, compte rendu sténographique du X^e Congrès, Moscou, 1921, p. 372.
- (4) Trotsky, *Ma vie*, Gallimard, Paris, 1953, p. 472.
- (5) Pierre Broué, *Trotsky*, Fayard, 1989, p. 281.
- (6) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 32, p. 73.
- (7) *Ibidem*, p. 38, et la *Pravda*, 13 novembre 1920.
- (8) *Ibidem*, p. 16.
- (9) La *Pravda*, 9 décembre 1920.
- (10) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 32, p. 51.
- (11) *Ibidem*, pp. 16-17.
- (12) *Ibidem*, p. 98.
- (13) *Ibidem*, pp. 184-185.
- (14) *Ibidem*, p. 190.
- (15) *Ibidem*, pp. 200-201.

**Agustin
Guillamon :
Durruti
parle**



“Le comité se voit obligé de refuser le décret”

LE 4 novembre, le public attendait avec un grand intérêt le discours annoncé de Durruti sur Radio CNT-FAI, qui devait être transmis dans toute l'Espagne par les radios barcelonaises. Ce même jour, la presse annonçait l'entrée de quatre anarchistes dans le gouvernement de Madrid : Federica Montseny, Juan Garcia Oliver, Juan Lopez et Joan Peiro. La colonne Durruti n'avait pas réussi à prendre Saragosse. Les difficultés d'approvisionnement en armes étaient la principale difficulté du front. Durruti avait employé toutes les méthodes à sa portée pour obtenir des armes. Il avait même envoyé un détachement de miliciens, au début septembre, en expédition punitive à Sabadell, pour exiger qu'on lui remette les armes qui avaient été entreposées en vue de la formation d'une colonne Sabadell, qui n'avait jamais réussi à se constituer. De plus, depuis le 20 octobre, l'ordre de militarisation des milices était devenu effectif. Tous, amis comme ennemis, attendaient avec intérêt ce qu'allait dire Durruti.

Avant même le discours, les gens s'entassaient à proximité des haut-parleurs installés sur les arbres des Ramblas, qui, d'habitude, diffusaient des chansons révolutionnaires, de la musique et des nouvelles. Dans tous les endroits

de Barcelone où il y avait une radio, l'intérêt était grand.

Le décret de militarisation des milices avait été passionnément discuté dans la colonne Durruti, qui avait décidé de ne pas l'accepter parce qu'il ne pouvait pas améliorer les conditions de lutte des miliciens volontaires du 19 juillet, ni résoudre le manque chronique d'armement (*voir annexe*). La colonne niait également la nécessité d'une discipline de caserne, à laquelle ils opposaient la supériorité de la discipline révolutionnaire : *“Miliciens, oui, soldats, jamais.”*

Durruti, délégué de la colonne, exposa dans son discours l'indignation et la protestation des miliciens du front d'Aragon face au cours clairement contre-révolutionnaire qui se développait dans l'arrière-garde. A 9 h 30 du soir, commença la retransmission du discours de Durruti :

« Au conseil de Généralité de Catalogne.

Le comité de guerre de la colonne Durruti, face à la publication du décret de militarisation des milices, et traduisant le point de vue de la totalité des individus qui y sont enrôlés, expose ce qui suit.

La provocation militaro-fasciste du 19 juillet a entraîné un mouvement authentiquement et indiscutablement popu-

laire, qui a définitivement condamné, entre autres, l'organisation hiérarchique militaire et le Code de justice auquel se réfère l'article 2 du décret en question.

Notre colonne, qui s'est formée spontanément dans le feu de la lutte dans les rues de Barcelone et a été rejointe ensuite par tous ceux qui se sont sentis proches de notre idéal, montre son unité dans l'ensemble de son activité et de ses finalités, et ses membres suivent une discipline tout entière orientée vers l'objectif de battre le fascisme. Si la discipline vise à obtenir une plus grande efficacité de la part des individus, notre colonne en donne une bonne illustration : le travail réalisé au front par nos miliciens et le progrès constant de nos positions sont notre meilleur argument en faveur de l'auto-discipline.

Les miliciens de cette colonne ont confiance en eux-mêmes et dans ceux qui les dirigent, et qu'ils ont expressément délégués dans cette fonction. Ils considèrent donc, et nous, leurs dirigeants, nous les appuyons entièrement, que le décret de militarisation ne peut pas améliorer nos capacités de lutte, mais qu'au contraire il crée des soupçons, des réserves et des réactions de rejet qui risquent de provoquer un véritable état de désorganisation.

La raison invoquée, à savoir que l'ennemi est "approvisionné abondamment en matériel de guerre", ne reçoit évidemment pas de solution avec la militarisation des milices.

Pour toutes ces raisons, le comité, se faisant l'écho de la protestation soulevée dans la colonne par le décret en question, se voit obligé de le refuser.

Tout en faisant part de cette décision formelle et concrète, et en estimant que cela ne doit pas être un obstacle dans la lutte que nous menons, nous demandons au conseil de la Généralité la liberté d'organisation et nous lui demandons une réponse précise qui permette, le plus rapidement possible, de mettre fin à l'inquiétude soulevée. »

**Front d'Osera,
le 1^{er} novembre 1936**

Plusieurs heures après avoir entendu Durruti, les gens continuaient à com-

menter ce qu'il avait dit avec son énergie et sa force de caractère habituelles. Ses mots résonnèrent avec force et émotion dans la nuit barcelonaise, traduisant authentiquement la pensée de la classe travailleuse. Cela avait été un cri d'alarme, qui rappelait aux travailleurs leur condition de militants révolutionnaires. Durruti ne voulait reconnaître de Dieu en qui-conque ni la classe ouvrière en lui. Il avait affirmé que les miliciens qui combattaient le fascisme sur les champs de bataille n'étaient pas disposés à ce que personne escamote le contenu révolutionnaire et libérateur de ce combat : ils ne luttaient pas pour la République ou pour la démocratie bourgeoise, mais pour le triomphe de la révolution sociale et de l'émancipation du prolétariat.

Il n'y eut pas, dans tout son discours, une seule phrase rhétorique ou démagogique. Il fustigeait aussi bien ceux d'en haut que ceux d'en bas. Il y en avait pour les ouvriers et pour les pontes de la CNT confortablement installés dans des centaines de postes de responsabilité, pour les citoyens de base et pour les conseillers de la Généralité ou pour les tout nouveaux ministres anarchistes. Une diatribe contre les dérives bureaucratiques de la révolution et une condamnation de la politique du gouvernement, avec ou sans représentants de la CNT à la tête de ce bazar. A l'arrière, on confondait lamentablement le devoir et la charité, l'administration et le fait de donner des ordres, la fonction et la bureaucratie, la responsabilité et la discipline, la décision collective et le décret, l'exemple et les ordres venus d'en haut. Les menaces de "descendre sur Barcelone" ravivèrent la terreur des représentants politiques de la bourgeoisie, bien qu'il fût trop tard pour rectifier l'erreur fatidique de juillet, lorsqu'il fut décidé de reporter la révolution jusqu' "après la prise de Saragosse", du fait des carences théoriques et du manque de perspectives du mouvement anarchiste. Mais on ne menace pas en vain le pouvoir : ses mots, adressés à ses frères de classe, avaient toute la valeur d'un testament révolutionnaire. Un testament et non une simple déclaration, car sa mort était une mort annoncée, que sa sacralisation ulté-

rieure transforma en énigme. Les militants cénétistes de l'époque étaient convaincus de la responsabilité des agents soviétiques, ce qui avait été rapidement démenti, pour des raisons politiques et sans la moindre enquête, par les pontes de la CNT-FAI.

Quoi qu'il en soit, le 19 novembre 1936, une balle perdue, ou pas, le blessa sur le front de Madrid, où il mourut le lendemain. Mais, Durruti, il fallait le tuer deux fois. Un an plus tard, lors de la commémoration de sa mort, la toute-puissante machine de la propagande du gouvernement stalinien de Négrin travailla à plein rendement pour lui attribuer la responsabilité d'un mot d'ordre, inventé originellement par Ilya Ehrenbourg, lors d'une entrevue manipulée avec Durruti, mot d'ordre appuyé ensuite

par la bureaucratie des comités supérieurs de la CNT-FAI, où on lui faisait dire le contraire de ce qu'il avait toujours dit et pensé : *"Nous renonçons à tout, sauf à la victoire."* C'est-à-dire que Durruti renonçait à la révolution. Il ne nous reste même pas une version complète et sûre de son discours, radiodiffusé le 4 novembre 1936, parce que la presse anarchiste de l'époque avait adouci et censuré Durruti de son vivant.

Une fois mort, Durruti pouvait devenir Dieu, et même lieutenant-colonel de l'Armée populaire.

Agustin Guillamon

(Balance, Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier, Cahier n° 25, Barcelone, juillet 2002.)



Durruti.

**La Cerdagne,
la guerre
d'Espagne...
et le POUM**

(Pierre Chevalier)



“La voix antistalinienne dans l’Espagne révolutionnaire”

SI l’on connaît assez bien la composante anarchiste de la guerre civile en Cerdagne par les travaux de J.-L. Blanchon et J.-M. Solé Sabaté, le rôle d’autres partis, et en particulier du POUM (1), a été moins étudié. Or, malgré la faiblesse des sources, il reste possible de se faire une idée de l’importance de l’activité révolutionnaire de ce parti.

A sa naissance, à Barcelone en 1935, il se veut une étape dans la construction du “grand parti socialiste révolutionnaire ibérique”.

Max Rieger (2) écrira à son propos en 1937 qu’il a été “formé par la fusion du Bloc ouvrier et paysan, fondé par Joaquim Maurin, avec une poignée d’aventuriers (Nin, Gorkin, Andrade, etc.), expulsés du Parti communiste espagnol...”. Plus tard, à l’occasion du procès qui se prépare contre des militants arrêtés et dont les chefs d’inculpation sont “reconstitution de société dissoute, distribution et détention de tracts, activités communistes”, le procureur de la République de Montauban reprend les circonstances de cette naissance et écrit : « En l’espèce, il s’agit du POUM, né en Espagne en septembre 1935 de la fusion du “Bloc ouvrier et paysan” et de la “Gauche communiste”. » L’ensemble des documents concernant ce procès se trouve sous la rubrique “Tentative de re-

constitution du Parti communiste dissous” (3). Le POUM est la fusion de deux organisations politiques : le BOC (4) et l’ICE (5), dont les leaders incontestés sont respectivement J. Maurin et A. Nin.

Jesus Hernandez (6), en 1953, soit dix ans après son exclusion du PCE, revient sur le positionnement politique du POUM et sa place dans le pays. Il écrit : “L’organe d’expression de ce parti, La Batalla, était la voix antistalinienne dans l’Espagne révolutionnaire et agitée. Le POUM n’était pas un groupement important en nombre, mais la voix de Nin et de la plupart de ses dirigeants avait une répercussion certaine dans le prolétariat catalan et, surtout, hors de nos frontières.”

(1) POUM : Parti ouvrier d’unification marxiste, nom du parti né de la fusion BOC-ICE, le 29 septembre 1935 à Barcelone.

(2) Rieger M., *Espionnage en Espagne*, Paris, Denoël, 1938, page 20.

(3) Archives départementales du Tarn-et-Garonne, 5W 17, 1 C : procès du POUM, 1941-1942, “Compte rendu du procureur au préfet”, 26 février 1941.

(4) BOC : Bloc Obrero y Campesino (Bloc ouvrier et paysan).

(5) ICE : Izquierda Comunista Espanola (Gauche communiste espagnole).

(6) Hernandez J., *La Grande Trahison*, Paris, Fasquelle, 1953, p. 91.

En 1936, le POUM avait fait le choix tactique d'être partie prenante du Frente Popular.

L'origine du POUM

En juillet 1935, *"la résolution et les thèses du nouveau parti sont déjà approuvées par les comités centraux du BOC et de l'ICE"* (7). Le "congrès de fusion" se tient le 29 septembre 1935 à Barcelone, au domicile de *"Francesc de Cabo, situé rite Montserrat de Casanovas, n° 24"* (8) ; pour V. Alba, cette réunion a eu lieu *"150, Les Planes, près de Barcelone"* (9).

Qui fusionne ?

Dès *"février 1935 (...), six partis ouvriers catalans se rencontrent avec l'intention déclarée de chercher une base d'unité"* (10). On y trouve le Bloc ouvrier et paysan (BOC) de Maurin, la Gauche communiste d'Espagne (ICE) de Nin, Andrade, et des délégations du PSOE, du PCE, de l'Union social-démocrate catalane (USC) et du Parti communiste prolétarien (PCP). Peu, parmi les présents, envisageaient réellement l'unité. L'USC souhaitait une unité avec les socialistes du PSOE à l'exclusion des autres ; le PCE proposait le programme de l'Internationale communiste comme base de discussion et l'exclusion des trotskystes du processus sous prétexte que l'ICE n'était qu'une fraction d'opposition et non un parti (11). *"Un accord entre, d'une part, le BOC et l'ICE, et, de l'autre, le PCP, se révéla impossible à cause de l'insistance de ce dernier pour que le nouveau parti fût catalan et non une organisation à l'échelle de l'Etat. Restaient le BOC et l'ICE. Les quatre autres partis allaient finalement s'unir en juillet 1936 pour donner le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC)",* écrit A. Durgan (12).

Toujours est-il que, à la suite de "l'octobre asturien" de 1934, sous la pression des masses ouvrières et paysannes, qui, malgré la défaite, appelaient

à l'unité des partis ouvriers pour mener à bien les changements politiques en Espagne, les organisations ouvrières se trouvèrent poussées vers ce processus d'alliance. En Catalogne, le BOC, à l'origine de l'Alliance ouvrière de 1933, espérait capitaliser cet espoir par la création d'un parti unifié qui attirerait un grand nombre d'ouvriers et de paysans.

1) Le "Bloc Obrero i Camperol" de Catalogne, le "Bloque Obrero y Campesino" de l'Etat espagnol ⁽¹³⁾

Le BOC est né à Barcelone en mars 1931 de la fusion du Parti communiste catalan de J. Arquer et de la Fédération communiste catalano-Baléares, tous deux dissidents de la III^e Internationale. C'était la principale organisation communiste catalane. On y retrouvait quelques-uns des fondateurs du communisme en Catalogne, dont Joaquim Maurin, ancien membre du comité central du PCE, Pedro Bonet, Jordi Arquer, Daniel Rebull, Jaume Miravittles, et beaucoup avaient auparavant appartenu à la CNT.

A sa naissance, le BOC, dans ses thèses politiques préparées par J. Maurin, disait que *"l'Espagne avait besoin d'une révolution démocratique-bourgeoise, qu'il revenait à la classe ouvrière de réaliser (...). La voie serait ainsi ouverte vers la révolution socialiste, dans une indépendance internationale complète (...). (Le nouveau parti) ne s'affilierait à aucune des Internationales existantes. Il*

(7) Pagès P., *El movimiento trotskista en España (1930-1935)*, Barcelone, éd. Peninsula, 1977, p. 288.

(8) *Ibidem*.

(9) Alba V., *Histoire du POUM*, Paris, Champ libre, 1975, p. 150.

(10) Durgan A., *"Les trotskystes espagnols et la fondation du POUM"*, *Cahier Léon Trotsky*, n° 50, p. 37.

(11) Voir *infra*.

(12) Voir note 10.

(13) Bien qu'il ne représente en réalité que peu de militants hors de Catalogne et de ses marges ; les militants avaient choisi ce nom, car le sigle qui en était issu, "BOC", pouvait être utilisé partout dans l'Etat espagnol.

défendrait la révolution russe, mais sans abandonner pour autant le droit et les devoirs de critiquer ce qu'il considérerait comme des erreurs de ses dirigeants. Il s'opposerait au colonialisme et à l'impérialisme, et soutiendrait les mouvements d'émancipation nationale et les rébellions coloniales" (14).

En ce qui concernait le problème national catalan, il proposait "l'union des républiques socialistes ibériques" (15). Il publiait plusieurs hebdomadaires, *L'Hora*, *La Batalla*, *La Nueva Era*, *L'Espuma* à Girona et *Avant* à Lleida. L'évolution du BOC, qui, bien que non affilié à la III^e Internationale, n'hésitait pas à reprendre certaines des analyses de celle-ci, comme, par exemple, la critique des socialistes qualifiés en 1931 de "social-fascistes", devint assez nette à partir de 1933, où « *Maurin parla de "dégénérescence de l'IC depuis la mort de Lénine" et (même) en juin 1934 La Batalla publia une critique plus générale des erreurs de l'IC après 1924* » (16).

Enfin, le BOC défendait Trotsky contre les calomnies stalinienne.

2) L'Izquierda Comunista de Espana (ICE)

Elle fut fondée en 1930 à Liège sous le nom de "Oposicion de Izquierda de Espana" par des exilés communistes espagnols résidant en France, en Belgique et au Luxembourg. Un des fondateurs du PCE, Francisco Garcia Lavid (dit "Henri Lacroix"), en fut le premier dirigeant. Un certain nombre d'anciens dirigeants du PCE, à l'intérieur de l'Etat espagnol, rejoignirent cette organisation connue en France sous le nom d'OGE (Opposition de gauche espagnole). Notons parmi ceux-ci Juan Andrade de Madrid, cofondateur en 1920 du PCE, exclu en 1927, ou Andreu Nin, qui les rejoignit en "octobre 1930 à son retour à Barcelone" (17). Petit à petit, il fut rejoint par "des militants de talent (...). Outre Nin et Andrade, les principaux intellectuels du groupe étaient Esteban Bilbao, le médecin basque José Luis Arenillas et Enrique Ferntindez Sendon (...). D'autres militants connus étaient l'avocat du syn-

dicat des mineurs des Asturies, José Loredó Aparicio, le journaliste catalan Narcis Molins i Fàbrega (...) et un des fondateurs du PC à Madrid et ancien dirigeant des Jeunesses communistes, Luis Garcia Palacios" (18).

Il y avait aussi de nombreux cadres ouvriers. Certes, l'OGE était petite, mais le PCE était en plein désarroi. Il existait des noyaux OGE à Madrid, dans les Asturies, en Galice, à Séville, Salamanque, El Astillero, en Castille du Nord, au Pays basque et dans Barcelone ; enfin, un groupe important militait à Llerena et dans ses environs (province de Badajoz), en raison de luttes paysannes menées en 1932 et 1934. A. Durgan note qu'en face de ces huit cents militants à peu près en 1934, le PCE avait probablement dix mille membres et le BOC quatre mille (en Catalogne essentiellement) (19).

Bien que qualifiée de trotskyste, l'OGE était souvent en opposition avec le mouvement trotskyste international. Il y avait cependant au sein de l'OGE un noyau militant qui se revendiquait de Léon Trotsky.

En 1931 et 1932, les "trotskystes" de l'OGE attaquèrent durement le BOC, comme le constatent P. Pagès et A. Durgan, tant sur la ligne politique qu'il développait que du fait de sa base sociale. A partir de 1933, les critiques publiques contre le BOC furent moins fréquentes, même si encore, en juin 1934, « *alors que les deux organisations travaillaient étroitement associées, la presse de l'ICE décrivait le BOC comme "opportuniste et sans programme clair"* » (20). Cependant, le BOC était aussi dur avec les

(14) Durgan A., "Les trotskystes espagnols...", *op. cit.*, p. 45.

(15) Pagès P., *Diccionari d'història de Catalunya*, Barcelone, éd. 62, 1992, s. d., article "Bloc obrer i camperol", p. 131.

(16) Cité par Durgan A., "Les trotskystes espagnols...", *op. cit.*, p. 35, en référence à un article de *La Batalla* du 2 juin 1934.

(17) Solano W., *Andreu Nin, assaig biogràfic*, Barcelone, éd. POUM, 1977, p. 20.

(18) Durgan A., "Les trotskystes espagnols...", *op. cit.*, p. 17.

(19) *Ibidem*, p. 18.

(20) *Ibidem*, p. 24.

trotskyistes, accusés d'être "l'image du stalinisme dans un miroir" (21).

Dans le même temps, peu à peu, l'OGE, devenue en mars 1932 Gauche communiste d'Espagne (ICE), s'éloigna de l'Opposition de gauche internationale. Comme le note Léon Trotsky dans une lettre à son fils Léon Sedov, datée du 2 mai 1932 : "Le changement de nom des Espagnols est une forme pour prendre les distances avec nous" ; puis, le 13 juin 1932, toujours à propos du nom, "la clarification avec eux sera lancée sur une base internationale et il faudra leur donner des réponses principielles à des questions principielles" (22).

Pour A. Durgan, ce changement de nom, certes en rupture avec les objectifs de l'Opposition internationale qui sont encore le redressement des Partis communistes et de l'Internationale communiste, s'explique aussi par le fait que l'ICE s'est renforcée sur le plan organisationnel et politique. A propos de l'automne asturien, Juan Andrade répond à Léon Trotsky, dans une "Lettre à un camarade américain", le 29 juin 1935 : "Partout où les événements ont revêtu une importance réelle, nos camarades ont joué un grand rôle, surtout aux Asturies et en Catalogne. Le secrétaire de notre groupe de Trubia (...) est tombé devant un peloton d'exécution de l'armée. Notre camarade Laredo Aparicio (qui est à présent en Belgique et contre qui la peine de mort a été réclamée) était membre du comité révolutionnaire d'Oviedo et commissaire aux fournitures. Notre camarade II (23) occupait le même poste à Sama de Langreo. Tous nos camarades asturiens ont participé activement. Quant à Barcelone, vous savez certainement que la direction de l'insurrection prolétarienne était aux mains de l'alliance ouvrière. Nos camarades y ont joué un rôle dirigeant, comme le souligne même la presse réactionnaire" (24).

Concernant le nombre de militants de l'ICE, Pelai Pagès arrive, dans son ouvrage *Le Mouvement trotskyste en Espagne*, à un total de huit cents militants en 1935, contre deux mille pour Munis (25) et quatre cents pour V. Alba (26). Il confirme les informations données par Jean Rous, l'un des dirigeants du mou-

vement trotskyste au secrétariat international de ce mouvement, en ajoutant : "De la somme totale que donne Rous, il résulte qu'il y a sept cents militants, ce qui sûrement reflète plus la réalité que les chiffres donnés par Munis ou Alba" (27).

3) Naissance du POUM

Cependant, l'insurrection d'octobre conduisit "nombre de ceux qui se considéraient comme marxistes à voir le besoin d'une direction révolutionnaire centralisée forte" (28). Le 9 décembre 1933, une alliance ouvrière fut mise en place en Catalogne après la victoire des droites (CEDA et radicaux) aux élections de novembre aux Cortes. Il s'agissait d'un front unique entre directions des organisations ouvrières, tel que les "Thèses sur l'unité du front prolétarien" du IV^e Congrès de l'Internationale communiste le précisent (29), et non du « sectaire "front unique à la base" des staliniens » (30). Cette alliance ouvrière regroupait l'UGT (31), les Trentistes (opposition interne à la CNT) (32), la Fédé-

(21) *Ibidem*, p. 25.

(22) "Correspondance Léon Trotsky-Léon Sedov, 1931-1933" : P. Broué, "Quelques lueurs venues d'archives sur les relations entre Trotsky, Maurin et Nin", *Cahier Léon Trotsky*, n° 50, p. 116.

(23) Ignacio Iglesias.

(24) Andrade J., "Lettre à un camarade américain", Madrid, 29 juin 1935, : Léon Trotsky, *La Révolution espagnole*, op. cit., pp. 597 et 598.

(25) Munis G., *Jalones de derrota : proinesa de Victoria (España 1930-1939)*, Mexico, éd. Lucha Obrera, 1948, p. 63.

(26) *Histoire du POUM*, op. cit., p. 147.

(27) Pagès Pelai, *El movimiento...*, op. cit., p. 94.

(28) Durgan A., "Les trotskystes espagnols...", op. cit., p. 34.

(29) *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923*, Bibliothèque communiste, Librairie du travail, 1934, p. 160.

(30) Durgan A., "Les trotskystes espagnols...", op. cit., p. 34.

(31) Union General de Trabajadores (Union générale des travailleurs), centrale syndicale dirigée par les socialistes.

(32) Trentistes : trente militants anarcho-syndicalistes signataires en 1931 d'un manifeste réformiste critiquant le "putschisme" de la Fédération anarchiste ibérique dominant la Confédération nationale des travailleurs (CNT). La Fédération

ration socialiste de Barcelone (PSOE), le BOC, la Fédération syndicaliste libertaire (Trentistes aussi, mais exclus de la CNT), l'ICE, l'Union socialiste de Catalogne, l'Union des paysans (33) et la fédération des syndicats expulsés de la CNT (liée au BOC) (34).

A l'intérieur de l'alliance, le BOC et l'ICE étaient régulièrement en accord ; en particulier sur le fait que l'alliance ouvrière devait se transformer en organisation de mobilisation quotidienne des travailleurs et d'une certaine façon d'auto-organisation, tandis que les socialistes de gauche et les syndicalistes y voyaient plutôt une organisation purement insurrectionnelle. De plus, l'évolution du BOC et de l'ICE permettait à celle-ci d'envisager une fusion avec celui-là. Les prises de position de plus en plus anti-staliniennes, la défense de Trotsky contre les calomnies staliniennes, la rupture avec la théorie du social-fascisme (même si celle-ci ne servait que d'insulte interne au BOC auparavant), l'évolution sur la question nationale, avec le remplacement de la nécessité de construction de mouvements de libération nationale par la ligne d'autodétermination pour les "nationalités historiques", et enfin l'influence personnelle de Maurin, qui développait des positions marxistes dans le BOC, tout cela concourut au rapprochement politique des deux organisations... compris par l'ICE comme un rapprochement du BOC vers ses propres positions.

Enfin, le rapprochement signifiait aussi la fin d'un relatif isolement pour chaque organisation. Le BOC pouvait, par les groupes ICE, exister dans tout l'Etat espagnol ; l'ICE, par l'importance du BOC, pouvait devenir une véritable force politique tant en Catalogne que dans le reste de l'Etat espagnol.

Diverses réunions aboutirent donc à la fusion de l'été 1935, malgré quelques anicroches persistant encore au sein de l'ICE. Bien que clos formellement par le vote du 15 septembre 1934, le débat sur l'entrisme continuait. En avril 1935, "une position de compromis, proposée par Nin, fut adoptée avec seulement le vote contre de Francesc de Cabo" (35). Le constat de l'incapacité de l'organisa-

tion de gauche internationale à se transformer en centre d'attraction pour les masses travailleuses, la crise liée à l'entrisme avaient désorienté l'organisation ICE et les masses, qui, par ailleurs, souhaitaient que les groupes en dehors des organisations de masse rejoignent ces dernières. Aussi l'ICE se proposait-elle dans l'Etat espagnol de rejoindre le PSOE et son aile gauche (36), tandis qu'en Catalogne il fallait aller vers la fusion des groupes marxistes (BOC, ICE, PCP). Ce vote presque unanime ne rencontra pas l'assentiment des groupes de base de l'ICE, qui refusaient d'entrer dans le PSOE. Ce fut donc la proposition de Cabo qui fut prise en compte, c'est-à-dire la création d'un parti sur une base révolutionnaire en Catalogne par fusion avec les autres partis marxistes ; ailleurs, dans l'Etat espagnol, les groupes ICE deviendraient sections du parti formé en Catalogne.

Une rupture eut lieu dans l'ICE, où cinq militants (dont Fersen et Bilbao) rejoignirent le PSOE. Fersen et Bilbao abandonnèrent rapidement le trotskysme. On retrouvera en 1936 un troisième militant de ce groupe, G. Munis, resté trotskyste.

4) Le Frente Popular

La situation va se modifier en janvier 1936 avec la signature du pacte de Front populaire. Le système électoral de la II^e République espagnole favorisait les alliances électorales. Par ailleurs, "la pression pour l'unité ouvrière était deve-

syndicaliste libertaire se voulait parti politique pour contrecarrer la FAI.

(33) Unio Je Rabassaires i Altres Cultivadors del Camp de Catalunya (UR), syndicat agricole lié à l'Esquerra Republicana de Catalunya, parti de gauche autonomiste catalan dont le grand dirigeant fut F. Macià.

(34) Pagès Pelai, *El movimiento...*, op. cit., p. 174.

(35) Durgan A., "Les trotskystes espagnols...", op. cit., p. 38.

(36) Sur cette gauche du PSOE, voir P. Broué, « Quand Carrillo était "gauchiste" : les Jeunesses socialistes d'Espagne, 1934-1936 », p. 17 et suivantes, *Cahier Léon Trotsky*, n° 16, décembre 1983. Voir aussi P. Broué, « 1934 : les "léninistes" du PSOE », *Cahier Léon Trotsky*, n° 20, décembre 1984, p. 42 et suivantes.

nue plus intense après octobre 1934" (37). Aussi, le POUM, qui souhaitait une renaissance de l'alliance ouvrière, mais s'opposait à l'alliance avec les formations "petites-bourgeoises", proposa-t-il, le 4 novembre 1935, "aux partis ouvriers (...) de former un front ouvrier électoral. Aucun ne répondit" (38). Dans le même temps, suivant la tactique de l'Internationale communiste, le PCE souhaite une alliance avec « la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine pour constituer un "vaste Front populaire antifasciste" » (39) et la propose dès juin 1935, sans pour autant qu'on puisse dire que le mot d'ordre vient de Moscou (40). De même, "le 14 novembre 1935, Azana envoie une lettre au PSOE, proposant une alliance électorale de toutes les gauches" (41).

Toujours est-il que, le 16 janvier 1936, le POUM, par la plume de J. Andrade à Madrid et J. Maurin à Barcelone, signe le programme du pacte électoral des gauches constitué depuis octobre 1935 (42). Quels que soient les arguments du POUM pour justifier ce recul sur les positions défendues par Maurin (dans *La Batalla*) ou Arquer (dans *Nueva Era*) de condamnation du Front populaire, car niant "le concept historique de lutte de classe" (43), Trotsky condamne en termes violents la "trahison du Parti ouvrier d'unification marxiste espagnol" (44). Certes, le "Front populaire représentait un pas en arrière par rapport à l'alliance ouvrière" (45), mais, dans le même temps, le comité exécutif du POUM était « extraordinairement intéressé à obtenir une représentation parlementaire qui permettrait au parti de défendre une "position de classe" dans le Parlement espagnol, les Cortes » (46).

Un second argument était de ne pas risquer de faire gagner la droite en allant seul contre le Front populaire aux élections. Enfin, il y avait trente mille prisonniers dans les geôles du pouvoir après les événements d'octobre 1934 ; or le programme du Front populaire proposait leur libération. On ne pouvait s'isoler de ce combat. Trotsky condamne ces "anciens communistes de gauche espagnols (qui) sont tout simplement devenus la queue de la bourgeoisie de gauche".

"Il est difficile de concevoir chute plus humiliante" (47), ajoute-t-il. La victoire du Front populaire place J. Maurin comme député du "Front des gauches" (48) aux Cortes.

Le POUM en Cerdagne

1) Le BOC et les élections

Comme on l'a vu, le BOC précède le POUM. Il se présente seul ou dans un front lors des trois élections avant les législatives du 16 février 1936, qui voient la victoire du Frente Popular.

Le tableau ci-après montre les résultats du Bloc seul ou du Front auquel il appartient dans les "municipis" de Cerdagne, qu'ils dépendent de la province de Gérone ou de Lleida :

(37) Durgan A., "Les trotskystes espagnols...", *op. cit.*, p. 46.

(38) Alba V., *Histoire du POUM*, *op. cit.*, p. 154. et *La Batalla*, 15 novembre 1935.

(39) Bolloren B., *La Révolution espagnole : la gauche et la lutte pour le pouvoir*, Paris, Ruedo Ibérico, 1977, p. 123.

(40) Vilar P., "Le socialisme en Espagne, 1917-1945", *Histoire générale du socialisme*, s. d., J. Droz, tome 3, Paris, PUF, 1997, p. 450.

(41) Tainames R., "La República, la Era de Franco", tome 7 de *Historia de Espania*, Madrid, Alianza Editorial, 1986, p. 37.

(42) Hermet G., *La Guerre d'Espagne*, Paris, Seuil, 1989, p. 71.

(43) Maurin, *La Batalla*, 19 juillet 1935, cité par Durgan A., "Les trotskystes espagnols...", *op. cit.*, p. 45.

(44) Léon Trotsky, "La trahison du POUM, 22 janvier 1936", *La Révolution espagnole*, *op. cit.*, p. 285.

(45) Alba V., *Histoire du POUM*, *op. cit.*, p. 155.

(46) POUM, "Acta del Comité central", 5-6 janvier 1936, cité par Durgan A., "Les trotskystes espagnols...", *op. cit.*, p. 48.

(47) Léon Trotsky, "La trahison du POUM, 22 janvier 1936", *La Révolution espagnole*, *op. cit.*, p. 287.

(48) En Catalogne, le Front populaire s'appelle Front des gauches. Il n'y eut pas d'autre candidat POUM ailleurs en Espagne en raison de l'opposition des communistes ou des républicains selon les endroits.

TABLEAU N° 1

Provinces	Élections du	Législative			Parlement catalan			Législative		
		28 Juin 1931			20 Novembre 1932			19 Novembre 1933		
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	
	Municipis	votants	ppal Parti ⁽⁴⁹⁾	BOC	votants	ppal Parti ⁽⁵⁰⁾	BOC	votants	ppal Parti ⁽⁵¹⁾	Front d'Obrer
GIRONA	Alp	81	81,8	0	67,1	74,4	0,5	60	66,9	0
	Das	91,4	64,1	0	82,9	53	1,5	67,8	56,8	0
	Puigcerdà	76,5	80	0	66,8	49,7	0,2	62,2	54	0,1
	Vilallovent	79,2	88,4	0	66,7	50,7	0	49,1	58,7	15,9
LLEIDA	Bellver	74,1	100	0	76,6	90,1	0,5	50,9	83,3	0,9
	Montella	79,3	98,5	1,3	73,9	89,1	0,4	44,8	78,8	0
	Musser-Aristot	68,8	99,6	0	68,8	59,4	1,8	31,1	53,2	3,7
	Toloriù	79,8	99,3	0	71,3	85,1	0	50	85,5	0,6

Ainsi, si dans la province de Gérone, le BOC n'obtient aucune voix en 1937 aux législatives, en revanche, pour les élections au Parlement catalan, Alp, Das et Puigcerdà lui accordent un nombre minimum de suffrages. En 1933, le Front Obrer i Camperol obtient 1 % des voix à Puigcerdà et 15 % à Vilallovent. Ce front regroupe le BOC et des socialistes catalans.

Dans la province de Lleida, dès 1931, des voix se reportent sur le BOC à Montella, tandis que Bellver et Musser donnent quelques suffrages en 1932 et 1933 au Bloc et à ses alliés. Toloriu, enfin, n'accorde quelques suffrages qu'en 1933.

Les pourcentages de voix sont insuffisants pour que l'on puisse déduire quelque information que ce soit sur ce vote. Cependant, il existe, indépendamment de sa marginalité.

On ne peut décompter le vote POUM en 1936, puisque ce parti est membre de la coalition du Frente Popular.

2) Naissance du POUM en Cerdagne

Selon Francesco Mill, un ancien du POUM d'Alp, c'est en 1935 que *"le dirigeant Gironella et un autre, qui étaient à Alp pour raison de santé et pour faire une cure de bon air des Pyrénées, arrivèrent à leur demande à faire connaître la politique du POUM à quelques jeunes et une sympathie s'installe"* (52).

La Cerdagne étant connue de longue date pour ses qualités climatiques, on monta tant de Perpignan que de Toulouse ou Barcelone pour prendre le bon air. C'est ainsi qu'Enric Adroher, dit "Gironella", et Moruny (*) sont venus de Barcelone se soigner à Alp.

E. Adroher, originaire de Gérone, est instituteur. Politiquement, il est membre la Fédération communiste ibérique, puis du BOC, et enfin du POUM. En 1935, il est un des dirigeants de la Fédération des travailleurs de l'enseignement affiliée à l'UGT.

Moruny est aussi enseignant, membre du POUM, et il sera par la suite secrétaire du Secours Rouge (53) du POUM.

A la demande de certains jeunes de la commune, selon F. Mill, Gironella présente le POUM et semble les convaincre

(49) "Coalicio catalana republicana" composée à partir de l'Esquerre republicana de Catalunya (ERC), car le système électoral avantage les coalitions en leur donnant une majorité de sièges sans éliminer les minorités.

(50) "ERC" sauf à Vilallovent.

(51) "ERC" sauf à Das.

(52) Lettre de F. Mill du 5 septembre 1991, un autre document date la venue de Gironella de 1934.

(*) Selon le *Dictionari Biografic del Moviment obrer des paisos catalans*, il s'agirait en fait de Joan Maruny, responsable du Secours Rouge du BOC et non du POUM, car il quitte le POUM au "moment de la répression stalinienne qui se déroula à partir de mars 1937". Il n'était pas enseignant, mais membre du syndicat des marchands.

(53) Le Secours Rouge est une organisation de solidarité avec les militants subissant la répression patronale ou gouvernementale.

du bien-fondé de ce parti. F. Mill fait partie des intéressés ; mais il n'est pas le seul.

Quelque temps plus tard, F. Mill s'en va à Barcelone étudier le commerce. Il est alors âgé d'une quinzaine d'années. Il reste en contact avec le POUM, ou plutôt avec mouvement de jeunesse de ce parti : les Jeunesses communistes ibériques (JCI). Cela se fait d'autant plus facilement que, dans la pension où il loge, d'autres militants du parti sont installés.

Il entre en contact avec Josep Tressens (54). Malade, ce dernier est convaincu par Francesc Mill de venir se soigner en Cerdagne, à Alp, plus précisément.

Ainsi, le 17 juillet 1936, lorsqu'éclate le soulèvement militaire, J. Tressens est

à Alp et, bien sûr, il ne reste pas inactif. Cependant, il n'existe aucun militant ayant adhéré formellement au POUM à Alp en 1936. Mais le noyau de ce qui formera le POUM existe au travers de militants inorganisés, ou appartenant à l'UGT ou à la CNT, ou même au Parti communiste de Catalogne.

Pierre Chevalier

(La fin au prochain numéro.)

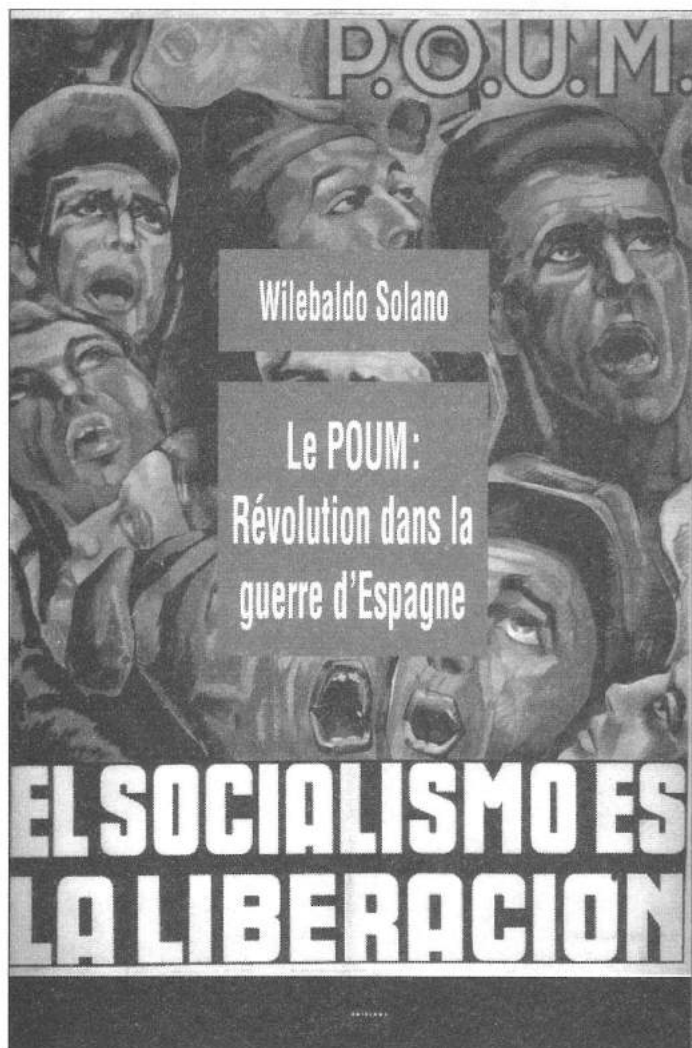
(54) On trouve indifféremment écrit "Tressens" ou "Trescents". S'agit-il de Josep Tressens i Puig, lequel, selon Victor Alba, était membre des JCI et mourra de la tuberculose à Paris quelques années plus tard (Alba V., *Sisif i el seu temps*, tome 1, Barcelone, 1990, p. 184) ou de Josep Tressens i Angelar, périodiste ou graphiste et militant du POUM, selon des souvenirs incertains de témoins ?



Vue générale d'Alp vers 1940 (collection privée C. Gironès, Bourg-Madame).

Un épisode de 1943

(Wilebaldo Solano)



Publié aux éditions Syllepse. Prix : 20 euros.

Wilebaldo Solano : de la prison de Montauban à la centrale d'Eysses Un jour inoubliable : le 15 octobre 1943

DANS le cours des jours et du temps, il y a des journées qui nous marquent fortement et que l'on n'oublie jamais. Je citerai par exemple le 15 octobre 1943.

Je me suis réveillé très tôt dans une cellule de la maison d'arrêt de Montauban, la ville du grand peintre Ingres.

Depuis le mois de février 1941, j'y "accomplissais une peine", comme l'on dit couramment. Une condamnation injuste et absurde infligée par un tribunal militaire français sous la pression de la Gestapo. Condamnation injuste et absurde parce que ni la police et ni le juge n'avaient trouvé de preuve la justifiant.

Nous, condamnés, étions un groupe de militants du POUM espagnol composé de Juan Andrade, Josep Rodes, Ignacio Iglesias, Josep Coll, Josep Comabella, César Zayuelas, Josep Capella, d'autres camarades et l'auteur de ces lignes.

Condamnés à de longues peines de travaux forcés et de prison bien qu'ils ne purent découvrir nos contacts avec les premiers groupes de la Résistance. De façon évidente, nous étions des "rouges espagnols" et cela suffisait.

Le transfert à la centrale d'Eysses

Revenons au 15 octobre 1943. Réveillés très tôt, on nous annonça qu'ils allaient nous transférer de prison. Nous essayâmes d'en savoir concrètement un peu plus en interrogeant les gardiens qui s'étaient montrés les plus aimables avec nous ; en particulier le directeur, qui avait fait le geste de nous confier la bibliothèque de la prison pour l'ordonner et en dresser un catalogue, ce qui nous permit de lire des centaines de livres.

Mais cela fut inutile. Le silence était de rigueur, comme l'impose le régime pénitentiaire. La Garde mobile nous mit dans un autocar pour une destination inconnue. Mais nous étions dehors, parcourant la ville, contemplant ce ciel qui nous était interdit depuis 1941, sauf lors des 15 minutes quotidiennes de promenades dans les patios cellulaires. Et surtout, un soleil splendide, qui nous aveuglait et qui en même temps nous comblait de joie.

La campagne du Lot-et-Garonne nous paraissait plus belle que jamais. Les gardes mobiles nous laissaient nous saluer et même converser à voix basse.

Je ne me souviens pas de la durée du voyage. César Zayuelas, qui avait réussi à s'asseoir à mes côtés, me fit comprendre que deux gardes lui avaient dit que nous allions en centrale.

Je me mis à trembler parce que me revint en mémoire la lecture du livre *Les Hommes en prison*, de Victor Serge. Mais nous étions arrivés. Ils nous firent descendre de l'autocar et pénétrer dans le patio d'entrée de la maison centrale d'Eysses.

Nous le comprimes aussitôt : nous étions dans un centre pénitentiaire. L'un de nous dit en regardant la porte d'entrée : *"Au moins, ici, nous ne serons pas enfermés dans des cellules."*

Nous pûmes durant quelques instants échanger nos premières impressions entre nous. Le ciel était aussi bleu et splendide qu'en Espagne et nous vîmes à nouveau les oiseaux, les arbres et les fleurs.

Nous étions à nouveau émerveillés et profondément inquiets.

Mais avant de poursuivre le récit, il est peut être utile de préciser que la maison centrale d'Eysses se trouve dans la banlieue de Villeneuve-sur-Lot (département du Lot-et-Garonne).

Ce site fut à l'origine un monastère gallo-romain, puis un couvent de moines bénédictins jusqu'à la Révolution française. Ensuite, le bâtiment fut transformé en bagné et, plus tard, en prison d'éducation surveillée. Son histoire est affreuse.

Quelqu'un écrivit à la fin du XIX^e siècle que *"les souffrances morales et physiques d'Eysses étaient plus terribles que celles des bagnards de Cayenne"* (Guyane française).

Nous autres ne savions rien de cela, mais une rumeur était parvenue jusqu'à certains de nos camarades disant que Eysses était une prison de transit avant la déportation vers les camps allemands de Hitler.

De même, nous avons réussi à savoir que le gouvernement de Pétain avait décidé de transférer les prisonniers politiques considérés comme les plus dangereux vers un grand centre pénitentiaire du Sud de la France, c'est-à-dire Eysses.

La révolte des prisonniers politiques

Nous entrâmes dans la prison et nous fûmes aussitôt soumis à la technique pénitentiaire. Nous fumes obligés de nous déshabiller. Puis, une douche ultrafroide nous fut imposée. Les cheveux coupés à ras, ils nous donnèrent la tenue du détenu et remplacèrent nos chaussures par d'énormes sabots en bois. Inutile de dire que nous étions tous furieux.

Les gardiens essayèrent d'éviter les protestations qui commencèrent à surgir en nous expliquant qu'ils nous avaient simplement soumis aux *"mesures naturelles d'hygiène"* prévues pour ceux qui entraient dans la centrale.

Ensuite, ils donnèrent l'ordre à divers groupes de prisonniers de s'aligner et de marcher au pas jusqu'au prétoire, où nous devions comparaître devant le directeur de la prison.

De mauvaise humeur, et sans marquer le pas, nous entrons dans la salle. Sur une petite estrade, apparaît M. Lasalle, directeur d'Eysses. Il nous regarde un long moment, puis, sortant quelques papiers, il s'adresse à nous pour déclarer que nous sommes dans un bagné régi par un règlement appliqué avec humanité. Soudain, sa voix change et dit savoir que parmi les prisonniers se trouvent des avocats, des journalistes, des médecins, un ex-préfet et des dirigeants d'un parti qu'il ne connaissait pas... Et, à l'instant où il semble avoir terminé, en hésitant un peu, il demande quelles sont les tendances politiques des prisonniers. Quelqu'un, dont j'ai oublié le nom, dit : *"Beaucoup d'entre nous sommes gaullistes."* La surprise fut totale parmi nous. Victor Michaut dit alors : *"Moi et d'autres sommes communistes."* Déjà, un autre prisonnier se risque à formuler des revendications. *"Monsieur le Directeur, on vient de nous retirer nos chaussures pour nous imposer des sabots. C'est humiliant et absurde."* M. Lasalle expliqua que, dans la prison, il n'y avait pas d'atelier pour réparer les chaussures usées. La réponse

vint comme un coup de tonnerre : *“Monsieur le Directeur, nos chaussures résisteront aussi et il ne sera pas nécessaire de les réparer parce que, avant qu’elles ne soient usées, la France sera un pays libre et nous aussi.”* La chose prenait la tournure d’un meeting. Le mathématicien trotskyste Gérard Bloch déclara : *“Je suis communiste, mais j’appartiens à la IV^e Internationale.”*

Un événement sans précédent

La touche finale fut portée par notre compagnon Josep Rodes, qui était au premier rang.

Rodes, commissaire à l’Ordre public (préfet) de la province de Lérida les premiers mois de la révolution espagnole, puis membre du comité exécutif du POUM, intervint pour dire : *“Durant la guerre civile espagnole, je fus en quelque sorte ce que vous appelez un préfet. J’ai dû assumer, de ce fait, des responsabilités importantes dans une situation complexe et difficile, et je sais que les règlements peuvent s’appliquer avec un esprit bureaucratique et répressif, ou avec humanité et générosité. Vous vous êtes bien rendu compte que nous sommes des prisonniers politiques.”*

On ne pouvait aller plus loin. Et M. Lasalle, vacillant à nouveau, partit.

L’action du prétoire fut un événement sans précédent. Dans cette salle, où il y eu tant d’abus et d’agressions criminelles, retentit pour la première fois la voix de la résistance politique et

révolutionnaire contre le fascisme et pour la liberté. En une heure se mit en place un processus qui conduisit à la reconnaissance d’un large régime politique pour tous les détenus d’Eysses. Nous partîmes à la cantine presque en chantant et, bien sûr, sans marcher au pas. Nous jetâmes les sabots et ils nous rendirent les chaussures. Tout un symbole !

Les patios de la prison devinrent des lieux de fréquentation, de connaissances et de libres discussions. Furent organisées des conférences et des débats sur les thèmes les plus variés : la guerre mondiale, le fascisme, la révolution espagnole, les problèmes de la Résistance et la lutte armée contre les forces hitlériennes et la milice de Pétain. Et s’établit un contact avec la direction d’Eysses pour poser et résoudre tout ce qui concernait la vie dans la centrale. Malheureusement, cette situation ne dura pas longtemps, comme je l’ai expliqué dans la biographie du militant poumiste Josep Rodes. Il y eut d’importants événements à Eysses et la majeure partie des prisonniers fut finalement déportée à Dachau.

Mais l’objet de cet article était — et est — d’expliquer un des épisodes les plus intéressants et significatifs de l’histoire d’Eysses, parce qu’y furent résumées et concentrées les valeurs les plus importantes de la lutte contre le fascisme : l’unité, la fraternité, la solidarité et le courage face à l’adversaire.

Oui, le 15 octobre 1943 fut un jour historique, un grand jour pour les prisonniers combattants d’Eysses.

Wilebaldo Solano

**Les réformes
économiques
en Russie
vues
par un universitaire
chinois**

Le sociologue russe Simon Kordonski écrit dans la revue *Novy Mir* (décembre 2001, p. 225) :
“En Russie aujourd’hui, il y a plus de 50 millions de foyers et presque 40 millions de parcelles de terrain attenantes à des datchas, de potagers individuels, sur lesquels les gens cultivent des pommes de terre, des légumes, élèvent des vaches, des chèvres et des cochons, élèvent de la volaille. Cela signifie que presque toute la population gère une économie auxiliaire, pour organiser son existence et se fournir en ravitaillement pour l’hiver.”

Ainsi, le “rétablissement du capitalisme” en Russie débouche sur un retour à des formes précapitalistes d’organisation du travail et de l’existence : près de 40 millions de foyers sur un peu plus de 50 millions, soit plus de 75 %, vivent en économie naturelle (les chômeurs et nombre de kolkhoziens) ou semi-naturelle : ces derniers travaillent la semaine, puis, le samedi et le dimanche, ils vont cultiver leur parcelle pour avoir de quoi se nourrir plus ou moins convenablement l’hiver. Ce “retour à la terre”, qui transforme des millions d’enseignants, d’employés, d’ouvriers en moitiés ou quarts de paysans, découle de la décomposition de l’économie, de la destruction de l’industrie engendrée par la destruction de la propriété d’Etat, de la planification et du monopole du commerce extérieur organisée par les “démocrates”, le FMI, la Banque mondiale, l’Union européenne et Washington...

L’universitaire chinois, partisan de l’économie de marché, Tchou Sintcheng examine ci-après certaines des conséquences catastrophiques des antiréformes qui ont disloqué l’ex-URSS.

Bien que cette analyse résumée dans une revue russe contienne des données factuelles dont l’intérêt n’est pas douteux, la lecture n’en est pas toujours aisée, sans doute parce que, en écrivant sur la Russie des années 1990, l’auteur pense aux réformes en cours en Chine en ce moment, que l’entrée de la Chine dans l’Organisation mondiale du commerce ne peuvent que précipiter, et veut y faire penser son lecteur. Il y a donc, dans ce texte, à côté d’une analyse factuelle aisée à saisir, des allusions, voire des non-dits tout aussi allusifs, pas toujours aisés à déceler.

Tchou Sintcheng veut en effet suggérer que la réforme en Russie a échoué parce que l’Etat a laissé jouer les forces aveugles du marché au lieu de les contrôler en maintenant la planification ; il laisse entendre que le maintien de ce contrôle (comme en Chine !) modifierait la nature et le résultat de réformes économiques fondées sur les lois du marché.

Il met, ce faisant, entre parenthèses le caractère mondial de l’impérialisme et ne dit, par exemple, pas un mot du monopole du commerce extérieur, que, dès 1922, Lénine considérait comme une question cruciale des rapports entre l’économie collectivisée et le capitalisme.

Tchou Sintcheng **(Université populaire de Chine) :** **“Sept années de réformes** **économiques en Russie”** **(Tantaï chitse chehueitchouei wenti,** **1999, n° 3, pp. 2 à 14)**

SELON l’auteur de cet article, le monde entier a le regard porté sur les réformes économiques en Russie, car il s’agit d’un terrain d’essai gigantesque pour tester le passage du système socialiste au capitalisme.

Les peuples du monde entier et, en particulier, les peuples des pays socialistes suivent le cours des changements russes, car « *dans un certain sens, cela indique la direction du développement du socialisme et démontre la vitalité du marxisme. Quant aux politiciens et idéologues du capitalisme monopolistique, ils placent de grands espoirs dans le succès des réformes en Russie pour montrer que le capitalisme est “la voie naturelle de la civilisation humaine”.* »

Pour Tchou Sintcheng, les sept années écoulées depuis la libération des prix constituent un délai raisonnable pour en évaluer les résultats.

I. Les graves conséquences de la privatisation en Russie

Premièrement, Tchou Sintcheng part du fait que la privatisation en Russie est réalisée à 70 % et en conclut que le système économique est pour l’essentiel déjà passé au capitalisme. Mais le chercheur chinois se demande si les résultats de la privatisation permettent d’être aussi optimiste que le prédisaient les économistes russes quand ils en firent l’apologie. Son analyse est assez sombre. Il fonde essentiellement ses conclusions sur les matériaux de la commission parlementaire d’évaluation des résultats de la privatisation et s’inspire notamment de l’opinion d’un membre de cette commission, V. Lissitsyne, sources qui reflètent, selon lui, la situation réelle en Russie et

apparaissent comme une “douche froide” pour les tenants des privatisations.

Deuxièmement, comme le souligne l’auteur, les privatisations n’ont pas donné lieu à un développement rapide de l’économie et de sa productivité, mais elles ont conduit au contraire à un déclin dramatique et à une grave crise économique. Tchou Sintcheng en vient même à la conclusion que *“les privatisations n’ont pas entraîné un accroissement des investissements financiers, mais se sont accompagnées d’une fuite des grands moyens de l’Etat”*.

Selon leurs défenseurs, les privatisations devaient engendrer des revenus qui permettraient de compenser le déficit financier et de juguler l’inflation.

En réalité, elles ont apporté au budget *“des revenus ridiculement faibles”* (848,3 milliards de roubles en cinq ans, entre 1992 et 1996, soit 0,15 % des rentrées budgétaires !). La raison en est que la propriété d’Etat *“a été moitié vendue et moitié dilapidée, c’est-à-dire apparemment vendue et réellement dilapidée au profit des gens bien en place ou influents”*.

Non seulement les privatisations n’ont pas augmenté les revenus de l’Etat, mais elles ont ouvert la voie aux transferts de capitaux à l’étranger. Les gens qui ont alors acheté des entreprises préfèrent faire des profits en utilisant les crédits et les capitaux de l’Etat plutôt qu’en augmentant la productivité, en conquérant de nouveaux marchés, en améliorant la gestion ou en diversifiant la production.

Grâce à leurs réseaux politiques, ils obtiennent toujours des subsides et des dispenses d’impôt, puis le droit de transférer leurs profits et ceux de leurs compagnies dans des banques étrangères. Ensuite, ces mêmes fonds reviennent en Russie par l’intermédiaire de la Banque mondiale et du FMI sous forme de prêts pour soutenir les réformes gouvernementales. *“Des sommes gigantesques sont volées au peuple russe et, ensuite, ces sommes sont accordées comme prêts à la Russie et, bien sûr, avec des intérêts. Quelle bonne affaire ! Ce n’est pas pour rien que l’Occident soutient par tous les moyens les privatisations en Russie.”*

Troisièmement, les privatisations ne se sont pas accompagnées d’une juste répartition sociale des moyens de production, mais elles ont engendré au contraire une polarisation de la société en riches et en pauvres, ce qui provoque un fort mécontentement social. On assiste à de graves violations des droits constitutionnels des citoyens, à leur paupérisation et à leur ruine. La criminalité a considérablement augmenté. L’activité des organisations mafieuses a largement dépassé celle de la mafia italienne. *“La réalité russe a très vite démontré que le mythe merveilleux selon lequel les privatisations pouvaient garantir la justice sociale et la stabilité n’était qu’un leurre.”*

Quatrièmement, les privatisations n’ont apporté à la Russie ni la démocratie ni la liberté, mais elles ont permis au contraire la mise en place de la domination oligarchique des groupes industriels et financiers. *“Contrairement aux prédictions de certains, qui disaient que les privatisations jetteraient les bases de la démocratie et de la liberté, la Russie d’aujourd’hui est un Etat où les groupes industriels et financiers contrôlent toute l’économie et manipulent une situation politique instable. Ils font ce qu’ils veulent, et le peuple de Russie n’est plus qu’un morceau de viande sur leur étal.”*

Les groupes industriels et financiers représentent une forme d’organisation économique qui s’est constituée au cours des privatisations massives en Russie sur la base de l’interpénétration et de la fusion du capital industriel et financier. On peut dire, affirme Tchou Sintcheng, que c’est le produit des privatisations. Cela dit, ces groupes ne sont pas apparus spontanément, mais avec le concours du gouvernement à un degré ou à un autre. Celui-ci a d’ailleurs publié en ce sens, avant la fin 1996, deux lois, cinq décrets et onze ordonnances. C’est pourquoi Tchou Sintcheng considère que les groupes industriels et financiers de Russie ont un caractère de capital bureaucratique.

Depuis leur apparition, ils jouent un rôle croissant dans la vie économique du pays. Ils contrôlent les artères vitales de l’économie, ils ont monopolisé le financement et la production des ressources

essentiels, en particulier le pétrole et le gaz.

L'auteur de l'article considère que les groupes financiers ont une influence très négative sur la vie sociale et économique de la Russie. Premièrement, la rapide concentration du capital dans les mains d'un petit groupe de gens provoque une grave polarisation de la société, ce qui engendre des conflits sociaux, menace la sécurité économique du pays. Deuxièmement, ces groupes, nés de la collusion des bureaucrates et des entrepreneurs, ont constitué un système de corruption généralisée. Cette corruption est un frein important aux investissements et au développement de l'économie, et elle est encore plus néfaste que les activités des structures criminelles de la mafia. Troisièmement, en Russie, l'expansion des groupes industriels et financiers investit essentiellement les milieux liés aux banques, au pétrole et à l'exportation, c'est-à-dire les domaines les plus rentables, et cela engendre des distorsions dans l'économie, dont la structure devient monstrueuse. Quatrièmement, dans leur recherche du profit maximal, les groupes industriels et financiers ne s'intéressent pas au développement de la production, mais seulement à la spéculation, car, dans une période de restructuration de l'économie, on ne fait pas d'affaires en créant des entreprises normales. Voilà pourquoi, en Russie, l'économie des bulles de savon et les mouvements absurdes de capitaux ont connu un essor inouï, ce qui crée des conditions favorables pour l'apparition de crises financières.

Non seulement les groupes industriels et financiers contrôlent toute l'économie nationale, mais ils pèsent sur la situation politique de la Russie. Leurs représentants participent ouvertement au gouvernement (Potanine, Berezovski) et, surtout, ils le manipulent dans les coulisses pour qu'il agisse dans leurs intérêts. Selon Tchou Sintcheng, ces groupes ont dépensé, lors de la campagne de l'élection présidentielle de 1996, cinq cents millions de dollars pour leur propagande, afin d'empêcher l'élection du leader du PCRF, Ziouganov, et d'installer Eltsine au pouvoir. En mai 1998,

lorsque le gouvernement Kirienko tenta d'obliger les grands oligarques à payer des impôts, ces derniers se réunirent en secret sur un navire appartenant à Potanine et décidèrent de "*convaincre Eltsine de chasser le gouvernement Kirienko*". "*Cela confirme totalement que la Russie d'aujourd'hui est un pays où tout se fait selon la volonté d'un groupe d'oligarques industriels et financiers.*"

Cette situation est le résultat inévitable des privatisations. La mise en œuvre des privatisations s'accompagne obligatoirement de la restauration du système de la propriété capitaliste et de la domination des monopoles et de la bourgeoisie. Les contradictions fondamentales du capitalisme se manifestent de plus en plus, entravent immanquablement le développement des forces productives et préparent de graves conflits de classe.

II. L'échec du passage à l'économie de marché en Russie s'explique par de mauvais choix politiques et des méthodes inappropriées

La réforme du système économique en Russie était une nécessité objective, car le système précédent avait figé le développement des forces productives. C'est pourquoi il était juste de transformer l'économie planifiée en économie de marché. En sept années de réformes, l'économie planifiée a été liquidée pour l'essentiel et remplacée par une économie de marché, restée inachevée. Mais affirmer que le problème des réformes est résolu serait une simplification évidente et serait contradictoire avec le brusque déclin actuel de l'économie et la forte détérioration du niveau de vie. A ce sujet, un problème théorique se pose : si le développement des forces productives exige le passage à l'économie de marché, pourquoi, alors, ce passage en Russie, loin de les développer, a-t-il entraîné leur régression ? La réponse à cette

question est à deux niveaux. La nécessité de passer à l'économie de marché ne signifie pas qu'il faut passer à n'importe quel marché et avec n'importe quelles méthodes. Objectivement, le marché est nécessaire, mais quel marché et comment y parvenir ? Les graves conséquences des réformes actuelles ne signifient pas qu'il ne fallait pas les introduire, mais confirment que les méthodes n'étaient pas justes.

Selon l'auteur de l'article, deux erreurs ont été commises au cours de la perestroïka.

1. La question de la direction politique des réformes.

Toute économie existe et fonctionne dans un système social donné et, dans la vie réelle, son fonctionnement est inséparable de ce système. Dans la situation actuelle, l'économie de marché est liée soit avec le système socialiste, soit avec le capitaliste. Indépendamment de ces systèmes, elle n'existe que dans une pensée théorique abstraite. Son lien avec un système donné prédit que l'économie de marché reflète et incarne les particularités et les nécessités de ce système, est à son service et reflète son appartenance à ce système. L'économie de marché, c'est un modèle de fonctionnement de ce système, une méthode de développement et de régulation de l'économie, et c'est le système social qui détermine, qui dirige son fonctionnement et dans quel but. C'est pourquoi, quand on réfléchit à la création d'une économie de marché, il faut se poser la question de son caractère et du système social qu'elle sert. C'est là que se pose la question de la direction politique de cette restructuration.

En Russie, dès le début des réformes économiques, il était clair qu'on voulait créer une économie capitaliste qui fonctionne sur la base de la privatisation capitaliste. C'est pourquoi la restructuration de l'économie était liée au changement du système social fondamental, c'est-à-dire au remplacement de la propriété sociale par la propriété capitaliste, privée. Au nom de cela, on a expliqué que la propriété sociale était incompatible avec l'économie de marché et que, pour créer une telle économie, il était né-

cessaire de privatiser. L'auteur de l'article refuse catégoriquement cette idée. Il affirme que, pour l'économie de marché, la forme de propriété n'a pas d'importance et que la thèse de l'impossibilité de créer une économie de marché dans les conditions d'existence de la propriété sociale sert de prétexte au passage à l'économie de marché et de fondement théorique à la privatisation.

L'auteur de l'article va plus loin et se demande quel est le défaut de l'économie capitaliste de marché.

Pour y répondre, Tchou Sintcheng a recours à une formulation marxiste bien connue, selon laquelle, au cours du processus de production sociale, les forces productives déterminent la nature des rapports de production, mais ces derniers freinent considérablement le développement des forces productives. Mais s'ils correspondent à la nature des forces productives, ils peuvent contribuer à leur développement. En outre, même si le système dirigeant qui entrave le développement des forces productives parvient à améliorer et à rationaliser son fonctionnement, il ne peut qu'affaiblir ces entraves, mais pas les supprimer. Dans les conditions actuelles, le régime capitaliste limite déjà sérieusement le développement des forces productives, et son économie de marché, entravée par les contradictions fondamentales du capitalisme, ne peut guère jouer de rôle positif. Dans la grande majorité des cent et quelque pays et régions qui pratiquent l'économie de marché, celle-ci est loin de se développer à grand rythme et s'accompagne partout de dépressions et de crises. Il est évident, souligne l'auteur de l'article, qu'on ne peut faire dépendre une politique de réformes de la mise en place d'une économie capitaliste de marché, incapable de favoriser le développement des forces productives.

2. La question du modèle d'économie de marché.

Il existe beaucoup de modèles d'économie de marché, mais on peut les classer grosso modo en deux types : a) l'économie de marché libérale, c'est-à-dire la liberté totale du marché ; b) l'économie de marché sociale, c'est-à-dire une éco-

nomie de marché régulée par l'Etat. Le gouvernement et les savants de Russie, qui se basent sur une compréhension incomplète de la théorie de l'économie planifiée et s'efforcent sur le plan politique de "rompre avec le passé", de "renier tout le passé", rejettent totalement l'économie planifiée. Ils se prononcent contre la régulation par l'Etat et, sous l'influence du libéralisme occidental, ils ont choisi le modèle libéral d'économie de marché.

En rejetant l'économie planifiée et en s'appuyant exclusivement sur les forces du marché pour réguler l'économie, les économistes ne répondent pas aux exigences du développement d'une économie moderne.

Il faut comprendre que l'économie, qu'elle soit sociale ou de marché, est un procédé de développement de la production. L'un et l'autre modèle doivent être appliqués en fonction de la situation pratique. L'auteur de l'article se réfère à Deng Xiaoping, qui recommandait de combiner l'économie planifiée et celle de marché pour libérer activement les forces productives et accélérer le développement économique. Sans nier la nécessité de mettre en place un système d'économie de marché et son rôle positif dans l'amélioration de l'utilisation des ressources, Tchou Sintcheng fait cependant remarquer qu'on ne peut en même temps sous-estimer la planification pour soutenir l'équilibre général dans les domaines macroéconomiques et la régulation des structures de production. L'ignorance totale de la planification, écrit l'auteur, entraîne une perte de contrôle et le chaos dans la macroéconomie.

Le passage d'une économie planifiée à une économie de marché signifie seulement une modification du mécanisme fondamental de l'économie et que le marché devient l'instrument principal de distribution des ressources. L'économie de marché ne signifie nullement un rejet total du plan. En restructurant le mécanisme de fonctionnement de l'économie, la Russie, selon l'analyste chinois, s'est armée de la méthodologie de l'ultralibéralisme occidental, qui rejette totalement le plan.

C'est précisément ce modèle de libéralisme extrême qui explique, selon Tchou Sintcheng, l'aggravation actuelle de la situation en Russie. Il considère même que, "*dans un certain sens*", si l'Occident a soutenu les réformes en Russie, ce n'était nullement pour qu'elle se développe et devienne stable, mais dans ses propres intérêts politiques et stratégiques.

Naturellement, affirme l'auteur, le modèle libéral d'économie de marché, qui repose entièrement sur les forces obscures du marché comme moyen de régulation de l'économie, est irréalisable dans les conditions historiques actuelles.

3. La question des méthodes du passage à l'économie de marché.

En Russie, on a pratiqué une thérapie de choc, c'est-à-dire des actions rapides et résolues pour stabiliser la macroéconomie et passer en même temps à l'économie de marché. Dans la période initiale des réformes, on espérait que cette thérapie de choc allait faire des merveilles. C'est ce qu'a déclaré Eltsine avant 1992. Gaïdar avait promis que l'économie commencerait son essor en un an ou deux. Mais la thérapie de choc, loin de confirmer les promesses des politiciens, a entraîné le déclin de l'économie, aggravé les conditions de vie du peuple et affaibli la puissance nationale.

Aujourd'hui, les tenants de cette thérapie de choc sont peu nombreux, car, dans le plus grand laboratoire qu'est la Russie, "*la situation n'est pas brillante*". Il est clair, aujourd'hui, que cette méthode n'est bonne qu'à lutter contre l'inflation, comme l'a confirmé le Premier ministre de Bolivie dans les années 1980.

En Russie, réaliser le passage de l'économie planifiée à une économie de marché par cette voie et d'un seul coup était absolument impossible. On peut éliminer l'économie planifiée par décrets : il suffit que l'Etat n'ordonne pas de plan et ne dirige pas l'économie, et elle n'existera plus. Mais on ne peut pas créer l'économie de marché d'un seul coup ; pour cela, il faut d'abord une gestion autonome, des entreprises équilibrées, un système élaboré de marché,

afin que s'élaborent une réglementation et un système de lois, que le mécanisme de gouvernement soit régulé, ainsi que ses fonctions, que soient restructurées la pensée et les habitudes des gens. La thérapie de choc ne permet pas de soigner cette maladie. Cette méthode s'est surtout illustrée, au cours de la perestroïka, par la libéralisation des prix, de la gestion des entreprises et du commerce extérieur.

La libéralisation des prix (1992-1993) est le noyau de la thérapie de choc. Pour y parvenir, le gouvernement russe a supprimé toute planification directive et prospective, ainsi que le système des commandes d'Etat. Dans les conditions de la thérapie de choc, la libéralisation de la gestion des entreprises a eu des effets nettement plus négatifs que positifs. Les entreprises ont généralement commencé à rechercher des profits immédiats, ce qui s'est soldé par un déclin dramatique de l'économie.

En ce qui concerne le commerce extérieur, le gouvernement russe a déclaré dès l'étape initiale des réformes qu'il fallait rompre avec le monopole d'Etat qu'il avait pratiqué durant plusieurs décennies et a levé toutes les restrictions à la participation des entreprises au commerce extérieur. Mais il a manqué une régulation juridique de ces activités et l'Etat a subi des pertes gigantesques. Il s'est alors créé une situation d'insécurité économique.

Avec la libéralisation du commerce extérieur, on a introduit le libre-échange des devises étrangères. Comme les réserves d'Etat en devises étaient limitées, la spéculation a abouti à la crise actuelle, et notamment à la crise financière d'août 1998.

4. Les conditions sociales des réformes.

L'expérience universelle montre que les réformes ne peuvent réussir que dans les conditions d'une situation de stabilité politique et sociale. C'est d'autant plus vrai pour les réformes qui sont en cours en Russie, où tout le régime social est en restructuration. En fait, les réformes ne se produisent pas spontanément de bas en haut. Dans une très large mesure,

elles sont mises en œuvre par les gouvernements de haut en bas. Si la situation du pays est instable, le gouvernement perdra son autorité et ses directives ne seront pas appliquées. Il ne peut alors être question de réformes.

Mais c'est précisément dans une telle situation d'instabilité que se sont développées les réformes en Russie. Dans le processus de déclin de l'URSS et de la formation de la Fédération russe, les forces politiques bourgeoises ont provoqué des désordres en détruisant l'autorité du gouvernement central et, au cours de ces désordres, elles se sont emparées du pouvoir politique. Ensuite, les diverses fractions politiques de la bourgeoisie, en fonction de leurs intérêts propres, ont commencé à se battre pour le pouvoir, ce qui a donné lieu en octobre 1993 aux événements sanglants de la Maison-Blanche, au changement de Constitution et à la dissolution de la Douma.

Entre le président et la Douma, de sérieuses contradictions se sont fait jour. Tantôt le président menaçait de dissoudre la Douma, tantôt la Douma proposait la destitution du président.

Sous la pression des différentes forces politiques, le président réorganisait constamment le gouvernement, les Premiers ministres changeaient sans cesse, etc. Après la crise financière d'août 1998, toute la société s'est retrouvée en situation d'anarchie, la criminalité a brusquement augmenté et, au sein de la fédération, les tendances centrifuges se sont renforcées.

Avec un gouvernement si faible et de tels troubles sociaux, même le projet de réformes le plus juste ne pouvait être réalisé. D'autant plus que l'orientation, le modèle et les méthodes des réformes en Russie étaient erronés et n'avaient pas l'assentiment de la population. Dans cette situation, les mesures pour faire passer les réformes ne pouvaient que renforcer les troubles et il était très difficile de gérer la situation.

A partir de l'expérience russe, on peut conclure que même si elles étaient nécessaires, les réformes de marché ont été un fiasco, car leur orientation, leur modèle et leurs méthodes étaient erronés et la situation défavorable.

III. L'échec de la politique monétaire et financière a entraîné une aggravation de la situation économique et une crise financière

Avec la "nouvelle pensée" gorbatchévienne, au cours de la dernière période d'existence de l'URSS, la politique de réformes a montré de plus en plus qu'elle faisait fausse route, provoquant inflation et déficit budgétaire.

Lorsque, en janvier 1992, les prix ont été totalement libérés, échappant à tout contrôle, l'inflation a atteint des chiffres astronomiques, le déficit budgétaire a fortement augmenté et l'économie s'est trouvée complètement désorganisée. C'est pourquoi stabiliser la macroéconomie, juguler l'inflation, réduire le déficit financier est devenu l'objectif premier des réformes en Russie.

Conformément aux exigences de la Banque mondiale et du FMI, le gouvernement russe, dans le cadre de sa thérapie de choc fondée sur la théorie monétaire, a tenté de créer un milieu macroéconomique stable, en diminuant les dépenses et en augmentant les recettes. La diminution des dépenses budgétaires s'est faite au compte de la diminution des investissements centralisés dans la construction d'Etat, de la réduction des subventions et aides aux autres pays, de la réduction des dépenses militaires et administratives, de la réorganisation du fonds des assurances sociales, etc.

La politique de réduction des échanges monétaires suppose un contrôle sévère des émissions et une stricte limitation du crédit, un renforcement du contrôle de la Banque centrale sur les banques commerciales, la mise en œuvre d'un régime de licences pour le fonctionnement des banques, une limitation de l'accroissement des banques et autres établissements financiers, l'augmentation des intérêts sur les dépôts bancaires de la population, etc.

Cette politique de réduction, même si elle a aidé à contrôler l'inflation et à réduire le déficit financier, a eu une influence extrêmement négative sur le développement global de l'économie, la rendant "anémique".

Tous les domaines de la vie sociale ont connu la pénurie et, d'une manière générale, les conditions de fonctionnement des entreprises se sont détériorées.

Tout cela a entraîné un brusque déclin économique (une réduction brutale des investissements, l'impossibilité pour les entreprises de fonctionner normalement du fait de la politique d'économies draconiennes).

L'économie de la Russie s'est retrouvée prise dans un cercle vicieux : *"Chute de la production – diminution des rentrées d'impôts – croissance du déficit – augmentation des levées d'impôts – réduction des dépenses – chute de la production"*, et aussi *"chute de la production – inflation et hausse des prix – réduction des émissions et des crédits – chute de la production"*.

Il est très difficile de sortir de ce cercle vicieux, et cela demande beaucoup de temps.

La politique macroéconomique dans le processus des réformes russes a engendré un autre problème : le gouvernement a été confronté à une sérieuse crise de paiement, qui a provoqué une vente panique des valeurs d'Etat et la fuite des capitaux étrangers du pays.

Cela a mis en danger le marché des actions, le marché des obligations et le marché des devises étrangères, c'est-à-dire qu'il s'est produit une crise financière.

Finalement, tout cela a abouti à la déclaration conjointe du gouvernement et de la Banque centrale du 17 août 1998 sur la dévaluation du rouble.

La crise financière en Russie n'a nullement été fortuite.

Fondamentalement, elle n'a pas été provoquée par les conditions extérieures et n'a pas constitué un problème de nature purement financière.

"La crise financière a été le reflet exact de l'aggravation de la situation dans toute l'économie de la Russie et a démontré l'échec des réformes russes."

IV. Les perspectives économiques de la Russie ne sont nullement encourageantes, les malheurs vont la poursuivre encore longtemps

Dans la période initiale des réformes, on a cru en Russie que ces réformes allaient changer la situation économique générale, favoriser l'épanouissement du marché, améliorer le niveau de vie et renforcer la puissance de l'Etat. Il y avait l'espoir que la Russie entrerait dans le rang des pays capitalistes avancés. *"Sept années ont passé et ces espoirs sont partis en fumée."* *"Les gens ne croient plus à aucune promesse et les calculs optimistes ont cédé la place aux pronostics pessimistes."*

L'auteur de l'article propose des pronostics à long terme sur les tendances du développement économique en Russie.

Selon Tchou Sintcheng, l'économie russe ne peut pas indéfiniment rester en situation de déclin. Si l'on part des lois de l'économie capitaliste de marché, elle peut se rétablir et acquérir un certain développement. Les réformes ont abouti à la restauration du capitalisme. Les rapports de production capitalistes entravent le développement des forces productives, mais il ne faut pas en déduire de façon simpliste que l'économie russe est vouée à toujours s'enfoncer. A en juger par la situation après sept années de fort déclin économique, on assiste aujourd'hui à une stabilisation des facteurs qui ont entraîné le tragique dépérissement de l'économie.

Selon Tchou Sintcheng, l'économie russe a déjà atteint le bord du gouffre et, après un long glissement vers le fond du gouffre, elle peut commencer à remonter. On ne peut pas exclure cette possibilité.

Il existe, selon l'auteur, un autre aspect important.

Même si l'économie russe se développe, les rythmes de ce processus ne seront pas rapides, notamment à cause des conditions internationales peu favo-

rables. En effet, les puissances occidentales ne permettront pas le renforcement de la Russie, la bourgeoisie monopoliste n'est pas philanthrope : c'est une classe qui cherche à faire le maximum de profits. Elle considère la Russie comme une source de matières premières et un marché de produits finis, et elle ne veut pas la voir devenir un concurrent puissant. Pour l'Occident, la variante la plus souhaitable est une Russie *"faible, mais pas chaotique"*. C'est pourquoi l'Occident n'a nullement l'intention d'instaurer avec elle des relations cordiales sous prétexte qu'elle a restauré le capitalisme. De son côté, la Russie continue de considérer l'Occident comme un "ennemi potentiel". Toutes les conversations sur l'aide généreuse de l'Occident à la Russie se sont avérées comme un bluff et même « *les misérables "subsides" s'accompagnent de beaucoup de conditions politiques et économiques* ». Et l'élargissement de l'OTAN à l'Est est encore un plus grand coup porté à la Russie.

Deuxièmement, le développement de la Russie sera freiné par des facteurs internes. En effet, les rapports de production capitalistes entravent le développement des forces productives, comme tous les faits l'attestent. La principale contradiction du capital — entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation — conduit nécessairement à l'affrontement du prolétariat et de la bourgeoisie, à l'anarchie de la production dans toute la société, à des crises économiques périodiques. La restauration du capitalisme ne peut que freiner le développement de l'économie et s'oppose à son épanouissement.

Ces sept années de réformes en Russie, écrit en conclusion Tchou Sintcheng, démontrent clairement que toutes les réformes ne sont pas justes, la question est de savoir ce qu'il faut réformer et comment. La direction politique des réformes en Russie, orientée sur le capitalisme, sur le modèle économique du marché libre et sur des méthodes de choc, s'avère erronée, comme sont erronées tout une série de mesures pratiques. C'est pourquoi, d'une manière générale, les réformes en Russie sont vouées à l'échec.

**Une page
d'histoire russe
contemporaine :
le Parti national
bolchevique**

(Jean-Jacques Marie)



Nina Silina, l'égérie du Parti national bolchevique.
Slogan : *"Mort au matérialisme !"*

Qu'est-ce que le Parti national bolchevique (PNB) ?

PLUSIEURS lecteurs qui s'intéressent à la Russie contemporaine nous ont écrit pour nous demander ce qu'est le Parti national bolchevique (PNB).

- Le site du PNB contient un document d'un de ses membres (responsables ?) de la ville de Tcheboksary, intitulé : « *Pourquoi notre slogan est "Staline ! Beria ! Le Goulag !"* ».

Le texte commence par les lignes suivantes : « *Souvent, des gens intelligents et fins me disent : "Tu es un bon gars, tu es cultivé, tu peux obtenir beaucoup de choses dans la vie. En discutant avec toi, nous avons appris à respecter ton parti. Mais il y a une chose que nous ne pouvons pas comprendre. C'est la raison de votre slogan : "Staline ! Beria ! Le Goulag !" C'est effrayant ! Ils ont tué tant de gens !"* »

Il décrit les formes de décomposition de la société (depuis les 4 millions d'avortements jusqu'au développement de la prostitution et de la drogue, en passant par la décomposition de l'armée) et conclut : « *Un homme sain se heurte aujourd'hui à chaque pas à des horreurs et des infamies. Bon gré, mal gré, il n'y a pas d'autre issue que la terreur rouge. D'où le slogan : "Staline ! Beria ! Le Goulag !".* »

Si ce slogan ne figure pas officiellement, à ma connaissance, dans le "pro-

gramme" du PNB, ce texte figure sur son site sans aucun commentaire de la direction de ce parti. N'importe quel lecteur du site pense donc logiquement qu'il s'agit d'un élément de la politique du PNB.

- Un texte de leur correspondant en France, Sergueï Barantchev, évoque d'abord ce qu'il appelle l'activité "*des partis extrémistes, le Front national, Lutte ouvrière, la LCR d'Alain Krivine, les écologistes de gauche du parti Nature et tradition*", tous mis sur le même plan.

Il exalte ensuite l'acte de Richard Dorne (le tueur de Nanterre) : « *L'action de Richard Dorne est l'un des signes du désenchantement des militants des mouvements radicaux à l'égard du travail légal. On ne saurait douter que la France ne connaisse encore de nombreux actes similaires dans un futur proche. L'échec de l'ancienne ligne politique des partis radicaux contraint les militants à changer la nature de leurs activités (...). Les coups de feu tirés par Richard Dorne ont signifié la fin de toute une époque dans la vie de la France, l'époque, commencée en 1969, de la participation des extrémistes à la vie politique officielle (...). Dans les victimes de Dorne, il y a plus de communistes et de Verts que de socialistes et de libéraux. Ce sont précisément les dirigeants des partis "anti-bourgeois", d'accord pour devenir des*

rouages de la machine de l'Etat bureaucratique, qui méritaient le plus la mort pour Dorne. »

- Le chef du PNB, l'écrivain Edouard Limonov, en ce moment emprisonné, sauf erreur, sous l'accusation d'incitation au terrorisme (cet internement servant d'ailleurs fort bien la propagande de son parti), diffuse sur le site du PNB un texte consacré :

— à la *“révolution antiglobalisatrice”* ;

— à *“l'unité des forces nationalistes”*.

Sur le premier point, il développe la nécessité, pour le PNB, de collaborer avec les *“forces de droite”* et de *“développer un front commun avec les sectes”*.

“Nous sommes naturellement les alliés des sectes. Les membres des sectes, en règle générale, sont des gens disciplinés, fanatiques, bien motivés, et forment un groupe de bien meilleurs alliés que les partis politiques de Russie (ramassés de vieillards et de vieilles bonnes femmes) (...). Il nous est aujourd'hui avantageux d'intervenir avec elles dans un combat commun pour la liberté politique et religieuse.”

Il ajoute : *“On doit attirer les forces de droite et les parias religieux des sectes à la révolution antiglobalisatrice.”*

Sur l'unité des forces nationalistes, il souligne : *« Au cours de l'été 1999, nous n'avons pas réussi à conclure un accord avec Barkachov pour une liste commune aux élections sous le sigle “SPAS” (?), dirigée par Davidenko, membre du LDPR (le parti de Jirinovsky, le provocateur professionnel de la vie politique russe, ancien officier du KGB laudateur de Mussolini). L'avidité et la vanité, la susceptibilité et la manie des grandeurs de Barkachov ont empêché l'unité des forces nationalistes. »*

Barkachov est le chef du RNE (Parti de l'unité nationale), organisation ouvertement fasciste, qui arbore un insigne très proche de la swastika et pratique le salut fasciste dans ses rassemblements, développe un racisme hystérique à

l'égard des *“Caucasiens”* (Tchéchènes, Azéris, Arméniens, Géorgiens, etc.), et dont l'un des thèmes essentiels est la dénonciation du *“complot juif”* ou *“américano-sioniste”* mondial.

- Leur correspondant de Kaliningrad diffuse sur le site du PNB le compte rendu d'une réunion d'antisémites tenue dans la ville. Il développe l'idée que les représentants de toutes les autres organisations étaient des rigolos, des antisémites grotesques et folkloriques, et que les seuls sérieux, les seuls antisémites sérieux, dans ce rassemblement, étaient les militants du PNB.

- Un correspondant de Kostroma, faisant un compte rendu de la participation du PNB à la manifestation du 1^{er} Mai (au cours de laquelle ils portaient une banderole avec comme mot d'ordre *“Terreur !”*), discute de la *« collaboration avec les skinheads (...), qui pose un problème à Kostroma... parce que les “rappeurs de Kostroma sont membres du PNB et n'aiment pas les skinheads” »*.

Conclusion : à travers ces documents, le PNB apparaît comme une organisation fascisante, raciste, élément organisé de décomposition, qui recrute chez les lumps, les skinheads et les décomposés, et dont l'activité est fondamentalement provocatrice. Lorsqu'ils ont voulu se joindre au cortège du 1^{er} Mai à Kostroma, ils ont été accueillis par une partie du défilé aux cris de : *“Provocateurs !”* Ils ont jusqu'au bout néanmoins défilé en queue de cortège, à vingt, en criant des slogans divers, dont : *“Vive la police soviétique !”*...

- Le Parti national bolchevique a les honneurs du n° 5 897 (16-22 octobre 2002) de la *Literatournaïa Gazeta*, sous le titre *“Dans un combat fatal”*. L'auteur d'un article dithyrambique sur l'une des *“héroïnes”* du Parti national bolchevique, Nina Silina, affirme que, dans ce parti, *“non seulement on ressuscitait l'amour pour Vladimir Ilitch (Lénine), mais on vénérât le courageux baron Ungern”*... Peu, aujourd'hui, savent qui est le baron Ungern, dont une biographie a néanmoins été récemment publiée en France. Le rapprochement effectué par ce parti entre Lénine et ce personnage

prend toute sa portée provocatrice si l'on rappelle quelques citations de celui qui fut de loin le plus féroce des chefs blancs.

Ungern écuma un peu plus à l'ouest la région frontalière de la Mongolie jusqu'à la fin de 1921, en y faisant régner une terreur sanglante. Le général blanc Wrangel a tracé un portrait de ce personnage, qui était, écrit-il, "*fier de sa cruauté*". Ce partisan d'une monarchie universelle rêve de reconstituer l'empire de Gengis Khan ; en attendant, il massacre à tour de bras. Dans sa petite capitale de Daouria, dans l'extrême-est sibérien, il fait régner la terreur à l'aide de ses assistants-bourreaux, dont un certain Sipailo, qui se donne le titre de "*fameux étrangleur d'Ourga et de Transbaïkalie*" (1).

La fureur exterminatrice d'Ungern ne connaît pas de limites. Dans une lettre au général mongol Zhang Kongyu, il écrit : "*Un guerrier a le devoir de supprimer les révolutionnaires, quelle que soit la nation à laquelle ils appartiennent, car ils ne sont rien d'autre que des esprits malins ayant pris une forme humaine et qui veulent supprimer les rois, dresser le frère contre le frère, le fils contre le père, et n'apportent que le mal sur la terre des hommes*" (2).

Il précise à propos des Juifs qu'il "*ne doit en rester ni hommes ni femmes en état de procréer*".

Lors de sa dernière campagne, il publie un ordre n° 15 qui stipule : "*Exterminer les commissaires, les communistes et les Juifs avec leurs familles. Confisquer tous leurs biens.*" Et il explicite les raisons de ce déchaînement : "*En combattant les dévastateurs criminels et les corrupteurs de la Russie, il ne faut pas oublier que la chute des mœurs et la prostitution absolue des corps et des âmes ne nous permettent pas de nous en tenir aux anciennes valeurs. Il ne peut y avoir qu'une punition : la peine de mort. Les bases de la justice ont changé. Finies la "justice et la miséricorde" ! Voici venu le temps "de la justice et de la cruauté la plus impitoyable". Le mal venu sur terre pour effacer des âmes le principe divin doit être éradiqué*" (3).

L'associer à Lénine est une entreprise politique de détournement visant à dévier de la voie de l'organisation politique ouvrière indépendante des jeunes révoltés par le spectacle de la Russie mafieuse et de son gouvernement tout aussi mafieux.

Jean-Jacques Marie

(1) Leonid Youzéfovitch : *Le Baron Ungern, khan des steppes*, édition des Syrtes, Paris, 2001.

(2) *Ibidem*, p. 184.

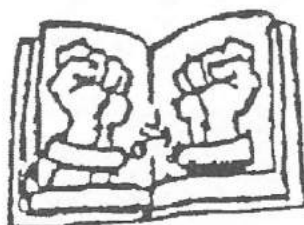
(3) *Ibidem*, p. 224.



Le baron Ungern.

L'inauguration de la bibliothèque Gérard Bloch au CERMTRI

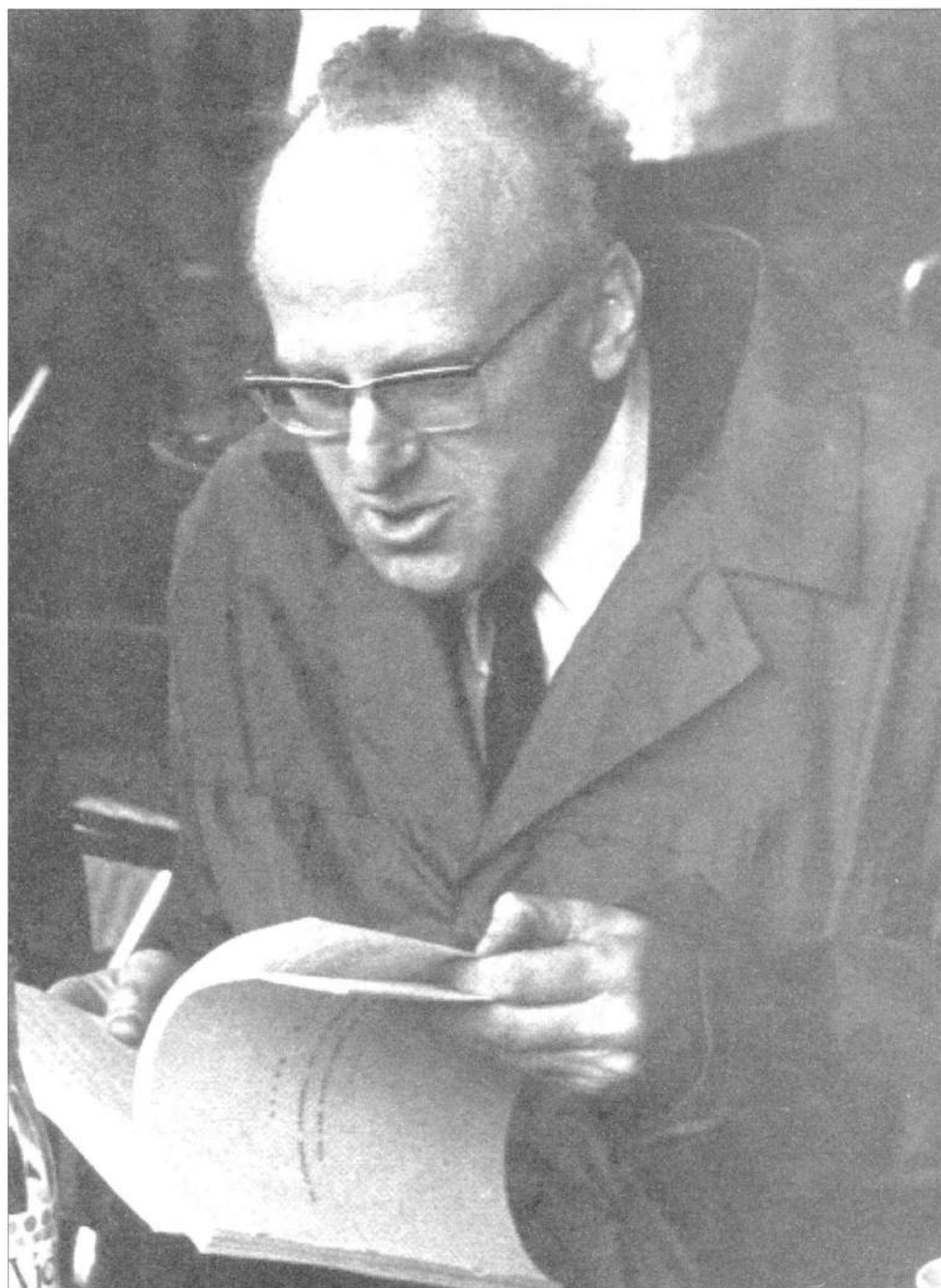
(Pierre Levasseur)



C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.



Gérard Bloch (1920-1987).

Un réel succès

LE 30 novembre 2001, comme nous l'avions annoncé, le CERMTRI a ouvert ses portes toute la journée, pour présenter ses fonds et ses activités. Dès le matin, nombreux sont ceux qui sont venus. Nos invités ont été sans doute à l'étroit dans des locaux trop exigus pour les accueillir dans des conditions idéales. Mais cette affluence n'est pas pour nous déplaire, elle démontre l'intérêt qu'on nous porte. C'est plus de 200 personnes qui sont venues dans le cours de la journée, visitant les étages d'archives et la bibliothèque ou assistant à la présentation des ouvrages de deux de nos invités.

Le matin, **Jean-Jacques Marie** a présenté son livre, *Le Trotskysme et les trotskystes* (éditions Armand Colin), devant un auditoire attentif. Il a expliqué les conditions dans lesquelles l'éditeur lui a demandé la réalisation d'un ouvrage simple et pédagogique, pour diffuser principalement dans le milieu étudiant. Incontestablement, ce livre nous change du contenu et de la forme de la multitude d'ouvrages commis par des auteurs en mal de révélations, qui n'ont qu'un très lointain rapport avec la réalité et aucun avec l'histoire et son déroulement.

Depuis les combats que l'Opposition de gauche internationale mena sous la

direction de Trotsky, dès les années 1920, jusqu'aux sujets politiques actuels, les principaux moments de l'existence de la IV^e Internationale sont présentés, textes de référence à l'appui. L'ouvrage explique d'où viennent la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière et le Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs, trois organisations qui, en France, se réclament du trotskysme. En s'appuyant sur des faits et des citations précises, Jean-Jacques Marie confronte les positions de ces organisations sur une série de sujets politiques récents : l'Europe, Maastricht, la Palestine, la nature de la mondialisation, la démocratie participative, mais aussi sur des questions dites de société : drogue, sexualité, "société civile" et ONG.

Un livre qui n'est pas seulement un guide pour les étudiants et ceux qui veulent connaître la réalité historique, il est une référence pour tous ceux qui s'intéressent à la IV^e Internationale, à ses combats, mais aussi aux discussions, aux divergences et aux crises qui ont jalonné son existence.

En début d'après-midi, **Wilebaldo Solano** a introduit un débat à partir de son livre *Le POUM : révolution dans la guerre d'Espagne* (édition en français chez Syllepse).

Le CERMTRI est fier d'accueillir ce militant, secrétaire des Jeunesses communistes ibériques en 1936, et à ce titre membre dirigeant du POUM pendant la guerre d'Espagne. Exilé en France, où il continuera le combat contre le franquisme, arrêté et condamné par la police de Vichy fin 1941, il se trouvera avec Gérard Bloch, dont il deviendra l'ami, à la prison d'Eysses (Lot-et-Garonne).

En 1995, le film de Ken Loach, *Land and Freedom*, avait rappelé, en rendant justice au Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), les tragédies qui se sont jouées au sein du camp républicain durant la guerre d'Espagne. Pour les staliniens, le POUM constituait un obstacle à leur mainmise sur la République et Staline combattait une révolution ouvrière en Espagne qui pouvait avoir des répercussions sur son propre pouvoir bu-

reaucratic. Un procès politique est intenté contre la direction du POUM, Andreu Nin est arrêté, torturé et assassiné. Dans son livre, Wilebaldo Solano, s'appuyant sur ses souvenirs personnels et les documents qu'il a pu conserver, revient sur l'histoire du POUM, constitué le 29 septembre 1935, qui va passer en un an de 8 000 adhérents à 45 000 (sans compter les sympathisants encore plus nombreux) et qui continuera la lutte clandestine contre Franco.

Toute une partie du livre est consacrée à Andreu Nin, à son action, à sa personnalité, mais aussi aux rapports politiques avec Maurin, Trotsky, Victor Serge.

Plus qu'un témoignage, le livre de Solano permet de mieux comprendre cette période que Victor Serge caractérisa de "*minuit dans le siècle*".

Hommage à Gérard Bloch

C'EST dans une salle comble que François de Massot ouvre les interventions d'hommage à Gérard Bloch. Il salue la présence de militants de la génération de Gérard Bloch, combattants trotskystes sous la botte nazie, comme Paul Parisot, Max Clémenceau, Louis Eemans et Pierre Lambert, ainsi que Georges Bardin, venu de Clermont-Ferrand, où il avait connu Gérard Bloch à son retour du camp de concentration en 1945. D'autres, empêchés, étaient excusés : Fred Zeller, Jean Risacher, Daniel Gluckstein, Pierre Roy, Yves Dechezelles.

François de Massot a rappelé ce qu'était le CERMTRI : "Centre d'archives, éditeur de documents historiques sur l'histoire du mouvement ouvrier, il est aussi une bibliothèque, qui, avec l'apport de la bibliothèque politique de

Gérard Bloch, don de ses enfants, conformément au vœu de Lucienne Bloch, elle aussi militante de la IV^e Internationale jusqu'à sa fin, permet aujourd'hui de mettre à la consultation près de 20 000 ouvrages, avec des collections particulièrement riches comme celle concernant le mouvement ouvrier en Allemagne, pour ne citer qu'un exemple. Le CERMTRI a pu éditer la traduction et l'annotation du chapitre 6 de la *Vie de Kark Marx*, de Franz Mehring, préparées par Gérard Bloch avant sa disparition."

Pierre Lambert, plutôt que de faire un long développement sur les positions politiques de Gérard Bloch ou les divergences qui ont pu exister, préfère rappeler quelques aspects du combat mené en commun pour la construction de la IV^e Internationale :

« Au camp de concentration, en Allemagne, ses codétenus l'avaient désigné pour conduire les engins, ce dont il était parfaitement incapable : ainsi, le "De-cauville" tombait toujours en panne, cela permettait aux détenus de se reposer, et lui en profitait pour engager des discussions en allemand avec certains gardiens.

En 1946-1947, il était, avec Paul Parisot, notre aîné à tous, dans la tendance des "droitiers". Au moment de la scission dans l'organisation trotskyste, le comité central réuni le voit arriver avec étonnement, et il déclare : "*Je ne change pas d'avis, mais je reste dans la IV^e Internationale.*"

Je crois que nous avons appris, avec Gérard, une chose particulièrement importante : on peut avoir des divergences, se séparer, sans pour cela vouer aux gémonies ceux avec qui nous ne sommes pas d'accord.

Aujourd'hui, la discussion sur le front unique revient souvent et, à ce sujet, je peux citer ce que disait Mourguès, qui, avant de devenir un responsable de la CGT-FO, avait été un chef de la Résistance : "*Quelles que soient nos divergences, Gérard Bloch est un homme avec qui on peut combattre.*"

Je me rappelle aussi avoir entendu Laurent Schwartz dire qu'on pouvait classer à l'échelle mondiale Gérard Bloch dans les dix premiers mathématiciens. Les mathématiques étaient toute sa vie, son avenir s'annonçait brillant dans ce domaine, mais il a choisi d'être d'abord un militant révolutionnaire.

En 1952, après la scission, Gérard et moi avions la responsabilité de faire sortir *La Vérité*. Chaque semaine ou presque, il fallait sortir un numéro. Nous avions un petit imprimeur, espagnol, ancien du POUM.

Nous n'étions jamais prêts à l'heure et, surtout, nous n'avions jamais les fonds nécessaires. Gérard Bloch, professeur de mathématiques, avait une situation plus rémunératrice que celle des autres militants et, avec la générosité qui le caractérisait, il payait.

Mais cela a vite eu une limite et nous a amenés à comprendre la nécessaire ri-

gueur de fonctionnement qu'il fallait adopter pour sortir le journal et construire le parti révolutionnaire.

Tout cela, c'était Gérard, son côté vivant et humain. »

Wilebaldo Solano explique les conditions dans lesquelles il s'est retrouvé emprisonné à la maison centrale d'Eysses avec un groupe de militants du POUM, condamnés à de longues peines par un tribunal militaire :

« Peu de temps après leur arrivée à Eysses, tous les détenus sont convoqués au "prétoire", tous prisonniers politiques considérés comme particulièrement dangereux par Vichy. Le directeur veut faire connaissance avec eux, et dit : "*Je vois qu'il y a ici des gaullistes, des communistes, des représentants d'un parti espagnol que je ne connaissais pas.*"

Alors, Victor Michaut, membre du comité central du PCF, intervient pour dire que la plupart étaient communistes. C'est alors qu'un grand jeune homme blond, du fond de la salle, a pris la parole : "*Je suis communiste, mais j'appartiens à la IV^e Internationale.*" C'est comme ça que j'ai fait la connaissance de Gérard Bloch.

Après cette séance mémorable, où les détenus ont démontré leur volonté de garder leur dignité et sont repartis en chantant *L'Internationale*, la vie s'est modifiée dans la prison. Nous avons organisé des conférences. Bloch a fait un cours de mathématiques, puis une conférence sur l'Internationale communiste. Des jeunes communistes ont commencé à sympathiser avec nous, c'en était trop pour les responsables staliniens. La vie de Bloch s'est trouvée menacée par ses codétenus. Pour l'isoler, le directeur l'a d'abord envoyé en quartier cellulaire, puis avec les militants du POUM.

Ayant fait quatre années d'études de médecine, j'avais été affecté à l'infirmerie. Mais celle-ci était entre les mains des staliniens, qui faisaient tout pour m'isoler, refusant les soins d'un "trotskyste". Gérard Bloch, toujours combattant et offensif, avait pris le risque de ve-

nir à l'infirmerie, sans motif médical, uniquement pour me soutenir. Les rapports ont changé lorsque j'ai soigné et guéri un de leurs responsables, mais lorsqu'un commando du maquis est venu nous libérer, je suis parti, parce qu'il était de l'Armée secrète ; s'il avait été FTP, je serai resté en prison pour plus de sûreté.

Quelque temps avant, Gérard Bloch avait été envoyé en camp de concentration en Allemagne. »

Paul Parisot rappelle avec humour quelques souvenirs militants :

En 1936, il est membre du Groupe bolchevique-léniniste de la SFIO. Il est convoqué par deux membres de la commission de contrôle et questionné : *“Es-tu pour l'armement du prolétariat ?”* *“Oui.”* *“Es-tu pour les milices ouvrières ?”* *“Oui.”* Et ainsi de suite, pour s'entendre dire sans autre discussion : *“Tu es exclu.”*

« En 1947, Pablo et un grand marxiste belge ont écrit une résolution où je suis caractérisé comme *“élément de la petite bourgeoisie reflétant la pression de l'impérialisme sur la classe ouvrière”*. Exclu ! Mais revenons en 1937, où nous étions 300 JSR (venant de la SFIO) à prendre nos dispositions pour nous construire. Avec Bloch, nous partons dans l'Aisne, un grand département où il n'y avait qu'une adhérente. Nous sommes restés trois semaines et, comme nous étions fauchés, nous nous sommes nourris exclusivement de pain et de tomates. En rentrant, Gérard avait perdu 5 kilos.

La dernière fois que je l'ai vu, peu avant sa disparition, lors d'une réunion que Laurent Schwartz avait organisée en l'honneur de Van (*Jean Van Heijenoort, décédé en 1986, avait été secrétaire de Trotsky pendant sept ans*), nous avons rappelé combien les rapports étaient parfois violents même entre nous, mais l'essentiel, c'était cette soif d'apprendre de ces jeunes hommes s'armant pour combattre pour leurs idées. Je me rappelle que Gérard avait repris page par page, à partir du texte allemand, l'édition Molière d'un ouvrage de Marx, car nous nous étions aperçus que la traduction était

souvent contradictoire avec l'original. Enfin, Gérard avait soumis son travail sur Mehring à Victor Faÿ, celui-ci avait essayé de le convaincre que les notes qu'il avait rédigées ne devaient pas prendre plus de place que le texte lui-même. En vain ! »

Georges Bardin :

“J'ai connu Gérard Bloch au printemps 1946, à Clermont-Ferrand, peu de temps après son retour des camps. Il m'a recruté à la IV^e Internationale. J'étais dans sa cellule et avec lui aux Auberges de jeunesse. Je voudrais revenir sur la campagne électorale de 1946, où nous présentions une liste conduite par Gérard. Une campagne peu commune : nous avions tout le monde contre nous, et plus particulièrement les stalinien, pour qui la calomnie n'avait pas de limites, traitant Gérard Bloch d'hitlérien. Ils se sont heurtés à un courage physique sans faille de Bloch, qui n'hésitait pas à leur porter la contradiction dans les meetings. Finalement, il a gagné son procès contre la calomnie stalinienne.

Gérard Bloch m'a appris la théorie et la pratique, il considérait que l'activité des révolutionnaires à Clermont-Ferrand, ce devait être d'abord Michelin, et quand aujourd'hui nous y diffusons le supplément Michelin à *Information ouvrières*, nous continuons le combat de Gérard.”

Pierre Lambert conclut en expliquant que cette bibliothèque Gérard Bloch n'est pas un hommage au passé, elle est un élément du présent :

“Aujourd'hui, où la IV^e Internationale, le trotskysme sont attaqués, où Sarkozy veut nous faire disparaître parce que nous n'aurions pas de place dans le monde politique, le meilleur hommage que nous pouvons rendre à Gérard Bloch, c'est de continuer son combat. Oui, nous sommes différents : nous voulons permettre aux hommes d'avoir une pensée libre, nous voulons aider notre classe à se forger les moyens d'abattre ce vieux monde d'exploitation, qui mène à la barbarie.”

Chronique des falsifications



Hannah Arendt.

Du bon usage des citations...

“L’attraction qu’exercent le mal et le crime sur la mentalité de la populace n’est pas nouvelle” (Hannah Arendt)

ON a donné cette année, à l’épreuve de philosophie du baccalauréat S, à expliquer un texte d’Hannah Arendt, auteur inscrit au programme. La sortie d’un gros recueil de ses œuvres, comprenant, sous le titre *Les Origines du totalitarisme*, tous ses textes consacrés à cette dernière question, a suscité dans la presse une avalanche de dithyrambes. En première page, *Le Monde des livres*, dans l’extase, affirme : « *Erigée en véritable conscience de nos “sombres temps”, Hannah Arendt apparaît désormais comme une des grandes figures tutélaires du paysage intellectuel français* » (28 juin 2002). Dans *Le Figaro littéraire*, sous le titre grandiloquent “*Hannah Arendt : la passion de penser librement*”, Jean-Marie Rouart, de l’Académie française, affirme : “*Nul mieux qu’elle n’a su penser le politique*” ! L’ancien dirigeant du PC espagnol et ministre de la Culture socialiste en Espagne, Jorge Semprun, enfin, précise dans *Le Journal du dimanche* : “*Hannah Arendt rompt résolument avec*

les tabous de la vulgate léniniste (...), qui ne conçoit l’impérialisme que comme la phase ultime du système du capital, comme l’expression de son agonie, vu l’épuisement irrévocable de ses forces productives (...), énorme sottise théorique qui a inspiré, inspire encore des pratiques qui se prétendent radicales.” Et Hannah Arendt, à l’en croire, “*élucide des questions que le coup de force théorique du léninisme brouille sans remède*” (30 juin 2002).

Un paragraphe des pages 613-614 des *Origines du totalitarisme* suffit à faire comprendre l’intérêt de cet anti-Lénine.

Commençant par la subtile phrase citée en exergue, Hannah Arendt continue : “*Il est compréhensible qu’un nazi ou un bolchevik ne soit pas ébranlé dans ses convictions lorsque des crimes sont commis contre des gens qui n’appartiennent pas au mouvement ou lui sont même hostiles ; mais l’ahurissant est qu’il ne cille pas quand le monstre commence à dévorer ses enfants, ni s’il devient lui-même*

victime de la persécution, s'il est injustement condamné, expulsé du parti et envoyé aux travaux forcés ou dans un camp de concentration."

Et, en note, Hannah Arendt affirme : « *Trotsky donna une justification théorique de cette conduite en affirmant en 1924 : "Qu'il ait raison ou tort... c'est mon parti".* »

Ainsi, pour Hannah Arendt : 1) stalinien = bolchevik ; 2) stalinien = nazi ; 3) bolchevik = nazi. Difficile de trouver là quelque chose de nouveau dans cette équation, qui date des années 1930. Quand elle dit enfin que Trotsky a fourni la justification théorique de la conduite des "bolcheviks" qui ont accepté d'être liquidés par leur propre parti, on ne peut manquer d'être étonné par une affirmation qui relève de l'ignorance ou de la mauvaise foi :

1) La grande majorité des opposants (même s'étant ralliés à Staline, comme Smilga, Preobrajenski, etc.) et l'écrasante majorité des trotskystes qui se sont battus pour redresser le Parti communiste soviétique, puis pour en construire un autre, n'ont jamais cédé : ils ont protesté, les trotskystes ont revendiqué, fait la grève de la faim, rédigé et distribué des tracts, organisé des manifestations même dans les camps.

2) Dans une situation donnée, en 1924, Trotsky, considérant que la classe ouvrière ne peut se passer de parti révolutionnaire pour se battre et qu'en 1924 le Parti bolchevique est encore un parti révolutionnaire, a prononcé la phrase qu'Hannah Arendt prend comme fondement de la soumission totale du "communiste à son parti".

3) Enfin, l'un des éléments fondamentaux de la répression stalinienne est l'exigence que l'exclu, la victime, le condamné, le fusillé reconnaissent auparavant que "le Parti" (c'est-à-dire, à l'époque de Staline, ce dernier et son tout petit groupe, qui sont à eux seuls le parti) a raison et qu'ils ont, eux, toujours eu tort, et doivent le reconnaître en se couvrant eux-mêmes de boue et de crachats, car Staline et son groupe sont in-

faillibles comme le pape parlant en chaire, et pour des raisons similaires : la caste, qu'elle soit bureaucratique ou cléricale, de par sa nature fondamentalement réactionnaire et antidémocratique, ne peut que remplacer l'argument rationnel par l'acte de foi et la discussion par la subordination. L'infailibilité est une condition nécessaire de ce mécanisme. L'acte par lequel, dans l'Eglise comme dans la caste bureaucratique, l'opposant ou l'hérétique se disqualifie lui-même est le revers de cette infailibilité qu'il faut toujours confirmer, puisqu'elle est régulièrement démentie par les faits. Trotsky affirme simplement, lui, dans une circonstance donnée, l'idée d'un patriotisme de parti fondé sur l'idée que le parti (et non un petit groupe dirigeant) peut avoir tort. Ce n'est pas la foi aveugle et aveuglante, mais un souci politique pratique.

On peut certes considérer que Trotsky a eu tort de prononcer cette phrase, mais on ne peut effacer deux points : le fait de prononcer cette phrase ne mène nullement Trotsky à affirmer le moindre renoncement à ses propres idées (alors que les condamnés des procès de Moscou, brisés, les piétineront eux-mêmes) ; ensuite, Trotsky n'adopte cette attitude que pour autant qu'il considère le parti existant comme un instrument valable pour la classe ouvrière. Il ne fait pas du "Parti" une catégorie en soi. Ce n'est qu'un moyen, indispensable aussi longtemps qu'il continue d'être utilisable pour les besoins mêmes pour lesquels il a été constitué. Mais dès que Trotsky juge qu'il est devenu un instrument au service d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière, il affirme la nécessité d'en construire un autre et une autre Internationale.

Prendre la déclaration circonstancielle prononcée par Trotsky en 1924 dans des circonstances très précises pour en faire le fondement d'une soumission au Moloch stalinien, que Trotsky n'a cessé de combattre — ce qui lui a valu d'être assassiné, comme tant d'autres trotskystes — manifeste pour le moins une

confusion mentale fâcheuse. Ces faits sont suffisamment connus et banals pour qu'on puisse à bon droit s'étonner de voir Hannah Arendt les ignorer ou les mépriser. Il faut croire que tout est bon

pour ressasser la vieille idée à la mode : bolchevik = stalinien = nazi...

Jean-Jacques Marie

LE FIGARO
littéraire

SUPPLEMENT HEBDOMADAIRE LIVRES ET DEBATS CULTURELS

SOUS L

A black and white portrait of Hannah Arendt, showing her face in profile, looking downwards. She has short, curly hair and is wearing a dark top. The image is split vertically down the middle.

Hannah Arendt:
la passion
de penser
librement

Notes de lecture

Sheila Fitzpatrick : Le Stalinisme au quotidien (La Russie soviétique dans les années 30) (1)

SHEILA FITZPATRICK présente à la fin de son livre la liste — fort longue — des questions qu'elle aborde : « *Je me suis intéressée à toutes sortes d'aspects de la vie quotidienne dans la Russie de Staline : aux différentes manières d'"obtenir" des biens, légales et illégales, à l'habitude de recourir à des protecteurs ou à des relations, au calcul des mètres carrés habitables, aux disputes dans les appartements communautaires, au mariage "libre", aux pétitions, aux dénonciations, au travail des indicateurs, aux plaintes contre les fonctionnaires, aux plaintes contre les privilégiés, aux avantages accordés à certains, aux études, aux activités bénévoles, aux ascensions rapides, aux dégringolades, à la confusion entre l'avenir et le présent, aux liens de protection mutuelle, à l'autocritique, à la recherche des boucs émissaires, aux purges, aux brutalités infligées aux subalternes, à l'habitude de s'en remettre pour tout aux fonctionnaires, aux mensonges concernant les origines sociales, à la découverte des ennemis, à la chasse aux espions, etc.* »

Elle étudie ici les conséquences des décisions économiques, politiques et sociales prises par le groupe de Staline entre le lancement de la collectivisation en 1929 et la veille de la guerre, sur l'existence quotidienne de la population,

sauf pour ceux qui ont alors la possibilité d'accéder au paradis, possibilité d'ailleurs strictement limitée aux quelques centaines de milliers de jeunes cadres aux dents longues qui prirent, de 1936 à 1939, la place des victimes des purges sanglantes.

L'édification à toute vitesse d'une industrie lourde, la liquidation de l'artisanat et du petit commerce, la chute de la production agricole, l'absence de construction de logements — alors que quinze millions de paysans, en dix ans, viennent s'installer dans les villes anciennes ou les villes champignons édifiées autour des sites industriels sortis du néant comme Magnitogorsk —, les pénuries alimentaires, les famines qui en découlent, sans parler des files d'attente devant les boulangeries dès deux heures du matin pour recevoir un pain noir im-mangeable, parfois parsemé de clous, de verres ou de souris, tel est l'ordinaire quotidien de dizaines de millions de Soviétiques.

Les années 1930 sont marquées par un effondrement de leur niveau de vie et par une aggravation fulgurante des diffi-

(1) Sheila Fitzpatrick : *Le Stalinisme au quotidien (La Russie soviétique dans les années 30)*, traduit de l'américain et du russe par J.-P. Ricard et F.-X. Nérard avec le concours du CNL, Flammarion, Paris, 418 pages. Prix non indiqué.

cultés de la vie quotidienne. L'industrialisation à un rythme forcené attire dans les villes des millions d'hommes et de femmes logés et nourris comme des bêtes, et confrontés à des difficultés de déplacement énormes. Les transports en commun sont dans un état lamentable ou figurent aux abonnés absents. *"Pskov, avec une population de 60 000 habitants, n'avait ni tramway ni routes goudronnées en 1939 ; en tout et pour tout, la ville disposait de deux autobus. Penza n'avait toujours pas de tramway à la veille de la Seconde Guerre mondiale, alors que sa mise en circulation avait été prévue dès 1912 (...). Magnitogorsk eut une petite ligne de tramway en 1935, mais avait huit bus seulement à la fin des années 30", etc.*

Dans ces conditions, le décret de 1940 condamnant à la prison ou au camp tout travailleur coupable de trois retards de vingt minutes au travail dans l'année est une véritable agression contre la classe ouvrière.

Les conditions de logement sont aussi lamentables. Outre les appartements communautaires, où se déchaînent la plupart du temps jalousies, haines, querelles dignes de *Clochemerle*, mais qui peuvent déboucher sur une dénonciation, s'édifient, à la périphérie des villes ou dans les villes nouvelles, des bidonvilles formés de gigantesques baraquements de bois ou, comme à Magnitogorsk, la grande vitrine industrielle du "socialisme" galopant, de *"cabanes de terre construites sur des tranchées à l'aide de mottes de terre, de chaume et de morceaux de ferraille par les habitants eux-mêmes"*.

De plus, *"dans les villes de Sibérie, la majorité de la population vivait sans eau courante, ni égouts, ni chauffage central. Avec une population approchant d'un demi-million d'habitants, Stalingrad n'avait toujours pas de système d'égouts en 1938."*

En même temps, à côté de l'économie d'Etat officielle marquée par l'absence systématique des produits de première nécessité, fleurit une seconde économie privée, clandestine, mais connue de tous, dont l'expansion provoquera à

la fin des années 1980 l'effondrement même de l'économie d'Etat gangrenée.

Toute la partie descriptive de Sheila Fitzpatrick, qui généralise à la fois des éléments connus depuis longtemps et des éléments nouveaux issus de l'ouverture des archives, est précise, riche, détaillée et passionnante.

Ses généralisations, disons "théoriques", sont plus discutables. Ainsi écrit-elle : *"En tant que marxistes, les dirigeants soviétiques pensaient que l'essentiel était la production, non la distribution. Beaucoup continuèrent à considérer instinctivement le commerce, fût-il d'Etat, comme une activité mal-propre."*

On peut sérieusement douter que les hauts dirigeants, qui vivaient dans le luxe (dissimulé au maximum à la population), aient pu avoir un jugement "moral" sur le commerce (l'ambassadeur américain à Moscou, si favorable au régime qu'il applaudira aux procès de Moscou, invité un dimanche à déjeuner chez Molotov, est frappé par l'abondance et le luxe de la réception !). Quant au "marxisme" de Molotov, Mikoïan, Kaganovitch ou Staline, il n'est qu'une couverture idéologique, qui a aussi peu de rapport avec la pratique que l'égalitarisme évangélique avec la pompe tapageuse, la richesse ostentatoire et le système monarchique du Vatican.

Selon elle, *"la révolution de Staline (la collectivisation forcée et l'industrialisation accélérée — Jean-Jacques Marie) fit entrer le pays dans une ère de pénurie"*. En réalité, l'économie soviétique, héritière d'une économie russe de pénurie qui fonctionnait au seul bénéfice d'une mince couche de la population et entièrement détruite par la guerre et la guerre civile, était une économie de — grave — pénurie dès sa naissance. Et elle l'est restée jusqu'à l'effondrement de l'URSS. La pression fantastique de l'impérialisme belliciste américain, en poussant la bureaucratie à épuiser les ressources du pays dans une course éperdue aux armements, n'a fait qu'aggraver cette pénurie, que Staline n'a pas créée : il l'a aggravée, camouflée, systématisée, théorisée par le "socialisme dans un seul

pays” et en a fait un élément de développement de la couche des privilégiés, seuls protégés de cette pénurie... à condition de rester membres des cercles de l'appareil, condition même de leur docilité.

Certains des traits caractéristiques du système ne sont que la traduction de cette réalité. Ainsi, Sheila Fitzpatrick, rappelant la pratique du rationnement des produits de première nécessité (dont le pain), introduite à intervalles réguliers sous Staline, affirme : *“Même si le rationnement ne provoquait aucun enthousiasme chez les dirigeants, il fut si fréquemment pratiqué qu’il peut être considéré comme l’option par défaut de la distribution stalinienne.”*

Mais elle ajoute aussitôt après : *“Le rationnement fut introduit en Russie pendant la Première Guerre mondiale et maintenu pendant la guerre civile. Il fut officiellement rétabli de 1929 à 1935 et de 1941 à 1947.”*

Mais le rationnement est, surtout depuis la Première Guerre mondiale, le produit de toutes les situations de guerre et des lendemains de guerre : la France ou l’Allemagne de 1914-1918 comme la Russie de la même époque ou la France de 1940 à 1947. Il n’y a là nulle idéologie. C’est la loi de la pénurie aggravée dans une situation de guerre civile (que mène la bureaucratie contre son peuple) ou de guerre tout court. Réglementer la distribution de produits de première nécessité largement déficitaires est une mesure circonstancielle sans rapport avec la

nature du régime. Elle découle de la pénurie elle-même, due à la concentration des moyens sur la guerre et sur ses besoins énormes, au détriment des besoins vitaux de la population.

A l’époque de Staline, reporters, visiteurs, syndicalistes complaisants, délégations démocratiques et universitaires, au retour de voyages touristiques organisés par les Amitiés franco-soviétiques, France-URSS, où on les avait gavés de caviar et de statistiques truquées, saluaient très sérieusement la construction accélérée du socialisme en Union soviétique, la proximité d’un avenir radieux, et confirmaient à l’envi la véracité du propos de Staline : *“La vie est devenue meilleure, camarade ; la vie est devenue plus joyeuse.”* Pour la nouvelle aristocratie, qui allait applaudir à l’extermination des vieux-bolcheviks, sans aucun doute... Pour la masse des ouvriers et des paysans, certainement pas, même si l’abolition de la propriété privée des moyens de production et la planification économique allaient permettre l’édification d’une industrie débouchant sur le développement d’une classe ouvrière nombreuse, qui, sur cette base, allait arracher toute une série de conquêtes sociales — du droit au travail à la médecine gratuite, en passant par la liquidation de l’analphabétisme et l’instruction générale gratuite —, toutes conquêtes aujourd’hui liquidées dans la Russie “démocratique” de Eltsine et Poutine.

Marc Teulin

ЧАСТЬ I. СССР ПЕРЕД БОЛЬШОЙ ВОЙНОЙ

Указ

Президиума Верховного Совета СССР
**О переходе на восьмичасовой рабочий день,
 на семидневную рабочую неделю и о запрещении
 самовольного ухода рабочих и служащих
 с предприятий и учреждений**

Согласно представлению Всесоюзного Центрального Совета Профессиональных Союзов — Президиум Верховного Совета СССР постановляет:

1. Увеличить продолжительность рабочего дня рабочих и служащих во всех государственных, кооперативных и общественных предприятиях и учреждениях:

с семи до восьми часов — на предприятиях с семичасовым рабочим днем;

с шести до семи часов — на работах с шестичасовым рабочим днем, за исключением профессий с вредными условиями труда, по спискам, утверждаемым СНК СССР;

с шести до восьми часов — для служащих учреждений;

с шести до восьми часов — для лиц, достигших 16-ти лет.

2. Перевести во всех государственных, кооперативных и общественных предприятиях и учреждениях работу с шестидневки на семидневную неделю, считая седьмой день недели — воскресенье — днем отдыха.

3. Запретить самовольный уход рабочих и служащих из государственных, кооперативных и общественных предприятий и учреждений, а также самовольный переход с одного предприятия на другое или из одного учреждения в другое.

Уход с предприятия и учреждения, или переход с одного предприятия на другое и из одного учреждения в другое может разрешить только директор предприятия или начальник учреждения.

4. Установить, что директор предприятия и начальник учреждения имеет право и обязан дать разрешение на уход рабочего и служащего с предприятия или из учреждения в следующих случаях:

а) когда рабочий, работница или служащий согласно заключению врачебно-трудовой экспертной комиссии не может выполнять прежнюю работу вследствие болезни или инвалидности, а администрация не может предоставить ему другую подходящую работу в том же предприятии или учреждении, или когда пенсионер, которому назначена пенсия по старости, желает оставить работу;

б) когда рабочий, работница или служащий должен прекратить работу в связи с зачислением его в высшее или среднее специальное учебное заведение.

Отпуска работницам и женщинам служащим по беременности и родам сохраняются в соответствии с действующим законодательством.

5. Установить, что рабочие и служащие, самовольно ушедшие из государственных, кооперативных и общественных предприятий или учреждений, предаются суду и по приговору народного суда подвергаются тюремному заключению сроком от 2-х месяцев до 4-х месяцев.

Установить, что за прогул без уважительной причины рабочие и служащие государственных, кооперативных и общественных предприятий и учреждений предаются суду и по приговору народного суда ка-

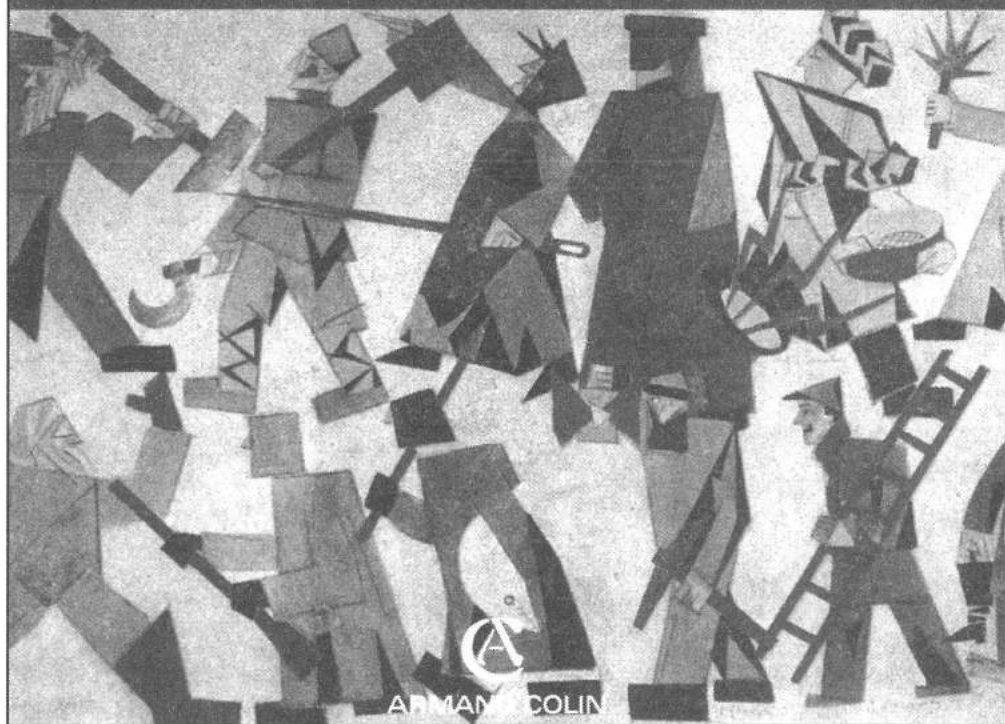
Décret du présidium du Soviet suprême de l'URSS "Sur le passage à la journée de travail de huit heures, à la semaine de travail de sept jours et sur l'interdiction du départ volontaire des ouvriers et employés des entreprises et établissements" (26 juin 1940).

L'Histoire
au présent

Le trotskysme et les trotskystes

Jean-Jacques MARIE

*D'hier à aujourd'hui, l'idéologie et les objectifs
des trotskystes à travers le monde*



Editions Armand Colin. En vente à la SELIO. Prix : 20 euros.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 78 360